

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 70

JANVIER 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- IRAK: SADDAM ENGAGE SON PAYS DANS UNE NOUVELLE GUERRE MEURTRIÈRE**
 - ANKARA ENVISAGE D'AUTORISER L'USAGE PARLE DU KURDE**
 - DAMAS: CONSTITUTION D'UN FRONT UNI DE L'OPPOSITION IRAKIENNE**
 - TURQUIE: DES ENFANTS KURDES CONDAMNÉS A MORT**
 - L'EXODE KURDE VERS L'OUEST TURC S'ACCENTUE**
 - VIENT DE PARAÎTRE**
 - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

IRAK : SADDAM ENGAGE SON PAYS DANS UNE NOUVELLE GUERRE MEURTRIÈRE

L'intransigeance, l'aventurisme et la mégalomanie de Saddam Hussein ont entraîné l'Irak dans une nouvelle guerre qui risque d'être plus dévastatrice et meurtrière que toutes celles endurées par le pays depuis la prise du pouvoir par le Parti Baas en juillet 1968.

Malgré toutes les tentatives de médiation, toutes les initiatives visant à lui ménager une porte de sortie sans effusion de sang supplémentaire, le tyran de Bagdad n'a pas voulu renoncer à sa conquête du Koweït, défiant ainsi la communauté internationale. Venant de sa

part, les discours sur le règlement global de tous les problèmes de la région ne pouvaient guère être pris au sérieux par tous ceux qui connaissent ce personnage et sa démagogie. S'il avait le moindre respect pour le droit des peuples à l'auto-détermination, il aurait d'abord reconnu ce droit à deux peuples qu'il a si brutalement martyrisés - les Kurdes et les Koweïtiens - avant de revendiquer avec un minimum de crédibilité, ce droit pour les Palestiniens. Le but principal de sa manœuvre était de tenter d'enfermer la coalition anti-irakienne dans de longues négociations globales, attiser ses contradictions internes et surtout disposer d'assez de

temps pour pacifier et diggérer le Koweït. En un an d'occupation et d'application de méthodes brutales déjà employées et éprouvées au Kurdistan irakien, il n'y aurait plus de Koweïtis au Koweïtiens et Saddam aurait alors pu s'offrir le luxe d'organiser un référendum pour «légaliser» l'annexion du Koweït. La mainmise sur les ressources de ce riche émirat allait lui procurer les moyens de renforcer encore sa terrible machine de guerre, d'achever la liquidation des Kurdes et de terroriser ses voisins.

Le succès de l'embargo restait également très hypothétique. D'une part les Kurdes sont bien placés pour constater que la frontière irako-iranienne était loin d'être étanche de même que celle d'avec la Jordanie. D'autre part il serait illusoire de croire que des pénuries peuvent susciter l'effondrement d'un régime très structuré, dont l'armée et la police politique quadrillent sévèrement le pays. Au bout de quelques mois d'épreuve les Alliés, qui jusque là semblaient méconnaître la vraie nature de la dictature de Saddam Hussein, ont dû se rendre à l'évidence: le maître de Bagdad n'est pas du genre à plier devant des sanctions économiques ou des menaces verbales. Enfoncé dans son arrogance démesurée et sa mégalomanie, il préférera transformer son pays en un champ de ruines que de reconnaître son erreur et se conformer aux résolutions de l'ONU. Il ne cèdera que devant la force.

Il serait évidemment naïf de croire que les Alliés, en particulier les Anglo-Américains sont dans cette affaire, mus par le seul souci du droit. Les Kurdes sont bien

placés pour savoir que les grandes puissances n'évoquent le droit que quand celui-ci peut servir leurs intérêts. Il n'en reste pas moins que Saddam Hussein a joué, jusqu'à la caricature, son rôle de hors-la-loi, de kidnappeur et de prédateur.

Saddam Hussein a une fois de plus joué les apprentis sorciers. Il porte la responsabilité de cette nouvelle et terrible épreuve pour son pays et son peuple. Depuis son arrivée au pouvoir, l'Irak, à l'exclusion de la brève trêve de mars 1970-mars 1974, n'a connu que la guerre. Guerre civile de 1968 à 1970, puis à nouveau à partir de mars 1974 contre le peuple kurde, guerre irako-iranienne de septembre 1980 à juillet 1988, invasion du Koweït en août 1990, enfin depuis le 15 janvier la guerre du Golfe. En 22 années de dictature le régime de Saddam Hussein s'est rendu coupable du massacre de plus de 200000 Kurdes, de la dévastation du Kurdistan, de la mort de plus d'un million d'Iraniens et d'Irakiens, de destructions massives en Iran et en Irak, enfin de la mise à sac du Koweït. Les ressources considérables du pays ont été englouties dans des dépenses d'armement et dans des aventures militaires.

On ne peut qu'espérer que les souffrances du peuple kurde et des Irakiens vont bientôt toucher à leur fin, que l'actuelle guerre sera la dernière et qu'elle finira par débarrasser l'Irak du régime néfaste de Saddam Hussein, ouvrir la voie à l'instauration d'une démocratie pluraliste permettant à chacun de s'exprimer et de défendre pacifiquement ses droits.

ANKARA ENVISAGE D'AUTORISER L'USAGE PARLE DU KURDE

Après s'y être opposé pendant plusieurs années, le gouvernement turc a finalement décidé, lors de sa réunion du 27.1.1991, de proposer à l'Assemblée Nationale turque l'abrogation de la loi 2932 de 1983 interdisant l'usage écrit et oral de la langue kurde. Le gouvernement avait rejeté auparavant la proposition du Parti Social-Démocrate Populiste allant dans le même sens. M. Orhan Sungurlu, Ministre de la justice, a expliqué qu'une «erreur» a été ainsi rectifiée. Özal a

son tour a exprimé sa satisfaction et a précisé, lors d'un entretien accordé au journaliste américain W. Safire, «qu'une personne sur six en Turquie est Kurde».

La décision gouvernementale semble être étroitement liée à la guerre du Golfe et aux préparatifs des négociations éventuelles qui devraient avoir lieu ensuite. La Turquie ne semble pas se trouver dans une position difficile lors des négociations éventuelles sur le Moyen-Orient. Ainsi M. Özal aurait, d'après le quotidien

Cumhuriyet, indique que la Turquie devait avoir des atouts pour prétendre à une place maîtresse dans le Proche-Orient qui se profilera après la Guerre et aurait ajouté «Ils (les pays européens) me demanderont alors les raisons pour lesquelles dix millions de personnes ne sont pas autorisées à parler leur langue. Et cela nous posera des problèmes lors des négociations». Le souci d'améliorer les relations avec l'Europe, surtout après la signature de la Charte de Paris, semble également inciter le président turc à se décider pour cette «libéralisation».

Une grande partie de la classe politique turque a accueilli la décision gouvernementale avec satisfaction. Le général Kenan Evren, qui fut le numéro un du Coup d'Etat de 1980 et l'artisan des lois renforçant les interdictions frappant l'usage de la langue kurde (notamment la loi n°2932), a également exprimé sa satisfaction et précisé qu'il était partisan de la libéralisation de la langue kurde «à condition cependant que celle-ci ne pénètre pas dans les écoles et qu'il n'y ait pas de pancartes en kurde lors des manifestations». ⁽¹⁾

M. İnönü, président du Parti Social-Démocrate Populiste a précisé que le gouvernement a finalement accepté une politique qui était initialement la leur. Hüsamettin Cindoruk, président adjoint du Parti de la Juste Voie (libéral) a considéré la modification comme «la fin d'une honte constitutionnelle» (plusieurs articles de la Constitution turque, promulgués en 1982, sont conformes à l'esprit de la loi 2932) et l'a qualifiée de «tardive». Le président de ce parti, l'ancien premier ministre Süleyman Demirel a accusé le gouvernement d'exploiter ce sujet à des fins partisans: «Vont-ils (le gouvernement et l'ANAP) autorsier le kurde dans les écoles, à la radio et à la télévision? Vont-ils autorsier l'usage du kurde dans l'administration? Il serait erroné, si tel n'est pas le cas, d'exploiter ainsi ce sujet».

Le H.E.P. (Parti du Travail du Peuple, de gauche) quant à lui, a attiré l'attention de l'opinion publique sur les ambiguïtés qui entourent une telle décision, servant, d'après lui, avant toute autre chose, à obtenir l'appui de la population kurde pour légitimer une participation éventuelle de la Turquie à la Guerre.

(1) Dans ses mémoires dont le premier tome vient de paraître le général Evren justifie son coup de force Septembre 1980, entre autres raisons par le «danger séparatiste kurde».

La seule opposition clairement exprimée sur ce sujet est celle de l'aile dite «sacrée» de l'ANAP (parti au pouvoir) et du M.Ç.P. (Le Parti du Travail Nationaliste, extrême droite) du colonel Türkes. La décision du gouvernement a en effet créé un mécontentement massif et de profondes divisions à l'intérieur du gouvernement et du parti au pouvoir lui-même. Cahit Aral, de l'ANAP, ex-ministre, a expliqué à la presse «qu'il est extrêmement mécontent de la décision qui concerne la langue kurde». Certains ministres, tel que Cemil Çiçek s'y seraient d'ailleurs opposés lors du Conseil des Ministres et auraient accusé certains de leurs collègues d'origine kurde, notamment M. Kamran Inan, d'aider les «séparatistes». Alparslan Türkes, président du M.Ç.P. n'a pas pu non plus maîtriser sa colère et a expliqué que cette décision ne servait à rien d'autre «qu'à diviser le pays» et «qu'elle signifiait la capitulation devant ceux qui veulent détruire la nation turque».

La presse a dans son ensemble favorablement réagi à cette décision. M. Ali Birand, éditorialiste de *Milliyet*, proche des milieux de Bruxelles, qui avait déjà souligné la nécessité d'autoriser le kurde, précise que cette mesure contribue à améliorer l'image de marque de la Turquie en Europe. E. Özkök, de *Hürriyet*, définit la décision d'Özal «comme la première conséquence positive de la guerre» et ajoute qu'en Turquie il ne devrait plus y avoir de problèmes concernant les droits de l'homme. Oktay Eksi, du même journal s'interroge sur le timing de cette mesure et précise:

«Ce qui importe c'est d'admettre ce qui est «juste». Si bien qu'il faut enregistrer avec satisfaction l'initiative d'ANAP (le parti au pouvoir) ou plutôt de Turgut Özal, d'abolir cette «honte d'interdiction de la langue.» Toutefois, il n'y a pas lieu d'être à tel point naïf pour croire que cette nouvelle attitude s'explique uniquement par le souci du «respect des droits de l'homme».

Ugur Mumcu, du *Cumhuriyet* (centre gauche) explique également ce coup de théâtre par la Guerre du Golfe et par la création éventuelle, d'un Etat kurde dans le Nord de l'Irak. Le gouvernement turc envisagerait, d'après Mumcu, dans le cas où il n'aurait pas de moyen d'empêcher la création de cet Etat, d'organiser un référendum et de l'attacher à la Turquie. Le sociologue I. Besikçi, du *Yeni Ülke*, qui a passé plus de dix ans en prison pour avoir écrit sur les Kurdes, a décrit à son

tour la proposition gouvernementale comme une mesure en vue d'empêcher la création d'un Etat kurde indépendant.

Certains journalistes de droite restent cependant très réservés, ou, du moins sceptiques en ce qui concerne le succès de ce projet. Ainsi, Taha Akyol, de *Tercüman*, un ancien dirigeant du parti néo-fasciste du Colonel Türkes, s'interroge si «*le kurde deviendra un élément de la richesse culturelle de la Turquie ou alors, au contraire, si, «politisé», il se transformera en une arme dans la radicalisation des processus de séparatisme et de division.*» Il ajoute:

«...Une poignée de militants, ainsi que les centres liés à l'impérialisme occidental, tels que «l'Institut Kurde» qui est sous la protection de Madame Mitterand, tentent de «politiser» le problème de la langue, de le transformer en un instrument du séparatisme politique.»

L'étendue de cette libéralisation n'est pas encore connue. Certains journalistes et les députés d'extrême droite du parti au pouvoir relèvent que l'usage écrit de la langue restera prohibé. Quelqu'en soient les raisons la proposition du gouvernement met un terme à une «honte» et constitue dans ce sens un pas positif. Toutefois, elle est loin de résoudre le problème kurde en Turquie, de garantir le respect des droits de l'homme au Kurdistan, mettre fin au régime d'arbitraire légalisé, voire, ni de permettre aux Kurdes de développer librement leur culture et leur langue. Dans ce sens là, on ne peut qu'être d'accord avec N. Yilmaz, député kurde

de l'ANAP qui a salué la proposition gouvernementale, mais qui l'a jugée très insuffisante. Non accompagnée d'une démocratisation et d'abrogation de certains articles du Code Pénale Turc, cette mesure se transformera, d'après Yilmaz en «un exercice d'humour noir». Le libre usage de la langue, devenu source de polémiques interminables en Turquie ne se situe en effet qu'en deça des droits de l'homme, voire des droits civiques tout court. La situation des Kurdes en Iran et Irak montre clairement que les droits de l'homme des Kurdes peuvent être bafoués même lorsque ceux-ci peuvent librement parler leur langue

La décision gouvernementale pose un grave problème juridique: le cas des gens qui sont (ou qui ont été) jugés et condamnés en vertu de la loi 2932, pour avoir parlé en kurde. Parmi ceux-ci figurent notamment Mehdi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir (en prison depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980), des chanteurs populaires tels que Bedri Ayseli, Rahmi Saltuk et Besni Kaya, les *imams* kurdes ayant prononcé leurs sermons en kurde, des candidats aux divers postes municipaux ainsi que de nombreux militants du P.K.K. Une conception juridique interdisant l'usage de la langue maternelle, aura donc fait, avant d'être en fin modifiée, de centaines de victimes. L'Etat turc acceptera-t-il de verser des indemnités à ces ex- «délinquants» «linguistiques» dont certains ont passé une partie de leur jeunesse en prison? La réponse à cette question constituera sans doute un critère important pour juger de la sincérité du président turc.

DAMAS: CONSTITUTION D'UN FRONT UNI DE L'OPPOSITION IRAKIENNE

Dix-huits groupes politiques kurdes et arabes, toutes tendances confondues, bannis par le régime de Bagdad ont décidé, lors d'une réunion tenue à Damas en Janvier 1991, de fonder un front uni d'opposition. Sept de ces organisations qui constituent la force d'opposition la plus importante contre le régime de Bagdad sont kurdes. Le front nouvellement créé s'est fixé comme objectif d'assurer le pouvoir après la chute de Saddam.

Le front d'opposition a promis la tenue d'une assemblée par des élections libres, chargée de rédiger la nouvelle constitution irakienne, ainsi que la destruction et l'interdiction de toutes les armes nucléaires, chimiques et biologiques. Le chef religieux arabe As-Sayed Mohammed al Moderressi et le dirigeant kurde Jalam Talabani ont souligné l'importance des dégâts provoqués par le régime de Ba'ath et précisé qu' «après la chute de Saddam la tâche sera colossale». (cf. p. 17 et 31 de notre dossier de presse).

LE PROCUREUR DE LA COUR DE SURETE A REQUIS LA PEINE DE MORT CONTRE 27 ENFANTS KURDES

A peine un an après la Déclaration Universelle des Droits des Enfants, L'hebdomadaire turc *Nokta*, a publié dans son édition du 13 Janvier 1991, un rapport inquiétant sur le sort réservé aux 27 enfants et adolescents contre lesquels le procureur de la Cour de Sûreté de Diyarbakir a requis la peine de mort. 13 de ces inculpés sont nés en 1973, 8 en 1974, 1 en 1975, 2 en 1976 et 3, toujours en détention, en 1978. Le dossier d'instruction du procureur les accuse d'avoir mené des activités militaires en vue de «soustraire à l'administration de l'Etat une partie des territoires qui sont sous sa souveraineté».

Ces enfants que les journaux présentent un bandeau noire sur les yeux, et dont les noms ont été réduits à des initiales se voient atteints dans leur dignité. Ils avaient été «recrutés» par le P.K.K., dans le cadre du service militaire obligatoire, ou avaient rejoint cette organisation de leur propre gré. Nombre d'entre eux, se sont ensuite rendus aux forces de l'ordre. Certains ont été livrés à la police par leurs parents. L'un de ces enfants, A.Ö., qui s'exprime à l'aide d'un interprète, explique son cas: «Je suis né en 1978 dans le village Piriçli à Beytüssebbab. Je suis de la tribu Jirki. Lorsque les membres de l'organisation (le P.K.K.) m'ont enlevé, j'habitais, avec mes parents dans le hameau de Yenice». A.Ö. qui est resté dans l'organisation pendant un an, à compter de sa date d'enlèvement (juin 1989), s'est évadé et s'est rendu à la police. Il est accusé aujourd'hui d'avoir participé à huit actions armées.

D'origine paysanne, souvent illettrés, ne parlant pas le turc ou peu, le cas de ces enfants «séparatistes» bouleverse leurs familles et les avocats. Le père d'un des inculpés explique ainsi son désarroi: «Il y a quelque chose d'étrange dans cette affaire. Nos enfants sont revenus de leur propre gré et nous les avons nous-mêmes remis à l'Etat. Et comment l'Etat a-t-il réagi? Il a jugé ces petits en les accusant de vouloir diviser le pays. Imaginez-vous, la

peine de mort est requise contre un petit enfant. Peut-on qualifier ça de justice?». Un oncle de Beytüssebbab dont le neveu est incarcéré à Diyarbakir raconte, quant à lui, que le procès use leurs nerfs et ruine leur situation économique.

Le procureur de la République Ali Sanver, qui se réfugie derrière le code pénal, refuse toute responsabilité personnelle dans cette affaire. M. Sanver justifie ses dossiers d'instruction et postule même que les dates de naissance déclarées de ces enfants ne correspondent pas à leurs âges réels. Il explique aussi qu'une attitude qui consisterait à «grâcier» d'emblée ces enfants lors de la préparation d'instruction serait contraire à la conception d'«Etat de droit». Il ajoute toutefois qu'étant donnés les réductions de peines prévues par le code pénal turc, ces enfants ne seront pas exécutés.

Les avocats des inculpés expliquent de leur côté, qu'il est nécessaire, au-delà de cette «consolation», de s'interroger sur le bien-fondé juridique de l'accusation. Ils précisent qu'on ne peut postuler, en toute logique, que les enfants de 14-15 ans puissent mener des activités en vue de diviser le pays et qu'on ne peut les accuser des actes qu'ils ont été contraints de commettre. Ils évoquent aussi que la réquisition de la peine de mort qui à elle seule laisse des traces durables dans la vie d'un adulte, ne manquera pas d'avoir des suites psychologiques graves pour les enfants dont certains sont jugés depuis plusieurs années. L'avocat Veznedaroglu ajoute que ces enfants paniquent devant les charges qui pèsent sur eux: «Ils ne savent même pas pour quel raison ils sont jugés. Cela veut dire que ce sont des enfants inconscients de leur délit. Et la peine de mort est requise contre eux. Comment voulez-vous que la peine capitale qui perturbe les adultes, ne trome pas ces petits, qu'elle ne provoque pas de grands dégâts dans leur vie. Ces enfants ne sont pas du tout éduqués. Ils ne parlent pas le turc, ils ne savent ni lire ni écrire. La seule chose qu'ils savent est qu'ils sont en procès et qu'ils risquent la peine de mort».

L'EXODE KURDE VERS L'OUEST DE LA TURQUIE S'ACCENTUE

L'exode des Kurdes vers l'Ouest de la Turquie s'est intensifié d'une manière inquiétante à la veille de la date limite de l'ultimatum donné par l'ONU à l'Irak. La population kurde qui avait été horrifiée par le gazage des Kurdes d'Irak en 1988 s'est sentie, à l'approche du 15 Janvier, abandonnée par les autorités. Le gouvernement, étroitement contrôlé par le président Özal, désireux d'entrer en guerre, n'a cependant pris aucune mesure pour assurer un minimum de protection pour la population civile. Les manoeuvres quotidiennes de l'aviation militaire américaine dans la région, notamment à Diyarbakir même, n'ont fait qu'accroître la panique. Selon le maire de la ville, Turgut Atalay, plus

de 50 000 personnes ont quitté la ville au début janvier. Batman, ville récemment promue chef lieu de département, que possède les raffineries les plus importantes de toute la Turquie, s'est également vue vidée de sa population. Ceux, parmi les habitants de Cizre, Silopi et Mardin, qui pouvaient trouver un point de refuge dans les villes comme Ankara, Istanbul et Izmir ont également préféré quitter leurs villes. Cet exode massif qui est venu tout de suite après le départ, en 1990, de 663 500 Kurdes de leurs villes natales, a paralysé l'économie de la région, déjà fortement perturbée par la rupture des relations économiques entre la Turquie et l'Irak.

VIENT DE PARAÎTRE

L'Institut Kurde vient d'éditer les actes de la Conférence Internationale «les Kurdes: droits de l'homme et identité culturelle», tenue à Paris les 14 et 15 Octobre 1989. Ce recueil comprend les interventions et les messages des personnalités kurdes et étrangères, notamment de Mme Danielle Mitterand et Elena Bonner, MM. Bernard Kouchner, Andreï Sakharov, Edward Kennedy, Bruno Kreisky, Peter Galbraith, Claiborne Pell, René-Jean Dupuy. La lecture de ces actes, plus d'un an et demi après la tenue de la Conférence de Paris est plus que jamais instructive, dans la mesure où elle témoigne du courage et de la clairvoyance de certains qui, face à la cécité politique du monde entier, et en dépit d'une pression immense, ont su dénoncer sans équivoque la

répression sur le peuple kurde. Ils ont pu aussi mettre à nu le régime de Saddam à un moment où celui-ci était encore salué comme «authentiquement laïc et jacobin».

L'Institut Kurde publie également la traduction turque de la Grammaire Kurde de Roger Lescot et Djeladet Ali Bedir Khan, parue initialement en 1970 en français. Bien plus qu'un manuel, cette grammaire est un classique dans le genre et couronne plus d'un siècle de travail effectué par les kurdologues allemands, français et russes. Sa publication en turc intervient à un moment où le gouvernement d'Ankara envisage l'autorisation de l'usage parlé du Kurde tout en maintenant l'interdiction de l'utilisation écrite son prétexte que «cette langue n'a ni écriture ni grammaire».

REVUE DE PRESSE

LE SENATEUR PATRICK LEAHY DE VERMONT SE SOUCIE DES KURDES. (*Congressional Record* 15.01.91). p. 0.

LE PRIX DE LA MÉMOIRE DÉCERNÉ À L'INSTITUT KURDE. (*Times Higher Education Supplement* 30.11.90). p. 01.

SI SADDAM HUSSEIN AVAIT LA BOMBE ATOMIQUE, QU'EN FERAIT-IL? Interview de Kendal NEZAN. (*Literator*, revue de l'Union des écrivains de l'Eningrad 28.09.90). p. 1.

LE PRIX DE LA MEMOIRE DECERNE A L'INSTITUT KURDE DE PARIS LE 3.12.90. (A.F.P. 29.11.90.). (*Journal du Parlement* 5.12.90). p. 2.

RECONNAISSANCE DU PEUPLE KURDE: UNE DELEGATION DU P.C.F. A LA SOUS-PREFECTURE. (*Courrier de Saone et Loire* 12.12.90.). p. 2.

REUNION DE LA COMMISSION SUR LES FRONTIERES TURCO-IRANIENNES A ANKARA. (*Gamk* 12-13.01.91). p. 3.

«SYMETRIE INQUIETANTE» DANS LA REPRESSION DES KURDES EN IRAK ET EN TURQUIE selon la Fédération internationale des droits de l'homme. (*Le Monde* 15.12.90). p. 3.

UN PEUPLE OUBLIE PAR L'OCCIDENT. LES KURDES SONT VICTIMES DE L'ALLIANCE CONTRE L'IRAK. UN EXILE PARLE. L'INDEPENDANCE EST PROCHE. CITOYEN DE SECONDE CATEGORIE, MEME EN GRANDE-BRETAGNE. (*Hamand High* 14.12.90). p. 4 & 5).

KURDISTAN: UNE HISTOIRE SOUS INFLUENCE. L'ons'êmeut de ces chars de Syrie qui dévalent sur Beyrouth, de ces hélicoptères qui déversent leurs roquettes sur les écoles et les pagodes du Cambodge, de ces raids effroyables commis par les escadrons de la mort au Salvador, de ces stades de football que l'on transforme en camps de concentration au Chili ou au Rwanda, et de ces autres stades où l'on célèbre le sport par le meurtre. Et l'on omet de se rappeler que d'autres peuples, d'autres nations subissent le joug de l'arbitraire et de la diffamation. (*Demain le Monde* 17.12.90). p. 6 & 7.

QUAND REGNE L'ORDRE. Au Kurdistan, l'état d'urgence est de mise ! Pour les Kurdes, poser la revendication à l'autodétermination revient à se heurter le plus souvent à la répression. Exercer le métier

de journaliste reporter dans ces conditions s'avère également malaisé. C'est que le problème kurde, épineux s'il en est, amène les autorités turques au mutisme sinon à l'intimidation ! (*Demain le Monde* 17.12.90). p. 8 & 9.

«MOI, CAPITAINE KARIM GARDE DU GORPS DE SADDAM HUSSEIN». Cet homme affirme avoir vécu pendant six ans dans l'intimité de Saddam Hussein, confirme les rapports accablants d'Amnesty International, il raconte Saddam Hussein. (*Le Nouvel Observateur* 20.12.90). p. 10 à 15.

L'AGONIE DU KURDISTAN. L'Irak anéantit sa région kurde. La Turquie suit l'exemple en déportant des centaines de villages et se démène pour empêcher la création d'un Etat kurde au nord de l'Irak. (*Le Nouvel Observateur* 20.12.90). p. 16.

QUINZE ORGANISATIONS IRAKIENNES DE L'OPPOSITION S'UNISSENT POUR RENVERSER LE REGIME DE HUSSEIN. LES EXILES S'INQUIETENT D'UN EVENTUEL DEMEMBREMENT DE L'IRAK. (*The New York Times* 30.12.90). p. 17.

ILS PORTENT LE FLAMBEAU DES DROITS DE L'HOMME. ANKARA MUSELE LA PRESSE TURQUE EN CE QUI CONCERNE LES KURDES. (*The Christian Science Monitor* 31.12.90). p. 18, 19 & 20.

UNE NOUVELLE ANNEE POUR LES KURDES ET LA RUSSIE. (*International Herald Tribune* 2.01.91). p. 20.

PENSEE POUR QUATRE PEUPLES. Irakiens, Palestiniens, Kurdes et Libanais ont tout à redouter de l'année qui vient. Et les premiers sont sans doute les plus malheureux. (*Le Nouvel Observateur* 3.01.91). p. 21.

POUR SADDAM LE DICTATEUR, LA GUERRE N'EST PAS LA PIRE ISSUE. (*International Herald Tribune* 7.01.91). p. 22.

DROIT D'ASILE : LES TURCS EN MAJORITE. Réfugiés politiques ou économiques ? Un casse tête qui conduit à la clandestinité. (*Est-Républicain* 7.01.91). p. 23.

PAS QUESTION DE RETOURNER EN TURQUIE. Mustapha, un jeune Kurde de 24 ans, est déterminé à ne plus quitter la France. Témoignage. (*Est-Républicain* 7.01.91). p. 23.

LE T.G.I. LEVE LA RETENTION ADMINISTRATIVE DES 2 KURDES. MAIS L'EXPULSION DES DEUX KURDES EST CONFIRMEE. L'un a pris l'avion ; l'autre est activement recherché. (*Echo-Républicain* 7 & 8.01.91). p. 24 & 25.

L'APPEL LANCINANT DES KURDES EN EXIL. Ils se manifestent aujourd'hui à travers l'association «SOS KURDISTAN». (*La Croix* 7.01.91). p. 24 & 25.

IL FAUT EVITER TROIS PIEGES DANS LE GOLFE. (*International Herald Tribune* 14.01.91). p. 26.

LA TURQUIE FACE A LA PEUR D'UNE ATTAQUE CHIMIQUE. (*Le Monde* 17.01.91). p. 26.

LES TURCS EN ALERTE. Le Parlement a autorisé hier le gouvernement turc à utiliser l'armée hors des frontières. (*Libération* 18.01.91). p. 27.

LA GRAND-PEUR DES KURDES DE TURQUIE. (*Journal du Dimanche* 20.01.91). p. 27.

LA TURQUIE GAGNEE PAR L'ANGOISSE. En ouvrant ses bases aériennes aux bombardements américains, la Turquie a pris le risque d'être entraînée dans la guerre. La peur d'une action de représailles irakiennes est omniprésente dans tout le pays. Les autorités se veulent cependant confiantes : Saddam Hussein ne dispose plus de moyens militaires suffisants pour ouvrir un second front. LA CARTE KURDE. (*Le Quotidien de Paris* 22.01.91). p. 28 & 29.

DES ORGANISATIONS ET PERSONNALITES NON COMMUNISTES SIGNENT UN APPEL «LA PAIX MAINTENANT», qui demande le règlement de la question kurde au même titre que les problèmes palestiniens et libanais. (*Le Monde* 13.01.91). p. 29.

ARMES CHIMIQUES : L'HYPOCRISIE DES NATIONS. (*Actualité juive* 24.01.91). p. 30.

LES REBELLES KURDES SOUPESENT UNE ATTAQUE. (*International Herald Tribune* 25.01.91). p. 30.

L'OPPOSITION EN EXIL A DAMAS SE DIT PRETE A ASSUMER LE POUVOIR APRES LA DEFAITE DE SADDAM HUSSEIN. (*Le Monde* 27-28.01.91). p.31.

PEINTURE, ROCK ET MUSIQUE KURDE A «RES REI». (*Po-pulaire du Centre* 11.01.91). p. 32.

LE PRESIDENT TURC ASSURE QUE SON PAYS N'A PAS DE REVENDICATION TERRITORIALE. (*Le Monde* 15.01.91). p. 32.

LA CRISE DU GOLFE : MAHMOUD OTHMAN : «SADDAM HUSSEIN N'A PAS ETE PUNI, IL PEUT RECOMMENCER». (A.C.P. 15.01.91). p. 33.

L'ARME CHIMIQUE : UN PRECEDENT - L'EXEMPLE KURDE. (*Nouvelle République du Centre Ouest* 15.01.91). p. 34.

TURQUIE : LES KURDES FUIENT LA CATASTROPHE. Au bord du plateau anatolien, où se sont réfugiés les Kurdes irakiens chassés par les gaz de Saddam Hussein, l'angoisse de la guerre chimique est omniprésente. (*Le Figaro* 17.01.91). p. 35.

LES TROIS CONSEQUENCES DE LA GUERRE : 1/ La réaction du monde arabe. 2/ Les effets en Irak d'un affaiblissement sérieux des forces armées et du régime baasiste. 3/ Les effets destabilisateurs dans la région d'une diminution importante de la puissance irakienne. L'émergence du Kurdistan. (*Le Figaro* 17.01.91). p. 36.

LA GUERRE EN DOUZE QUESTIONS : KOWEIT - KURDISTAN - FRONTIERES - SADDAM-HITLER - PALESTINE - PETROLE - CRISE, KRACH, BOUM - ETATS-UNIS - ATLANTISME - MONARCHIES PETROLIERES - ISLAMISME- COUT DE LA GUERRE. (*Rouge* 17.01.91). p. 37 à 39.

UN AMERICAIN TORTURE A BAGDAD EN 1983 RACONTE: AU JARDIN DES SUPPLICES DE SADDAM : «COUPS DE MATRAQUE, DECHARGES ELECTRIQUES, CHALEUR EXTREME, FROID GLACIAL. ET ENCORE CE N'EST RIEN ...». (*France-Soir* 23.01.91). p. 39.

LES KURDES ENVOYES EN PREMIERE LIGNE. (*France-Soir* 23.01.91). p. 40.

89 % CONTRE LE CONFLIT. A l'inverse de l'opinion, le président turc veut impliquer plus son pays dans la guerre. (*L'Humanité* 24.01.91). p. 40.

LES KURDES DE PIRIAC. UNE POPULATION TRES DISCRETE EN TRANSIT AU MOULIN-DE-PRAILLANE. (*L'Echo de la Presqu'île* 11.01.91). p. 41 & 42.

DES REFUGIES IRAKIENS A L'ASSAUT DES NEIGES TURQUES. Soldats et civils irakiens franchissent la frontière avec la

Turquie, en empruntant les chemins de la contrebande, traditionnelle dans cette région. (*Libération* 29.01.91). p. 42.

LA GUERRE AU QUOTIDIEN DES REFUGIES KURDES EN CREUSE. UNE REVANCHE CHARGÉE D'AMERTUME. L'Association France-Libertés, présidée par Mme Danielle Mitterrand, est à l'origine de la venue en Creuse d'une soixantaine de réfugiés politiques kurdes. Ils ont quitté l'Irak, chassés par les gaz de Saddam Hussein. Depuis quelques jours, toute la communauté vit au rythme de la guerre. (*La Montagne* 19.01.91). p. 43 & 44).

LA PAIX DES CIMETIERES. (*L'Opinion* 22.01.91). p. 45 & 46.

«EN NE RIPOSTANT PAS, ISRAËL FAIT LA PREUVE DE SA FORCE». Le Prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel, a partagé l'attente angoissée des habitants de Jérusalem lors d'une alerte aux Scuds. «Lorsque Saddam Hussein avait employé les gaz contre les Kurdes et les Iraniens, le monde civilisé aurait dû hurler». (*Le Figaro* 25.01.91). p. 47 & 48.

LA TURQUIE LEVE LES RESTRICTIONS SUR LES KURDES. (*The Guardian* 28.01.91). p. 48.

SARHANG, REFUGIE IRAKIEN A DIJON : «ME BATTRE CONTRE L'IRAK OUI... MAIS POUR LA PAIX». (*Le Bien Public* 18.01.91). p. 49.

SADDAM N'EST PAS SALADIN. (*International Herald Tribune* 25.01.91). p. 49.

LE FIL CONDUCTEUR DES KURDES VERS L'ENTREPRISE DE PAIX. (*International Herald Tribune* 29.01.91). p. 51.

UNE IDÉE POUR LE DEUXIÈME FRONT. LA TURQUIE ALLIÉE DES KURDES. (*Corriere Della Sera* 30.01.91). p. 52.

L'ATTENTE ANGOISSÉE DES TURCS. La région frontalière de l'Irak avait été évacuée. L'Assemblée nationale devait autoriser jeudi l'entrée en guerre «en cas de nécessité». (*La Croix* 18.01.91). p. 53.

LES KURDES : AUTRES VICTIMES DE SADDAM. (*The Washington Post* 20.01.91). p. 54.

PRISONNIERS : L'IRAK RESPECTERA LA CONVENTION DE GENEVE - LA LIGUE ARABE MUETTE - TRES PEU D'AVIONS IRAKIENS DETRUITS - DES CENTAINES DE MORTS IRAKIENS - DES NAVIRES ALLIÉS DANS LE CANAL DE SUEZ. (A.C.P. 20.01.91). p. 55.

LA TURQUIE SE PRÉPARE À ENTRER DANS LE CONFLIT. DEPLOIEMENTS DE TROUPES VERS LE SUD. (*Le Figaro* 23.01.91). p. 56 & 57.

LES KURDES HORS JEU. (*L'Idiot International* 23.01.91). p. 57.

LES KURDES, OUBLIÉS DE L'HISTOIRE. Ecartelés entre cinq pays, ils sont trois millions en Irak, particulièrement maltraités. L'Irak en état d'alerte. Le Kurdistan bombardé. (*Dépêche de Dijon* 23.01.91). p. 58.

LA TURQUIE ASSUME L'UTILISATION DE SES BASES PAR LES ALLIÉS. Bagdad menace Ankara de représailles. L'Irak et la Syrie redoutent l'extension du conflit. Les islamistes algériens s'agitent et le Président Chadli Bendjedid les met en garde. (*Midi Libre* 25.01.91). p. 59 & 60.

DERRIÈRE LA PROMESSE D'OZAL AUX KURDES SE CACHENT LES REVENDICATIONS TERRITORIALES DE L'IRAK. (*The Independent* 28.01.91). p. 61.

LES KURDES PRÊTS À FRAPPER SI SADDAM TOMBE. (*The Independent* 29.01.91). p. 62.

DE REDOUTABLES POISONS. La menace des armes chimiques. (*L'Humanité* 30.01.91). p. 63.

TURQUIE : LA PRESSION TERRORISTE. Tandis que l'on assiste à un regain du fondamentalisme musulman, le «problème kurde» ressurgit avec acuité. (*L'Aurore* 30.01.91). p. 64.

TURQUIE : LE DECHIREMENT DES KURDES DE LA FRONTIÈRE. Près de la frontière irakienne, les Kurdes de Turquie craignent de faire les frais du conflit en cas d'attaque de Bagdad. Ils n'ont pas oublié le massacre des leurs en Irak, mais certains admirent Saddam Hussein. (*Libération* 31.01.91). p. 65.

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE «LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE KURDE». (A.F.P. 30.01.91). (*Le Monde* 1.02.91). p. 66.

TURQUIE : LE GOUVERNEMENT ENVISAGERAIT LA LEGALISATION DE LA LANGUE KURDE. (*Le Monde* 30.01.91). p. 67.

ÖZAL : LES KURDES SONT NOS FRÈRES D'ORIGINE TURQUE. (*Tercisman* 31.01.91). p. 67.

LA QUESTION KURDE ET LES ARCHIVES BRITANNIQUES: LE PRESIDENT TURC AURAIT EMIS DE FORTES PROTESTATIONS A LA RENCONTRE DES BRITANNIQUES AVEC LE LEADER KURDE BARZANI. (*Milliyet* 5.01.91). P.68.

LA CRAINTE DE LA CRATION D'UN ETAT KURDE ... OCCUPE LES CONVERSATIONS DU CONSEIL DE LA SECURITE NATIONALE TURC. (*Nokta* 6.01.991). p. 69 & 70.

IMPOSSIBLE D'ARRETER L'IMMIGRATION: EN UNE ANNEE 663 500 PERSONNES ONT EMIGRE DE L'EST VERS ISTANBUL. (*Tercüman* 7.01.91). p. 71.

DECOUVERTE DE PETROLE A ADIYAMAN. (*Hürriyet* 11.01.91). p. 71.

LE P.K.K. S'EST SCINDE EN DEUX ET APO A PRIS LA FUITE. (*Hürriyet* 10.01.91). p. 72.

DES RESERVES DE 5 MILLIARDS DE BARILS DE PETROLE DANS LES PRIVINCES KURDES D' ADIYAMAN ET A BATMAN. (*Tercüman* 12.01.91). p. 72.

LE P.K.K. SERANGE AU COTE DE L'IRAK. (*Tercüman* 12.01.91). p. 73.

LE LIVRE DE MAHMUT BAKSI «SIVAN'IN SEVDASI» SUR LE MUSICIEN KURDE SIVAN SAISI EN TURQUIE. (*Yeni Ülke* 13.01.91). p. 73.

DES ENFANTS CONDAMNES A MORT : 27 ENFANTS DE 11 A 17 ANS SONT JUGES POUR « AVOIR PORTE ATTEINTE A L'UNITE DE L'ETAT ». (*Nokta* 13.10.91). p. 74, 75 & 76.

SEPT DEMANDES DE PEINE DE MORT REQUISES CONTRE DES MEMBRES SUPPOSES D'UNE ORGANISATION SEPARATISTE. (*Cumhuriyet* 13.01.91). P. 77.

LES 10 PERSONNES ENLEVEES PAR LES TERRORISTES ONT ETE LIBEREES. (*Hürriyet* 14.01.91). P. 77.

LES PESHMERGAS AYANT FUI L'IRAK : « NOUS SOMMES PRETS A NOUS BATTRE AU COTE DES SOLDATS TURCS ». (*Hürriyet* 14.01.91). p. 77.

LA FUITE: LE SUD-EST SE VIDE DE SES HABITANTS AVANT QUE LA GUERRE SE DECLENCHE. (*Milliyet* 16.01.91). p. 78 & 79.

L'INSOLENCIE DE L'ENTREPRISE ADAC : LA TURQUIE DECOUPEE SUR L'ATLAS GEOGRAPHIQUE. CERTAINS DEPARTEMENTS DE L'EST SONT DESIGNES COMME ETANT L'ARMENIE, D'AUTRES LE KURDISTAN. (*Milliyet* 16.01.91). p. 80.

PEINE DE PRISON A VIE POUR UN MEMBRE DU P.K.K. (*Hürriyet* 17.01.91). p. 80.

LE BOURREAU APPARTENANT AU P.K.K. A ETE ARRETE. (*Tercüman* 16.01.91). p. 80.

LA CRISE KURDE AU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT: Les membres de l'Association des droits de l'homme arrêtés pour avoir parlé en kurde ont été libérés. (*Cumhuriyet* 19.01.91). p. 81.

DES CENTAINES D'IRAKIENS, DONT DES OFFICIERS, SE REFUGIENT EN TURQUIE POUR FUIR LA GUERRE. (*Cumhuriyet* 19.01.91). p. 82.

ÖZAL : PAR LES PEUPLES D'IRAK J'ENTENDS LES ARABES ET NOS CONGENERES KURDES ET TURCS. TALABANI : LES KURDES NE SERANGERONT PAS AU COTE DES ETATS-UNIS. (2000" E *Dogru* 20.01.91). p. 83.

LES KURDES INTERDITS DE PENETRER DANS ANKARA POUR SUIVRE LE PROCES DES TROIS MILITANTS DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Cumhuriyet* 20.01.90). p. 84.

LA QUESTION KURDE EST EVOQUEE AU CONGRES AMERICAIN LORS D'UN DEBAT SUR LA CRISE DU GOLFE. (*Cumhuriyet* 20.01.91). p. 84.

UNE FAMILLE FUYANT LA GUERRE S'EST REFUGIEE A L'EGLISE. (*Cumhuriyet* 20.01.91). p. 85

LA PROTECTION DU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT POUR LES POLICIERS IMPLIQUES DANS DES CAS DE TORTURE. (*Nokta* 20.01.91). p. 86 & 87.

LA VIE DURE DANS LE SUD-EST: Des missiles « patriotes » et des civils vivent côte à côte. (*Cumhuriyet* 22.01.91). p. 88.

POUR 300 000 LIVRES TURQUES DES GROTTES A LOUER POUR SE CACHER DES BOMBES. (*Milliyet* 23.01.91). p. 89.

TURQUIE: LA REPOSE KURDE ARRIVE BIENTOT. (*Hürriyet* 25.01.91). p. 90.

- L'APPEL DE H.E.P. A L'OPPOSITION POUR UNE ATTITUDE COMMUNE CONTRE LA GUERRE. (*Cumhuriyet* 25.01.91). p. 91.
- DE BULGARIE A DIYARBAKIR : «DES TURCS DEVENANT DES KURDES». (*Ülke* 20-26.01.91). p. 92.
- L'INTERDICTION DE PORTER DES PRENOMS KURDES EN R.F.A. (*Ülke* 20-26.01.91). p. 93.
- LA VIE DE YILMAZ GÜNEY AU THEATRE : la pièce sera jouée à la Maison de la culture de Pendik. (*Ülke* 20-26.01.91). p. 94.
- LES VILLAGES KURDES BOMBARDES DES DEUX COTES DE LA FRONTIERE ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK PAR DES AVIONS AMERICAINS DECOLLANT DE LA BASE D'INCIRLIK. (2000°E *Dogru* 27.01.91). p. 95.
- «UNE CRISE RENDUE PROFONDE PAR UNE GUERRE SPECIALE» : LE 4^{ème} CONGRES DU P.K.K. S'EST TENU DANS LES MONTAGNES DU KURDISTAN. (2000°E *Dogru* 27.01.91). p. 96.
- LES ORGANISATIONS POLITIQUES KURDES TRAVAILLENT POUR UN CONGRES NATIONAL. (2000°E *Dogru* 27.01.91). p. 96.
- L'AMBASSEUR AMERICAIN DE L'OTAN : EN CAS D'ATTAQUE IRAKIEN CONTRE LA TURQUIE : «L'OTAN RENTRERA EN GUERRE SUR LE CHAMP». (*Cumhuriyet* 25.01.91). p. 97.
- L'EX-CONSEILLER DE MARGARET THATCHER : «LA TURQUIE DEVRAIT INTERVENIR DU NORD CONTRE L'IRAK». (*Cumhuriyet* 25.01.91). p. 98.
- ET SI L'IRAK NOUS ATTAQUAIT ... (*Cumhuriyet* 25.01.91). p. 99.
- VOILA NOTRE PLAN DE GUERRE. (*Hürriyet* 26.01.91). p. 100.
- LE MINISTRE DE LA JUSTICE, SUNGURLU, EXPLIQUE L'AUTORISATION DE LA LANGUE KURDE : «NOUS AVONS CORRIGE L'ERREUR». (*Cumhuriyet* 28.01.91). p. 101.
- LES VICTIMES DE LA LANGUE KURDE : LA DECISION DU CONSEIL DES MINISTRES DE LIBERER PARTIELLEMENT
- L'USAGE DU KURDE REMET A L'ORDRE DU JOUR LE CAS DES PERSONNES INCULPEES POUR AVOIR PARLE LE KURDE. (*Cumhuriyet* 28.01.91). p. 102.
- LE BONJOUR KURDE AU CONGRES DEL'ANAP. (*Cumhuriyet* 28.01.91). P.103.
- NEGOCIATION AVEC LES AMERICAINS SUR LE CAS DES KURDES. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 104.
- MESURE DE LIBERALISATION PARTIELLE POUR LA LANGUE KURDE, CE QUI EST PERMIS ET CE QUI EST INTERDIT. (*Cumhuriyet* 27.01.91). p. 105.
- LE PRESIDENT DU H.E.P., FEHMI ISIKLAR : CE SONT DES SOLDATS ORIGINAIRES DE L'EST QUI SONT ENVOYES AU FRONT. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 106.
- DES MESURES A PRENDRE ... (*Cumhuriyet* 27.01.91). p. 107.
- LES REACTIONS A LA DECISION DU GOUVERNEMENT SUR LA LIBERALISATION PARTIELLE DE LA LANGUE KURDE : «ELLE ARRIVE BIEN TARD». (*Cumhuriyet* 28.01.91). p. 108.
- POURRAIT-ON ECOOUTER DES CASSETTES EN KURDE ?. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 109.
- ANAP DEMANDE : «COMMENT VONT-ILS» LES KURDES. (*Cumhuriyet* 28.01.91). p. 110.
- SUR LA LOI INTERDISANT LE KURDE COMME LANGUE MATERNELLE. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 111.
- ÖZAL NE VEUT PAS D'UNE ENTITE KURDE. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 111.
- LA CRISE KURDE A ANAP. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 112.
- LA HONTE CONSTITUTIONNELLE A ETE ABOLIE. (*Cumhuriyet* 29.01.91). p. 112.
- LES ROIS DE LA CHANSON SE PREPARENT A CHANTER EN KURDE. (*Milliyet* 31.01.91). p. 113.
- DEMIREL : «LA LANGUE KURDE EST DEVENUE L'OBJET DE MARCHANDAGE. (*Milliyet* 31.01.91). p. 113.

L'EUROPE APPLAUDIT LA TURQUIE DANS SA PRISE DE POSITION POUR LES ALLIES ET POUR AVOIR AUTORISE LA LANGUE KURDE. (*Milliyet* 31.01.91). p. 114.

ÖZAL A DU MAL A FAIRE ACCEPTER LA LANGUE KURDE. (*Hürriyet* 31.01.91). p. 114.

DANS UNE DECLARATION DE MASSOUD BARZANI A AL-MAJALLA : LES RESEAUX DE TRAFICS IRAKIENS ONT ETE FORMES PAR DE GRANDS OFFICIERS DE L'ARMEE. (*Al-Majalla* 23-29.01.91). p. 118-115.

LE MAGAZINE ARABE AL TADAMMOM CONDAMNE PAR LA JUSTICE BRITANNIQUE POUR AVOIR, DANS UN ARTICLE, IMPLIQUE JALAL TALABANI DANS L'ASSASSINA DU DR. GHASSEMLU, (*Al Tadammom*, 3 novembre 190), p. 120

L'OPPOSITION IRAKIENNE FORMERA UN GOUVERNEMENT EN EXIL. (*Sawt-Kuwait International* 2.01.91). p. 120

DES KOWEITIENS ET DES KURDES. (*Asharq Al-Awsat* 4.01.91). p. 120.

TIMES
HIGHER
EDUCATION
SUPPLEMENT

November
30, 1990

SHLEF LIFE

The announcement of the Nobel prizes is always an exciting and controversial occasion. However, the recent foundation of another international award, Le Prix de la Mémoire (Memory Prize), has gained less attention. As we approach the end of this tumultuous century, this new prize may be more emblematic and expressive of our time. Indeed, together the Nobel and the Memory prizes might be viewed as boundary markers to the 20th century.

The Nobel prizes were first awarded in 1901. They were established to recognise and reward those

accomplishments in physics, chemistry, medicine, literature, economics (added in 1969) and peace, deemed by the judges to have conferred "the greatest benefits on mankind". The endowment of the prizes well reflected the European world view of the long 19th century (1789-1914), an age whose historical consciousness was shaped by both the Enlightenment dream of the mutual advancement of reason and of freedom and the material experience of the Industrial Revolution with its technological progress and economic development. The Nobel prizes expressed the optimism, the confidence and the belief in continued progress at the heart of European modernity and supremacy.

At the same time, they revealed an anxiety about the future, shown by the inclusion of the Peace Prize. Alfred Nobel himself, the inventor of dynamite and other explosives who accumulated fortune funded the prizes, lived the contradictions of the age most intensely. A lifelong pacifist who was committed to the

peaceful application of his inventions, Nobel helplessly witnessed their steady incorporation into the science of war. And, as we well know, Europeans and others proceeded to fulfil all of those anxious expectations and more.

As we approach the end of the century (and the millennium) we are chastened; we are less confident and less optimistic that the application of reason assures the advance of freedom or that the progress of technology necessarily promises social improvement. Naturally we welcome the termination of the cold war and celebrate the successful struggles for freedom and democratic rights in Central and Eastern Europe (and soon, we hope, elsewhere). Yet we've come to understand the vulnerability of peace and democracy, and to realise that, ironically and tragically, the finest ideals and aspirations can be perverted and rationalised to serve the crudest and cruellest of purposes and ends.

The most celebrated figures at the outset of this century were those of

the scientist and the industrial innovator. Directing our attentions to the future, their initiatives promised the possibility of still further progress and even greater command over our natural and social environments. Today, however, following the horrors of the past several generations, the persons who should be accorded the greatest recognition are those who, taking up the task of bearing witness to the exterminations, the massacres, the tortures, direct our thoughts to the past and to the imperatives of remembrance, realising that the final victories of the murderers and the torturers would be the suppression, deliberate or otherwise, of the knowledge of their criminal acts.

Awarded for the first time last year, the Memory Prize was instituted by the France-Libertés foundation under the auspices of Danielle Mitterrand, the wife of the French president. Intended to recognise those who labour to secure our collective memory and to prevent the falsification of the historical

record, the idea for the prize arose out of the growing awareness that "the expression, transmission, and preservation of Human Memory is the most effective means of struggling against the recurrence of barbarism". In 1989 it was presented to Serge Klarsfeld, the French historian and Nazi hunter, the Matenadaran Museum of the Armenian People's Memory, and the Dalai Lama (who also received the Nobel Peace Prize), and it was recently announced that the 1990 recipients are to be the Memorial Association for the Remembrance of the Victims of Stalinism (USSR), the Kurdish Institute in Paris, and the House of the Slaves at Goree (Senegal).

The Nobel and the Memory Prizes reflect the different times in which they were created. The Nobel is grounded in imagination and the hope of progress, the Memory Prize in remembrance and the hope of justice. Together they articulate the paradox and the promise of our century.

HARVEY J. KAYE



Congressional Record

United States
of America

PROCEEDINGS AND DEBATES OF THE 102^d CONGRESS, FIRST SESSION

Vol. 137

WASHINGTON, TUESDAY, JANUARY 15, 1991

No. 10

KURDISH REFUGEES

Mr. LEAHY. Mr. President, as the possibility of war in the Persian Gulf grows more real every day I want to call attention to the plight of a group of people whose past suffering at the hands of Saddam Hussein have too readily been ignored by the world community, including the Bush administration.

Today there are approximately 12,000 Kurdish refugees living in squalor in the Kiziltepe camp in Turkey, just 100 miles from the Turkey-Iraq border. They are among an estimated 30,000 Kurdish refugees living in camps inside Turkey along the Iraqi border. They fled Iraq in 1983, after Hussein bombed their villages with chemical weapons.

Although that has often been cited as an example of the barbarity that Saddam Hussein is capable of, it was only one of many outrages he inflicted on the Kurds. Their villages were flattened by tanks and their people tortured and executed in mass.

Mr. President, the Kurds are truly forgotten people, at least forgotten by the world's leaders. There are over 20 million Kurds, yet they are without a country or land of their own. They have learned to expect persecution wherever they go.

The Kurdish refugees on the Iraqi border are in grave danger. If war erupts in the Persian Gulf, they are confined to closely guarded camps from which they cannot leave. If war

spreads in their direction they will have no way of protecting themselves.

Three years ago the Bush administration was silent when Saddam Hussein ordered mustard gas to be used against the Kurds. I urge the administration to use its influence with Turkey and the governments of Western Europe, and the U.N. High Commissioner for Refugees, to ensure that these vulnerable people will not suffer again such a terrible fate.

Mr. President, I ask unanimous consent that a recent editorial from the Burlington Free Press on the Kurdish refugees in Turkey be printed in the Record.

There being no objection, the article was ordered to be printed in the Record, as follows:

Senate

(From the Burlington (VT) Free Press, Jan. 2, 1991)

THE FORGOTTEN KURDS

If you're going to be a victim of Saddam Hussein, it helps to control a flock of oil wells. It helps to be a Kuwaiti, not a Kurd.

When Saddam rolled over the Kuwaitis, world leaders shivered with horror and dispatched half a million troops. President Bush discovered a new Hitler in his erstwhile ally.

Kuwaiti sheiks relocated their limousines and counting houses to Saudi Arabia and await deliverance in comfort.

The Kurds don't control any oil. So, when Saddam gassed them, razed their villages in northern Iraq and turned their land into a desert, nobody paid much attention. Nobody paid any attention.

This was not a new experience for the Kurds. About 17 million Kurds—a people of Indo-European roots and Muslim faith—inhabit the dusty plains and hills where the borders of Iraq, Iran, Syria and Turkey come together.

When the Ottoman Empire was dismantled after World War I, the Kurds were promised an independent Kurdistan. Instead, their territory was split among the four neighbors and a nearby area of the Soviet Union—almost all of whom set out to annihilate the Kurds' culture. Turkey, where about half the Kurds live, refuses to acknowledge their ethnicity, calling them "mountain Turks." In Turkey, it's a jailable offense to speak Kurdish in the street.

So there is some irony—lost on the Kurds—in the fact that Iraqi Kurds fleeing Saddam's poison gas sought refuge in Turkey. Saddam apparently decided to designate the Kurds because they sided with Iran in the Iran-Iraq war.

"On 28 August 1985, they (the Iraqis) started bombing. They dropped chemical weapons on 70 points. I was there," said Akram Mayi, a Kurdish leader who is in the United States to receive a human rights award.

"The color of the gas was between white and yellow," he said, describing mustard gas. "It smelled of garlic. Thousands of men and women and children died. Thousands fled to Turkey."

And there they sit, about 30,000 of them, in three refugee camps, although Turkey calls them "guests" and declines international aid on their behalf. They have lived in tents and crude apartment blocks for two years, several families to a room. The food is plain but acceptable, Mayi said, but schooling is forbidden, and there is no work for the adults.

What the Kurds would really like, Mayi said wistfully, is to be given an autonomous

SENATOR PATRICK LEAHY OF VERMONT CARES ABOUT THE KURDS

region in northern Iraq if the United States destroys Saddam.

Short of that, the Iraqi Kurds would like to be accepted as refugees in Western Europe and North America.

The United Nations refused to discuss the Kurds or Saddam's campaign of genocide. Until recently, the United States showed no interest in accepting them as refugees—although who could better show "a well-founded fear of persecution"? This month, Mayi said, the United States agreed to accept 300 families.

"Every day the Iraqis killed thousands of Kurds and nobody talked about it," he said with bitterness.

"And now they talk about 'human rights.' Human rights! It appears it is petrel rights, not human rights, that matter."

Что будет делать Хусейн с атомной бомбой?



ГАЗЕТА ЛЕНИНГРАДСКИХ ПИСАТЕЛЕЙ

28. 09. 1990

— Господин Кендал, для многих советских людей, ежедневно читающих всевозможные «Правды», столь агрессивная, варварская политика Саддама Хусейна явилась полной неожиданностью...

— Действительно, политика иракского национал-социализма советскому народу не очень хорошо известна.

Этот режим находится у власти уже 22 года. И его можно охарактеризовать как арабский вариант гитлеризма. Гитлер говорил, что «мы соберем всех немцев под флагом «великой Германии». Так и Хусейн мечтает об объединении под флагом арабского национализма. Если бы его желание осуществлялось демократическим путем, никто против этого не возражал бы. Но он опирается в основном на военную силу. Поэтому оккупация Кувейта для нас не сюрприз.

Еще раньше режим Хусейна обрушился на иракский Курдистан: 4 тысячи деревень были стерты с лица земли, 1,5 миллиона курдов отправлены в специальные лагеря, десятки тысяч бежали из страны.

К сожалению, Советский Союз оказывал самую большую помощь иракскому режиму. Практически вся военная техника Ирака — советского производства. Платил же за нее Хусейн нефтью из Курдистана. Так что бомбы, которые сыпались на головы курдов, были куплены на их деньги. Разумеется, Советский Союз и другие государства, поддерживавшие Хусейна, не были заинтересованы в том, чтобы трагедия курдов была предана огласке.

Положение курдов можно сравнить с положением евреев в гитлеровской Германии. Фюрер сначала расправился с евреями у себя в стране, а потом распространил пламя войны по всему миру. Так и здесь. Сначала Хусейн справился с курдами в Ираке, а потом начал агрессию против соседних государств.

В 1980 году иракские войска напали на Иран. Режим в Иране тоже не назовешь прогрессивным. Там процветает религиозная диктатура. Но это другая проблема...

Хусейн преследовал цель показать всему миру, что он воюет против Хомейни для того, чтобы остановить распространение религии. Мы уже тогда говорили, что дело не в этом. Но нам не верили. Задача Хусейна заключалась в том, чтобы понравиться другим народам, прежде всего европейским, и получить у них как можно больше оружия. Это ему удалось.

Одним из участников II Международной конференции по правам человека, прошедшей в начале октября в Ленинграде, был президент Курдского института в Париже Кендал Незан. Он дал интервью корреспонденту «Литератора».



Самое современное вооружение, которое не продавали никому, было отправлено в Ирак (в частности ракеты «земля-воздух», химическое оружие...). Хусейн создал самую мощную армию в арабском мире.

После прекращения военных действий против Ирана С. Хусейн пришел к выводу, что его поддерживает весь мир. И он без тени сомнения начал уничтожение оставшихся курдских деревень. В августе-сентябре 1988 года против курдов было применено химическое оружие. 100 тысяч человек, бросив свои жилища, перешли турецкую границу. Об этом сообщили информационные агентства всех стран мира, кроме СССР.

— Рассматривалась ли курдская проблема в ООН?

— Этот вопрос был поднят в ООН по требованию Швеции и ряда других стран. 12 государств сочли необходимым направить своих представителей в Ирак, чтобы на месте ознакомиться с проблемой. Однако Хусейн отказался их принять. И на этом все закончилось...

США предоставили Ираку кредит в 1 миллиард долларов для закупки зерна. Советский Союз стал еще больше поставлять вооружения. До сих пор 8 тысяч советских специалистов оказывают помощь Ираку.

СССР принимал участие и в строительстве на территории Ирака заводов по производству химического оружия. Имена 52 советских специалистов были опубликованы в европейской прессе. В 1989 году в Париже проходила международная конференция по проблемам химического оружия. Я представил этот список сотруднику МИД СССР. Он сказал, что во времена Брежнева было допущено много ошибок. Таков был его ответ...

Но ведь и после Брежнева Советский Союз поставлял Ираку вооружение.

— Есть ли факты, свидетельствующие о причастности Советского Союза к агрессии Ирака в Кувейте?

— Таких фактов у нас нет. Хусейн старается вообще всех использовать, ото всех получает помощь, но ни с кем не советуется.

Кстати, Ирак должен СССР 11 миллиардов долларов. Вряд ли вы можете рассчитывать на возвращение этих денег.

— Как вы оцениваете политику Советского Союза после начала конфликта?

— Очень хорошо, но, к сожалению, слишком поздно...

— Возможно ли участие Израиля в вооруженном столкновении?

— Думаю, что нет. Если, конечно, на него не будет совершено нападение.

— Вы такую возможность не исключаете?

— Хусейн — человек ненормальный. Трудно предсказать, на какие шаги он способен. Его планы: выкачать максимум средств из Кувейта, через 2—3 года создать атомную бомбу (с помощью Бразилии и Советского Союза), и тогда он сможет навязать войну Израилю...

Принимавший участие в беседе старший научный сотрудник Ленинградского отделения Института востоковедения АН СССР Ордихан Джалилов подвел итог:

— Я согласен с оценкой ситуации на Ближнем Востоке, которую дал товарищ Кендал, хотя наша пресса и отмежевывается от того факта, что советские специалисты принимали участие в создании химического оружия в Ираке.

Так пишет ли «Правда» правду?

Беседу вел
Константин СЕЛИВЕРСТОВ

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRFR

FRA0370 4 IGA 0242 FRA /AFP-DP72

Prix-Mémoire

Prix de la Mémoire

PARIS, 29 nov (AFP) - Le prix de la Mémoire a été décerné conjointement à l'Institut kurde de Paris, à l'association soviétique à la mémoire des victimes du stalinisme et à la Maison des Esclaves de Gorée, a annoncé jeudi la Fondation France-Libertés, présidée par Mme Danielle Mitterrand.

Le prix de la mémoire, créé en 1988, a pour objectif de dénoncer et de combattre toute falsification de l'Histoire due à la l'oubli, volontaire ou pas. Il récompense des créations, des personnes ou des institutions.

Parmi les lauréats honorés en 1989, figurait le Dalai Lama. La remise des prix aura lieu le lundi 3 décembre au Palais de Chaillot, à 20 heures.

L'Institut kurde, fondé en 1983, est un organisme culturel et laïc qui a pour vocation de contribuer à la sauvegarde de la mémoire collective kurde. Le prix sera remis au président de l'Institut, M. Kendal Nezan.

Créée en 1988 et présidée jusqu'à sa mort par le Prix Nobel de la Paix Andreï Sakharov, l'association Mémorial s'est fixé pour but de réhabiliter les victimes du stalinisme. Le prix sera remis au poète soviétique Evtouchenko.

Monsieur Joseph N'Diaye, conservateur de la Maison des Esclaves de Gorée (Sénégal) sera également récompensé. Classée "patrimoine de l'humanité" par l'UNESCO, la Maison des Esclaves, située sur l'île de Gorée, au large de Dakar, rappelle la traite des Noirs dont cette île fut le théâtre.

ps/chm

IDF

AFP 291811 NOV 90

COURRIER DE

SAONE ET LOIRE

12 décembre 1991

RECONNAISSANCE DU PEUPLE KURDE : UNE DÉLÉGATION DU P.C.F. À LA SOUS-PRÉFECTURE

A l'initiative de la section chalon-naise du P.C.F., une délégation conduite par M. Jean-Paul Jacques a été reçue hier en début de soirée par le sous-préfet. Composée de Mme Renée Mazoyer, de M. Roger Thivent, conseiller municipal, et de deux réfugiés politiques kurdes. La délégation a attiré l'attention du représentant de l'Etat sur la situation des réfugiés politiques originaires du Kurdistan.

En effet, les réfugiés de ce pays, souvent militants de mouvements de libération, sont victimes de la répression. La délégation a demandé la reconnaissance du peuple kurde par le gouvernement français.

Le P.C.F. demande l'abandon de

l'envoi d'armes par la France à la Turquie.

Rappelant que dans ce pays, il y a trois cents condamnés à mort et plusieurs centaines d'enfants emprisonnés, le P.C.F. souhaite l'obtention du statut de réfugié politique et l'application européenne des droits de l'Homme.

Journal du Parlement

5 décembre 1990

A L'HONNEUR

Le jury du *Prix de la Mémoire* s'est réuni le 18 septembre dernier en présence de Madame Mitterrand, présidente de *France-Libertés*, pour décerner pour la deuxième année son prix à l'*Institut kurde de Paris*, l'association *Mémorial à la mémoire des victimes du stalinisme*, et à la *Maison des Esclaves* à Gorée. Les prix ont été remis le 3 décembre à 20h au *palais de Chaillot*.

France-Libertés, 1 Place du Trocadéro 75116 Paris.

Tel 47 55 81 81.

SAMEDIDIMANCHE, 12-13 JANVIER 1991
6ème ANNÉE — N° 1592
4F

ՊՐԵՍԵ ՊՈՒՐԵՆՏԻՆ
QUOTIDIEN ARMÉNIEN

REUNION DE LA COMMISSION SUR LES FRONTIERES TURCO-IRANIENNES A ANKARA

La dix-septième réunion de la haute commission sur les frontières turco-iraniennes s'est déroulée du 11 au 14 décembre derniers à Ankara. Lors de cette réunion mixte, le tracé des frontières entre les deux pays a été examiné et confirmé.

Longtemps objet de litige, l'actuelle frontière entre la Turquie et l'Iran est approximativement celle qui sépareit l'Empire perse de l'Empire ottoman dans leur partie septentrionale. La dernière en date des révisions des frontières entre les deux pays a eu lieu dans les années 20, quand la République turque, nouvellement créée, a acheté à la Perse une minuscule bande de territoire, qui présentait l'avantage pour la Turquie de la mettre en contact direct avec la république autonome du Nakhitchévan, et donc l'Azerbaïdjan.

Une acquisition motivée sans doute par certaines ambitions pan-turquistes, qui n'avaient pas quitté la nouvelle direction kémaliste, ce corridor en contact avec l'Azerbaïdjan

turcophone nouvellement soviétisé permettant d'assurer une continuité territoriale d'Istanbul à Bakou.

Depuis cette période, le tracé de la frontière turco-iranienne a été confirmé à plusieurs reprises et à même fait l'objet d'accords bilatéraux et tripartites, associant l'Irak, pour combattre la guérilla kurde transfrontalière. Avec l'accession au pouvoir des intrégristes en Iran, la peur de la « contagion » religieuse en Turquie, l'a emporté sur celle de l'utilisation par les Kurdes de Turquie du territoire iranien comme sanctuaire dans leur guérilla. Cette frontière charnière par laquelle passaient les principales voies de communication entre l'Orient et l'Occident ne voit désormais son étanchéité remise en question que par les seuls contrebandiers et la crise du Golfe, après la guerre Iran-Irak, ne permettra sans doute pas de lever de si tôt les verrous posés sur la frontière turco-iranienne.

Le Monde 15 décembre 1990

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme

« Symétrie inquiétante » dans la répression des Kurdes en Irak et en Turquie

Dans un communiqué publié jeudi 13 décembre à Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé la « répression » des populations kurdes en Irak et en Turquie, relevant une « symétrie inquiétante » de la politique des deux pays en la matière.

Selon le communiqué, « la politique de destruction systématique du Kurdistan menée par l'Irak depuis quinze ans s'est intensifiée ». L'objectif, estime la FIDH, est de ne

laisser au Kurdistan irakien qu'une demi-douzaine d'agglomérations.

Par ailleurs, la situation « s'aggrave de façon dramatique » dans le Kurdistan turc, indique la FIDH, notant la « suspension par le gouvernement de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme au Kurdistan » ce qui « autorise tous les abus » : isolement des prisonniers, menace d'exécution de trois cent huit condamnés à mort - Kurdes pour la plupart.

HAM AND HIGH - DECEMBER 14, 1990

HAM AND HIGH

DECEMBER 14, 1990

A people the West forgot

Kurds 'are victims of anti-Iraq alliance'

THE WEST must give as much attention to the Kurdish question as to the establishment of a Palestinian state if it wants stability in the Middle East.

So says Sami Zubaïda, senior lecturer in sociology at Birkbeck College, Bloomsbury, and specialist in Middle Eastern politics, who draws together the struggles of two peoples seeking a state in the region.

"The Palestinian homeland should be very much on the international agenda, but no-one is mentioning the Kurds in this context," he said, attributing that to the fact that Turkey — which has brutally suppressed its Kurdistan region — plays too important a role in the United States alliance against Iraq, the other major Kurdish oppressor.

Born in Iraq, Mr Zubaïda, who lives in Belsize Park Gardens, Hampstead, said Arab states had been just as cynical as the West about the Kurdish question.

"Western Governments have turned their aid and support to the region in whatever way their realpolitik has directed them, while



● Beating prisoners' feet, an illustration from a German-published account of Kurds' torture in the Turkish Diyarbakir military prison.

ignoring totally the interests and rights of populations in the area."

Kurdish people were recognised as a national group with a right to their own state under the Wilson Declaration of 1918. But, said Mr Zubaïda, Kurdish nationalist groups have tempered their demands to recognition of their autonomy and national cultural rights.

Turkey, though, denies their exist-

ence, while Iraq recognises their cultural rights only in theory. A quarter of Iraq's population are Kurds, but the 19 per cent of Turkey's population makes up half of the total number of 20 million in the region.

Saddam Hussein's 1968 coup in Iraq ended 10 years of rapprochement and attempts at reaching an accord with Kurdish nationalists. His

chemical attack on Halabjah, northern Iraq, knocked the stuffing out of their resistance, Mr Zubaïda said, which was followed up with further threats.

"The mere fact of what Saddam has done to the Kurds is not in itself an indication of his wider objectives. He wants to become the military supremo of the region and the Kurds are a detail in that."



● The stretching torture at Diyarbakir.

Independence is near, says exile

DILGES was a shepherd in Maras, one of the Turkish towns in the Karisan region on the Turkish border. He is 20 and has lived in Kentish Town for a year.

"There are no rights for Kurdish people at all, just the insistence of the Turkish authorities that we should be good Turks. We have lost our language, our country, our national identity.

"The Kurdish history is one of occupation and of fighting. Our people are known for caring for their family and for their honour. Kurdish people are known as mountain men. There is little influence from outside — a lot of Kurdish people won't see cars or television.

"When the soldiers came to the Turkish villages, the young men were beaten and the soldiers did filthy things with the women. We were not organised. I stayed for a long time in the mountains, I didn't want to see the things happening in the village.

"The ill-treatment carried out by Turkish soldiers is taking place in all parts of Kurdistan, but particularly near to the Iraqi-Turkish border. A lot of villagers live near the cities in slums and tents, where there is a great epidemic of cholera.

"A lot of our people have been killed trying to cross the border between Greece and Turkey. You can be sure you will be put in prison and will have to pay a lot of money to be released. A lot of people are tor-

ured who try to escape.

"They are tortured with electricity, they are made to drink filthy water, they are hung by their arms, they are thrown into very hot and very cold baths, they are hit with hammers on the soles of their feet.

"I have had no news of my mother and father since I left, even though there are now a lot of people from my town who are now in Britain. I don't think I will have a very good future in Britain, I am just hoping to have a future in an independent Kurdistan.

"I have a great hope that Kurdistan will be independent by the year 2000. We must protest against what is happening to Kurdish people by bringing it to world attention.

"The Western countries are blind to what is happening in Kurdistan. They are more interested in Alaskan whales being trapped in ice than 5,000 people being killed in Halabjah in northern Iraq. Thousands of Kurds are killed with guns and weapons provided by Britain, Holland and Germany.

"Kurdish people are prepared. There is a war now in Kurdistan. There will be a war in the Middle East and of course Turkey will help the United States. This will be a disadvantage to us because a lot of Kurdish people will be murdered with chemical weapons. But we will not stop our struggle, because we have nothing to lose. We have lost everything we ever had."

A second-class citizen, even in Britain

DELAL is 31, the mother of three children from Antap on the Turkish-Syrian border. She has lived in Camden Town for two years but neither she nor her husband can get a job.

She left Kurdistan after her town was invaded by Turkish soldiers who arrived to confront Kurdish fighters drumming up support from local people. Her father, husband and brother were tortured, after which all the young inhabitants of the village left. Only her father and mother from her close family stayed. She has no idea what has happened to them.

"Kurdish people have a lot of sympathy for the people fighting for independence, but they also have a fear of oppression. On the one hand we

want to get near to the resistance organisations, but on the other we fear the ill-treatment.

"Our language, our food are different to Turkey, how we behave to each other is different. I think Kurdish people are much more prepared now to fight.

"My teacher used to punish us if we spoke our language. We had to speak Turkish from childhood. Now I know everything about my history. I am only sorry I didn't start to teach my children our language — they were born in a Turkish society so I wanted them to co-operate with society better.

"Kurdish people are discriminated against in Turkey and we didn't want anybody to know we were Kurds.

"Now I am teaching my children our language. We are not an enemy to the Turkish people, we are just different. We are 30 million people, I don't think occupying Kurdistan is democratic.

"The United Nations declared 1990 as the year for children, but there are 90 Kurdish youngsters in Turkish prisons under sentence of death, and there were many children killed in Halabjah.

"Turkey has a children's day in April when children from all over the world are invited. They show lots of photographs of beautiful children in excellent health, but 100 kilometres away Kurdish children are sick. Thousands of children die from very simple illnesses. People should open their eyes and see what's happening

to the children in Kurdistan.

"A lot of organisations care about dogs, cats and animals, and 5,000 people are killed by gas. Nobody says anything, nobody suggests economic sanctions, nothing.

"We are second-class citizens in Britain, too. They say we are safe and free with no problems, but I can't get clothes, food or electricity.

"I would like to give my children their national values, their culture and language. They want to know everything about Kurdistan, what is happening there, the Kurdish folklore. London can only be a temporary home for us.

"Our only hope is an independent Kurdistan. I think all the time about the Kurdish nation."

Kurdistan Une histoire sous influence

L'on sème de ces chars de Syrie qui dévalent sur Beyrouth, de ces hélicoptères qui déversent leurs roquettes sur les écoles et les pagodes du Cambodge, de ces raids effroyables commis par les escadrons de la mort au Salvador, de ces stades de football que l'on transforme en camps de concentration au Chili ou au Rwanda, et de ces autres stades où l'on célèbre le sport par le meurtre. Et l'on omet de se rappeler que d'autres peuples, d'autres nations subissent le joug de l'arbitraire et de la diffamation.

Tel semble être le cas du Kurdistan et pourtant la réalité de la nation Kurde remonte à plus de mille ans avant J.-C. ! Ils seraient les enfants de l'union de deux tribus, celle des Mèdes et celle des Scythes. Ceux-ci conquièrent la partie orientale du Kurdistan, en Iran, dès ce premier millénaire et le reste, après la chute de Ninive, en 612 avant J.-C., constituant ainsi un territoire montagneux de 500.000 Km², englobant des parties de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de l'U.R.S.S. actuels. Dans le courant du Moyen Age, sous l'influence des grandes conquêtes musulmanes, les Kurdes s'islamisèrent et se sédentarisèrent. Au XIII^{ème} siècle, les invasions mongoles forcent les Kurdes à se retirer dans les montagnes. Par la suite, les Turcomans, à leur tour, dominèrent le Kurdistan. Au XV^{ème} siècle, les Turcs prennent possession, par les armes, de l'Arménie et du Kurdistan, ceux-ci devenant de fait des protectorats turcs et perses.

Révoltes et répressions

Cette mainmise engendra un sentiment national chez les Kurdes qui, s'il exista réellement, ne pu s'affirmer de par l'énorme puissance des empires turc et perse ainsi que d'un manque évident de cohésion accru par des rivalités entre les grands féodaux soucieux de maintenir leurs privilèges, au détriment d'une grande union. La suite de l'histoire des Kurdes ne fut que révoltes et répressions sanglantes (Cf Chronologie). De façon plus contemporaine, si la Turquie et l'Irak s'observent mutuellement avec méfiance pour des questions de territorialité, il n'en est point de même pour leur politique anti-kurde, allant jusqu'à signer des accords dits de "bon voisinage", destinés à coordonner des actions militaires combinées, susceptibles d'apporter plus de perfection dans le processus de réduction des mouvements autonomistes kurdes. Toujours dans l'optique d'actions militaires, en 1966, le gouvernement turc met en oeuvre l'organisation de commandos anti-guérilla; et, dès 1966, ces unités spécialement entraînées par des instructeurs étrangers, effectuent des opérations de ratissage dans les campagnes. Ces opérations sont toujours marquées par des actes de cruauté allant jusqu'aux meurtres ou la torture, pro-

cedés que je me refuse à décrire plus en détails, tant ils sont empreints de bestialité !

Kalachnikov et Cie !

A l'heure actuelle, en 1990, rien du tout n'a changé sous le soleil kurde ; les véhicules blindés, les Land Rover des anti-terroristes et les innombrables troupes (plus de cinquante mille selon plusieurs sources) règnent en maîtres absolus. Le statut d'état d'urgence a considérablement élargi les pouvoirs de plusieurs régions (Diyarbakir, Sirnak, Hakkari) délai de garde à vue prolongé à trente jours au lieu de quinze, fréquents barrages militaires sur les routes, zones interdites à la Presse, interdiction des Partis politiques tendant à préconiser le séparatisme, etc. Et les anti-terroristes sillonnent toujours les campagnes. Eux sont super-équipés (M 16 lance-grenades NATO, Kalachnikov et même pistolets Herstal tout neufs...). Lors de leurs actions, les membres de ces unités se voilent la face, par peur de représailles. Leur ennemi principal ? Les guérilleros du P.K.K. (Parti des travailleurs du Kurdistan - organisation interdite), de tendance marxiste. Ces derniers ne sont pas les seuls opposants.

DEMAIN
Le monde
JOURNAL DE LA COMPREHENSION INTERNATIONALE



armés mais ils représentent incontestablement l'organisation paramilitaire anti-turque la plus efficiente, les autres groupes de combattants étant dissociés les uns des autres et démunis de programmes politiques réels. Il faut admettre que, si les Kurdes respectent les guérilléros du P.K.K. du fait de leurs actions contre les Turcs, ils ne sont pas sans les craindre car leurs méthodes se révèlent extrêmement cruelles (opérations sanglantes, exécutions des collaborateurs ou soupçonnés tels,...). Ces guérilléros, très probablement équipés, armés et encouragés par la Syrie semblent, ces derniers mois, mus d'une nouvelle vivacité et multiplient leurs actions contre les Turcs qui, eux mêmes, amplifient la répression.

Dénouer les fils

Et si les enjeux de cette lutte sont soulignés par le droit à la culture kurde, des considérations économiques existent sous la forme de gisements pétroliers (surtout en Irak), de charbon, de cuivre, de fer, de plomb, de chrome et de magnésium. A cela, on peut ajouter un potentiel agro-élevage certain, les terres du Kurdistan n'étant point toutes arides. Comme déjà souligné, la faiblesse des autonomistes kurdes est consécutive à leurs difficultés d'unir toutes leurs forces (Syrie, Iran, Irak et Turquie) sous une seule et même autorité, au détriment des frontières de ces quatre nations. Mais pour ce faire, il est indiscutable qu'une éducation politique coordonnée et efficiente se devrait d'être à l'ordre du jour des mouvements séparatistes kurdes, tant il s'est avéré que pour obtenir des droits, surtout d'ordre culturel, il ne suffit pas d'attaquer ici et là des postes militaires ou des villages trop cléments à l'égard des Turcs. Il n'est point non plus interdit

d'émettre l'avis que nos gouvernements défont des mouvements tels que le P.K.K., du fait de leurs tendances marxistes pures et dures. L'acceptation de points de vue politiques moins extrêmes pourrait être susceptible de provoquer chez les Occidentaux une vision plus favorable quant aux revendications kurdes, tant il est vrai que le gouvernement turc peut, à l'heure actuelle, justifier ses indignes méthodes par le critère de la lutte sacrée contre le communisme. Mais, à mon sens, rien ne peut justifier le massacre d'un peuple et rien ne peut justifier le silence des autres peuples face à ce massacre.

Philippe Nyssen

Populations kurdes dans le monde

Turquie : 10.000.000
Iran : 6.000.000
Irak : 4.000.000
Syrie : 800.000
U.R.S.S. : 300.000
(chiffres de 1980)

Bibliographie : Archives C.N.C.D.
Archives Ph. Nyssen
Kurdistan : bref aperçu de l'histoire (Union des Travailleurs et Etudiants kurdes en Belgique (1980)).
Iran, la révolution islamique, de Chapour Haghghat (Editions Complexe).

Ph. Nyssen

Depuis 170 ans...

1818 à 1830 : fréquents soulèvements kurdes

1836 : massacre de plusieurs milliers de Kurdes

1894 - 1896 : Le sultan rouge, Abdulhamid II fait usage de sa cavalerie kurde pour massacrer des dizaines de milliers d'Arméniens

1909 : Suppression des associations kurdes par le Parti des jeunes Turcs.

1919 : Les Kurdes signent à Paris un accord réglant leurs litiges avec les Arméniens

1920 : Signature du traité de Sèvres qui se réfère au "Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" et établit les conditions d'un Kurdistan autonome. Par suite de ce traité, le Kurdistan ottoman devait devenir un Etat national (le Kurdistan iranien est écarté); cependant ce traité ne fut jamais appliqué.

1924 : Interdiction, sous Mustapha Kemal Ataturk, de l'usage de la langue kurde (apparentée au persan) et déportation des chefs et intellectuels kurdes.

1925 : organisation d'une résistance armée et révolte dans 14 provinces. Les Turcs proclament l'état de siège dans ces provinces et y instaurent une sévère répression. Les chefs rebelles (le Cheikh Saïd et le colonel Khalid Bey sont exécutés ainsi que 48 autres leaders nationalistes (août 1925).

1927 : Création du parti Khoybun (l'Indépendance) et nomination de Ihsan Pacha au grade de généralissime avec fondation d'une administration kurde.

1928 : Violents combats avec victoire, après un an, des Turcs. Le général Pacha s'exile en Iran.

1932 : Le Kurdistan turc est divisé en quatre zones, avec évacuation totale de l'une d'entre elle (stratégie de démembrement des structures socio-économiques kurdes).

1937 : Publication d'un pacte de bon voisinage avec l'Iran et l'Irak afin de mener une action commune contre les Kurdes.

1937 à nos jours : amplification des mesures anti-kurdes.

Ph. Nyssen.



Les Kurdes en Turquie Quand règne l'Ordre

Au Kurdistan, l'état d'urgence est de mise ! Pour les Kurdes, poser la revendication à l'autonomie revient à se heurter le plus souvent à la répression. Exercer le métier de journaliste reporter dans ces conditions s'avère également malaisé. C'est que le problème kurde, épineux s'il en est, amène les autorités turques au mutisme sinon à l'intimidation !

14 septembre, 35° à l'ombre, Diyarbakir-Kurdistan turc, à moins de 200 Km de la Syrie et à 300 Km de l'Iraq. L'aéroport, situé à quelques minutes de voiture de la cité, est incessamment survolé par un hélicoptère de combat. Un peu à l'écart, attendent des escadrilles de chasseurs F-104, alors que d'autres prennent l'air. Lorsque nous débarquons de notre avion, il nous faut, pour rejoindre les bâtiments administratifs, passer entre deux rangées de soldats armés jusqu'aux dents et très peu souriants. Ici, rien de plus clair, l'expression "état d'urgence" est tout à fait prise au sérieux.

"Gulf crisis"

Aux détours des rues de la cité elle-même, nous ne cessons de croiser des groupes de militaires, les uns étant armés, les autres non, alors que les Land Rover de la police spéciale quadrillent les quartiers. Lorsque nous posons la question du pourquoi de tant de troupes dans une ville de moyenne importance comme Diyarbakir, les autorités sont claires à ce sujet : "Gulf crisis", la crise du Golfe persique. Un officier, le capitaine A., nous dit : "Vous savez, nous avons plus de 300 Km de frontières avec notre voisin irakien, il nous faut donc être très attentifs.... Si Saddam Hussein se décidait à nous agresser, nous ne tenons pas du tout à être surpris..." C'est évident la menace irakienne est à considérer avec la plus grande attention. Cependant, au moins deux autres questions sont ici tout aussi importantes, sinon prioritaires : d'une

part, la Syrie d'Afzez El Assad qui n'a jamais dissimulé ses ambitions expansionnistes (le long des frontières turco-syriennes, nous verrons, tous les kilomètres, des miradors et des postes militaires turcs). De telles installations témoignent du peu de confiance que les autorités d'Ankara accordent aux "intentions pacifiques" de la puissante Syrie qui a déjà montré son savoir-faire au Liban. D'autre part, règne ici l'épineux problème des Kurdes peu disposés à renoncer à leur autonomie. Et il est indéniable que ce problème reste le sujet de toutes les priorités des autorités turques dans cette région.

Sous mirador

Il faut savoir qu'à la suite du massacre, par Bagdad, d'à peu près vingt mille Kurdes irakiens, la Turquie, plus ou moins contrainte, a accueilli plusieurs milliers de réfugiés ayant fui l'Iraq. Ceux-ci parsèment les rues de Diyarbakir, les uns faisant commerce dans les rues et les autres, assis à même le sol et attendant qu'un employeur potentiel leur propose une journée de travail. A la fin de l'après-midi, ces réfugiés doivent se regrouper et rejoindre des camps où ils ont l'obligation formelle de passer la nuit. Il nous a été impossible d'obtenir la moindre autorisation nous permettant de voir ou de photographier ces camps. C'est certain, le massacre des Kurdes d'Iraq a créé l'effet d'un véritable coup de fouet pour leurs frères de Turquie. Y., étudiant, nous explique : "... Nous ne tenons pas à subir le même sort que les Arméniens ou



En 1990, rien n'a changé sous le soleil kurde : les troupes spéciales sont toujours omniprésentes.

les Kurdes d'Iraq... L'affaire des armes chimiques nous a bien montré que nous devons nous battre, ne jamais renoncer... De plus, la crise du Golfe persique est d'une énorme importance pour nous autres Kurdes : les Turcs pourraient bien profiter du fait que l'attention générale s'est reportée sur l'Arabie Saoudite et le Koweït pour amplifier leur répression contre notre peuple... G., sympathisant du P.K.K. (Parti des Travailleurs du Kurdistan - organisation interdite), nous dira : "Si les réfugiés d'Iraq sont enfermés la nuit dans ces camps, c'est parce que les Turcs craignent de les voir rejoindre clandestinement la guérilla et faire profiter les séparatistes du P.K.K. de leur expérience..."

C'est interdit !

Le 15 septembre, nous rejoignons Mardin, à 30 KM de la Syrie. Sur notre route, barrage militaire. Contrôle de cinq minutes, dans l'amabilité, et nous pouvons repartir. Sur les hauteurs de Mardin, trônent les radars stratégiques de l'O.T.A.N., extrêmement bien protégés. Nous avons tenté de prendre contact avec les militaires américains qui ont la charge de ces installations, sans le moindre succès : interdit. Interdit est le mot qui nous a sans cesse poursuivi lors de notre séjour. A un tel point qu'une photo prise d'un pont sur le Tigre, à Cizre (30 Km de l'Iraq), nous a valu d'être immédiatement interpellés et gardés à vue

pendant vingt minutes. Le même sort fut réservé le lendemain à une équipe de journalistes italiens. "Photographiez les réfugiés pakistanais, benghalis ou indiens qui arrivent du Koweït, faites vos reportages sur cette question, c'est normal... Mais, les Kurdes : interdit ! D'ailleurs, il n'y a pas de problème kurde, si ce ne sont quelques agitateurs sans impor-

tance du PKK qui sèment le trouble de temps en temps..."; nous informons les autorités de Cizre. Pourtant, plus tard, un caporal de la gendarmerie nous confiera : "Nous craignons les Kurdes, ils nous haïssent et tuent des policiers ainsi que des soldats (et il se passe un doigt sur la gorge)... Saddam Hussein a commis une grave erreur en les assassinant aussi massivement; car il a éveillé chez eux de terribles sentiments de vengeance..." Un banquier turc, plus ou moins favorable aux thèses kurdes, nous confie :

"Les séparatistes kurdes sont très attentifs à la crise du Golfe persique et il est certain que depuis peu nous observons un accroissement de leurs actions de guérilla... Je pense que si le conflit du Golfe persique devait s'étendre, les séparatistes ne manqueraient pas l'occasion. Ils pensent, avec justesse, qu'en cas de guerre, l'armée d'Ankara ne pourra pas être partout à la fois..."

Aimablement...

Et il semblerait qu'effectivement, à la faveur de la crise du Golfe persique, les choses se soient singulièrement compliquées pour Ankara. Comme si les séparatistes kurdes s'étaient vu insuffler un sang neuf, leurs actions paraissent se multiplier. Il est clair qu'enquêter sur le séparatisme kurde est très mal perçu par les autorités de Cizre. Lorsque nous avons rencontré le vice-gouverneur de la région, celui-ci s'est directement montré franchement hostile, déclarant : "Vous savez, il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas trop soulever par ici, vous pourriez avoir de très graves ennuis..." Je lui ai alors demandé si de tels ennuis pouvaient aller dans le sens de menaces de mort à notre encontre, comme cela arrivait, par exemple, au Salvador ou en Colombie et il me répondit que c'était là chose tout à fait possible. Il me faut préciser que jamais, au grand jamais, les autorités turques ne se sont départies de leur amabilité : on vous arrête aimablement, on vous menace aimablement et on interdit aimablement. Toutefois, à notre grande surprise, aucune de nos pellicules ne fut saisie et il faut leur rendre cette justice à défaut d'une autre.

En conclusion, il est permis d'admettre que deux facteurs nouveaux ont compliqué les données de la politique turque. D'une part, la crise du Golfe persique qui bloque tous les échanges commerciaux avec l'Iraq et entraîne de fait une problématique économique très nette; d'autre part, le massacre des Kurdes irakiens via les armes chimiques de Saddam Hussein qui se sont révélées devenir une arme de propagande en or massif pour les séparatistes Kurdes, qu'ils soient de Turquie ou d'Iraq.

Philippe Nyssen

58 villages incendiés

Sous prétexte de l'embargo sur l'Iraq, on assiste depuis le début du mois d'août dernier, à la création d'une région tampon sur les frontières syrienne et irakienne (*). En effet depuis ce moment, 31 villages frontaliers ont été vidés de leur population et incendiés.

Par ailleurs, la lutte contre la guérilla du P.K.K. (Parti des Travailleurs du Kurdistan) a été le prétexte conduisant à la déportation, depuis le 15 juillet 90, des habitants de 27 villages, également brûlés(*) En tout, 58 villages dévastés et 30.000 personnes dispersées dans les régions turques en bordure de mer, Adan et Mersin, dans les régions kurdes de Sirkak et Cizre et autour de Batman et de Nusaybin. Ils y vivent sous tente ou sous les feuillages des arbres ou encore dans des grottes.

Au début de ces opérations, le général turc Alaty Tokat a déclaré "dans cette région, il faut que tout ce qui est vivant, y compris les plantes, soit détruit" Après 23h, l'armée effectue les opérations par la force. Haci Nahmo donne cet ordre aux soldats : "portez atteinte à leur pudeur pour qu'ils déménagent"

Au village de Samyapak, près de Perwari, les paysans ont écrit à Amnesty International, à Helsinki Watch, aux Ligues des Droits de l'homme, aux ambassades, à divers partis politiques et gouvernements pour qu'ils interviennent. Les parlementaires de la région ont écrit une lettre au procureur de Sirkak, dans laquelle ils disent : "nous avons difficilement sauvé notre vie, mais notre village de 47 maisons, 5000 arbres, 4 tonnes de blé, ses prairies et 20 étables ont été brûlés ... Le maire Musa Demir, Süleyman et Emin Demir sont arrêtés. Nous ne savons plus quoi faire. Le village voisin, ses ruches et abeilles ont également été détruits". Les bois et les vergers du village de Baglican ont subi le même sort, au total, 81 fermes incendiées, 74 mules et ânes tués !

A Sirkak, les soldats traînent chaque jour 3 ou 4 morts sur la place de la ville. La plupart des personnes abattues sont de simples paysans, non des membres de la guérilla.

(*) : la liste des régions et des villages évoqués peut être obtenue auprès de l'Institut kurde de Bruxelles, 4, rue Bonnells - 1040 Bruxelles. Tél. : 02/230.89.30

MONDE

Exclusif : la confession d'un réfugié irakien

LE NOUVEL OBSERVATEUR

20 décembre 1990

“Moi, capitaine Karim, garde du corps de Saddam Hussein”

Il a été le témoin des opérations les plus secrètes, il a assisté aux pires exactions, participé même à certaines d'entre elles. Cet homme désormais sans visage et sans nom – sa survie est à ce prix – a vécu pendant six ans dans l'intimité de Saddam Hussein dont il était le garde du corps. L'affaire du « Stark », l'assassinat du ministre de la Défense,

les derniers jours du journaliste anglais Farzad Bazoft, l'exécution, de la main de Saddam Hussein, d'un général irakien... Karim – appelons-le ainsi – était présent. On a vu sa silhouette mercredi soir sur TF1. Aujourd'hui, dans un récit qui confirme les rapports accablants d'Amnesty International, il raconte Saddam Hussein.

Un camion-citerne irakien grimpe lentement une route de montagne un jour de septembre dernier. Le chauffeur a laissé Bagdad loin derrière et Mossoul, la grande ville du Nord, à quatre heures de voyage. Devant lui, il y a la frontière avec la

Turquie. Dans ses cuves, des tonnes de kérozène à livrer à Istanbul. Sur le toit du camion, à même la tôle, il y a un gros paquet de vieux chiffons. Et, roulé en boule à l'intérieur, un homme qui crève de peur.

De l'autre côté, les fonctionnaires turcs savent fermer les yeux à condition de les éblouir avec une liasse de cinq cents dollars. Mais ici, pour l'instant, on est toujours en Irak et le camion-citerne vient juste de s'arrêter, face au poste-frontière. Sur le toit, le passager clandestin se récroqueville encore un peu plus.

Il y a quelques jours à peine, Karim faisait partie des privilégiés du régime, de ceux qui portent un revolver à la ceinture, inspirent la peur et le respect. Il était proche des grands. Mieux. Du plus puissant de tous. Le capitaine Karim était un des gardes du corps de Saddam Hussein. A la fois président de la République, Premier ministre, commandant

des forces armées, président du Conseil de Commandement révolutionnaire, président du Conseil supérieur du Plan, premier secrétaire du parti Baas, président du Conseil suprême de l'Agriculture... l'homme qui pourrait, demain, livrer le monde à la guerre.

Karim le garde du corps venait de vivre six ans à ses côtés. Pour le protéger, au prix de sa vie. Ce n'est pas un métier mais une vocation. On ne quitte pas Saddam Hussein. Le dictateur n'a jamais caché le sort qu'il réservait à ceux qui le trahissent.

Ce jour-là, au poste-frontière, le policier irakien a levé le bras d'un air distrait et le camion-citerne est passé. Quelques kilomètres plus loin, en territoire turc, Karim tremblait toujours. Il n'avait pas de papiers, plus de pays ni d'avenir sûr. Désormais, l'exilé clandestin était condamné à fuir, d'abord à travers le Moyen-Orient, puis vers l'ouest, le plus loin possible des tueurs de Saddam Hussein. La longue cavale avait commencé.

Karim se cache toujours. Nous l'avons rencontré, par hasard, entre deux voyages, quelque part en Europe. C'est un homme jeune, de 32 ans, cultivé, à l'allure d'un fils de grande famille irakienne. Un journaliste étranger a d'ailleurs reconnu



Saddam Hussein dans son bunker entouré de ses généraux, pendant une campagne

ce garde qui, au mois d'août dernier, fouillait les visiteurs qui approchaient Saddam Hussein au palais. Aujourd'hui, Karim a décidé de parler. Et ce qu'il révèle est stupéfiant. Mais pourquoi fuir celui qu'on avait mission de protéger ? Pourquoi choisir l'exil, pour vivre traqué, en danger de mort ? C'est une longue histoire. Il nous l'a racontée.

Au départ, il n'y a qu'un jeune homme bien-né dont le père est un cheikh, chef d'une grande tribu de Ramadi, à l'ouest de Bagdad. Karim fait une école d'architecture et se prépare à mener une vie dorée dans une Irak en pleine explosion économique malgré la guerre.

Karim n'est qu'un enfant gâté qui rêve de prestige, d'aventures et d'argent facile : il ne sera jamais architecte. Son grand frère est lui-même garde du corps de Saddam Hussein. Pour être admis dans ce cercle très fermé, il faut remplir au moins trois conditions : avoir le bac, ne pas être chrétien ou chiite mais un vrai musulman sunnite, et être originaire de Tikrit, la ville du président, ou issu d'une grande famille irakienne. Le père de Karim est un notable qui a offert de grosses sommes d'argent à Saddam Hussein pour soutenir l'effort de guerre contre l'Iran. Pour Karim, le chemin est tracé. Il mène droit à Bagdad, au troisième collège de l'université militaire dans le quartier Al-Amerya.

Avec la guerre, les cent cinquante recrues en uniforme vert suivent une formation accélérée en six mois : « Pas de cours d'idéologie, mais un seul culte, celui de Saddam Hussein. » Les futurs gardes du corps apprennent à se tenir en société, démonter une kalachnikov et un lance-roquettes, trouver d'une

**Vingt-cinq
gardes
jour et nuit
assurent
la protection
rapprochée
de Saddam
Hussein**

balle une pièce de monnaie posée à quinze pas, lancer une attaque commando et établir un périmètre de sécurité autour d'un hélicoptère. Les stages de survie ont lieu dans le désert : « On partait un mois crever la faim sur le sable et courir des heures entières, par soixante degrés au soleil, avec casque, quatre grenades à main, RPG 7 et nos gilets bourrés de chargeurs... », raconte Karim. Certains hommes s'écroulaient. C'était inhumain. » De retour à Bagdad, on lui donne une voiture avec ordre de semer ses poursuivants. Si l'élève est rattrapé par ses camarades, il est passé à tabac. A ce rythme, même un enfant gâté apprend vite.

Le 17 janvier 1985, il entre au palais présidentiel où Saddam Hussein reçoit les nouveaux promus de sa garde personnelle. Neuf régiments, une véritable armée, forment la « garde du président ». Mais seuls les hommes du 1^{er} régiment ont le droit de le côtoyer : vingt-cinq gardes, jour et nuit, assurent sa protection rapprochée. Karim est de ceux-là.

Tout le système de protection, l'appareil d'Etat et l'armée ont été façonnés par Saddam autour d'un noyau dur géopolitico-familial. Le pouvoir à Bagdad fonctionne par relations, par les liens du sang. A la tête des gardes du corps, il y a Kussay, son fils aîné, et Saddam Kamel, 28 ans, marié à Rana la deuxième fille du dictateur. Hussein Kamel, général et ministre de l'Industrie, a épousé Raghda, la première fille de Saddam Hussein ; et Harshed Yassin, 38 ans, le pilote de l'hélicoptère présidentiel, est marié à la sœur de Saddam Hussein... Arrêtons l'énumération, la toile d'araignée se prolonge à l'infini.

Quand le président lui prend les mains et demande longuement des nouvelles de sa famille, Karim comprend qu'il vient d'entrer dans le premier cercle. « J'étais tellement fier de travailler pour lui ! » Comme cadeau de bienvenue, il reçoit une Volkswagen blanche made in Brazil. Dehors, le cortège attend, avec la Mercedes blindée du président. Saddam Hussein n'est jamais dans la voiture que l'on croit : un « convoi fantôme » part toujours devant, pour servir de leurre à une éventuelle embuscade. Karim se retrouve sur le siège d'un véhicule d'escorte avec sa kalachnikov sur les genoux et son revolver tchèque 9mm à la ceinture. Sous le siège, on a calé un lance-roquettes et le coffre arrière est bourré de grenades à main. Il est 7 heures du matin, le cortège démarre, la première mission de Karim vient de commencer.

« Les premiers mois, même la routine était un bonheur pour moi. » Il passe des semaines euphoriques à suivre Saddam Hussein dans ses tournées à travers les gouvernorats du pays. On saute d'un hélicoptère à l'autre, aussitôt accueilli par une foule en liesse. Que les gardes du corps montrent leur carte et la nuque des militaires se raidit, le dos des politiques se courbe : toutes les portes s'ouvrent devant les envoyés de Saddam Hussein. Désormais, Karim a une voiture personnelle, une arme et un appartement réservé face au palais. On le respecte, il détient l'information et la puissance, il est devenu l'ombre portée de celui qu'il sert.

La journée commence à 5 heures du matin quand le président se réveille à la « ferme », un palais qui occupe un immense quartier de Bagdad, que les avions n'ont pas le droit de survoler. Saddam Hussein ne dort jamais deux nuits de suite dans le même bâtiment et peut passer d'une chambre à l'autre par des souterrains privés : « Pas question de déranger Saddam pendant son sommeil, même si la ville de Bagdad est attaquée ! », dit Karim. En cas d'affaire d'Etat, Saddam dispose du réseau « I-1 », un système d'alerte conçu par Thomson et relié à tous les ministres et les états-majors du pays. Pour l'appeler, une lampe rouge s'allume et clignote. Si Saddam ne répond pas, personne n'ose insister.

A la « ferme », le rituel est immuable. De 5 heures à 6 h 10, le président se promène en robe bédouine, dans les jardins de la propriété, entre les gazelles et les lacs artificiels qu'il a fait aménager. Quand il revient, un hélicoptère dépose son petit déjeuner, une bouteille de lait de chamelle que l'on va chercher au milieu du troupeau de deux cent chameaux blancs offerts par le roi Fahd d'Arabie saoudite. A 6 h 55 au plus tard, Saddam Hussein met son gilet pare-balles et part vers son bureau du palais Ghazi. Là, il s'enferme et peut travailler dix heures d'affilée sur le même dossier. Une seule personne peut le déranger, Hala, sa fille de 14 ans, la préférée du président.

Vers 13 heures, Saddam Hussein pilote sa vedette sur le Tigre pour aller manger un *mazgouf*, le poisson du fleuve, puis il nage dans sa piscine ou part se promener dans Bagdad : « Saddam ne tient pas en place ! », dit Karim. Le soir, à partir de 22 heures, le président consulte. Le cercle des intimes est étroit : d'abord Latif Jassim, son ministre de l'Information, un homme de Tikrit, fort en gueule mais dévoué corps et âme ; Tarek Azziz le chrétien, qui incarne l'Irak à l'étranger ; Ramadan, le vice-Premier ministre, intelligent, habile et efficace ; et Maarouf, vice-président de la République, l'idéologue et la tête pensante du régime. Le parlement ne sert pas à grand-chose : seul Saddam prend les décisions importantes. C'est un homme méfiant qui fait goûter sa nourriture pour éviter un empoisonnement, passe son temps à se laver les mains, a peur des maladies et des microbes, se fait examiner deux fois par semaine par le patron de la faculté de médecine de Bagdad qui fixe la température idéale dans son bureau ou sa chambre.

Peur d'un attentat, d'une conspiration, peur de la trahison, de la maladie : « Quand on travaille avec lui, la tension est terrible », se rappelle Karim. Surtout ne pas montrer ses émotions, comme Sabah Mirzeh, un des gardes du corps préférés du dictateur « jusqu'au jour où Saddam l'a regardé longuement et lui a dit : "Sabah... quelque chose a changé chez toi. Ton visage n'est plus le même." Et il l'a envoyé en résidence surveillée. »

62 LE NOUVEL OBSERVATEUR/MONDE

Karim est à la fois impressionné et glacé par cet homme capable de percer l'âme des autres d'un seul regard. Bien sûr, de petites choses le troublent. Pourquoi Saddam, en tournée dans le pays, crie-t-il à la foule : « Venez ! Approchez-vous de moi. Plus près ! », quand il a demandé à ses gardes, quelques minutes plus tôt, de faire reculer les gens à grands coups de crosse sur les tibias ?

Il faudra attendre l'été 1986 pour que le miroir se brise et que Karim comprenne que Saddam Hussein n'est pas forcément le leader qu'il croit servir. C'était l'époque des grandes percées iraniennes. Un matin, à 6 h 30, le ministre de la Défense était venu annoncer que les pasdarans de Khomeyni avaient pris Fao. Cette presqu'île au sud de l'Irak était une forteresse décrétee imprenable. Et elle était tombée ! Saddam Hussein, furieux, exige qu'on contre-attaque, il ne veut pas écouter son ministre qui avance les pertes humaines, les 1 200 000 hommes déjà sous les drapeaux et l'épuisement des réservistes... « Peu importe les pertes ! tranche Saddam, l'important est de reprendre Fao. » On a lancé des contre-attaques dans la boue de l'hiver, les hommes mouraient et les chars s'enlisaient un peu plus à chaque coup de canon. Fin avril, Saddam repart diriger lui-même les opérations sur le front, il désigne quatre cents gardes de sa protection, les envoie en première ligne et lance une attaque massive à l'arme chimique. Mais le vent se lève et il est contraire : « Nos propres hommes ont été gazés. Nous avons ramené les cadavres de 120 gardes du corps, dit Karim. J'ai convoyé jusqu'à Bagdad le corps d'un ami de Ramadi, le lieutenant Kassem, un homme qui avait apprivoisé et élevé un aigle royal pour l'offrir à Saddam. » Sur le front, Saddam n'a eu qu'une seule réaction, obsessionnelle : « Il faut reprendre Fao. » Ce jour-là, Karim a commencé à se poser des questions.

La réponse est venue au mois d'août suivant. Le sol était devenu très sec, parfait pour une attaque de blindés. Il était 11 heures du matin, Saddam était en réunion à 110 kilomètres de Fao, dans la salle d'opérations souterraine du QG de la 7^e armée. Autour de la table, il y avait quatorze personnalités : le ministre de la Défense Adnan Khairallah, le général Maher Abdel Rachid, Ouday, le fils du président, fasciné par la guerre, Hussein Kamel le fidèle, le gendre de Saddam qui le considère comme un fils après l'avoir façonné à son image, et le général Salah el-Kadi, commandant les forces de Bassorah, un homme d'une cinquantaine d'années, courageux, éloquent et populaire. Debout, il y a trois gardes du corps dont Karim. D'emblée, la discussion est vive, Saddam sait que la meilleure solution serait de contourner les Iraniens en passant par les îles koweïtiennes de Boubyane et Wardane. Plus tard, quand le Koweït refusera ce droit de passage, Saddam laissera tomber : « Ils refusent ? Parfait ! Un jour, les Koweïtiens s'en mordront les doigts. » Pour lors, Saddam décide une formidable contre-offensive et, à l'autre bout de la table, le général Salah el-Kadi s'y oppose de toutes ses forces. Il insiste, dénonce la tactique choisie, annonce l'échec. La discussion ne va pas durer longtemps. Karim se rappelle la scène : « Il a ordonné au général : "Lève-toi !" Et le général s'est levé de sa chaise. Saddam a dit : "Toi, tu es un lâche. Un traître." Il y a eu un grand silence. Le général a reculé dos au mur. Saddam a sorti son pistolet et il lui a tiré sept balles dans la poitrine. C'était en pleine guerre, les officiers avaient pourtant l'habitude des explosions et des balles mais ça... tout le monde était tétanisé. On pataugeait dans le sang. Saddam a dit, tranquillement : "Sortez-moi ça d'ici." Et il a continué la réunion pendant une bonne demi-heure. Comme s'il ne s'était rien passé ! » On a donné l'assaut contre Fao. Ce fut un échec sanglant. Le général Salah el-Kadi est mort d'avoir eu raison contre le dictateur. Quelque temps plus tard, Saddam Hussein en fera un héros et lui couvrira sa famille de cadeaux : « Saddam est toujours comme cela, grimace Karim, il tue d'abord sa victime et accompagne ensuite les obsèques. » Le charme est définitivement rompu. Un des gardes du corps remarque le trouble de Karim et lui souffle : « Tu n'as encore rien vu ! » La suite va lui donner raison.

A Bagdad, on l'envoie en stage rejoindre le « Dawrat al Zabet », un groupe d'officiers du palais spécialisé dans le



Reprise de Fao par les Irakiens

Le général a reculé, Saddam lui a tiré sept balles dans la poitrine

maintien de l'ordre. « Avec eux, personne n'est à l'abri. Un jour, j'ai eu du mal à reconnaître un célèbre chanteur irakien, Hussein Nâhémé. Il avait les bras et le torse en sang, on aspergeait ses plaies d'eau salée, quatre hommes le frappaient avec du fil de fer barbelé, en criant : "Ne recommence jamais ce que tu as fait !" » Son crime ? Avoir emprunté un sens interdit à la limite du périmètre de sécurité du palais. « On l'a torturé un mois. Il est resté un an sans chanter. »

A la même époque, Karim visite la direction de la sûreté générale de Bagdad, dans le quartier d'Al Nidal. Le voyage dans l'horreur commence. Au bout du couloir, il y a les cellules des « long terme » : « J'ai vu une fille, crasseuse, de la vermine plein les cheveux, enceinte de six mois, enfermée dans une cellule de 1,20 mètre sur 1,80 mètre, sans lampe et sans fenêtre, violée par tous ses geoliers. Elle priait. Son père était un opposant politique. Parfois, le vendredi, jour de congé, des officiers prenaient la fille. Ils la lavaient et s'en amusaient. Elle avait 17 ans. » Un long rapport d'Amnesty International a déjà dénoncé la prise d'otages et la torture systématique des enfants d'opposants, des gosses passés à la gégène, violés ou simplement affamés pour faire « avouer » les parents. Le plus jeune cas relevé était celui d'un bébé de 5 mois.

Karim est révolté. L'officier de garde hausse les épaules et lui fait signe de le suivre vers un autre souterrain. « Il y avait des placards de 70 centimètres sur 70, encastés dans le mur. Il en a ouvert un et j'ai entendu une voix qui suppliait : "Laissez-moi. Qu'est-ce que vous allez encore me faire aujourd'hui ?" » C'était un vieillard de 75 ans environ, un islamiste, frère musulman. Il était là depuis des semaines : « On laissait les prisonniers deux à trois mois recroquevillés dans ces placards. En les sortant une fois par jour, pour ne pas qu'ils meurent tout de suite. »

Fin 1987, le cauchemar recommence, Karim visite les prisons les plus obscures de Bagdad. A Ramadi, son père le cheikh lui a demandé de retrouver un voisin, un homme modeste, concierge au club local des fonctionnaires. Il s'appelle Karim Hmoud, la police l'a pris et on ne sait rien de plus. Karim enquête mais ne trouve rien. Reste un endroit, celui qu'on appelle ici le « Kasr al Nihayia », le « palais du non-retour » qui occupe tout un quartier sur Dimeshq Street. On ne refuse pas l'entrée d'une prison à un garde du corps de Saddam. Karim est guidé dans une grande salle obscure, il doit fouiller « à la torche électrique, au milieu des gémissements et de l'odeur des cadavres ». En vain. Dans une cellule, il rencontre un vieillard, emprisonné depuis 1970, un ancien ministre sous le régime du président Aref. Le vieillard raconte comment on l'a jeté dans un cachot sombre. Là, il y avait deux hommes assis dans un coin. Le vieillard leur a parlé mais ils sont restés étrangement muets. Quand il s'est approché pour les toucher, il a réalisé que les têtes étaient posées sur deux corps décapités : « La terreur. Pour déstabiliser un prisonnier, le faire parler. »

Au bout d'un long moment, le concierge du club de Ramadi reste introuvable et l'officier accompagnateur se tourne vers Karim : « Peut-être que ton bonhomme a été dissous dans l'acide... - De quoi parles-tu ? - Viens. Suis-moi. »

Karim change de bâtiment, une porte électrique s'ouvre devant lui et il se trouve face à une grande baie de protection vitrée : « De l'autre côté, il y avait une deuxième pièce avec une sorte de bassin creusé dans le sol, large de 5 mètres sur 5, entouré par une balustrade marron en fer forgé. Le ciment du bassin était de couleur foncée, il y avait des vapeurs au-dessus du bain liquide. De l'acide. J'ai vu des restes qui flottaient encore à la surface et l'officier m'a dit : "Celui-là a été dissous il y a deux heures à peine." Il m'a expliqué qu'on plongeait d'abord les mains et les pieds du condamné, avant de le jeter vivant dans le bain d'acide. » Le procédé n'est pas nouveau dans la région. Au temps de l'union entre la Syrie et l'Egypte, entre 1958 et 1961, les vieux Libanais se souviennent que les Syriens ont fait disparaître de la même façon des opposants, comme Farjallah el-Helou, secrétaire général du Parti communiste libanais. Sa femme réclamera en vain son corps pendant dix ans.

Le concierge de Ramadi avait subi le même sort. Il avait eu

d'abord le tort de marcher par inadvertance sur une affiche de Saddam Hussein, décollée du mur. On l'avait torturé et il avait trouvé l'audace de se plaindre et d'insulter ses bourreaux !

Quand il sort du « palais du non-retour », Karim, le garde du corps de Saddam Hussein, a la nausée. Il a l'impression de vivre dans un monde de fous où l'on passe son temps à découper les gens en morceaux parce que leur pied a glissé sur un bout d'affiche délavée. Karim le privilégié ne peut plus, comme aux premiers jours, glisser avec inconscience sur la surface dorée du régime de Bagdad ; il connaît maintenant l'Irak en sous-sol. Il ne peut plus être complice du pouvoir mais n'ose pas encore devenir son ennemi. Par peur, par faiblesse, par intérêt et parce qu'il lui reste encore quelques illusions à perdre, quelques glorieux mythes à enterrer.

Il croit au terrorisme révolutionnaire et on lui a décrit Abou Nidal comme « le défenseur de la cause palestinienne, la pieuvre dont les tentacules touchent l'Occident et le monde entier. » Ce 7 février 1987, Karim va pouvoir le rencontrer ! Il vient de recevoir l'ordre d'aller le chercher dans son camp d'entraînement de Hit, à 170 kilomètres de Bagdad vers la frontière syrienne.

Au bord de l'Euphrate, dans un bâtiment gardé par des soldats à l'accent palestinien, il est reçu dans une pièce par un homme chauve, moustachu, la quarantaine, un mètre soixante-quinze environ, habillé d'une saharienne beige, en civil et sans armes. On sert du thé et l'homme se met à bavarder pendant une heure en demandant à Karim des précisions sur ses origines. Où est Abou Nidal ? « Il ne va pas tarder. Il inspecte des troupes. » Karim s'énerve et commence à maudire ceux qui font attendre l'envoyé de Saddam Hussein. Un quart d'heure plus tard, l'homme assis sur le canapé se tourne vers Karim : « Bien. Maintenant, on peut y aller. Tu es bien venu chercher Abou Nidal, n'est-ce pas ? sourit l'homme. Eh bien, Abou Nidal, c'est moi. » Sur le chemin qui les conduit au palais, Abou Nidal expliquera à Karim comment il s'est rendu à Orly en France, quelques semaines plus tôt, au moment où toutes les polices de la terre le recherchaient. Karim le quittera à l'entrée de la salle d'audience avec Saddam Hussein. Déçu, il réalise que l'auteur de l'attentat contre l'aéroport de Vienne, de Rome et de la rue des Rosiers n'est plus qu'un homme de main à la solde de la Libye ou de l'Irak, bref, de l'Etat qui le paie.

Les mois passent et Karim dort de plus en plus mal, une idée le poursuit : « Je me disais... quelque chose doit être fait ! » A force de demi-confidences entre amis, Karim comprend qu'il n'est pas seul. Un soir, autour d'une table de l'hôtel Mansour, ils sont onze officiers dont deux officiers supérieurs des unités de blindés et de missiles. Personne n'ose parler franchement. Tous savent que les grands hôtels de Bagdad sont truffés de micros. Le système d'écoute a été mis au point en 1980 au moment où Bagdad allait accueillir la conférence des non-alignés. On a beaucoup construit. Dans l'hôtel Méridien, rebaptisé Palestine, l'objectif de la caméra secrète est dissimulé dans la tapisserie au-dessus de l'air conditionné. Au sous-sol du palace, près du casino, on récupère les cassettes et les bandes-son dans une pièce installée où trois personnes surveillent une dizaine de moniteurs vidéo. Le centre d'écoute principal des lignes téléphoniques est le « bureau 85 », sur la place Al-Masbah, un immeuble de quatre étages dont le dernier est consacré à l'informatique : « Le seul problème est qu'on ne peut pas écouter plus de 10 000 numéros à la fois. »

Du coup, Karim et les autres préfèrent se retrouver dans un appartement privé. Un premier plan prévoit d'utiliser les missiles pour bombarder tous les endroits où le président peut se trouver pendant que les blindés encerclent le palais. Cela veut dire du sang, beaucoup de sang et des combats. Hasardeux. Parmi les conjurés, les gardes du corps proposent d'utiliser l'émetteur que le dictateur a toujours près de lui pour parler à la radio en cas de coup d'Etat : « Notre idée était de s'emparer de Saddam et de le contraindre à s'adresser au peuple... mais pour annoncer sa démission. » Mais par qui le remplacer ? Les conjurés décident qu'il est temps de s'assurer des contacts politiques. Cette fois, Karim a basculé. Deux ans



Défilé militaire à Bagdad

L'officier m'a expliqué qu'on plongeait les prisonniers vivants dans le bain d'acide



Abou Nidal

plus tôt, il aurait donné sans hésiter sa vie pour sauver celle de Saddam ; maintenant, il compte pour l'abattre.

En 1987 Nous sommes en pleine guerre du Golfe entre l'Iran et l'Irak. Voilà sept ans que les deux pays s'entre-déchirent jusqu'à l'épuisement. On a tout utilisé, les vagues humaines jetées dans les marais et les tranchées, les obus par millions, les gaz de combat, les missiles ScudB au cœur des villes... Pour mettre l'ennemi à genoux, il faut l'empêcher d'exporter son brut. Chaque jour, de Bagdad décolle des Mirage F1 qui vont bombarder le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. Les pilotes sont des hommes fiers, entraînés par les Français et aguerris par des années de combat : leurs coups font de plus en plus mal. Du coup, l'Iran décide de généraliser le conflit en frappant tous les tankers qui passent à sa portée. Une course en avant, suicidaire, qui amène les Américains à envoyer leur flotte protéger les convois. Le Golfe devient fou.

Ce jour-là, Karim était avec Saddam Hussein quand Hamid Chebaane, commandant des forces de l'air, est venu lui annoncer la nouvelle : au retour d'un raid sur l'Iran, un Super-Étendard irakien a été abattu par un missile lancé par un bateau américain. Saddam demande immédiatement des explications au Département d'Etat américain. On lui répond qu'un navire de guerre américain se réserve le droit de tirer sur tout appareil qui traverse son espace de sécurité. On n'a jamais entendu parler de cet avion irakien abattu, mais la tragédie qu'elle a déclenchée est l'une des plus graves de l'histoire des relations entre Washington et Bagdad.

« Saddam voulait se venger », raconte Karim. Une quarantaine de jours plus tard, on l'informe qu'un navire américain a été repéré au large de Bahreïn. L'« affaire du Stark » commence. Le « Stark » est une superbe frégate américaine de 3 600 tonnes, dotée d'un lance-missiles, avec 200 marins à bord. Le navire ne se trouve pas en alerte maximale puisqu'il se croise dans les eaux internationales, à 275 milles des côtes irakiennes. A Bagdad, Saddam Hussein a demandé qu'on sélectionne le meilleur pilote de la base d'Al-Nasiriya pour le charger d'une mission très dangereuse et ultra-secrète : attaquer le « Stark ».

Ce pilote n'est autre que le cousin de Karim, un garçon de 29 ans, formé en France, brillant, courageux mais turbulent. Pour lors, il récupère d'une soirée un peu arrosée. On le tire du lit à l'aube. A moitié éveillé, il écoute la mission, comprend qu'il a peu de chances d'en revenir vivant et accepte.

Le 17 mai 1987, son Mirage F1 décolle de la base en direction du Golfe. Quand son radar repère enfin la frégate américaine à 40 kilomètres de là, il tire un premier missile Exocet « par-dessus l'horizon » et un deuxième « pour augmenter les dégâts et éviter la riposte ». A bord du « Stark », le commandant ne se doute pas que deux missiles air-mer foncent à 800 kilomètres/heure vers la coque de son bateau. Une minute plus tard, à 18 h 10 GMT, une première explosion ouvre à bâbord un énorme trou avant qu'un deuxième Exocet frappe à son tour. A bord il y a 37 morts et une dizaine de blessés. Le pilote irakien exulte en regardant son écran de contrôle radar. Il fait une boucle au-dessus de la frégate et photographie le « Stark » en flammes. Sur le chemin du retour, l'as un peu turbulent coupe la radio et hurle à tue-tête une vieille chanson bédouine qui dit : « Ils sont partis très loin mais ne sont jamais revenus... »

Le soir même, Karim voit son cousin arriver au palais de Saddam Hussein. « J'ai tapé un objectif américain ! - Tu l'as eu ? - Je l'ai réduit en miettes ! » Et il lui raconte l'histoire. Saddam Hussein prend son jeune héros par le bras, le nomme général de brigade, lui donne cinq citations et la plus haute médaille irakienne de « héros de la Qadysiya ». Quelques jours plus tard, le régime de Bagdad présentera un autre pilote lors d'une conférence de presse et fera ses excuses aux États-Unis et ses condoléances aux familles pour cet « acte non délibéré ». Et l'histoire officielle retiendra la thèse de la terrible méprise : une erreur à l'Exocet.

Bras de fer avec l'Occident, guerre avec l'Iran, répression et guérilla contre les Kurdes de son pays... Saddam se bat sur tous les fronts. L'hiver 1988 est terrible au Kurdistan. D'abord

parce que le vent et les tempêtes de neige glacent les montagnes. Et aussi parce que Karim conduit la Range Rover du président quand le convoi de Saddam Hussein croise trois hommes armés d'un fusil, sur une route perdue au-dessus d'Al-Amadiyah. Ce sont des peshmergas, des combattants kurdes, ennemis déclarés du régime. En mars 1988, trois mois plus tard, l'armée irakienne n'hésitera pas à gazer 5 000 personnes kurdes dans la région de Halabja. Les photos d'hommes ou de femmes, morts asphyxiés, leurs enfants dans les bras, feront le tour du monde. Debout, face à Saddam, il n'y a pas de photographe et les Kurdes ne sont que trois : « Un homme âgé d'une soixantaine d'années, très grand, barbe et cheveux gris, qui ne parlait pas un mot d'irakien. Et deux autres, très jeunes, cheveux courts et moustache. Sans doute ses enfants. » Il faisait très froid et Saddam Hussein a demandé qu'on abatte des arbres pour faire un grand feu. Puis, sans descendre de la Range Rover, il a interrogé lui-même les Kurdes : à la fin, il leur a demandé calmement : « Vous avez froid ? On va s'arranger pour que vous n'ayez plus froid. » Et il a demandé à ses hommes de les arroser d'essence et d'y mettre le feu. Les hommes hurlaient, s'échappaient du feu et Saddam demandait qu'on les remette sur le brasier. Il regardait le spectacle, sans colère et sans émotion. On sentait la chaleur des flammes à plusieurs mètres. Cela a duré trois quarts d'heure. Quand on est enfin partis, les trois hommes agonisaient. »

Au printemps 1988, Karim est obsédé par l'envie d'assassiner Saddam Hussein. Au mois d'avril suivant, dans le village de Beiji, Saddam n'est plus dans une montagne glaciale face à des combattants mais en audience publique, devant une vieille femme de 80 ans, un peu folle, écrasée par la mort de son fils unique à la guerre. Elle l'insulte : « Tu es un criminel ! Toi tu es vivant et mon fils est mort ! Lâche ! Assassin ! » Saddam ne lui a pas adressé la parole. Il a appelé un de ses gardes du corps et a ordonné : « Dehors ! Battez-la ! » A l'extérieur, la foule suppliait qu'on épargne la vieille femme déraisonnable. « Quatre gardes du corps la frappèrent à coups de crosse et de botte. Sans grande conviction. Alors Saddam est apparu sur le seuil de la maison. Pour une fois, il semblait hors de lui. Il a dit : « Je vous ai dit de la battre à mort. Je veux voir le sang jaillir de son corps. » Les gardes ont obéi. « Vingt minutes après, ils avaient du sang plein les chaussures. La vieille était morte. Cette nuit-là, Saddam a bu beaucoup d'alcool. »

Karim aurait pu oublier l'exécution des Kurdes dans la montagne, le « palais du non-retour » à Bagdad et ses illusions perdues, mais il n'a jamais pardonné à Saddam le meurtre de cette vieille femme. Le lendemain, il était de garde devant la tente installée dans le désert. Quand Saddam est sorti au petit matin, en robe bédouine et sans gilet pare-balles, Karim a serré sa kalachnikov : « C'était le 28 mai 1988, à 7 heures du matin, le lendemain de la mort de la vieille. J'avais Saddam devant moi, vulnérable. Et puis... Ah ! je regrette tellement cette seconde noire où j'ai renoncé. » Ce matin-là, Karim a pris la dimension de la haine qu'il lui vouait, et de la terreur qu'il lui inspirait.

Restait le coup d'Etat. Les choses avançaient lentement, on avait trouvé les appuis politiques mais il fallait attendre la bonne occasion. D'autant que Saddam était chaque jour plus fort. Ses troupes venaient de reprendre Fao en écrasant les Iraniens sous un mur d'obus. Aussitôt la victoire assurée, il était parti vers l'Arabie saoudite. Lui qui ne prie jamais avait emmené ses cents gardes du corps en hélicoptère jusqu'aux portes de La Mecque. Aujourd'hui encore, Karim reste effaré par la manière avec laquelle ils ont tous débarqué dans le lieu saint, en chaussettes mais l'uniforme sur le dos, leurs armes à la main, « en bousculant les pèlerins, exactement comme si on était chez nous, en Irak ! » Saddam était ravi d'avoir humilié les Saoudiens et de pouvoir désormais afficher la photo où on le voit, pieds nus et en toge blanche, en train d'embrasser la Pierre noire de la très sainte Mecque.

Oui, Fao était tombé et la guerre se terminait. En janvier 1989, Saddam Hussein pourtant ne cesse de reporter un grand défilé militaire. Il craint un attentat : « Visiblement, nous



La frégate « Stark »

**« J'ai tapé un objectif américain. »
« Tu l'as eu ? » « Je l'ai réduit en miettes ! »**



Après l'attaque de la frégate

n'étions pas les seuls à vouloir l'abattre. » Toujours aussi méfiant, le président fait enfermer les blindés dans une caserne vingt-cinq jours avant la date prévue. Les véhicules sont numérotés, les canons privés de leur percuteur, les fusils de leurs balles et des barrages de contrôle sont installés tout au long du parcours. A la tribune, il y a Saddam avec son gilet pare-balles et sa toque de fourrure posée sur une sorte de casque de plastique dur et invisible. Quand le défilé commence, un char T72 se glisse dans le cortège. Son canon est chargé. A l'intérieur, il y a sept hommes assis sur un lance-roquettes, 100 grenades offensives et 3 000 balles de kalachnikov. Surprise, le char passe les barrages et avance jusqu'à une cinquantaine de mètres du président. Son pilote, le capitaine Esdam Djibouri, héros de la guerre, sait que la tribune est trop haute pour l'angle de son canon et qu'il lui faut attendre d'être face aux gradins avant de déclencher l'apocalypse. On croit à une répétition de l'attentat qui a emporté Sadat l'Egyptien. Et quelque part dans une base militaire, onze autres officiers attendent pour prendre le pouvoir avec leurs troupes.

« Qu'est-ce que c'est que ce véhicule sans numéro ? » A cinquante mètres de la tribune, un garde du corps a lancé un cri d'alerte sur le talkie-walkie relié à tous les barrages. Aussitôt, une quarantaine de gardes du corps investissent le blindé. A l'intérieur, le conducteur ne voit rien venir. Saddam Hussein, raide et très pâle, n'a pas bougé d'un centimètre. Cela n'a pas duré plus d'une minute. C'est fini. Les 19 conjurés seront exécutés. Ce n'était qu'un coup d'officiers, audacieux, fou, sans appui politique. Et il a échoué.

Karim aurait pu vivre longtemps ainsi, tapi dans l'ombre de Saddam Hussein, à attendre le jour et l'heure propices. Pourtant, cette fois, c'est lui qui a peur. On vient de lui confier une mission : abattre le ministre de la Défense, Adnan Khaïrallah, le propre beau-frère de Saddam Hussein, une personnalité de premier plan. Le président ne peut pas lui pardonner sa popularité acquise pendant la guerre contre l'Iran, une popularité qui gagne tout le pays, bien au-delà du cercle de l'armée. Karim est catastrophé : « L'alternative était simple : refuser l'ordre de Saddam, c'était devenir suspect et donc, à terme, être un homme mort. Accepter la mission, c'était courir le risque de devenir un témoin gênant susceptible d'être éliminé un jour ou l'autre. »

Il n'a pas le choix. Le 5 mai 1989 au matin, ils sont quatre gardes du corps sur la piste de la base aérienne de Fernase, près de Mossoul, là où le président et son ministre de la Défense sont en tournée. Karim sait que Saddam Hussein a fait disparaître plusieurs généraux dans leur hélicoptère, à coups de missile. Mais la guerre est finie, on ne peut plus accuser les Iraniens. On leur remet une bombe à retardement : « Quatre bâtons de TNT de 25 centimètres de long, diamètre de 3 centimètres, de la consistance d'une pâte, avec des sortes de capsules et des fils électriques reliés à deux grosses piles avec un cadran de minuterie. » Il est 10 heures du matin et les quatre hommes vont travailler une dizaine de minutes : « On a défait la moquette sous le siège arrière de l'hélicoptère. On a fixé les fils électriques avec du fil de fer tout près du point d'accroche de la ceinture de sécurité. C'était bien fait, on ne voyait rien. Puis on a réglé le mécanisme à 16 heures précises. » Adnan Khaïrallah a déjeuné avec Saddam, son beau-frère, celui qui allait le tuer, puis il a décollé en direction de Bagdad.

Karim était dans la tour de contrôle quand le signal de l'hélicoptère a disparu brutalement de l'écran radar. Il était 16 heures précises. L'appareil s'est désintégré après une heure et quart de vol, au-dessus de Makhmour, à 170 kilomètres de Mossoul. Hussein Kamel, le fidèle du président, viendra les féliciter au nom de Saddam Hussein. L'enquête conclura à un accident dû aux « mauvaises conditions climatiques » et au vent de sable. Karim hausse les épaules : « Ce jour-là, le temps était beau et la visibilité parfaite. » Il est rentré à Bagdad, un peu triste : « C'était la première fois que je tuais quelqu'un. En plus, le pilote était un copain. » Au début, il a fait quelques cauchemars, puis il a oublié. Sa propre peur avait pris la place du remords.



Les hélicoptères de l'armée de l'air

Pour poser la bombe on a défait la moquette sous le siège arrière de l'hélicoptère



Adnan Khaïrallah

Après, l'histoire s'est emballée. Karim a vécu dans l'espoir d'un coup d'Etat sans cesse reporté et la hantise d'être exécuté.

Sa peur grandissait et plus rien ne le rassurait. Surtout pas la nouvelle mission qu'on lui confie : « Un garde du corps est d'abord un homme aux ordres de Saddam. Pour n'importe quel travail. » Il doit partir pour l'Europe, servir de petit commissionnaire en électronique pour le compte de Barzan, demi-frère de Saddam Hussein et ancien ambassadeur de l'Irak à l'ONU. Juste avant de quitter Bagdad, Karim a eu l'occasion de voir le détenu le plus célèbre d'Irak, accusé d'avoir espionné une usine militaire : « Il était dans la cellule 1213. Un jeune homme barbu, pieds nus, en pyjama et en veste bleue, très amaigri et d'une pâleur cadavérique. Il se tenait debout avec difficulté et portait des traces de coups de matraque sur la poitrine. A l'évidence, il avait été torturé. Il a crié : "Je suis innocent !" L'accusation ne tenait pas debout. » Cinq jours plus tard, le 15 mars 1990, malgré la mobilisation diplomatique et les protestations de l'Occident, le journaliste anglais Farzad Bazoft était pendu à Bagdad.

Le 27 mars dernier, Karim part pour un long voyage à travers la Yougoslavie, la Hongrie, la Suisse et la France. Il va passer son temps entre les aéroports et les hôtels à rencontrer des inconnus qui lui échangent des mots de passe - « 14... Ramadan », « Pays... libre » - contre des paquets qu'il remet aux hommes de Barzan, « l'homme chargé de diriger les activités des services de renseignement en Europe et de se procurer les composants électroniques ou nucléaires à usage militaire », affirme Karim. Un jour, il convoie 35 petites bouteilles dans du papier bulle ; une autre fois, il reçoit deux plaquettes qui « ressemblaient à des transistors ». Karim fait le travail, avec application, mais il crève de peur, sûr qu'on l'a envoyé à l'extérieur pour mieux le liquider. A Genève, on lui échange son passeport contre un titre de voyage provisoire. De retour en Irak, privé de son passeport, il a la conviction que le compte à rebours a commencé.

En ce début du mois d'août, Bagdad bouillonne, le Palais sait qu'on va à la guerre avec le Koweït, envahir ce pays d'émirs arrogants qui refuse de devenir le banquier de l'Irak, de reconnaître sa puissance. A la veille de l'invasion, Karim entend la dernière conversation téléphonique entre Saddam Hussein et le cheikh Jaber, émir du Koweït. Un numéro de vaudeville : « Comment vas-tu, ô cheikh Jaber ?, demande Saddam avec courtoisie. - Hamdullillah, je rends grâce à Dieu, répond la voix à l'autre bout du fil. - Est-ce que tu as diné ? - J'ai diné et je rends grâce à Dieu car je me sens bien. - Par Dieu !, dit Saddam en changeant de ton, tu ne prendras pas ton prochain petit déjeuner au Koweït ! » La nuit suivante, les troupes irakiennes envahissent le Koweït.

Quelques jours plus tard, Karim est auprès de Saddam Hussein. Le président le regarde longuement d'un drôle d'air et lui demande, abrupt : « Alors Karim, il paraît que tu te fais l'avocat des Irakiens à l'étranger ? » Le président fait allusion à une remarque maladroite de Karim pendant sa mission en Europe. Devant Barzan, il a regretté que la plupart des contacts soient tunisiens ou libanais, plutôt qu'irakiens. Saddam n'aime pas les critiques. Karim essaie de protester : « Non, mon président, je ne suis l'avocat de personne ! - Ah, vraiment... », laisse tomber Saddam Hussein. Karim est glacé : « Dans sa bouche, ces mots tombaient comme un couperet. »

C'est trop. A la fin du mois d'août, Karim prévient ses amis conjurés et part se cacher dans le désert en attendant de trouver le moyen de fuir. Il pense que son père le cheikh est trop connu pour risquer la colère de Saddam Hussein mais sait que son grand frère le garde du corps sera aussitôt renvoyé, voire arrêté. Tant pis ! Il n'y tient plus.

Un jour de septembre, sur le toit d'un camion-citerne qui approche de la frontière turque, un homme se recroqueville, tremblant, sous un paquet de chiffons, en jurant, s'il en sort vivant, de tout faire pour pouvoir revenir dans son pays, l'Irak. Après Saddam Hussein.

JEAN-PAUL MARI

20-26 DÉCEMBRE 1990/65

IRAK ET TURQUIE

L'agonie du Kurdistan

L'Irak anéantit sa région kurde. La Turquie suit l'exemple en déportant des centaines de villages et se démène pour empêcher la création d'un Etat kurde au nord de l'Irak.

Les militaires turcs sont arrivés à Sarıyaprak après un accrochage avec le PKK. Ils ont insulté, battu et chassé les paysans kurdes pour mettre le feu aux maisons de torchis, aux meubles, aux récoltes. Les 1200 habitants du village se sont réfugiés sous des tentes, survivant tant bien que mal dans le froid intense de l'hiver anatolien. Le même scénario s'est répété à Bacrit, Ciniver, Navyan ou Torkis, dans la province de Sîmak, près de l'Irak. Et aussi plus loin, à cent kilomètres de la frontière sous tension. Parfois, on commence par harceler les villageois en empêchant les bergers de faire paître leurs troupeaux, en bouchant les puits, en brûlant les forêts. Jusqu'à l'exode. Depuis le décret 413 du 9 avril 1990, imposant la censure et autorisant les évacuations à la discrétion du gouverneur militaire, des régions entières sont vidées, déracinant des dizaines de milliers de paysans pour la plupart incultes.

La Turquie, qui a très officiellement suspendu en août l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans ses provinces du Sud-Est, respecte un peu plus les formes que l'Irak voisin, mais commence à en suivre l'exemple. Depuis 1987, le régime de Saddam Hussein fait subir à ses 4 millions de Kurdes une politique d'anéantissement dont le bombardement chimique de Halabja en 1988 (5000 morts, plus de 100 000 réfugiés) n'était qu'un des plus tristes épisodes. Le bilan méticuleux présenté par l'Institut kurde de Paris est édifiant. Il dépasse largement en horreur les récits provenant du Koweït.



L'armée turque intervient dans la région de Siirt

Au Kurdistan d'Irak, il ne reste plus un village et bientôt plus une bourgade. Des villes comme Dokan (50 000 habitants) et Qala Diza (80 000) ont été détruites. D'autres, comme Rania (120 000), ont été prévenues d'une prochaine évacuation. Dans ces «zones interdites» à tout visiteur qui couvrent l'essentiel de la région, la végétation est anéantie aux défoliants, les sources d'eau bétonnées, les monuments historiques, remontant au VII^e siècle, rasés. Andreas Stähelin, l'otage suisse de Saddam Hussein libéré il y a trois semai-

nes, confirme que la région est sinistrée. Séjournant trois mois au fond des montagnes kurdes, il n'a vu ni arbres ni culture. Sur un cheptel de 7 millions d'ovins en 1985, il n'en resterait plus que 50 000 aux abords des villes. Et sur un territoire historique de 74 000 km², en partie arabisé, seuls 10 000 sont encore habités par les Kurdes. Entre un et deux millions de personnes ont été déportées vers des camps de regroupement, dans le désert. Les conditions de vie y sont terriblement précaires.

Partagés entre quatre pays (Turquie,

Une Suisse si compréhensive

Le Conseil fédéral, a déclaré René Felber au Parlement, est «choqué par la répression de la minorité kurde». Mais il autorise toujours les exportations d'armes suisses vers la Turquie. Pourtant, la loi fédérale sur le matériel de guerre (LMG) de 1972 les interdit «à destination de territoires où des conflits armés ont éclaté ou menacent d'éclater ou dans lesquels règne une tension dangereuse». La Turquie est aussi mêlée à la crise du Golfe que la Syrie, Israël ou la Jordanie, pays vers lesquels nos exportations sont suspendues. Et, pudiquement, le Conseil fédéral ne fait aucune mention de la suspension par Ankara de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans le

Sud-Est. Seule réserve: les armes livrées en Turquie sont d'un type qui «empêche leur utilisation lors de troubles internes». Ainsi, Berne aurait discrètement fait retirer une demande de véhicules blindés d'accompagnement.

La Turquie bénéficie toujours d'une étonnante compréhension de la part de la Suisse. Pierre Aubert puis René Felber n'ont cessé de répéter que la situation s'y améliore. Nos diplomates, qui militent pour la tenue d'une conférence sur les minorités en Europe, sont aussi, au Conseil de l'Europe, les plus ardents défenseurs d'un pays où les droits d'une minorité sont systématiquement niés. Pression des intérêts économiques? La Suisse est le deuxième investisseur

étranger en Turquie. Nos exportations d'armes y ont dépassé les 100 millions en 1985, 1986 et 1987. Mais elles ont reculé à 26 millions en 1989. L'embargo sur l'Arabie séoudite est plus coûteux: Oerlikon-Bührle évalue son manque à gagner à 300 millions.

La crise du Golfe va-t-elle jouer un rôle de détonateur dans la vieille polémique sur la LMG? Sa stricte application voudrait qu'on cesse aussi d'exporter vers les Etats-Unis, la France ou la Grande-Bretagne, qui ont déployé des troupes dans une région où un conflit «menace d'éclater». Au Parlement, René Felber a lâché que le Conseil fédéral envisage une interdiction totale des exportations d'armes. Le débat, dit-on, y est acharné.

Iran, Irak et Syrie), les 20 à 25 millions de Kurdes subissent une répression à géométrie variable. L'Irak applique la plus sauvage. La Turquie, la plus méthodique: c'est le seul pays qui, sciemment, nie jusqu'à leur existence. Leur accorder des droits culturels, c'est, selon un responsable turc cité par le «Wall Street Journal», «un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre». Politiciens et artistes sont toujours condamnés à des années de prison pour avoir parlé kurde en public. Des députés kurdes qui ont pris part à des conférences à l'étranger, comme le récent symposium de Lausanne, risquent la peine de mort: il ne reste plus au Parlement turc qu'à lever leur immunité. A Diyarbakir, la peine de mort a été requise contre 28 enfants âgés de 11 à 17 ans, accusés d'être membres du PKK.

Si la Turquie a rétabli un cadre démocratique (partis d'opposition, syndicats, justice relativement indépendante), qui permet au Conseil fédéral de répéter obstinément que la situation s'y améliore, dans l'est du pays elle ne cesse de s'aggraver. La torture est systématique. Selon Yavuz Binbay, de l'Association turque des droits de l'homme, depuis le mois d'août, «la politique de pression et de violence s'est répandue». Et certains militaires, comme le général Altay Tokat, cité par le journal turc «Milliyet», rêvent d'imiter la solution finale de l'Irak: «Notre voisin a exterminé, en une seule opération, les hommes qui l'ont combattu pendant cinquante ans. Nous pouvons en faire autant si nous le voulons.»

Jusqu'ici, la crise du Golfe n'a fait qu'aggraver la situation des Kurdes. Mais certains y voient aussi leur dernière chance: celle, historique, d'avoir enfin un Etat à eux, dans un Irak démembré par un effondrement du régime Hussein. Selon la presse turque, Israël arme les peshmergas et pousse à la création d'un Etat kurde. Les Américains, semble-t-il, y songent sérieusement. La meilleure indication en est l'affolement d'Ankara. Turgut Özal aurait exigé de James Baker, en visite le 6 novembre, l'assurance qu'il n'en serait rien. Une semaine après, le président turc a eu sept heures d'entretien avec le président iranien Rafsandjani, à Tokyo, pour s'opposer en commun à la création d'un Etat kurde. ■

Alain Maillard

The New York Times

December 30, 1990

15 Iraqi Opposition Groups Join to Oust Hussein Regime

By IHSAN A. HIJAZI

Special to The New York Times

BEIRUT, Lebanon, Dec. 29 — Leaders of 15 Iraqi opposition groups met here today and announced that they were joining forces to topple the Government of President Saddam Hussein in Baghdad.

A statement issued after the meeting condemned Mr. Hussein's invasion and annexation of Kuwait, but at the same time deplored the massing of foreign forces in Saudi Arabia, which the participants said posed a serious threat to Iraq and its unity. They said the Persian Gulf crisis should be resolved peacefully.

The gathering was unusual for factions of such disparate political persuasions, united only in their enmity for the Baghdad regime. Among them were pro-Iranian Shiite Muslim fundamentalists, pro-Soviet Communists, Arab nationalists and Kurdish separatists.

The groups are based in Damascus, the Syrian capital or in Iran or Eastern Europe, but chose Beirut as the site of their announcement because of the comparatively free news organizations here, according to a person close to the conference.

Dismemberment Feared

The source, who spoke on condition of anonymity, said that the Iraqi opposition leaders were convinced that it was only a matter of time before Mr. Hussein is toppled, and that "they are worried that if it is defeated in a war in the gulf, Iraq could be dismembered."

"This is why they have come together to head off a possible disintegration of their country," the source said.

The ability of the factions to influence conditions inside Iraq either individually or collectively remains in doubt. In their statement, they appealed to the Iraqi Army to rise against Mr. Hussein "to save the homeland."

Those signing the statement included three Iranian-linked fundamentalist organizations led by the Supreme Assembly of the Islamic Revolution in Iraq. Those factions are run by Shiite clerics who fled Iraq during Baghdad's eight-year war with Iran. The war ended in a United Nations-sponsored cease-fire more than two years ago.

Prominent in the Iraqi opposition front are three Kurdish factions, including the Kurdish Democratic Party and the Kurdistan Unionist Movement of Jalal Talabani. All have been striving for autonomy for the three and a half million Kurds who form the majority in northern Iraq.

Also taking part was the Soviet-oriented Iraqi Communist Party, which

once had a powerful popular base inside Iraq.

Analysts said the range of opposition factions suggested the kind of political and ideological struggle that could break out in Iraq if Mr. Hussein were overthrown.

Elections Are Promised

The conference statement, looking to the post-Hussein era, said a transitional coalition government should be formed to prepare the country for democracy by holding parliamentary elections. A constituent assembly chosen freely and by popular vote would write a new constitution for the country, the statement said.

Not to be outdone by Mr. Hussein's stance on the Arab-Israeli conflict, the opposition groups said they stood

The exiles are worried that Iraq might be dismembered.

firmly on the side of the Palestinian people "in their struggle to liberate their homeland, including Jerusalem."

The Iraqi President has said a solution to the gulf crisis must be linked to resolving the Palestinian question.

The opposition statement promised that a new government in Baghdad would ban the use of weapons of mass destruction "used in chemical, germ and nuclear warfare."

Iraq used chemical arms in the war with Iran and against Kurdish rebels. The United States and Britain plan to inculcate thousands of their troops in the gulf against possible germ warfare by Iraq.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Monday, December 31, 1990



Torchbearers of Human Rights

Award winners tell tales of personal courage

By Gregory M. Lamb

Staff writer of The Christian Science Monitor

BOSTON

PEOPLE

OVERCOMING ADVERSITY: *This human rights emblem, which is etched on the Reebok award, is symbolic of the breaking of bonds and limitations.*



SHA'WAN JABARIN: *One recipient of the 1990 Reebok Human Rights award, he is a Palestinian field worker for a West Bank human rights monitoring group who was tortured and held in an Israeli detention camp.*

THE dark, slender young man on the hotel ballroom stage spoke forcefully, pausing only to let an interpreter relay his message.

"I was arrested by soldiers who came to my house on Oct. 10, 1989. They were dressed in civilian clothes, and arrived in a civilian car with West Bank rather than Israeli license plates. They took me from my house at gunpoint, without permitting me to even button my shirt. En route to the detention center in Hebron, the soldiers gagged and blindfolded me and tied my hands behind my back and beat me. In Hebron, one soldier stubbed a cigarette out on my hand and behind my ear. Then he threw me in a dirty toilet, and began to jump on my head and my chest, and to kick me repeatedly until I felt that I was going to die."

The speaker, Sha'wan Jabarin, is a Palestinian field worker for Al-Haq, a human rights monitoring group in the West Bank affiliated with the International Commission of Jurists. He was in Boston earlier this month to be honored as one of several winners of the 1990 Reebok Human Rights Award.



AKRAM MAYI: *Also a recipient of the 1990 Reebok Human Rights award, he is a spokesman for thousands of Kurds who were subjected to chemical attacks and forced out of Iraq by Saddam Hussein.*

Monday, December 31, 1991

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Ankara Hobbles Turkey's Press Over Kurds

By Andrew Yurkovsky

It was late morning, and most of the hotel guests had already left to see Istanbul's sights. The waiter, who spoke little English, approached and asked where I was from. After learning I was American, he proudly said that he was a Kurd. Then, with his finger, he outlined a map of Turkey on a tablecloth and pointed out Kurdistan in the southeast corner.

Visiting Turkey this summer to look into restrictions on the local and foreign press, I found this encounter ironic. Since the republic was founded in 1923, Turkey's Kurds, who may number as many as 10 million, have been denied their cultural rights. Until recently, the media had been unable even to print the word "Kurd"; they had to use the euphemism "mountain Turk." As this encounter shows, efforts to suppress Kurdish identity have failed. And yet, such efforts continue.

The latest move, an executive decree adopted in April and subsequently revised, deals a blow not only to the rights of Kurds but to the ability of the press to cover Kurdish issues. The decree gives the government the power to shut down newspapers and magazines for publishing "incorrect" information that disturbs the public order in the region, where rebels have been fighting for a separate Kurdish state since 1984. It also permits the deportation from the area of people who may disturb the public order. So far two publications have been closed down.

This month, in an apparent attempt to circumvent an imminent legal ruling by the Constitutional Court, the government issued a new decree on the southeast that

supersedes the previous one. But journalists say it contains only cosmetic changes. The government's clampdown was prompted by concern over the local population's increasing support for Kurdish rebels. In March, residents staged demonstrations and merchants closed their shops to protest government actions.

Restrictions on the press are nothing new in Turkey. Among other things, Turkey's criminal code prohibits communist propaganda, insulting the president or nation, or advocating the establishment of a religious state. The Committee to Protect Journalists has confirmed that at least seven Turkish journalists are in prison because of their writing or opinions. At the mainstream daily *Gunes* (The Sun), two journalists were charged in March in connection with the publication of an article revealing the minutes of last January's meeting between Turkish President Turgut Ozal and United States President Bush. The issue in which the article appeared was confiscated.

The decree raises the stakes for Turkey's press: Publications now run the risk of being completely shut down. The two already closed are the popular left-of-center newsweekly *Ikbin'e Dogru* (Toward the Year 2000) and the newspaper *Halk Gercegi* (Truth of the People). Both periodicals, which were banned at the end of June, reported widely on Kurdish issues and questioned government policy toward Kurds. *Ikbin'e Dogru* has managed to reappear as *Yuzyl* (Century), but *Halk Gercegi* has been less fortunate.

The effect of the decree has also been felt by Turkey's mainstream

press, which has begun practicing extreme self-censorship. Journalists report that it's hard to get articles on the political situation in the southeast published and that they often have to confirm their own information on rebel clashes with reports from the regional governor's office.

Presidential spokesman Kaya Toperi, explaining the reason behind the decree, sees no difference between the two positions.

R. NORMAN MATHENY - STAFF/FILE



KURDS IN TURKEY: Muhammad Omar fled to Turkey in 1988 from Iraq. Turkey's government has severely restricted press coverage of Kurdish issues.

said in an interview this summer. "If someone promotes or [propagandizes the] separatist movement, encourages such activity and praises terrorist activities, this of course exceeds journalistic activity."

While many journalists say they support increased cultural rights for the Kurds, they are against establishment of the separate state the rebels are fighting for. The government apparently sees no difference between the two positions.

If Ankara was hoping to win a propaganda war with a news blackout, it has failed. If anything, the decree will only increase whatever antigovernment sentiment there may be in the region. Although the government has succeeded in stemming the flow of independent information about the southeast, it has done so at the cost of government and journalistic credibility.

Residents no longer trust the information in national newspapers or state-controlled radio and television. Since April, circulation of the national newspapers in the region has reportedly declined by a third. In the absence of news reports, one journalist said, people get their information from rumors.

The Turkish government's respect for free expression has never been strong, but you can't have a free society or effective government without it. It's time to rescind the decree and other press restrictions in Turkey - and get on with resolving the Kurds' grievances rather than censoring them.

■ Andrew Yurkovsky is with the Committee to Protect Journalists, New York.

Mr. Jabarin was released from the detention camp in September of this year and even allowed to travel to the United States to accept his award, a \$25,000 grant.

Not so David Moya. The 24-year-old Cuban, executive secretary of the Party of Human Rights in Cuba, was released in November after more than a year in jail for an "illegal" demonstration outside the Soviet Embassy in support of reforms going on there. He was not allowed to come to the US.

Other winners include Akram Mayi, a tireless spokesman for thousands of Kurds living in refugee camps inside Turkey; Tracy Matthews, a graduate student at the University of Michigan at Ann Arbor and a member of the school's United Coalition Against Racism; and Martin Dunn and Jeffrey Bradley, who work for the Association to Benefit Children in New York City. In addition, two past winners who previously had been unable to attend received their awards. Chai Ling (1989) managed the student demonstrators' headquarters in Tiananmen Square during the 1989 protest in

Beijing. She spent several months in hiding after the crackdown until making her way to the US. Lobsang Jinpa (1988), a Tibetan monk, was forced into exile because of his open support of the Dalai Lama and opposition to Chinese rule in Tibet.

The Reebok award recognizes individuals under 30 years of age who "early in their lives and against great odds, have significantly raised awareness of human rights" and whose lives "encourage other young people to take up the torch of human rights," said Nasser Ega-Musa, director, corporate affairs and human rights projects for Reebok International Ltd. The Stoughton, Mass.-based company sponsors the awards. The awardees cannot advocate violence or belong to groups that have a history of violence. A board of advisers, which includes former President Jimmy Carter, selects the winners.

THE international recipients took advantage of their time in the US to lobby for their causes. Mr. Mayi hopes to gain attention for the plight of Kurds trapped in relocation camps in Turkey after being subjected to chemical attacks and

forced out of Iraq by Saddam Hussein. "Eighty percent of the tents [in the camps] don't provide protection from rain," Mayi said in an interview after the ceremony. The Turkish government refuses to recognize the Kurds as political refugees. "I expect that the only way [to solve the situation] is to take these people from Turkey to other countries," he said. "People cannot live a long time in this situation." Mavi hopes that a Kurdish state can be established someday. "We are a nation like all of the nations of the world," he said. "We are 30 million.... There are some nations of less than 1/2 million that make a government. Why not the Kurdish people?"

Each award winner brought tales of personal courage in overcoming adversity. Palestinian activist Jabarin was asked how he endured his severe imprisonment. "He who lives through the ... experience of detention," he replied in a soft, deliberate voice through an interpreter, "finds out that within this suffering experience there are certain sources of strength that one who has not experienced that detention life cannot really imagine."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, JANUARY 2, 1991

A New Year For Kurds And Russia

By William Safire

WASHINGTON — Disregard last year; it was not my finest prognosticating hour. I was right about the bust into recession and the sudden German unification, but wrong about everything else.

Serve me no humble pie. When Dolph Camilli, the Brooklyn Dodger home run hitter, struck out three times in a row, we in the Ebbets Field bleachers used to nod sagely and say, "He's due." In 1991, I'm due.

1. The Supreme Court will overturn all but one of the following lower-court decisions: (a) Rust vs. Sullivan, the gag rule on abortion rights advice; (b) Board of Ed. vs. Dowell, in which school systems are forever run by courts; (c) Int'l Union vs. Johnson Controls, permitting companies to discriminate against women for their own protection; (d) Masson

vs. Malcolm, denying interviewees libel claims for non-verbatim quotation. (Pick the one that the court affirms and you get to pick the black female strict constructionist to replace Thurgood Marshall.)

2. The nonfiction blockbuster of the year will be: (a) Clark Clifford's autobiography; (b) Scotty Reston's autobiography; (c) Harry Truman's biography by David McCullough; (d) Suzanne Garment's "The Politics of Scandal," which leads us to (e) "One of Us," Tom Wicker's stunning reassessment of Richard Nixon.

3. Novel of the year will be: (a) "Prized Possessions" by Avery Corman, about date rape; (b) "You'll Never Eat Lunch in This Town Again" by Julia Phillips, for its ravenous title; (c) "Trial" by Clifford Irving, for its sure-fire megabuck movie sale; (d) "Harlot's Ghost," the longie by Norman Mailer about the CIA, for breaking ground as the first \$30 spy novel; (e) John le Carré's "The Secret Pilgrim," the last spy novel.

4. Winner of the 1991 Nobel Peace Prize will be: (a) Vytautas Landsbergis of Lithuania, for resisting the great Gorbachev crackdown; (b) James Baker, for his last-minute deal with Saddam Hussein; (c) George Bush, for establishing a New World Order by decisively defeating aggression.

5. The looming issue in the coming presidential elections will be: (a) who egregiously tried to undercut the president in waging a successful war; (b) who wisely tried to prevent the president from wading into a quagmire; (c) quotas as the paradigm for civil rights overreach; (d) stagpression.

6. Most surprising winner in World-order War I will be: (a) Iraq, by identifying with the world's losers; (b) Turkey, received into the EC by a guilty Germany after it shortens the war with a second front; (c) Israel, which gets hit first through Jordan, then lets Palestinians found their East Bank state; (d) the Kurds, whose timely uprising earns them a free Kurdistan at last.

7. U.S. political fallout from the war will be led by (a) Democratic investigations into the appeasement of Saddam Hussein before Kuwait; (b) indictments in February of merchants of death who used taxpayer-guaranteed dollars to ship nuclear and chemical weaponry to Iraq, financed through the Atlanta Lavoró bank; (c) an amalgam of defense-cutters shocked at the waste and ineffectiveness of U.S. weaponry revealed in the desert war.

8. Democratic front-runner will be (a) Sam Nunn, foremost military second-guesser, chaining himself to the gates of Burning Tree Club in egalitarian protest; (b) Mario Cuomo, talking

to the skull of poor Yorick, his campaign manager; (c) Gephardt-san, running for the Cromwellian role as Great Protector; (d) patriotic Gore, green thumb up; (e) General Norman (Ethelred the Unready) Schwartzkopf.

9. The economy in the second half of 1991 will: (a) sink into the worst recession since the last one, with Dow industrials plunging below 2,000; (b) be whipsawed by growing unemployment and inflation, better balance of payments and worse deficits, with the Dow at present levels; (c) be out of the woods and off to a new boom, the stock average breaking through 3,000, in time for the '92 conventions.

10. Mikhail Gorbachev will be: (a) straddling, improvising, balancing forces as the Indispensable Man; (b) taking "stern measures" that the world will see as Stalinism with flair; (c) ousted by Yeltsin-Sobchak-Shevardnadze reformers following public revulsion after a bloody crackdown; (d) ousted by the KGB-Army-Party apparat after refusing to order the army to fire at separatists.

My picks: 1d, 2e, 3c, 4a, 5a, 6d, 7b, 8b, 9c, 10c. Gotta play to criticize. Occasionally bet your long-shot hopes; it will lower your average but raise your sights.

The New York Times.

Le Nouvel Observateur, 3 janvier 1991

La chronique de Jacques Julliard
Pensée pour quatre peuples

**Irakiens, Palestiniens, Kurdes et Libanais ont tout à redouter de l'année qui vient.
 Et les premiers sont sans doute les plus malheureux**

Comment, en cette période de bilans et de vœux, ne pas se tourner vers le Proche-Orient ? Nous ne sommes pas prêts de retrouver le cru 90, son aurore encore illuminée de la récente déroute du communisme et de la résurrection des peuples d'Europe orientale. Aujourd'hui, l'année commence sous le signe de la guerre. Il y a là-bas, à l'autre bout de la Méditerranée, des peuples qui souffrent et qui saignent, des peuples qui sont menacés dans leur existence même.

Le plus malheureux, c'est peut-être le peuple irakien. C'est à lui d'abord que vont nos pensées. Quelle que soit l'issue de la crise actuelle, il en sortira vaincu. Ou bien en effet la guerre aura lieu, et c'est lui qui sera écrasé par les bombes occidentales, mais victime d'abord de la criminelle mégalomanie de son dictateur. Ou bien au contraire, Saddam Hussein l'emporte dans le bras de fer qui l'oppose au reste de la planète, et le martyr du peuple irakien continuera. Après sept années d'une guerre imbécile et sanglante contre son voisin iranien, il lui faudra continuer d'endurer le joug du boucher de Bagdad, de fournir des soldats à une armée d'occupation qui se conduit au Koweït comme les SS pendant la Seconde Guerre mondiale. J'admire que nos tiers-mondistes, dans leur zèle pro-arabe, feignent de tenir Saddam Hussein pour le chef légitime et aimé des Irakiens, quand il en est le bourreau. Bravo, Monsieur Cheysson. Je m'étonne, en outre, que les pacifistes, dans leur aveuglement, ignorent délibérément le prix de la paix : il s'appelle là-bas injustice, oppression, dissémination nucléaire. Ah ! les braves gens ! Ce sont parfois les mêmes – parmi les Verts par exemple – qui entendent dans les élections tenir la balance égale entre Le Pen et les démocrates de gauche ou de droite. Encore bravo, Monsieur Waechter.

Les Palestiniens maintenant. Je n'ai garde de confondre Israël, leur adversaire, avec Hussein. Bien au contraire, je m'inquiète du parallélisme injuste que les circonstances sont en train d'imposer entre les deux conflits du Proche-Orient, et donc entre les deux oppresseurs. Israël est un des rares pays au monde dont l'existence ne soit pas reconnue par ses voisins. Cela vaut bien une compréhension particulière. Le malheur, c'est que l'autre peuple dans le même cas soit précisément le peuple palestinien, et du fait d'Israël encore. Toute ma sympathie pour ce dernier ne m'empêchera pas de répéter que l'occupation de la Cisjordanie est injuste, et que cette injustice est intolérable, non pas parce

que Israël est un peuple élu, mais parce qu'il est à nos yeux un peuple comme tous les autres. Aussi longtemps que les Israéliens avaient en face d'eux des terroristes souvent cyniques, on pouvait hésiter. Mais l'Intifada a changé le sens du combat. Que Tsahal soit obligée de tuer chaque jour des femmes, des adolescents, des enfants parfois, devrait faire réfléchir. Bonne année donc au peuple palestinien, bonne année à la gauche israélienne dans son combat difficile, bonne année à la négociation.

Encore n'ai-je parlé ici que de deux peuples qui ont de nombreux défenseurs. Je ne veux pas commencer l'année sans saluer ces deux oubliés de la justice, ces deux orphelins de la bonne conscience, le peuple kurde et le peuple libanais.

J'ai dit plus haut le malheur d'être irakien. Il faut dire ici le double malheur d'être un Kurde irakien, mais aussi d'être un Kurde iranien, et même d'être un Kurde turc ou syrien. Être victime des Arabes ou des musulmans n'est pas dans le monde d'aujourd'hui une situation facile. N'empêche : aussi longtemps que le monde civilisé n'aura pas reconnu le problème kurde, il devra être soupçonné d'avoir une conscience coextensive à sa diplomatie.

Le cas libanais nous conduit au même soupçon. La façon dont les Américains ont livré le Liban à la Syrie prouve à l'évidence qu'ils n'éprouvent le prurit de la justice que dans les limites de leurs intérêts. Que par impuissance nous soyons les complices passifs de cet abandon est une grande humiliation pour la France. François Mitterrand l'a ressenti ainsi ; c'est pourquoi nous comptons sur lui pour que dans la conférence générale sur le Proche-Orient qu'il appelle de ses vœux le Liban ne soit pas oublié. Sinon, à quoi servirait la France ? Un très cher ami israélien m'écrit que mon obstination pour le Liban relève non de la politique, mais du sentiment. Je le crois bien, qu'elle relève du sentiment, mon obstination ! Imagines-tu, mon cher Elie, ce que serait la politique privée de sentiment ? Je préfère ne pas citer de noms ni d'exemples...

Alors, salut aux Libanais chrétiens et musulmans sous la botte syrienne. Salut au général Michel Aoun, prisonnier dans l'ambassade de France, dont les erreurs ne nous font pas oublier qu'il fut courageux ; qu'il a incarné et incarne peut-être encore en partie la volonté de vivre de ce peuple. Bonne année à tous ces amis qui nous écrivent. Qu'ils sachent que nous ne les oublions pas, et que nous partageons avec eux quelque chose qui est plus qu'un espoir : la conviction que le Liban vivra.

J. J.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, JANUARY 7, 1991

For Saddam the Dictator, War Isn't the Worst Possible Outcome

By Jim Hoegland

WASHINGTON — Saddam Hussein's contemptuous toying with the president of the United States over dates for a visit to Baghdad by Secretary of State Jim Baker has backfired on the Iraqi dictator. Saddam's insistence on a single date for a Baker visit appears to have strengthened President George Bush's resolve, not weakened it, as Saddam would have hoped.

Why take such a risk? There can be only one answer, which Mr. Baker needs to keep in mind as he probes Saddam's foreign minister, Tariq Aziz, in Geneva on Wednesday for Iraqi intentions. For Saddam, war is not the worst possible outcome of the confrontation in the Gulf. War is a way of life, not a course of action to be avoided at all costs. Saddam is from a warrior tribe, not from a tribe of diplomats or bazaar merchants.

If there is an act that might yet deflect Saddam from his lifelong pattern of bloodying and humiliating an enemy before dealing with him, Mr. Bush's apparently unshakable decision not to send Mr. Baker to Baghdad is it. Only if Saddam Hussein suddenly understands that Mr. Bush is serious about destroying the Iraqi occupation army in Kuwait will he change.

Mr. Bush's decision ends Saddam's chance to play the Baker card, which represented the Iraqi's best chance to drag Washington into negotiations, split the multinational alliance and undermine public support for the Bush policy.

Instead of asking why Mr. Bush will not yield to a Jan. 12 ultimatum for a Baghdad meeting, members of Congress and Americans in general need to focus on why Saddam showed so little interest in the diplomatic track.

As the clock ticks on toward the Jan. 15 evacuation deadline that Mr. Bush has rightly set in concrete, Saddam has seemed to see the threat of war as his ally, not his problem. That conviction has weakened both Mr. Bush's strategy of scaring Saddam with words and the critics' fence-sitting posture of waiting for sanctions to force Iraq out of Kuwait.

Saddam thrives on battle. It is the United States and the other democracies allied against him that find war repugnant and wasteful. The Iraqi president believes it when he boasts that he can outlast those who deny him Kuwait and control of the Middle East's economic resources.

War now inspires horror in America and Europe, but this is a fairly recent reaction, born out of the carnage of World War II and the futility of Vietnam. For centuries, war was a legitimate human activity for all nations. Hitler led the German people into mass destruction by persuading them that war was a necessary and purifying act for a living nation. It has been only

50 years since Hitler gave war a bad name. But Saddam's invasion of Kuwait shows that while economic competition has replaced military force as the arbiter of resources among industrial democracies, war is still a tool of economic and social competition in the Middle East.

War remains all too thinkable in the desperate conditions of the Middle East and Africa. Only a few years ago, wars of liberation were vaunted as just and necessary, whatever the human costs, in these colonized countries. Even Asia, possessor of economic success stories, is a middle ground. The experiences of World War II, Korea and Indochina have not yet freed Asia from the threat of regional conflict.

Many in the West assume that behind his bluster, Saddam wants a peaceful way out and will compromise on his claims to all of Kuwait and to paramount status in the Gulf. But his history suggests the reverse. He has consistently seen it in his interest to take big risks and accept a settlement only after his enemy proposes it.

That was his approach in his two-year war with the Kurdish rebels, who were armed and supported by the Shah of Iran, the United States and Israel. It was also the way he fought his eight-year conflict with the Shah's successors in Iran's Islamic Republic. In both cases, Saddam successfully pursued high-risk campaigns until his foes blinked and called off the bloodletting.

Mr. Bush's original offer to send Mr. Baker to Baghdad seemed a dangerous gamble. It was criticized within the Bush administration by those who feared that Mr. Baker's penchant for dealing made him the wrong emissary. They would have preferred the national security adviser, Brent Scowcroft, go, if anyone had to go, but Mr. Bush stayed with Mr. Baker.

The fear that Saddam would play the Baker card and put the deal-makers in the driver's seat during the decisive stage of the crisis was a real one. But Saddam has left agreement to talk till so late that the meeting now is for public opinion purposes, not for negotiating. By waiting, Saddam has robbed Mr. Baker of the time and room to broker any solution that the United States could honorably sponsor.

This is a clear indication of his mistaken view that he can still manipulate war into an acceptable outcome. Saddam is a warrior who exists psychologically in a different age, an age in which war was an instrument of first resort.

It is tragic that the international community has to rely on force to stop Saddam Hussein from holding the Middle East back in that age. But Americans need to remember, as Jan. 15 approaches, that it is Saddam Hussein, not George Bush, who has chosen war as the most likely outcome in the Gulf.

The Washington Post.

Est-Républicain, 7 janvier 1991

Droit d'asile : les Turcs en majorité

Réfugiés politiques ou économiques ? Un casse tête qui conduit à la clandestinité.

« Il y a actuellement près de 2,5 millions de turcs en Europe. Pour les solliciteurs d'asile, c'est un facteur d'attraction supplémentaire puisqu'ils sont sûrs de trouver sur place un accueil que leurs compatriotes ne pourront leur refuser ». Murat Erpuyan, qui les aide dans leurs premières démarches, justifie pourquoi plus de 90 % des demandes d'asile déposées en Lorraine et en Meurthe et Moselle en particulier sont le fait de turcs.

« Il est clair que la plupart viennent ici pour des considérations économiques, même s'ils invoquent souvent les problèmes kurdes. Mais toute la difficulté est justement de définir cette notion de réfugié politique. Ces problèmes économiques ne sont-ils pas la conséquence des politiques suivies là

bas qui génèrent une répartition des richesses de plus en plus inégalitaire ? » poursuit Murat Erpuyan

Ce véritable casse tête donne lieu à diverses interprétations selon les régions.

« Dès le retrait des formulaires, il n'est pas rare que l'on juge déjà de la sincérité de la demande. Sans parler des manœuvres dissuasives des uns et des autres. A cet égard, il semble que l'on soit beaucoup plus sévère à Nancy qu'à Metz par exemple. »

Textile bûcheronnage et bâtiment

Le plus grave est que le système actuel encourage à la clan-

destinité. Peut-être aussi parce qu'elle sert des intérêts divers

« Les secteurs les plus touchés sont le textile, le bûcheronnage et le bâtiment. Les gros groupes font appel à la sous-traitance qui emploie une main d'oeuvre clandestine. Ca, c'est le schéma classique. Il y a pire maintenant. On a encouragé les immigrés à créer des entreprises moyennant la promesse de marchés. En soit, c'était une bonne idée. Mais comme ils n'ont guère de connaissances, on leur impose des contrats à des prix dérisoires qu'ils ne peuvent tenir qu'à la condition d'embaucher eux mêmes des clandestins ». Le cercle vicieux qui fait dire à un poète turc, lui aussi membre de l'association A TA TURQUIE : « Nous sommes tous des délinquants potentiels ».

Pas question de retourner en Turquie

Mustapha, un jeune kurde de 24 ans, est déterminé à ne plus quitter la France. Témoignage.

« Comment peut-on juger quelqu'un si rapidement dans un pays où je pensais que les valeurs démocratiques et les droits de l'homme avaient encore un sens ».

Mustapha a 24 ans. Un mois après le dépôt de sa demande, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides lui a fait savoir que le statut de réfugié ne pouvait lui être accordé. Difficile à comprendre pour ce jeune turc d'origine kurde, qui explique, via le secours d'un interprète, n'avoir pourtant eu d'autre choix que de quitter son pays.

« Je viens d'une région où tous les jeunes sont automatiquement suspectés de faire partie du parti kurde. Je suis né dans une famille d'agriculteurs. Pour différentes raisons, j'ai du quitter la maison familiale. J'ai alors travaillé dans un restaurant avant d'aller de places en places en exerçant à chaque fois des petits boulots puis de prendre la décision de partir, comme ses trois frères l'avaient fait auparavant. J'ai trouvé une filière à Istanbul. Avec un faux passeport, je me suis retrouvé en Italie puis en France, à Nice. Dans l'impossibilité de trouver du travail à Pa-

ris, je suis venu à Nancy où je connaissais quelqu'un ».

C'était en septembre dernier. Depuis, Mustapha n'a pas davantage trouvé d'emploi en Meurthe et Moselle. Bénéficiant d'une autorisation provisoire de séjour de six mois délivrée par la préfecture de Paris, il a bien entendu intenté un recours contre la décision de l'OFPRA.

« Même si je n'obtiens pas satisfaction, je ne retournerai pas en Turquie. Je ferai tout pour essayer de rester ici ou trouver une autre solution ». Y compris dans la clandestinité.

LA CROIX, 7 janvier 1991

Echo Républicain

7 janvier 1991

Le T.G.I. lève la rétention administrative des 2 Kurdes

Husseyin Gun, 27 ans et Alizara Emre, 28 ans, ont été présentés vendredi après midi à Mme Gaillot, vice-présidente du Tribunal de Grande Instance de Chartres. Objet de cette présentation : la poursuite ou non de la rétention administrative qui frappe ces deux Kurdes, suite à leur interpellation mercredi dernier

la rétention administrative des deux Kurdes puisqu'ils disposent d'une adresse à Dreux. Rien n'est toutefois gagné pour eux. Le tribunal administratif d'Orléans décidera, si oui ou non, ils doivent être reconduits à la frontière. Rappelons que Husseyin Gun et Alizara Emre bénéficient du soutien des organisations antiracistes et des partis de gauche et d'extrême-gauche, à l'exception du parti socialiste, pour l'instant muet sur cette affaire.

en Grande-Rue à Dreux. Ces deux hommes, en situation irrégulière, se sont vu, en effet, signifier leur reconduite à la frontière par le préfet d'Eure-et-Loir. Leur garde à vue s'est donc transformée en rétention préventive, le temps de solliciter l'avis de Mme Gaillot.

ILS SE MANIFESTENT AUJOURD'HUI À TRAVERS L'ASSOCIATION « SOS KURDISTAN »

L'appel lancinant des Kurdes en exil

C'est au fond de la cour à gauche, derrière un immeuble anonyme, quelque part dans une rue de Lyon. Sur la porte, il y a une banale inscription : « Association turque ». Mais ceux qui se retrouvent ici sont Kurdes. Il y a aussi quelques « vrais Turcs » parmi eux et un Arménien : tous sont unis dans l'exil et la semi-clandestinité. Car tous ont fui leurs terres, leurs villages ou leurs villes, suivant l'itinéraire des passeurs de la montagne.

La plupart ont leur carte de réfugié politique. D'autres l'attendent. Et, d'autres encore ne l'ont même pas demandée : la clandestinité, ils vivent avec depuis toujours...

Mais, aujourd'hui, à Lyon, à Pa-



A Paris, Lyon, en Europe, l'appel d'un peuple torturé. (Photo AFP.)

ris, en Europe, ils se manifestent, malgré la peur, à travers les comités « SOS Kurdistan ». Ils veulent attirer l'attention internationale sur le sort fait aux villageois kurdes depuis le début de la crise du Golfe : selon leurs sources, environ 200 villages du Kurdistan Nord auraient été évacués par la force vers l'Anatolie, pour cause de déploiement militaire de l'armée turque le long de la frontière irakienne.

Pour le mouvement séparatiste kurde, l'occasion était trop belle pour la Turquie de mater ainsi la guérilla qui a redoublé d'intensité depuis un peu plus d'un an. Sans entrer dans ce débat, un fait demeure : en hiver, en Anatolie, il fait - 25° et il y a très probablement, en

ce moment même, des centaines, voire des milliers, de femmes, d'enfants et de vieillards qui s'y trouvent, sans autre abri que des tentes.

Par ailleurs, en novembre dernier, alléguant l'état d'urgence face à la menace d'un soulèvement kurde lié aux événements du Golfe, la Turquie a officiellement demandé - et obtenu - auprès de la commission européenne, la suspension de la convention des droits de l'homme au Kurdistan. Alors, la longue litanie d'exactions décrite par les Kurdes (du pillage à l'exécution sommaire en passant par le viol et la torture) - si elle reste vérifiable pour cause de censure - laisse un sentiment de profond malaise...

Ils sont 2500 environ à Lyon, formant le plus gros bataillon des demandeurs d'asile : selon le directeur du Crarda (Comité Rhône/Alpes des réfugiés et demandeurs d'asile) 80 % des demandes émanent de personnes originaires de Turquie. S'ils fréquentent les mêmes réseaux que les autres immigrés et réfugiés, il se sentent différents : « Les autres communautés étrangères, en particulier arabes, ne nous comprennent pas, dit Suleiman. Elles n'ont jamais eu à affronter les mêmes problèmes que nous. »

« Il faut se mettre à leur place, dit M. Dudujkian, un Arménien qui a pris fait et cause pour eux. Ce sont des gens blessés, ulcérés, brûlants de révolte qui arrivent ici. Et ils se rendent compte que très peu de gens connaissent la réalité de ce qu'ils vivent là-bas et que beaucoup n'arrivent seulement pas à les croire. »

Un de leurs grands motifs d'amertume, précisément aujourd'hui, est l'intérêt et la sollicitude envers les réfugiés de l'Est, comme si eux étaient oubliés : « J'entends tout le temps parler des enfants de Roumanie, dit Muzaffer, lui-même père de famille. Mais qui se soucie des enfants kurdes, ceux déjà morts, gazés ou brûlés et ceux qui manquent de tout actuellement? »

Si certains ont pu venir avec leur famille, d'autres tremblent en permanence pour les leurs qu'ils ont dû quitter précipitamment.

L'exil ne leur fait pas oublier une seconde leur pays. Au point, d'ailleurs, qu'ils vivent beaucoup en circuit fermé. Ils sont très peu à bien parler le français et encore moins à trouver un emploi en rapport avec leur formation : Hassan, biologiste, est plongeur à mi-temps. Ali, géomètre et Muzaffer, technicien, travaillent au noir.

De toute façon, comment, en ces temps de crise, pourraient-ils vraiment s'intéresser à leur vie quotidienne dans un pays étranger? Depuis la dernière résolution de l'ONU, autorisant un éventuel recours à la force à partir du 15 janvier, leur inquiétude ne fait que s'accroître. « Les génocides sont toujours perpétrés pendant les guerres. Il y a eu 1915, puis 1925. 5 000 Kurdes de Halabja ont été tués avec les armes chimiques, à l'occasion de la guerre irano-irakienne. Et, maintenant? »

ANNE SIZAIRE

ECHO-RÉPUBLICATIN

8 janvier 1991

L'expulsion des deux Kurdes confirmée

L'un a pris l'avion; l'autre est activement recherché.

Husseyun Gun, 27 ans et Alizara Emre, 28 ans, sont vu confirmer par le tribunal administratif, samedi-après midi, leur avis de reconduite à la frontière. Suite et fin d'un épisode rocambolesque.

Souvenons nous : mardi dernier, les policiers du commissariat de Dreux contrôlaient, en effet, en Grande Rue à Dreux, ces deux hommes. Simple contrôle de routine. Seulement, ces deux garçons ont bien été incapables de fournir la moindre pièce d'identité. Gardés à vue, le préfet d'Eure-et-Loir a prononcé, le lendemain, à l'encontre de ces deux Kurdes clandestins un avis de reconduite à la frontière.

Leur garde-à-vue s'est donc transformée en rétention administrative préventive. Une décision qui a provoqué une levée de bouclier immédiate de la part des organisations anti-racistes et des partis de gauche, à l'exception du Parti Socialiste, bien prudent sur ce type d'affaires, et pour cause, puisque c'est sa politique qui est appliquée ici. Les militants communistes et d'extrême-gauche craignaient que les deux Kurdes soient placés directement dans l'avion sans même exercer leur droit de recours. Le commissaire de police s'était, bien entendu, engagé à respecter la procédure.

Husseyun Gun et Alizara Emre n'avaient plus qu'un espoir : que le tribunal administratif lève l'avis de reconduite à la frontière. Dans un premier temps, comme le veut la procédure, les deux hommes ont été présentés vendredi après midi au tribunal de grande instance de Chartres. Mme Gaillot, vice-présidente du tribunal, a ainsi estimé que la rétention administrative qui frappait les deux hommes n'avait pas lieu d'être puisqu'ils disposaient tous les deux d'une adresse à Dreux. Ils ont donc été remis en liberté, à charge pour eux de se présenter au commissariat de police si le tribunal administratif d'Orléans confirmait l'ordre d'expulsion. Et cela s'est produit exactement le lendemain, samedi. La sentence du tribunal est tombée : les deux Kurdes doivent être expulsés.

Husseyun Gun a joué le jeu. Dimanche matin, il s'est présenté au commissariat de police de Dreux, muni de son arrêté d'expulsion. A 13 h 45, il prenait le vol 1376, à Orly, en direction d'Istanbul, capitale de la Turquie. Son camarade, par contre, n'a pas adopté la même démarche. Il est donc recherché par toutes les polices de France sur l'ensemble du territoire. L'immigration clandestine, faut-il le rappeler, est un délit.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, January 14, 1991

Three Traps To Avoid In the Gulf

By François Heisbourg

LONDON — As the Jan. 15 deadline approaches, several military issues with potentially grave repercussions remain incompletely resolved. Foremost among these are difficulties of command and control, up to and including the inadvertent shooting of friend by friend; the military involvement of Israel, especially where Jordan is concerned; and the potentially adverse consequences of the successful liberation of Kuwait.

While much has been done about command and control, the 28-country coalition is extraordinarily disparate and devoid of practical experience in joint ground action. (The air and sea commands seem satisfactory.) Besides the United States, Saudi Arabia, Britain, Egypt, Syria and France are fielding ground forces of more than 10,000 troops each.

The problems do not lend themselves to simple technical remedy. They can be alleviated, however, if the top military leadership portrays the issue at all ranks as the major nightmare it could become.

The problems will become particularly acute if major offensive operations are conducted to the west of Kuwait. In that case U.S. forces would be crossing the military lines of the numerous nationalities deployed in that part of Saudi Arabia.

The risks of faulty coordination on the ground reinforce the case for emphasizing air operations in the early stages of a conflict. The hope is that such operations would minimize the need for large-scale ground actions.

The problems posed by Israeli military involvement are different. Their coalition-breaking potential appears to be generally well understood and the corresponding restraint that the Israelis have promised is reassuring.

Israel naturally retains the option to respond to an Iraqi missile or air attack by similar means, but such a response would be seen as legitimate and, if not disproportionate, would leave the coalition intact.

Jordan provides a potential escape hatch for Saddam Hussein. In this scenario a pro-Iraqi leadership would seize power in Amman and request

support from Baghdad, which in turn could draw in Israel. The ensuing confrontation would be militarily damaging for Iraq but politically disastrous for the coalition.

One political device could forestall this risk: a declaration, delivered in identical form in Israel and Iraq, that the countries of the pro-Kuwait coalition would consider their security interests jeopardized if foreign military forces penetrated into Jordan. Such advance warning would give the coalition an evenhanded basis to counter an Iraqi move into Jordan — and, hopefully, thus deter such a move.

If military operations led to rapid liberation of Kuwait, new problems would naturally emerge. One possibility is that Iraq would not simply conclude hostilities once the liberation had been secured. In that case, the coalition would have to choose between a smoldering and drawn-out confrontation and its associated losses, and cutting the Gordian knot by pushing on to Baghdad, bringing down Saddam Hussein in the process.

Given the totalitarian nature of the Iraqi regime, its collapse could imperil the existence of the state, thus opening a strategic vacuum in the area. In the face of such a breakdown, and its probable exploitation by the Kurdish population, Iraq's neighbors — Iran,

but also Turkey or Syria — could feel compelled to intervene unilaterally.

It is by no means clear that it would be in the West's interest to be seen as abetting the redrawing of Iraq's pre-Aug. 2 borders and condoning an unbalanced strengthening of Iran.

Therefore, the coalition should state, before the beginning of the military operations, that it does not intend to change the borders of Iraq and to deprive Iraq of the means to defend its sovereignty. This would send an explicit signal to Iraq's neighbors that the territorial status quo ante would be preserved, and would have the added advantage of indicating to the Iraqi people that the coalition's quarrel is with the actions of Saddam Hussein's regime rather than with Iraq.

Chance, that unpredictable god of war, does not usually favor those who have failed to do all they can to reduce uncertainty. And experience proves that it is better to have chance on one's side. Nor will we have cause to repent if these precautions have been taken needlessly, as would be the case if success is gained peacefully.

The writer is director of the International Institute for Strategic Studies. He contributed this comment to The New York Times.

La Turquie face à la peur d'une attaque chimique

LE MONDE, 17 janvier 1991

ISTANBUL

de notre correspondante

« Allah protège notre pays. » Ce titre, en première page du quotidien populaire *Sabah*, exprimait clairement les appréhensions de nombreux Turcs en ce 15 janvier fatidique. C'est dans le sud-est du pays, près de la frontière irakienne, que les craintes sont les plus vives. Selon le maire de Diyarbakir, M. Turgut Atalay, 10 % des cinq cent mille habitants ont quitté la ville. Certaines femmes accompagnées de leurs enfants ont rejoint leurs maris travaillant à Istanbul ou dans les grandes villes de l'ouest du pays. D'autres ont choisi de retourner dans leur village d'origine. Toutes ces familles attendent à la gare routière de trouver une place dans les autocars bondés.

Zone interdite aux étrangers

La peur des armes chimiques est rendue plus réelle par la présence à Diyarbakir de nombreux Kurdes irakiens réfugiés en Turquie depuis l'été 1988 à la suite des bombardements chimiques lancés contre leurs villages par l'aviation irakienne. Le massacre de leurs

proches et la fuite à travers les montagnes sont encore présents dans la mémoire de ces réfugiés qui sont devenus les vivantes références de la population locale. Dans les pharmacies, le sulfate d'atropine, un antispasmodique également utilisé comme antidote aux gaz moutarde, a disparu des étagères depuis plusieurs jours.

Certains habitants tentent de sceller leurs fenêtres avec de la toile cirée et des bandes isolantes pour se protéger d'éventuelles émanations de gaz. La région frontalière est désormais entièrement sous le contrôle des forces armées et interdite aux étrangers. Des convois militaires se dirigent vers la frontière d'où arrivent les véhicules chargés de bagages appartenant aux villageois qui ont quitté leurs maisons. Autour de l'aéroport de Diyarbakir, où les avions de combat turcs et les Mirage de la force mobile alliée de l'OTAN effectuent des vols d'entraînement bruyants, des missiles sol-air Rapier ont été déployés et des troupes sont occupées à creuser des abris.

Le gouvernement n'a toujours pas dévoilé l'ampleur du soutien logistique que la Turquie est prête à apporter aux forces alliées. Le premier ministre Akbulut s'est borné à répéter que les avions étrangers actuellement déployés sur le sol turc ont un rôle purement défensif. La récente visite du secrétaire d'Etat américain James Baker semble avoir été fructueuse pour la Turquie. En réponse à sa demande, quarante-huit avions de combat américains supplémentaires devraient arriver sous peu pour compléter le dispositif de sécurité. De plus, selon des sources diplomatiques occidentales, les Etats-Unis auraient décidé de récompenser la Turquie pour son soutien loyal à la cause des alliés en lui fournissant deux systèmes de missiles Patriot d'une valeur de 100 millions de dollars chacun, dans le cadre de son programme d'assistance militaire et économique qui devrait atteindre un total de 700 millions de dollars l'an prochain.

NICOLE POPE

LIBERATION, 18 janvier 1991

Les Turcs en alerte

Le Parlement a autorisé hier le gouvernement turc à utiliser l'armée hors des frontières.

Diyarbakir, envoyé spécial

Certains sont soulagés. « Rien n'était pire que cette attente dans une ville qui se vidait peu à peu », lance un étudiant. Un jeune Kurde, qui ose se revendiquer comme tel, affirme: « Pour moi, c'est un jour comme les autres, cela fait des années qu'ici des gens meurent. » Les mieux informés sont optimistes: « L'Irak ne peut plus réagir. » L'iman d'Ulu Cami, la grande mosquée, défend la ligne du gouvernement: « La guerre est un drame, mais Saddam n'a pas laissé le choix aux Américains. »

Un jeune fidèle assure en revanche: « Cette affaire aurait dû être réglée entre Arabes, ce n'est pas bien de voir les Américains attaquer un pays musulman. » La plupart ne cachent pas leur angoisse. Diyarbakir, la capitale du Sud-Est, 400000 habitants dont plus de la moitié sont partis ces derniers jours, est bien trop près de l'Irak. « La guerre a commencé »: le mot devant la télévision qui retransmettait en direct CNN avec une traduction turque simultanée. A l'aube, la cité est restée déserte. Les quelques boutiques du bazar restées ouvertes ces derniers jours ont aussi baissé le rideau de fer. Seuls les bureaux officiels, les banques et quelques rares boutiques d'alimentation ont ouvert comme à l'accoutumée. La police en uniforme et en civil patrouillait massivement dans les rues pour faire face à d'éventuelles attaques terroristes.

Les autorités affirment que les « tueurs séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), petit groupe marxiste-léniniste menant depuis six ans une sanglante guérilla contre Ankara, sont aidés par les Irakiens depuis leur expulsion de Syrie peu après le début de la crise du Golfe. Cinq soldats turcs auraient été tués mardi dans une embuscade près de Cizre et de la frontière irakienne. Mais les autorités, comme toujours, taisent ce type d'information. Les gens sortent juste pour acheter les premières éditions spéciales des journaux puis retournent devant la télévision. « Saddam comme Hitler dans son bunker », clame en « une » le quotidien à sensation *Maydan Cumhuriyet*, laïc de gauche, titre plus sobrement: « La guerre », comme les autres quotidiens sérieux du pays.

L'arrivée de quatre nouveaux avions de guerre américains (des F111, des F15, des F16) pour renforcer les trois escadrilles déjà basées à Incirlik inquiète encore un peu plus cette écrasante majorité de Turcs opposés à toute « aventure » en dehors des frontières. Mais le matin, un porte-parole de l'armée certifiait qu'aucun appareil n'était parti de Turquie dans la nuit. « Les Américains partiront, nous, nous resterons avec notre frontière commune avec l'Irak. »

Marc SEMO

Journal du Dimanche, 20 janvier 1991

ISTANBUL

La grand-peur des Kurdes de Turquie

Istanbul

Correspondance
Ozgür Barisoglu

PLUSIEURS DIZAINES de chasseurs bombardiers (des F 15, F 16, F 111) décollent depuis jeudi de la base militaire turco-américaine d'Incirlik pour frapper l'Irak, et des milliers de personnes, en majorité kurdes, ont fui depuis une semaine le sud-est anatolien, région frontalière avec l'Irak désormais zone militaire...

Sehmut Korkmaz, 45 ans, épicier à Cizre, à 46 km du poste frontalier turco-irakien de Habur, est de ceux qui sont restés dans la région, faute d'argent. « Il n'y a aucune mesure de défense civile, assure-t-il. Je me rappelle encore le bombardement à l'arme chimique de Saddam contre nos frères d'Irak... C'était en été 1988. La sous-préfecture a commencé jeudi dernier à vendre des masques à gaz. Mais ça coûte 400.000 livres turques (environ 700 francs). Si j'en avais tant, je partirais. »

La route de la soie où l'auto-route E 24 longe 331 kilomètres de frontière commune entre la Turquie et l'Irak est pleine de convois militaires. Depuis le 15 janvier, Ankara a décidé un très grand déplacement de troupes vers la frontière irakienne. Motif officiel: renforcer la défense du pays contre une éventuelle attaque irakienne. « Ankara désire provoquer l'attaque irakienne », remarque Miho Pir, membre de l'Associa-

tion des droits de l'homme.

L'utilisation par Washington de la base turco-américaine d'Incirlik, près d'Adana, a encore aggravé la peur des Kurdes de Turquie. « Nous avons tout vendu... Le bétail, la maison, et même la voiture. On ne peut plus vivre ici sous la menace des bombes chimiques », explique Haso Kurtay, instituteur à Silopi, à sept kilomètres seulement du poste frontalier de Habur.

Le sud-est anatolien, sous l'état d'urgence à cause de la rébellion kurde, qui a repris les armes en août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara, est décidément la région la plus touchée par la guerre du Golfe, notamment à cause de la disparition du trafic routier avec l'Irak. Quatre cents commerçants ont fait faillite rien qu'en septembre, à Nusaybin, à 120 kilomètres de Habur.

La politique du président de la République ne fait pas l'unanimité. Turgut Ozal s'est engagé à cent pour cent aux côtés de Washington. Il estime que l'Irak sera battu, voire désintégré. Ankara devait donc se placer du côté des Américains afin d'avoir un rôle accru dans la région et bénéficier d'une aide supplémentaire. Certains officiels révent même que l'Irak sera partagé. Les champs pétroliers de Moussoul et de Kirkouk, anciens territoires de l'empire ottoman, pourraient alors revenir à la Turquie. Mais ce scénario est pour le moins osé.

Le Quotidien de Paris, 22 janvier 1991

La Turquie gagnée par l'angoisse

En ouvrant ses bases aériennes aux bombardements américains, la Turquie a pris le risque d'être entraînée dans la guerre. La peur d'une action de représailles irakienne est omniprésente dans tout le pays. Les autorités se veulent cependant confiantes : Saddam Hussein ne dispose plus de moyens militaires suffisants pour ouvrir un second front.

ALLIÉE inconditionnelle des Etats-Unis depuis le début de la crise du Golfe, la Turquie est restée fidèle à cet engagement en permettant à l'aviation américaine d'utiliser ses bases aériennes pour lancer des raids contre l'Irak. Depuis vendredi soir, des chasseurs F15 et F16 et des bombardiers F111 décollent toutes les nuits de la base de l'OTAN d'Incirlik pour ne rentrer qu'à l'aube. Leurs objectifs ? Les rampes de lancement Scud (mobiles et fixes), et les bases aériennes du nord de l'Irak. Saddam Hussein aurait camouflé la majeure partie de sa force aérienne dans la région de Mossoul, la plus éloignée du Koweït.

A vol d'oiseau, ces objectifs sont à 400 km d'Incirlik, mais il faut pour cela que l'US Air Force traverse la Syrie, ce qui pourrait être le cas (1). Après bien des hésitations — Ankara avait, dans un premier temps, affirmé qu'il ne s'agissait que de « vols d'entraînement » — le président Turgut Ozal (il ne pouvait guère nier plus longtemps l'évidence, le Pentagone ayant confirmé, en fin de semaine, l'engagement de ses bombardiers bases

La carte kurde

● Pour toute opération clandestine ou non sur les arrières des Irakiens, les Kurdes sont des alliés idéaux qui n'ont plus à faire leurs preuves comme redoutables guerilleros. Mais si les Américains sont en train d'entraîner dans le désert saoudien des unités spéciales de militaires Koweïtiens qui leur serviront d'agents de reconnaissance pendant la bataille pour la reconquête de la ville de Koweït-City, ils n'ont à aucun moment manifesté l'intention de recourir aux Kurdes. Ils ont même politiquement éconduit Jela Talabani, leader d'un des mouvements kurdes irakiens, qui était précipitamment allé proposer ses services à Washington trois jours après l'invasion du Koweït. En France, la visite d'une délégation kurde, qui avait été reçue

à la mi-septembre au Quai d'Orsay et à l'Elysée, n'a pas eu de suite. Les Kurdes y voient la conséquence d'un « veto turc » : contrôlant la frontière septentrionale de l'Irak, mettant ses bases aériennes à la disposition des Américains, le président Turgut Ozal aurait fait comprendre à ses alliés qu'il n'était pas question de faire jouer un rôle quelconque aux Kurdes, encore moins de leur donner l'autonomie. En fait, les Occidentaux négligent la carte kurde parce qu'ils les jugent divisés, très faibles sur le terrain depuis leur anéantissement en août 1988, et qu'ils ne font pas le poids dans le conflit actuel : « ce ne sont pas les deux ou trois bombes qu'ils pourront lancer du Kurdistan qui changeront quelque chose », dit le

conseiller d'un ministre des Affaires étrangères occidentales.

Très amers, les Kurdes, qui avaient d'abord cru que l'invasion du Koweït était une « chance historique », et que, « pour la première fois, c'était l'Occident qui avait besoin d'eux », ont ensuite décidé de suspendre les opérations contre les forces de Saddam Hussein. « Il vaut mieux, dit un dirigeant kurde, nous tenir à l'écart de ce brasier... Et ils ont souscrit à une déclaration commune de l'opposition irakienne condamnant la présence des « armadas étrangères » dans le Golfe... A force de vouloir jouer toutes les cartes, les Kurdes risquent de tout perdre.

Chris KUTSCHERA

en Turquie) a expliqué qu'il avait donné son feu vert aux États-Unis pour « faciliter une fin plus rapide de la guerre et réduire ainsi le nombre de victimes ».

« En finir avec Saddam »

Pour le numéro un turc, « en accordant aux forces américaines la possibilité d'opérer de Turquie, nous renforçons la mise en œuvre des résolutions de l'ONU. Nous ne sommes donc pas en position d'agresseur ».

L'opposition turque dénonce, elle, la politique « aventuriste » du pouvoir et le « double jeu » de celui-ci qui risque d'entraîner le pays dans la guerre. « La politique d'Ozal est un leurre. Il joue avec la vie de nos concitoyens pour réaliser ses rêves de grandeur », estime Erdal Inonu, le leader du Parti populiste social-démocrate, le principal parti d'opposition.

« Turquie, le second front », a titré le quotidien « Cumhuriyet » dès l'annonce de l'utilisation de la Turquie comme base arrière. Le chef de la diplomatie turque, Kurtabe Alptemuçin, s'oppose à cette analyse : « Il n'y a pas de second front car l'armée turque n'est pas équipée pour une action offensive. » Dans cette volonté de limiter l'importance de l'ouverture des bases aériennes aux forces américaines, une seule fausse note, et de taille : Turgut Ozal a publiquement appelé à « en finir avec Saddam Hussein ». Tout en réaffirmant cependant que la Turquie « ne réagira que si elle est attaquée ».

Selon des diplomates et des experts militaires, la Turquie aurait miné sa frontière avec l'Irak, renforcé ses troupes dans la région de 30 % à 50 % et aurait enterré de nombreux blindés. Ankara disposerait maintenant de 100 000 à 200 000 hommes à la frontière, faisant face à 70 000 à 90 000 Irakiens.

Interrogé récemment par « le Quotidien », İter Turkmen, ancien ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui ambassadeur de Turquie en France, affirmait ne pas craindre une action de représailles pour au moins deux raisons : d'une part, Saddam Hussein ne dispose plus, selon lui, de moyens militaires suffisants pour lancer une offensive au Nord. D'autre part, il n'a politiquement rien à gagner dans l'ouverture de ce nouveau front.

La population, sur place, est loin de partager cette assurance. Selon une délégation humanitaire de l'ONU de retour de Turquie, on assiste à un véritable exode dans tout l'est de l'Anatolie. Les villages sont devenus des villages fantômes, vides de leurs habitants. Cette peur-panique a un nom : « Les missiles chimiques ». Elle dépasse les régions proches de la frontière. Une angoisse diffuse plane désormais sur tout le pays. A Ankara même, des familles ont calfeutré leurs appartements et nombreux sont les Turcs qui ont converti toutes leurs économies en or et en devises. Le phénomène aurait pris une telle ampleur que la Banque nationale aurait dû faire venir, en catastrophe, par avion, des devises

supplémentaires pour renflouer ses caisses. Nombreux également seraient ceux qui se sont constitués des stocks de farine, d'huile, de pâtes, de sucre et autres denrées de base.

La presse allemande cite des cas d'enfants étouffés par leurs parents : ils avaient essayé de leur confectionner des masques à gaz de fortune en leur mettant un sac en plastique sur la tête. Dans la capitale, si 300 masques ont été distribués aux parlementaires, le reste de la population semble désespéré en l'absence de recommandations de sécurité. Les autorités estiment, en effet, que la diffusion de telles consignes ne ferait qu'alimenter la peur ambiante. Le gouvernement vient cependant d'annoncer qu'il avait commandé 45 000 masques à gaz au Danemark qui, a-t-il promis, seront bientôt disponibles. Un chiffre bien dérisoire rapporté à une population de 55 millions d'habitants.

Remarque de CHAZOURNES

(1) Le ministère turc des Affaires étrangères a démenti hier des informations faisant état d'un accord turco-syrien pour l'ouverture de l'espace aérien syrien aux avions américains décollant de Turquie. « Hurriyet », journal populaire à grand tirage, avait affirmé que la Syrie avait laissé les avions de combat américains décollant de Turquie survoler son territoire pour attaquer l'Irak. Le porte-parole du ministère turc, Murat Sungar, cité par l'agence Anatolie, a qualifié ces affirmations de « fausses » et de « produits de l'imagination ».

Le Monde
23 janvier 1991

Des organisations et personnalités non communistes signent un appel « La paix maintenant »

La guerre du Golfe et ses développements continuent d'alimenter le malaise parmi les organisations antiracistes où se côtoient jeunes juifs et Arabes. La crainte du repli communautaire et celle d'incidents, pour l'instant extrêmement limités, dominent.

SOS-Racisme, secoué par la démission de quatre de ses « parrains » et fondateurs (le Monde daté 20-21 janvier) qui ont voulu protester contre sa participation à une manifestation « pour l'arrêt de la guerre », tente de rebondir, en participant à la création d'un comité intitulé « La paix maintenant », du nom d'un mouvement israélien favorable au dialogue avec les Palestiniens.

Cette initiative est prise en commun avec les militants anti-guerre (Verts, non-violents, etc) regroupés dans le « Forum pour une paix juste au Moyen-Orient » et manifeste le souci de SOS-Racisme de se démarquer de la mouvance communiste et d'extrême-gauche.

Dans cet appel, qui devait être publié mardi 22 janvier, les promoteurs de « La paix maintenant » estiment notamment que « cette guerre ne résout aucun des problèmes du Moyen-Orient. Elle

ne fait au contraire qu'accroître les haines, l'incompréhension, les conflits entre les peuples. »

Ce texte exige le retrait des Irakiens du Koweït et qualifie d'« inadmissible » leur agression contre Israël, mais déclare qu'« il restait et il reste d'autres moyens que la guerre pour imposer l'évacuation du Koweït. Dès maintenant la paix est possible (...). Il faut assurer une paix juste et durable par la convocation de conférences internationales sur tous les conflits du Moyen-Orient, qu'il s'agisse du Liban, du conflit israélo-palestinien, de la question kurde », poursuit l'appel signé par une série de personnalités comme les architectes Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, le cinéaste Constantin Costa-Gavras, les écrivains Breyten Breytenbach et Leïla Sebbar, l'ancien dirigeant communiste Pierre Juquin, le professeur Paul Milliez.

Parmi les signataires, on retrouve aussi des dirigeants de SOS-Racisme, de la Ligue des droits de l'homme, de Radio-Beur et de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), de l'UNEF-ID, du Mouvement pour une alternative non-violente

(MAN), et des Verts. Les militants de la FIDL, proche de SOS-Racisme, tenaient leur quatrième congrès, samedi 19 et dimanche 20 janvier, en présence de M. Harlem Désir. Ils ont témoigné d'une certaine montée de tension entre élèves juifs et arabes dans les lycées, « de petits groupes se formant pour écouter la radio pendant les récréations ».

De leur côté, certains membres de l'association France-Plus sont tiraillés entre un strict soutien à la politique française dans le Golfe et la défense de la cause palestinienne. Les élus municipaux beurs de l'association se sont inquiétés, dimanche 20 au cours d'une conférence de presse, d'« une certaine agitation dans les banlieues » et de l'augmentation des ventes d'armes.

En tant que « citoyens français à part entière, sans complexes et sans ambiguïté », les dirigeants de « France-Plus » appellent à faire preuve de « pédagogie » pour éviter le repli communautaire et préserver le travail d'intégration.

Ph. Be.

ACTUALITE JUVE, 24 janvier 1991

REFLEXION

Armes chimiques : l'hypocrisie des nations

CLAUDE MEYER

Depuis le début de la guerre du Golfe, chacun craint l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques. Les Américains ont doté leurs troupes de combinaisons de protection hyper-sophistiquées. Israël redoute, à juste titre, d'être touché par un missile Scud, porteur d'une charge chimique.

Une certitude s'impose. L'Irak est détenteur d'énormes stocks d'armes chimiques. Et n'hésitera pas à s'en servir. Saddam Hussein l'a dit et répété. Il n'a pas hésité à en faire usage pendant la guerre Iran-Irak contre les combattants iraniens. Et n'a pas eu davantage d'états d'âme en mars 88 lorsqu'il a fait exterminer, aux armes chimiques, la population kurde d'Halabja, faisant au moins 5 000 morts, dont nombre de femmes et d'enfants. Cela se passait en territoire irakien!

Mais lorsque se réunit à Paris début janvier 89, la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, à l'initiative du président Mitterrand, ce fut le triomphe de l'hypocrisie organisée. 149 pays étaient représentés. Chacun avait en mémoire l'extermination de la population d'Halabja, mais la loi du silence s'imposa: Les Kurdes n'eurent même pas le droit de s'exprimer à la tribune. L'Irak était alors, un ami et un client de la France, puissance invitante. Il ne fallait manifestement pas lui faire de peine!

Un diplomate européen nous confiait alors, dans les couloirs, «Toute la conférence est biaisée en faveur de l'Irak. Je trouve extraordi-

naire que personne n'ait le toupet de parler des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui ont condamné l'Irak pour avoir utilisé des armes chimiques».

A la tribune le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, aussi souriant et triomphant que ces derniers jours, dénonçait Israël «seul pays dangereux de la région». Tout le monde l'écoutait alors avec le respect dû à son rang! Pas le moindre murmure. C'était le triomphe indéniable de l'hypocrisie. Saddam Hus-

sein et Tarek Aziz pouvaient être satisfaits.

Ceux qui, alors, acceptaient d'être sourds et aveugles face à l'évidente mauvaise foi de l'Irak sont aujourd'hui directement menacés. Soudain le monde se réveille. Messieurs le dirigeants, que ceci vous serve de leçon. N'offrez plus de tribune internationale à un assassin alors que vous la refusez aux victimes. Vous en sortirez grandis et le monde aura gagné une chance d'échapper à la destruction.

International Herald Tribune, January 25, 1991

Kurdish Rebels Weigh Attack

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

DAMASCUS — Iraqi Kurdish leaders say that 2,000 to 3,000 guerrillas have returned to northern Iraq and are preparing to strike against President Saddam Hussein's government.

But the rebel leaders said that orders to fight would only be issued if Mr. Hussein's grip on power appeared to have weakened enough to prevent possible retaliation with chemical weapons.

More than 1 million Kurds live in northeastern Iraq, where rebel groups have repeatedly engaged in conflicts with the Baghdad government in recent decades. Kurdish leaders have expressed concern, however, because of Iraq's alleged use of poison gas in Kurdish regions, including an attack against the northeastern village of Halabja in March 1988 in which an estimated 4,000 people were killed.

Izzat Ibrahim, deputy chairman of Iraq's ruling Revolutionary Command Council, is reported recently to have warned Kurds in the city of Sulaimaniya, "If you have forgotten Halabja, I would like to remind you that we are ready to repeat the operation."

Kurdish rebels have complained about what they describe as a lack of coordination with the U.S.-led coalition fighting Iraq, and they have contended that Western leaders failed to respond to repeated requests that Kurdish human rights be included on the agen-

da of any future Middle East peace conference.

Rebel leaders say they are convinced that the failure by Western nations to support Kurdish demands was the price Turkey exacted from the United States in exchange for the Ankara government's willingness to cut Iraq's oil pipeline across Turkish territory and, more recently, for Turkey's agreement to allow American warplanes to use Turkish bases to bomb northern Iraqi targets.

Turkey, which includes close to 4 million Kurdish inhabitants, long has denied Kurds a separate cultural identity and until recently described them as "mountain Turks."

For more than six years, the Ankara government has been fighting Kurdish Marxists in a conflict said to have claimed more than 2,600 lives. Some Kurdish leaders have expressed fears that an independent Kurdish state in northern Iraq — or even a move toward Kurdish autonomy, such as Baghdad has at times promised — would create a precedent for Turkish Kurds. Beyond Iraq and Turkey, Kurds long have inhabited a wide arc spanning Iran, the Soviet Union and Syria.

Last week, the Turkish parliament gave President Turgut Ozal extensive war powers, authorizing the use of the armed forces outside Turkey's border after the war with Iraq. Such powers might be invoked, officials said, if Iraqi Kurds sought to set up their own state.

Le Monde

27-28 janvier 1991

L'opposition en exil à Damas se dit prête à assumer le pouvoir après la défaite de Saddam Hussein

DAMAS

de notre envoyé spécial

De quoi sera fait, le cas échéant, l'« après-Saddam Hussein » ? Certains prédisent le chaos, l'Irak étant constitué d'ethnies, arabe et kurde pour l'essentiel, et de communautés, chiite (majoritaire mais dominée) et sunnite (dominante), sans compter les minorités chrétiennes dont plus rien n'endiguerait les contradictions.

Constitué à Damas, qui abrite de longue date les opposants irakiens de toutes obédiences, le Comité conjoint de l'opposition irakienne se prépare à tous les cas de figure. Regroupant, des islamistes aux communistes, dix-huit partis ou mouvements au total, cette coalition a réussi à s'entendre sur une plate-forme commune et se dit prête à assumer le pouvoir sur une base de démocratie et de pluripartisme. Le leader des islamistes – sept mouvements sur les dix-huit – est l'ouléma As Sayed Hadi Al Modarressi, frère de l'ayatollah Mohamed Taki Modarressi. M. Jalal Talabani est, de son côté, depuis trente ans, le principal animateur sur la scène diplomatique des sept mouvements kurdes de la coalition.

« Le peuple irakien n'est pas avec Saddam Hussein, mais il est, bien sûr, contre la destruction de l'Irak », nous déclare As Sayed Hadi Al Modarressi, avant d'ajouter : « Saddam cherche l'amalgame entre lui-même et son pays. La coalition internationale qui le combat doit prendre garde à ce piège car face à des bombardements massifs, que peut faire le peuple sinon se souder dans un réflexe de solidarité nationale ? Avant le déclenchement de la guerre, il y avait un peuple annihilé par l'Etat, un Etat annihilé par le parti, un parti annihilé par Saddam. Il existe dix organismes en Irak chargés de réprimer, terroriser, liquider les gens. Il y a même un « service du poison » dont le travail consiste à supprimer les indésirables. Cent un ulémas ont été exécutés, sans parler de centaines de disparus ».

« La tâche sera colossale »

M. Al Modarressi ajoute : « Outre que le peuple veut se débarrasser de Saddam, la revendication sur le Koweït n'a jamais été populaire. Mais si la coalition internationale bascule de la libération du Koweït vers la destruction de l'Irak, elle rend un service à Saddam : cela peut ressouder la population autour de lui. »

Le chef de file des Kurdes, M. Jalal Talabani, soutient qu'aux yeux des siens, rien ne peut égaler la « tyrannie » de Saddam : populations gazées, déportées, villages

rasés au point qu'il ne reste pas une des quelque cinq mille agglomérations du Kurdistan iranien. Il parle également de cinquante mille morts et de cent quatre-vingt-six mille disparus. « Nous avons arrêté nos opérations (de guérilla) depuis le début de la guerre pour qu'il ne soit pas dit que nous pactisons avec l'étranger et pour éviter de brouiller les cartes. Depuis trente et un ans, nous combattons seuls. Aujourd'hui, nous regardons du haut de nos montagnes les autres combattre. Cela dit, le peuple kurde est en fête car il entrevoit l'espoir de se débarrasser de Saddam. »

Selon Al Modarressi, les pertes irakiennes sont infiniment plus lourdes qu'annoncé par Bagdad : il y aurait, estime-t-il, déjà plus de cent mille morts et blessés, dont trente mille civils et soixante dix mille militaires, principalement dans la Garde républicaine. M. Talabani affirme, de son côté, que les désertions se multiplient dans l'armée. « Les déserteurs fuient vers nos montagnes », dit-il.

Les deux dirigeants estiment que le régime peut s'effondrer brusquement, « comme un chapelet dont le fil finit par casser ». « Un putsch est possible, comme un attentat », estime l'ouléma, qui aurait préféré la poursuite du blocus à la guerre, « car il aurait finalement porté ses fruits et le tyran aurait été renversé de l'intérieur ».

« Après la chute de Saddam, la tâche sera colossale » poursuit-il : il faudra restaurer les libertés, un Parlement, des institutions. Il faudra reconstruire le pays. Mais nous possédons des richesses : l'eau, le pétrole et un peuple. Comme l'Allemagne et le Japon, nous nous rèleverons. M. Talabani précise à ce sujet : « Nous ne sommes pas une coalition d'exilés, nous avons nos gens à l'intérieur. C'est pourquoi nous ne voulons pas de gouvernement en exil. Nous en constituerons éventuellement un à partir d'une portion libérée du territoire. »

Les deux hommes pensent qu'les risques de démembrement de l'Irak, après Saddam, sont inexistant. « Les trois pays sur notre pays – la Turquie, l'Iran et la Syrie – ont proclamé qu'ils tiennent à l'intégrité de l'Irak. Ils se neutralisent mutuellement », affirme l'ouléma.

M. Talabani ajoute une raison spécifiquement kurde : « Ankara n'a pas intérêt à réunir les deux principales factions du peuple kurde, la turque et l'irakienne. Qu'il soit bien clair – et le premier ministre turc le sait – que nous ne pensons pas aujourd'hui à un Etat kurde parce qu'il est irréalisable. Nous avons accepté les accords d'autonomie du Kurdistan irakien et nous nous y tiendrons, dans l'Irak démocratique que nous construirons après Saddam. »

LUCIEN GEORGE

SHAKER

Populaire du Centre

11 janvier 1991

Peinture, rock et musique kurde à « Res Rei »

DES sa création, il y a quelques mois, la galerie d'art « Res Rei » (2, rue Haute-Cité) a pris une double option : originalité et eclectisme.

Fruit de la rencontre d'une quarantaine d'artistes les plus divers, du peintre au musicien, elle ne pouvait, il est vrai, qu'être tôt ou tard un lieu de rencontres riches autant qu'insolites, espace de fusion entre les formes d'art, les cultures, les sensibilités.

Ainsi, le peintre qui y expose actuellement, Alain Plouvier, a-t-il eu l'occasion, tout récemment, d'y offrir, au cours d'une sympathique manifestation, certaines de ses toiles aux membres du groupe de rock Phase Pattern, une façon de remercier ces derniers de leur intervention lors du récent Forum des créateurs au Pavillon du Verdurier (encore une initiative de « Res Rei »).

Et comme si cette rencontre rock-peinture n'était somme toute pas suffisante, « Res Rei » avait choisi de profiter de l'occasion pour élargir le dialogue à la musique traditionnelle kurde, grâce à la présence du talentueux flûtiste Necati Ayyildiz, arrivé en France depuis seulement quinze mois et qui attend d'être reconnu officiellement comme réfugié politique. Un artiste total, comme « Res Rei » les aime : Necati Ayyildiz, musicologue, virtuose de la flûte mais aussi du saaz, est également artiste peintre...

Et comme cette première expérience a été couronnée d'un franc succès, nul doute que le 2, rue Haute-Cité servira très bientôt de cadre à d'autres (prometteuses) confrontations artistiques !

F. T...

Le Monde
15 janvier 1991

Le président turc assure que son pays n'a pas de revendication territoriale

ISTANBUL

de notre correspondant

A la veille de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, le président Turgut Ozal s'est adressé à son pays en ces termes : « *En tant que chef de l'Etat turc, je veux dire ceci : à moins que nous ne soyons attaqués, les forces armées turques n'interviendront pas. Mais si nous sommes attaqués, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour répondre de la manière la plus forte.* »

Le président n'a cependant pas mentionné les bases aériennes de l'OTAN, qui sont l'élément-clé de la position turque en cas de conflit. Certains en Turquie redoutent que si, comme les Américains le souhaitent, on autorise les forces alliées à utiliser la base d'Incirlik pour une attaque aérienne contre l'Irak cette décision ne provoque des représailles irakiennes et n'entraîne la Turquie dans la guerre.

Le quotidien *Cumhuriyet* estimait récemment que 350 avions de combat étaient actuellement basés dans le sud du pays. Outre des appareils de l'armée de l'air turque, ce chiffre comprend les 42 avions de la force alliée mobile de l'OTAN arrivés il y a quelques jours à la demande du président Ozal, ainsi que 48 chasseurs et bombardiers américains déployés à Incirlik dans le cadre de la force de défense et de coopération. Lundi soir, le premier ministre Akbulut a annoncé à des journalistes que la Turquie avait demandé aux Etats-Unis d'envoyer 48 avions supplémentaires.

Lors d'une interview télévisée, la semaine dernière, M. Ozal avait affirmé n'avoir pris aucune décision concernant l'usage des bases aériennes, mais il est probable qu'elles figuraient au premier plan des discussions avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, de passage à Ankara dimanche pour la troisième fois depuis le début de la crise.

Malgré les propos de M. Ozal, qui se voulaient rassurants, les préparatifs se poursuivaient à tous les niveaux. Les ménagères ont pris d'assaut les épiceries et font des provisions de farine, de pâtes, et de sucre, alors que les habitants de la zone frontrière, redoutant les armes chimiques irakiennes, quittent leurs villages, déjà appauvris par l'embargo. Quant à la banque centrale, elle a annoncé qu'elle

allait faire venir des devises étrangères par avion pour satisfaire une demande accrue d'argent liquide.

Les dirigeants de l'opposition continuent cependant de dénoncer la politique du président Ozal, et une manifestation contre la guerre, organisée dimanche près d'Istanbul par le Parti populiste social-démocrate (SHP), a réuni près de 40 000 personnes.

L'hypothèse d'un démantèlement de l'Irak

Le gouvernement a répété à plusieurs reprises que les 120 000 hommes, actuellement déployés près de la frontière, ont un rôle purement défensif. La présence de ces troupes devrait, à la fois décourager l'Irak de s'attaquer à la Turquie, dont l'armée, de près de 800 000 hommes, est la seconde en nombre au sein de l'OTAN, et rappeler à la Syrie et à l'Iran que les autorités turques pourraient intervenir pour les empêcher de s'approprier une partie de l'Irak au cours du conflit. La Turquie a imaginé aussi l'hypothèse d'un démantèlement de l'Irak entraînant le projet de création d'un Etat kurde et compte bien que sa loyauté envers les alliés lui permettrait de s'y opposer efficacement.

« *Je le dis ouvertement, nous n'avons l'œil sur aucun territoire* », a affirmé le président Ozal, en réponse aux spéculations selon lesquelles la Turquie pourrait tenter de regagner les provinces pétrolières irakiennes de Mossoul et Kirkuk, qu'elle avait perdues en 1926. Mais s'il n'a pas d'ambition territoriale, le président ne cache pas sa volonté de faire de son pays, jusqu'ici essentiellement tourné vers la Communauté européenne, une puissance régionale dont le rayonnement s'étendrait des Balkans aux Républiques soviétiques turcophones, sans oublier le Moyen-Orient.

Dans l'immédiat, la Turquie espère sortir renforcée de la crise. Le ministre d'Etat turc, Kamran Inan, a récemment résumé ainsi les intentions du gouvernement : « *Après la guerre, il y aura une conférence de paix, la Turquie veut être présente à la table de conférences.* »

NICOLE POPE

ACP033 PR:03 PEX W GOLFE
ARMES-CHIMIQUES-KURDES

396
INTERVIEW EXPRESS

ACP/TELPRESSE

La crise du Golfe
Mahmoud Othman: "Saddam Hussein n'a pas été puni, il peut recommencer"

Paris, 15 janvier (ACP-Telpresse)
Cinq mille morts. Le 17 mars 1988, en pleine guerre contre l'Iran, Saddam Hussein bombarde plusieurs villages kurdes irakiens, sous le contrôle de Téhéran. A l'époque, le président irakien niera avoir utilisé des gaz de combats. Pourtant, personne n'a oublié les images d'Halabja et sa population exterminée en quelques minutes. Interrogé par l'ACP-Telpresse, Mahmoud Othman, chef des Kurdes irakiens, réfugié en Syrie, est convaincu que l'Irak aura de nouveau recours à l'arme chimique en cas de combats.

- ACP-Telpresse: Croyez-vous Saddam Hussein capable d'utiliser à nouveau des gaz de combats en cas de guerre?

- Mahmoud Othman: "Saddam Hussein est capable de recourir aux armes chimiques. Il l'a fait une fois, deux fois, et il n'a pas été puni. S'il y a une guerre, il utilisera n'importe quels moyens: chimique, biologique, voire d'autres s'il en dispose... Pourtant, j'espère encore que les gaz de combat ne seront pas utilisés. Nous, Kurdes, avons souffert de cela, nous savons à quel point cela est grave".

- ACP-Telpresse: La communauté internationale a-t-elle été suffisamment vigilante au lendemain de cette tragédie?

- Mahmoud Othman: "Malheureusement, la communauté internationale n'a rien fait. Il y a bien eu des condamnations, mais aucune action n'a été entreprise. Le gouvernement irakien a refusé d'accueillir les experts de l'ONU chargés d'enquêter, et le Conseil de sécurité ne s'est pas réuni. Si à l'époque il y avait eu des sanctions contre l'Irak, on ne connaîtrait pas aujourd'hui cette menace. Mais on a rétorqué à l'époque qu'il s'agissait d'une question interne à l'Irak. Il s'agissait pour certains de soutenir Bagdad pour repousser l'hégémonie iranienne. Et voilà qu'aujourd'hui l'Irak constitue à son tour une menace pour ceux qui tenaient ce discours, et qu'ils tentent de prendre des mesures".

- ACP-Telpresse: Faut-il parler de traumatisme aujourd'hui encore dans la population kurde?

- Mahmoud Othman: "On ne peut pas l'oublier. Les armes chimiques ont été massivement utilisées contre les Kurdes, dans l'ensemble du Kurdistan. Pas seulement à Halabja. Aujourd'hui, rien n'est réglé. Le conflit du Golfe et les derniers problèmes à régler avec l'Iran mobilisent le gouvernement irakien, qui n'a pas le temps pour le moment d'exercer sa répression contre les Kurdes".

(Propos recueillis par Laurent Hakim)

LH/PV

Nouvelle République du Centre Ouest, 15 janvier 1991



Résultats du raid chimique irakien sur Halabja (Iran), en mars 1988

UN PRÉCÉDENT

L'exemple kurde

SADDAM HUSSEIN n'hésitera pas une seconde à se servir de l'arme chimique. Il n'a pas hésité en mars 1988 pour rayer de la carte un village kurde ; il n'a pas hésité tout au long du conflit avec l'Iran dès qu'il s'est vu en position d'infériorité ; il hésitera d'autant moins qu'il a préparé son armée et sa population à l'utilisation des gaz ; il hésitera d'autant moins qu'il sait l'impact de crainte extrême que cette arme provoque sur l'opinion publique internationale.

Lancées depuis des bombardiers ou par des fusées, les armes chimiques ont prouvé leur terrible efficacité sur des populations civiles ou des militaires « enterrés » dans des tranchées (comme en 14-18). Mais cette « bombe atomique du pauvre » n'a jamais été utilisée contre des armées largement déployées dans le désert ; mais elle n'a jamais été utilisée contre des personnes qui s'attendent à ses effets et disposent de moyens de défense classiques ; mais elle est délicate à mettre en œuvre et l'un de ses vecteurs — le missile SCUD — n'a pas une fiabilité parfaite : son décalage par rapport au but peut atteindre jusqu'à... 13 kilomètres. D'où la crainte d'une frappe chimique qui ne se situe donc pas au niveau des armées mais de la menace anticipée.

Quant à l'arme bactériologique, Japonais et Vietnamiens l'auraient employée en 1940 et en 1981 (au Cambodge), mais personne n'est capable de maîtriser les monstrueux agents vivants qui la compose. Si elle devait faire son apparition sur le théâtre des opérations, ce pourrait être entre les mains des groupes terroristes, comme celui d'Abou Nidal, qui s'est replié depuis quelque temps... à Bagdad.

Le Figaro, 17 janvier 1991

Turquie : les Kurdes fuient la catastrophe

Au bord du plateau anatolien, où se sont réfugiés les Kurdes irakiens chassés par les gaz de Saddam Hussein, l'angoisse de la guerre chimique est omniprésente.

BARIVAR :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

Au bout d'une impasse boueuse, une lourde porte d'acier cadénassée à double tour. « C'est la maison du maître d'école, dit un villageois d'un ton méprisant. Il est parti il y a moins d'une heure, avec toute sa famille, pour Istanbul. »

A quelques mètres de là, sur une petite place, un café à la vitrine aveugle bardée de grilles : « Lui aussi a préféré s'enfuir. Quelques valises, un taxi et pluit ! vers le Nord. »

A Barivar, c'est l'exode général. En moins d'une semaine, le gros kahbi (bourg) pauvre du Kurdistan turc situé à moins de 200 kilomètres de la frontière irakienne a perdu 2 500 de ses 6 000 habitants. « Les commerçants et les propriétaires terriens, ce sont les riches qui ont foutu le camp », explique Mehmet Chérif Bikem, une des autorités du village. « Les pauvres, eux, sont obligés d'attendre la guerre », dit un fermier.

Fumée âcre, brouhaha des conversations qui se croisent, vieux poste de télévision allumé en permanence : à l'intérieur du Duhak Kahveci, l'unique maison de thé ouverte, on se rassure en partageant ses angoisses. « Vous savez, étranger, mes enfants ne dorment plus depuis une semaine », dit un père de famille. « Nous sommes en état de choc », glisse un vieux man-

chot. Tous ont peur et ne le cachent pas. Mais de quoi donc ? « Du gaz ! du gaz ! », répondent-ils d'un seul cri.

Ici, au bord du plateau sud-anatolien, la mort chimique, on connaît. Depuis ce maudit été 1987, où des dizaines de milliers de Kurdes irakiens fuyant les bombes au gaz moutarde de Saddam déferlèrent en Tur-

« Inch Allah »

Comment vivra-t-on ici après la date fatidique ? « Inch Allah », commentent les vieux, laconiques, en levant les yeux vers le ciel. « Plus d'école », se félicite Nihad, un insolent gamin de douze ans. « Nous avons l'intention de refuser d'aller travailler tant que le danger ne serait pas écarté », dit le patron du café. Mais quand on est cultivateur — comme la plupart des gens d'ici — ou fonctionnaire, une opération ville morte est plus facile à proclamer qu'à faire. En tout cas, « l'armée nous a averti qu'en cas de troubles, elle tirerait à vue », indique le postier.

quie en crachant leurs poumons, la psychose du gaz est omniprésente. Après l'annonce de l'ultimatum, elle a frisé l'hystérie.

Défense civile

Vingt et une heures, mardi. Assis sur des minuscules tabourets tressés, les vieux jouent à une variante locale

des dominos en crachant les cosses de graines de potiron sur le sol. Sous la lumière crue des néons verts, les plus jeunes tapent le carton. Le cœur n'y est pas. On se risque à d'ultimes pronostics : « Moi je ne crois pas à la guerre », avance mollement un optimiste, *Le Koweït et les cheiks pétroliers, on n'en a rien à f...*

« Saddam n'est pas fou, affirme le postier du village, un solide gaillard du nom de Zubayr Olungu, pourvu que les Turcs ne bronchent pas, il évitera de nous attaquer. » Les autres font la moue. Le préposé renchérit, sous les vociférations approbatrices cette fois : « Seulement, Özal, Bush et Saddam et toute la clique, ils la veulent cette satanée guerre, pour le pétrole. »

Assis dans un coin autour de l'éternel verre de thé noir, on discute de la meilleure technique pour se protéger : « Le gouvernement d'Ankara ne nous donne aucune information », peste un grand moustachu, avant de s'emporter : « Durant tout l'automne, j'ai cherché un masque à gaz. Il n'y en a pas un seul dans tout Diyarbakir et la région. » Il nous tire soudain par la manche : « Venez voir ma maison ! », ordonne-t-il.

La maison est une petite ferme blanche. Toutes les fenêtres ont été calfeutrées à la glaise. A l'intérieur, Bedi Sevilgu a agrafé des bâches de plastique transparent. Entre les deux, une bande de mousse jaune. On a même bouché le conduit du poêle pour empêcher le gaz de passer. Ingénieux mais pathétique

d'inefficacité. Et la porte ? « Or aura bien le temps demain » dit-il, en jetant un coup d'œil inquiet en direction de la chambre à coucher, seule pièce chauffée où s'entassent ses huit enfants. Les plus petits dorment déjà, la bouche ouverte. Sa femme, pantalon bouffant multicolore, pull difforme et voile sur la tête se tient debout, silencieuse. Dans ses yeux, la résignation.

Pas de consignes

La municipalité de Barivar n'a rien fait pour préparer sa population : le maire invoque le manque d'instructions d'Ankara. Les Kurdes se sentent méprisés, ce n'est pas nouveau. Quant aux conseils de la super-préfecture de région, ils ne sont pas montés jusqu'aux plateaux.

Alors, on est parti en expédition à Diyarbakir acheter des rouleaux de plastique, du papier collant, des couvertures, tout un bric-à-brac parfaitement inutile, mais pas le moindre stock de réserve alimentaire. Mehmet, le patron du bazar crasseux de la grand-rue s'en désole.

Barivar, c'est le Kurdistan. Et dans cette région, soumise à l'état d'urgence depuis trois ans, tout est un peu moins démocratique que dans le reste du pays.

Pour cette veillée de « l'avant-guerre », les habitants de Barivar ont compté les heures. La nuit du 15 au 16 janvier, le ciel était extraordinairement étoilé au-dessus du bourg de Barivar-Kahbi.

X. G.

Le Figaro, 17 janvier 1991

Les trois conséquences de la guerre

On peut d'ores et déjà prévoir certaines conséquences de la guerre dans le Golfe, quelle qu'en soit l'issue. Ces conséquences sont de trois ordres.

1. La réaction du monde arabe

Au sein du monde arabe, il n'y a guère, voire pas du tout, de partisans d'une guerre contre l'Irak, à l'exception possible d'une fraction de la population dans certains États du Golfe. Même en Égypte et en Syrie, qui se sont engagées dans la coalition contre l'Irak, les voix qui s'élèvent en faveur d'une participation active auprès des Américains à une attaque contre l'Irak sont rares. En revanche, l'éventualité de la guerre provoque de vives inquiétudes.

PAR RASHID I. KHALIDI *

Ces craintes ne sont pas sans fondement : on s'attend que les États-Unis utilisent leur suprématie aérienne massive pour écraser les installations de défense irakiennes et les établissements militaires de recherche et de développement qui sont répartis à travers tout le pays. Or le bombardement israélien de Beyrouth, en 1982, a montré l'imprécision du bombardement aérien, même lorsqu'il est mené par des pilotes très entraînés qui utilisent les technologies les plus sophistiquées.

Il y aura donc probablement des destructions massives à proximité des objectifs visés, ainsi qu'un nombre très élevé de victimes civiles. Ces bombardements donneront lieu à une couverture médiatique intense tant irakienne qu'internationale, même si les États-Unis tentent d'imposer une censure. L'impact sur le monde arabe sera profond, d'autant plus que, dans la conscience collective arabe et musulmane, Bagdad est depuis plus de douze siècles l'un des centres de la civilisation islamique.

La vague d'indignation qui s'ensuivra l'emportera sur l'opposition à l'invasion du Koweït par l'Irak et se tournera contre les États-Unis, qui apparaîtront sous le jour le plus défavorable, et cela pour longtemps peut-être. Du coup, les régimes arabes qui auront participé à la coalition contre l'Irak se trouveront fragilisés et affaiblis, ce qui encouragera leurs opposants tant à l'intérieur que dans la région.

2. Les effets en Irak d'un affaiblissement sérieux des forces armées et du régime baasiste

Même si une guerre éventuelle devait être plus longue et plus dure que certains ne le pensent aux États-Unis, la puissance de feu et le nombre d'hommes que les États-Unis et leurs alliés devront mettre en ligne pour l'emporter militairement entraîneront vraisemblablement soit un affaiblissement sérieux, soit la défaite et la disparition des forces armées irakiennes. Par voie de conséquence, cela provoquera l'affaiblissement du régime baasiste, voire son effondrement.

La prééminence sunnite en péril

Cela encouragera les tendances centrifuges qui ont toujours existé en Irak, soit pour des causes ethniques, comme c'est le cas pour les Kurdes, soit pour des raisons religieuses, et l'on pense alors aux chiites, qui constituent

peut-être la majorité de la population. Plus précisément, l'affaiblissement ou le renversement du régime baasiste mettrait en péril le rôle prééminent de la communauté sunnite avec laquelle le régime s'est identifié et qui domine l'Irak depuis sa création en 1920. Enfin, cela permettrait l'émergence de forces politiques rivales que le Baas tenait en échec, notamment le parti islamique Da'wa et le parti communiste irakien, ainsi que divers groupuscules kurdes.

3. Les effets déstabilisateurs dans la région d'une diminution importante de la puissance irakienne

La guerre amènera sans doute une réduction importante de la puissance de l'Irak, sinon son élimination temporaire en tant que puissance régionale majeure. Il s'ensuivra une grave déstabilisation de toute la région.

L'État le plus touché sera l'Iran, qui vient de se sortir d'une guerre épuisante avec l'Irak : le déclin de l'Irak pourrait encourager une fois de plus dans l'État perse les éléments extrémistes de la révolution islamique et tous ceux qui voudront que l'Iran s'assure d'avantages stratégiques aux dépens de l'Irak et d'autres États de la région.

L'émergence du Kurdistan

Sera également affectée la Turquie, qui ne pourra rester indifférente devant une situation où le Kurdistan irakien sera devenu plus autonome et constituera une base plus sûre pour la poursuite des aspirations nationales kurdes, qui s'étendent au Kurdistan turc. Pour la Turquie, ce serait une situation inconfortable : la passivité risquerait d'encourager le séparatisme kurde, tandis qu'une intervention éventuelle provoquerait une inimitié durable tant de la part des Arabes que de celle des Kurdes.

Quant à la Syrie, qui devrait être libérée de bien des contraintes que lui avait imposées l'émergence de la puissance irakienne, elle sera touchée, elle aussi. Elle ne peut rester indifférente devant une lutte pour le pouvoir à Bagdad ni devant le vide que créerait dans la région le déclin de la puissance irakienne.

Plus précisément, l'alliance entre la Syrie et l'Égypte, qui était la réponse de ces deux pays à la montée de la puissance irakienne, pourrait être remise en question, tandis que, dans un certain nombre de domaines, la Syrie pourrait abandonner la prudence que lui imposait la prise en compte de la puissance irakienne. Qui plus est, la Syrie pourrait être tentée de s'imposer comme le leader de la région, ce qui aurait un impact tant sur la situation au Liban que sur le conflit israélo-arabe.

Enfin, la guerre aura des conséquences profondes sur la Jordanie, qui s'est alliée à l'Irak principalement pour se protéger contre Israël. Indépendamment de tout l'impondérable qui est lié à une implication éventuelle d'Israël dans une guerre contre l'Irak, on peut s'attendre qu'une guerre déstabilise le royaume, quitte à radicaliser sa politique. Ce qui serait de nature à entraîner une intervention soit d'Israël, soit de la Syrie, soit des deux, ce qui pourrait provoquer un nouveau conflit israélo-arabe.

Ce ne sont là que quelques-unes des conséquences possibles qu'aurait une guerre entre les États-Unis et l'Irak. Bien d'autres scénarios sont possibles dans une région qui ne sera plus jamais aussi éloignée des États-Unis ni aussi facile à ignorer que par le passé, étant donné la présence de près d'un demi-million de militaires américains.

Rashid I. KHALIDI.

* L'auteur enseigne l'histoire moderne du Moyen-Orient à l'université de Chicago, où il est directeur associé du Centre d'études du Moyen-Orient. Il a écrit « British Policy Towards Syria and Palestin » et « Under Siege ». Il est coauteur de « Palestin and the Gulf » et de « The Origins of Arab Nationalism ».

Rouge, 17 janvier 1991

Guerre à la guerre

● La guerre en douze questions

■ KOWEÏT

Avec tout le bla-bla concernant le droit international, l'intégrité du Koweït, nos bons esprits masquent une réalité tout simple. La région qui va devenir le Koweït appartient à l'empire Ottoman jusqu'en 1899. En 1914, l'intervention de l'armée britannique, à la demande d'un chef tribal local, entraîne la constitution d'une enclave autonome, d'un protectorat. La découverte du pétrole dans la région et son exploitation en 1946 transforment radicalement l'intérêt du minuscule Etat bédouin. Les Britanniques accordent son indépendance au Koweït en 1961, après l'envoi des troupes. Les nationalistes au pouvoir en Irak, depuis 1958, revendiquaient ce territoire qui s'est progressivement affirmé comme un des plus gros exportateurs de pétrole.

Autre point. Les frontières de ces territoires pétroliers sont particulièrement injustes. La région de Mossoul, le Kurdistan d'Irak fut, à l'inverse du Koweït, attribuée à Bagdad sous protectorat britannique, après la Première Guerre mondiale. Elle renferme les gisements de pétrole parmi les plus riches qui soient. Elle est convoitée aujourd'hui par la Turquie, allée de la CEE et des Etats-Unis, mais que les habitants de ce territoire, les Kurdes, aient droit à la parole. Selon la fédération internationale des droits de l'homme, les deux Etats appliquent, à leur égard, des méthodes de répression symétriques. L'un est pourant l'« agresseur » du droit international et l'autre le « défend », aux côtés de Bush. C'est dire le sérieux du prétexte.

■ KURDISTAN

C'est un pays presque aussi grand que la France. Vingt-cinq millions de Kurdes y vivent, écartelés depuis 1923 entre la Syrie, l'Irak, l'Iran, la Turquie. Depuis des décennies, ils luttent, les armes à la main, dans les trois derniers Etats cités, pour retrouver au moins leur droit à l'autonomie. Mais ni Saddam Hussein, qui prétend être le meilleur défenseur du peuple palestinien, ni Georges Bush, qui se présente comme le redresseur de tous les torts du Moyen-Orient, n'ont l'intention de leur en accorder un brin.

■ FRONTIERES

Le front commun François Léotard (PR), Jean Popperen (PS), Charles Pasqua (RPR) lors de l'émission « Demain la guerre » sur TF1, vendredi 11 janvier, expliquait que les frontières du Golfe seraient, certes, tout aussi contestables que les frontières établies en Afrique par les pays coloniaux, mais qu'il serait encore plus inconvenant de les remettre en cause par la force aujourd'hui.

Voilà vraiment un raisonnement stupide. Si les tracés des frontières sont injustes... c'est qu'ils ont été établis par des coups de force, sans l'avis des populations concernées. De quel droit ceux qui les ont imposés ainsi peuvent-ils juger injustes ceux qui font un coup de force pour les modifier ? Les mêmes causes engendrent forcément les mêmes effets. Mais, encore une fois, les pays occidentaux estiment que le droit à la force – le droit international – leur est réservé... Comme au bon vieux temps des colonies. Que les peuples opprimés s'écrasent !

■ SADDAM-HITLER

Saddam Hussein est un boucher, nul doute là-dessus. L'extermination des Kurdes d'Irak à la bombe à gaz, la décapitation de ses ennemis politiques, les membres du PC irakien, ou même de ses contradicteurs dans son propre parti, en témoignent. Si l'on parle dictature, de Staline à Pinochet, tous ont quelque chose à voir avec le caporal qui faisait fumer ses foudres avec la chair du peuple juif.

Mais, première entourloupe, l'Allemagne nazie n'était en rien un pays dominé. Le Reich était l'une des premières puissances économiques mondiales, Hitler un homme de main payé par les potentats du cartel de l'acier. La sidérurgie, la chimie et la métallurgie allemande étaient des produits du capitalisme triomphant. Ils ont toujours dominé le marché capitaliste, avant comme après Hitler.

Mais, seconde entourloupe, ce sont les bourgeoisies européennes, mères de nos Léotard d'aujourd'hui, qui ont supporté Hitler à l'époque des vaillants munichoïses. Elles le préféraient aux communistes, aux rouges, facilitant ses agressions contre les pays qu'il a conquis. Les antifascistes que nous sommes constituèrent, au contraire, des bri-

gades internationales. Contre Franco allié d'Hitler et contre les partis de droite – et la social-démocratie de Léon Blum. Après Munich, la bourgeoisie française s'alliait, en revanche, avec le nazisme. Pétain, Papon, Bousquet... vous connaissez ? Un journaliste

'objet à être tué en temps de guerre. (Vaché, Père de guerre, 1918)

du *Quotidien de Paris*, rappelait même récemment, à propos de cette dernière affaire, que « les liens noués par les hauts fonctionnaires quel que soit leur corps d'origine, avec de grands établissements financiers ou quelques grandes fortunes à partir de 1942 (...) ont survécu à la Libération ». Que chacun cherche donc les poils de la moustache du Führer dans sa soupe !

L'Irak, quant à lui, n'aura pas droit à un Munich. Son économie est dépendante, à la différence de l'Allemagne. Comble de l'absurde, les armes chimiques fournies à l'Irak (qui ont servi à gazer les Kurdes) sont vraisemblablement d'origine allemande. Selon la Société pour les peuples menacés, organisation humanitaire de RFA, trois sociétés originaires de ce pays auraient fourni à Bagdad les moyens de produire les gaz asphyxiants identiques à ceux employés à Auschwitz.

■ PALESTINE

Saddam Hussein se présente comme le premier défenseur de la cause palestinienne et lie toute solution de la crise du Golfe à la tenue d'une conférence internationale sur la question. Yasser Arafat affirme que l'OLP sera aux côtés de Saddam Hussein dans sa guerre contre les troupes occidentales. On ne peut accorder aucun crédit à la récente conversion du maître de Bagdad, qui a organisé de nombreux coups tordus contre l'OLP, finançant notamment, à plusieurs reprises, le groupe d'Abou Nidal, dont un dissident assassine le numéro deux de l'OLP, Abou Iyad, le 14 janvier, à la veille de l'échéance qui peut embraser tout le Moyen-Orient.

■ PETROLE

« L'accès au pétrole arabe, c'est sur cela, un point c'est tout, que l'affrontement se fait », titrait *Business-Week*, l'hebdomadaire du capital américain, le 27 août. Le pétrole du Golfe coûte, à l'extraction, douze fois moins cher que celui des Etats-Unis, et il est de qualité supérieure. Son prix a baissé à partir de 1985. Les Etats-Unis importaient, en 1989, moitié plus de pétrole qu'en 1985, beaucoup plus qu'en 1973. Les réserves de pétrole du territoire américain représentent à peine 3 % de celles de la planète, qui sont concentrées pour 60 % dans le Golfe. Le pétrole étant le poumon du capitalisme, on comprend la rapidité de l'intervention américaine dès que Saddam Hussein a mis le pied sur les puits du Koweït.

■ CRISE, KRACH, BOUM !

Une aventure militaire et économique est d'autant plus plausible si l'on considère la situation géostratégique des puissances les plus importantes du monde. Depuis le milieu des années soixante, les Etats-Unis perdent des positions économiques dominantes de façon continue, dans leur concurrence avec le Japon et l'Europe de l'Ouest. Depuis 1989, la situation s'est dramatiquement dégradée. Le capitalisme allemand, qui est devenu le pays impérialiste le plus puissant d'Europe, défie la puissance américaine sur le déclin.

Selon l'historien américain Paul Kennedy, « L'Amérique risque un aveuglement national avec lequel, autrefois, déjà de nombreuses grandes puissances ont été battues, lorsqu'elles ont envoyé leurs armées autour de la moitié de la planète. La Grande-Bretagne était capable de déployer sa puissance d'une façon impressionnante lorsqu'elle s'engagea dans un conflit avec les Boers d'Afrique du Sud, à plus de 10 000 km de la mère patrie. Londres engagea plus de 300 000 soldats, la Royal Navy dominait toutes les routes maritimes. La solution militaire la plus impressionnante qui soit attirait les regards vers l'endroit de la médaille de la puissance militaire britannique et non vers son revers : les défaites sur le terrain, qui ont plus tard entraîné le démantèlement de sa puissance économique. »

■ ETATS-UNIS

Face à la récession qui a débuté avant la crise du Golfe, il est possible que les cercles dirigeants du capital américain aient « poussé » à la crise avec l'Irak. Ils tenaient, ainsi, un événement que l'on pouvait faire passer pour une sorte de coup du destin « extérieur », entraînant la récession. Joli coup de pirate, *a fortiori* parce qu'il y a, dès maintenant, des gagnants de cette crise. Les dépenses d'armements aux Etats-Unis ne seront pas diminuées, au contraire. Le prix du pétrole, en augmentation, fait gicler des dizaines de milliards de dollars de sur-profits dans les caisses des multinationales pétrolières. Autant de secteurs décisifs de l'économie américaine qui ont une prise directe sur le gouvernement américain. Le président Bush est un proche des consortiums pétroliers, le ministre de la Défense, Cheney, et le Pentagone ont des rapports étroits avec les sphères de l'industrie d'armement et de l'électronique.

■ ATLANTISME

François Mitterrand figure, sans doute, parmi les politiciens français les plus atlantistes qui soient. S'il retrouve, dans la guerre qui vient, un rôle qu'il étrenna dès l'aube de sa carrière politique en tant que ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie, il place également ce qui devrait être la fin de son règne sous les ailes de l'aigle de Washington. La dépendance totale du corps expéditionnaire français à l'égard des troupes américaines va de pair avec celle du Parlement français à l'égard du Congrès américain. Celui-ci a déjà décidé du recours à la guerre avant que les élus français n'aient eu le droit de se réunir.

■ MONARCHIES PETROLIERES

Exil doré. La famille Al Sabah tire l'essentiel de ses revenus des avoirs koweïtiens dont elle dispose en Occident. Le montant de cette rente, estimée à cent vingt milliards de dollars, est largement supérieur aux revenus pétroliers annuels qui lui ont permis, au fil des ans, d'accumuler sa fortune. 60 % des habitants du Koweït étaient, quant à

eux, des travailleurs immigrés, soumis à une exploitation sans merci.

La famille régnante en Arabie Saoudite, la dynastie wahabite d'Ibn Seoud, cumule des richesses fabuleuses et un esprit réactionnaire incomparable. Le Coran est la seule Constitution du royaume, le wahabisme peut être considéré comme le premier grand mouvement intégriste de l'Islam. On coupe la main aux voleurs, toute activité s'arrête pendant la prière sous surveillance de la police de la foi, la lapidation est le châtement réservé aux femmes accusées d'adultère. Silhouettes voilées de noir, les femmes n'ont ni le droit de conduire ni de voyager seules.

La famille royale, qui compte entre quatre et cinq mille princes héritiers, monopolise les positions les plus élevées dans l'Etat et les affaires. La corruption s'accorde avec le népotisme. Les privilégiés de la famille régnante sont très vastes, un libéralisme débridé leur permet de s'enrichir à une vitesse vertigineuse et de mener grand train de vie sur place ou à l'étranger.

Les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, maintiennent leurs accès privilégiés aux ressources pétrolières de la région, en « assurant la sécurité » ces monarchies parasites, qui sévissent également au Bahreïn et dans les Emirats arabes unis (voir « pétrole »).

■ ISLAMISME

La vague montante des forces islamistes, tel le FIS algérien, est fortement perturbée par le conflit en cours. La monarchie saoudienne, gardienne contestée des Lieux saints de La Mecque, est en effet le premier soutien financier des mouvements intégristes. Son alliance avec les Etats-Unis, dont elle accueille l'armée à proximité de ces Lieux saints, heurte profondément le sentiment populaire et pousse les masses arabes à soutenir Saddam Hussein, qui tient tête aux mécréants.

Un carnage dont les auteurs seront, sans conteste, les Occidentaux aux yeux des masses moyen-orientales a, en fin de compte, toutes les chances de renforcer les forces islamistes intégristes.

■ COUT DE LA GUERRE

Cette guerre peut être le troisième conflit mondial de ce siècle. Pour la

première fois depuis les années quarante, deux mondes se confrontent à nouveau. Le Moyen-Orient, l'Islam d'un côté, les pays occidentaux, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, de l'autre.

Culturellement, ce sera une catastrophe, un recul de civilisation, un conflit qui, n'en doutons pas, ranimera dans les pays du Moyen-Orient les plus sombres souvenirs, ceux du colonialisme et des guerres des croisades.

Physiquement, ce sera un carnage. Le Centre d'information sur la défense, institution privée de Washington dirigée par d'anciens officiers, a publié les prévisions suivantes : 310 000 victimes dont 63 000 tués parmi les soldats des différentes forces, un million de

victimes parmi les civils, dont quelque 100 000 morts. Et ce ne sont que des estimations... La réalité peut être bien pire. « *Effrayante, beaucoup plus terrible que ne le fut celle du Viêt-Nam* », estime le général Buis, ancien directeur des Hautes études de la Défense nationale.

Claude-Marie Vadrot, envoyé spécial du *Journal du Dimanche* à Moscou, rapporte que « *les politiques dans la capitale de l'URSS affirment qu'ils savent, par les Américains, que la bataille à venir pourrait être d'une violence inouïe, qu'elle pourrait durer plus longtemps que prévu officiellement et que ses conséquences sur l'économie mondiale sont aussi incalculables* ».

bles que le nombre des militaires et de civils qui seront tués de part et d'autre. »

Financièrement enfin, le journaliste Pierre Salinger, auteur du livre *Golfe, le dossier secret*, donne les chiffres suivants : cinquante milliards de dollars (environ deux cent cinquante milliards de francs) ont déjà été dépensés ; la guerre coûtera deux milliards de dollars (dix milliards de francs) chaque jour. Chaque jour aussi, quarante mille enfants meurent de faim.

Dossier réalisé par
André Morin,
Arthur Mahon,
Winfried Wolf,
Michel Morel

France-Soir, 23 janvier 1991

UN AMÉRICAIN TORTURÉ A BAGDAD EN 1983 RACONTE Au jardin des supplices de Saddam

« Coups de matraque, décharges électriques, chaleur extrême, froid glacial. Et encore, ce n'est rien... »

A l'Institut kurde de Paris, un des bastions de la résistance à l'oppression d'un peuple de 25 millions d'habitants écartelé entre Irak (ils sont 4 millions sur un territoire grand comme deux fois la Suisse), Iran, Turquie et Syrie, on a une réaction d'amertume et de dégoût quand on évoque le traitement infligé aux premiers prisonniers capturés par Saddam Hussein : « Chez nous, les déportations, les tortures, les exécutions, les actes de barbarie se comptent par dizaines

de milliers. En revanche, on n'a guère d'exemples de prisonniers militaires de l'insurrection kurde, pris les armes à la main par les troupes irakiennes : ils sont en général fusillés sur-le-champ. » Les sinistres geôles d'Abu Ghraib et al-Fasilia, la prison de la rue 55 et Qasi al-Nihayah (le Palais de la Fin, ainsi nommé car on n'en sort pas vivant) à Bagdad, comme les commissariats de ville ou de quartier partagés entre les R.G. locaux, la sûreté militaire, les services secrets de l'armée ou les unités spéciales du parti Baas au pouvoir, connaissent tous leurs martyrs.

EXACTIONS. « Maintenant que les Occidentaux sont à leur tour menacés des exactions de Saddam, le sort désespéré de notre peuple va peut-être éclater au grand jour », espère un des responsables de l'Institut.

Dans leur abondante documentation figurent pourtant

déjà des témoignages d'Américains. Comme celui de Robert Spurling, directeur technique du Novotel à Bagdad, arrêté à l'aéroport le 29 juin 1983 par la sécurité irakienne, alors qu'il allait s'embarquer pour Paris avec femme et enfants. Pendant 110 jours, on sera sans nouvelles.

« J'ai été conduit au Q.G. de la sûreté, raconte-t-il aux autorités U.S. après sa libération, menotté, les yeux bandés. Pour me faire confesser que j'étais un espion, on m'a interrogé sans relâche. Le 6 et le 23 juillet, traitement de faveur : j'ai reçu des coups de matraque sur la plante des pieds, des décharges électriques dans tout le corps, parties génitales comprises, on m'a frappé à la tête, écrasé les oreilles à coups de bottes ou de gants de boxe, giflé à tour de bras. »

HURLEMENTS. Menacé d'être mutilé, de représailles contre sa famille (qui, contrairement

aux dires de ses tortionnaires, n'avait pas été arrêtée), on ne lui donne que des misérables rations, horriblement salées parfois. Il souffre de nausées, de la soif. Sa cellule est dotée d'un contrôle extérieur qui permet aux gardes d'alterner chaleur extrême et froid glacial.

« Le pire, conclut-il dans son témoignage (1), c'était d'entendre les hurlements d'autres prisonniers torturés dans des cellules voisines. Le traitement que j'ai subi n'a rien à voir avec ce qui était infligé à d'autres détenus kurdes ou arabes. » Tel celui réservé à Wasa Anouar, littéralement scalpé, qu'on a laissé mourir par 50 ° au soleil, du sel sur ses plaies, ou l'eau tombant goutte à goutte sur le crâne rasé d'un ancien footballeur de l'équipe nationale d'Irak.

Yvon SAMUEL

(1) « *Tortures en Irak 1982-84* » publié par *Amnesty International*.

L'Humanité, 24 janvier 1991

France-Soir, 23 janvier 1991

● LES KURDES ENVOYÉS EN PREMIÈRE LIGNE

Selon des informations reçues hier en provenance de la résistance kurde, la résidence de Saddam Hussein située à Savsang, dans le Kurdistan irakien, aurait été bombardée par les Américains ainsi que le centre nucléaire de Hawler, la centrale électrique du barrage de Dokan, les forages de Kirkuk, d'où provient plus de la moitié du

pétrole irakien. En outre, une dizaine d'officiers auraient déserté en Syrie. En première ligne, au Koweït, se trouvent des milliers d' enrôlés de force kurdes. Des unités de la garde de Saddam les encadrèrent, prêtes à tirer sur les éventuels fuyards, comme cela s'est déjà produit dans le conflit avec l'Irak.

A l'inverse de l'opinion, le président turc veut impliquer plus son pays dans la guerre

89 % CONTRE LE CONFLIT

LES sirènes ont retenti, mardi soir à 19 h 55, heure de Paris, à Adana, grande agglomération proche de la base turco-américaine d'Inçirlik, pour une « alerte rouge » qui a été totalement levée après trente-cinq minutes. Cette alerte aux tirs irakiens de missiles SCUD a été donnée au moment où Israël a été touchée. L'état-major turc a affirmé à l'AFP qu'il n'avait « aucune information à communiquer à la presse sur cet incident. »

Mercredi matin, à Istanbul, deux explosions ont retenti. Cette fois, il s'agissait de deux attentats contre les bâtiments de deux représentations américaines. La première bombe a blessé une employée de l'American board council, un organisme qui s'occupe des étudiants américains. La seconde, déposée par un commando de cinq personnes, a provoqué d'importants dégâts dans les locaux de la société d'armement et d'assurance ABS. Les deux attentats ont été revendiqués par l'organisation clandestine de gauche DEV-SOL. Ce mouvement a annoncé qu'il agissait « en raison du déclenchement de la guerre du Golfe par les puissances impérialistes ».

La tension est vive en Turquie, d'où des avions américains partent bombarder l'Irak. A un rythme soutenu, de la base stratégique d'Inçirlik, dans le sud-est du pays, des raids sont lancés sur le nord de l'Irak et Bagdad. 18 Mirage 5 belges, 18 Alphajet allemands et six Starfighter italiens sont aussi sur place.

Cette forte contribution de la Turquie aux opérations de guerre n'empêche pas le président turc, Turgut Ozal, d'envisager « une plus grande implication dans les opérations militaires conjointes en

Turquie ». C'est ce qu'il déclarait, mardi, dans les colonnes du « Washington Post ». « J'insiste sur le fait, ajoutait-il, que les forces armées turques ne s'engageront pas dans des opérations contre l'Irak, sauf si nous sommes attaqués. »

Cette réserve tente de rassurer une opinion publique hostile à 89 % à la participation de son pays à la guerre, selon un sondage réalisé pour le compte du quotidien populaire « Hürriyet ». Seules 7,9 % des personnes interrogées désirent voir Ankara intervenir militairement. On note aussi qu'une cinquantaine d'artistes turcs dont des écrivains, cinéastes, universitaires, chanteurs et peintres, ont appelé, lundi, « les organisations démocratiques et les syndicats à agir contre la guerre ».

Autre crainte, celle des Kurdes. Turgut Ozal a beau dire « nous ne convoi-

tons pas le territoire de l'Irak, de même qu'un seul pouce de notre territoire n'est pas négociable », des militaires, sous le sceau de l'anonymat, pensent qu'« en vahissant le nord de l'Irak, ils coupent court à toute velléité de création d'un Etat kurde, et l'unification de ce peuple dispersé entre l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie. Coincé entre cette volonté des autorités turques et les massacres à l'arme chimique dont ils ont été victimes par Bagdad, les Kurdes sont inquiets. Ils n'oublient pas, non plus, que la communauté internationale, au nom de laquelle se mène la guerre, n'a rien fait et s'est toujours tue sur la répression dont ils sont victimes. »

La tension est montée d'un cran en Turquie. La sécurité est renforcée sur les bases du sud-est du pays et les Etats-Unis ont demandé à leurs ressortissants de ne plus se rendre dans la région.

Les Kurdes de Piriac UNE POPULATION TRES DISCRETE EN TRANSIT AU MOULIN-DE-PRAILLANE

Le village de vacances « Le moulin de Prailane » a accueilli depuis octobre dernier l'éventail de ses services en assurant l'accueil des réfugiés Kurdes en France, soit un contingent d'une cinquantaine de personnes tous les deux mois. Il était prévu au départ que chaque groupe reste environ trois mois dans ce centre, le temps de se familiariser avec la vie française et d'apprendre les rudiments de notre langue pour parvenir à se débrouiller. Voici trois mois passés que le premier groupe Kurdes est à Prailane. Aucun départ cependant ne semble encore envisagé. Une réunion devait avoir lieu hier jeudi entre un certain nombre de responsables de cette opération « réfugiés Kurdes » pilotée au niveau gouvernemental (direction des populations et migrations, ministère des affaires sociales) pour faire le point sur la situation. Examiner si ce stage « premiers pas » ne mérite pas d'être prolongé pour certains, et faire le bilan des démarches entreprises à travers tout l'hexagone, notamment par l'association « France terre d'asile », pour que chacune de ces familles trouve une commune non seulement qui les accueille mais aussi qui les intègre afin que ces réfugiés n'aillent pas grossir le nombre des marginalisés qui vivent çà et là dans nos ensembles urbains.

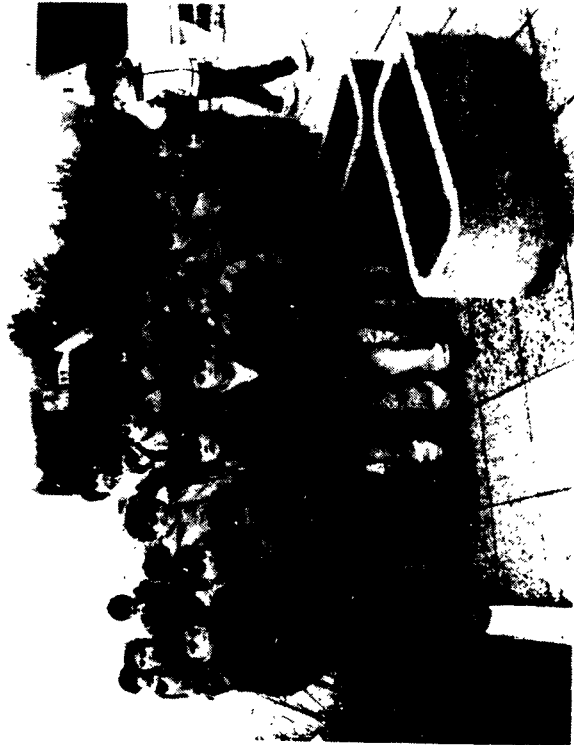
Tous ces réfugiés Kurdes arrivent au « Moulin de Prailane », en provenance du même camp de réfugiés de Turquie, le camp de Mardin. En octobre 90, premier contingent (53 personnes), auquel s'est ajouté depuis la mi-décembre, un second contingent (50 personnes). Ce qui fait qu'aujourd'hui ils sont une centaine de Kurdes qui vivent dans ce centre. Nous avons rencontré la responsable sur place de ce centre provisoire d'hébergement. Il s'agit de Nathalie Casalis, qui avait commencé ici comme assistante sociale en octobre et qui depuis un mois environ assure les fonctions de coordinatrice.

- Combien de Kurdes doivent transiter par Prailane ?
- Sur une période de deux ans cela devrait faire 600 personnes environ. Mais ils ne seront jamais beaucoup plus d'une centaine à être pensionnaire au centre en même temps. Il est prévu en effet en moyenne l'arrivée d'un contingent d'une cinquantaine de personnes tous les deux mois et un départ tous les trois mois.

- Le premier contingent serait donc normalement sur le point de quitter Piriac. Où vont être répartis ces gens ?

- Je n'en sais rien. Mon rôle consiste à donner à tous ces adultes et enfants d'âge scolaire la meilleure formation de base possible, notamment dans l'apprentissage des rudiments du français. La période qu'ils passent ici est essentielle pour la réussite d'une bonne intégration. Il ne faut donc pas être trop strict sur les dates. Mieux vaut pour certains qu'ils restent ici un peu plus longtemps que prévu, pour leur donner ainsi le maximum de chances par la suite. De toute façon ces gens ne seront pas relâchés au hasard et dans n'importe quelle commune, mais dans celles qui peuvent leur assurer un logement et qui feront tout leur possible pour trouver un emploi à ceux qui sont en âge de travailler.

- Beaucoup d'enfants parmi ces réfugiés ?
- Sur les 100 personnes accueillies actuellement au cen-



tre nous comptons 73 enfants pour 27 adultes.

- La vie de ces gens actuellement.
- Ils vivent essentiellement au Moulin de Prailane. A leur service, une équipe dont j'ai la

sés sur place soit en primaire soit en maternelle. Les adultes suivent aussi ici-même des cours de français.

- Les contacts avec l'extérieur. Ces personnes peuvent sortir comme elles le désirent, mais comme elles ont tous les jours vécu groupées entre elles et qu'elles s'expriment encore difficilement dans notre langue leur vie gravite essentiellement autour de Prailane. Cependant ils reçoivent des visites d'autres Kurdes implantés depuis un an dans le Massif Central. Et puis nous organisons pour eux des sorties pédagogiques pour leur faire découvrir les différents services d'une ville. La commune de Piriac offre un tour de notre région en car à charge contingent kurde. D'autre part chez les jeunes, les filles vont pratiquer la danse à Piriac et les garçons sont inscrits au club local de football. Nous avons interrogé quelques piriacais pour savoir comment était perçue la présence de ces Kurdes sur la commune. Vu sous l'angle commercial on estime généralement que leur présence

responsabilité et qui est composée de deux instituteurs, une puéricultrice, deux auxiliaires de puériculture, deux formateurs pour les cours d'adultes, trois animateurs, deux interprètes, un secrétaire. Les enfants sont scolar-

L'ECHO DE LA PRESQU'ILE

11 janvier 1991

n'apporte rien de plus à la commune. « Cette critique », nous précisait une commerçante,

« s'adresse d'ailleurs à l'ensemble des villages de vacances du secteur qui vont s'approvisionner ailleurs qu'à Piriac. »

Une librairie papetière : « je suis prête à faire une réduction sur le prix de mon matériel scolaire pour les écoliers Kurdes, encore faudrait-il qu'on veuille bien faire marcher le commerce Piriacais ».

Autre réflexion entendue : « si les journaux ou les informations municipales ne nous avaient parlé des Kurdes nous ignorions qu'ils habitent chez nous. »

Devant d'autres critiques concernant d'éventuelles subventions communales qui auraient été versées au centre d'hébergement provisoire, nous avons interrogé M. Delhumeau, maire de Piriac, qui a été catégorique : « Aucune subvention n'a été versée par la commune de Piriac à cet organisme. »

LIBERATION 29 janvier 1991

Des réfugiés irakiens à l'assaut des neiges turques

Soldats et civils irakiens franchissent la frontière avec la Turquie, en empruntant les chemins de la contrebande, traditionnelle dans cette région.

Hakkari, envoyé spécial

Les passeurs kurdes pratiquent un tarif fixe : 2000 ou 3000 dinars irakiens (entre 500 et 600 dollars) par tête. Le prix est le même pour un soldat déserteur, une femme ou un enfant. Il comprend l'accompagnement pendant 3 ou 5 jours de marche nocturne, la nourriture et les abris de fortune pour se cacher pendant la journée et dormir malgré une température qui descend facilement à 10 ou 20 degrés en dessous de zéro. Chaque matin ou presque, les gendarmes turcs en patrouille dans les montagnes de la frontière accueillent des réfugiés irakiens épuisés et transis.

Certains sont des soldats en déroute comme Abdul Amil, 33 ans, sous les armes depuis plus de 10 ans et qui a pris la fuite après la première nuit de bombardement sur Bagdad. « J'ai compris qu'il n'y avait plus rien à faire. » Il avait tout préparé depuis trois semaines, les habits civils et une fausse carte d'employé de l'usine d'armement el Askari lui permettant de circuler sans trop de problèmes dans le pays. En taxi, pour tout juste 5 dollars, il est monté jusqu'à Erbil dans le Nord, puis de là, il a rejoint la zone frontière et le passeur, qui était « l'ami d'un ami ».

Kadir Abas Kuma, sergent de la garde présidentielle, en garnison à Bassora, avait acheté pour 300 dinars un certificat de maladie le 10 janvier. Il ne rentra pas à sa garnison. Il a traversé la frontière turque il y a quatre jours et affirme avoir vu « des dizaines de Scud pointés vers la Turquie ». Samira Mansour, chrétienne chaldéenne qui, de ce fait, « ne se sentait pas toujours citoyenne de première catégorie », a fui seule avec ses 4 enfants : son mari imprimeur sur tissu

avait tout organisé mais enrôlé de force malgré ses quarante ans bien sonnés, il l'a encouragée à partir, lui promettant de la rejoindre dès que possible à Los Angeles où un oncle tient un magasin.

Ils sont 41 réfugiés hébergés à Hakkari, à l'extrême sud-est de la Turquie. Une centaine d'autres seraient sur le point de franchir la frontière. Chacun a une histoire différente, mais le récit de leur passage est à peu de chose près toujours le même. Des montagnes abruptes et enneigées séparent la Turquie de l'Irak sur 300 kilomètres. Elles rendent impossible toute offensive militaire conventionnelle.

A Cucurga, 3500 habitants, quelques masures, et le siège de la sous-préfecture comme seul bâtiment avec étages, la ligne frontière passe sur la ligne de crête qui domine le village. Les voitures ont les phares recouverts de plastique bleu en cas d'alerte. Les habitants voient passer dans le ciel les avions de combat américains et ont entendu deux nuits de suite les fracas des bombardements. Ils racontent que des villages kurdes du côté turc auraient aussi été touchés par erreur. Mais si l'Irak est à quelques centaines de mètres, il n'y a presque pas de soldats, à part les groupes spéciaux antiterroristes de la gendarmerie, sur le qui-vive, contre « d'éventuelles infiltrations terroristes ».

Trop hautes pour permettre une guerre classique, ces montagnes n'ont jamais empêché les communications entre familles et tribus séparées arbitrairement par la frontière. Les itinéraires des fuyards recoupent ceux de la contrebande. Des parcours obligés, où il est possible de faire passer des citadins inexpérimentés ou des caravanes d'ânes et de mulets.

LA MONTAGNE, 19 janvier 1991

LA GUERRE AU QUOTIDIEN DES RÉFUGIÉS KURDES EN CREUSE

Une revanche chargée d'amertume

L'Association France Liberté, présidée par Mme Danielle Mitterrand, est à l'origine de la venue en Creuse d'une soixantaine de réfugiés politiques kurdes. Ils ont quitté l'Irak, chassés par les gaz de Saddam Hussein. Depuis quelques jours, toute la communauté vit au rythme de la guerre...

Les yeux mangés par le sommeil et l'inquiétude, ils sont une poignée réunie autour d'un vieux poêle à mazout. L'ancienne salle de classe, désaffectée depuis 25 ans, est triste à mourir. Au

tableau, la leçon du jour. Quelques phrases à la craie blanche relatent les derniers événements : Saddam a lancé des missiles, on ne sait pas si Israël va riposter ; des Jaguar français ont bom-

bardé Koweït-City. « De toute façon, ils ne pensent qu'à ça », concède l'animatrice.

A Mainsat, les vieux postes de télé noir et blanc sont branchés en permanence depuis le début du conflit.

Quand ils s'éteignent, c'est pour céder la place au crépitement de la BBC, la radio britannique.

« SADDAM N'A QUE CE QU'IL MÉRITE »

Loin de leur Kurdistan natal, ils vivent cette guerre au quotidien. « Nous n'avons aucune nouvelle de nos familles depuis la fin juillet », déplore Dewali, 26 ans. Au déchirement de l'exode forcé est venue se greffer l'angoisse oppressante de la guerre.

Tous ont un frère, un cousin ou une mère restés au pays. « Et même à Bagdad », lâche Nouri. Les sourires polis mais crispés trahissent le malaise général.

Jusqu'au bout, ils ont espéré qu'un complot interne à l'Irak mettrait un terme aux agissements de celui qu'ils nomment « le fou ». Le souvenir du génocide est omniprésent. « Saddam n'a que ce qu'il mérite, vocifère Kamal. De toute façon, il aurait fallu en finir avec lui un jour ou l'autre. Le Koweït ne lui aurait pas suffi. Il se serait ensuite attaqué à l'Arabie Saoudite puis à Israël. Il faut l'abattre ».

« UN MAUVAIS MUSULMAN »

S'ils savent l'armée irakienne puissante, les Kurdes



« Retourner vivre au pays... mais pas à n'importe quel prix ».

ne s'étonnent pas outre mesure des revers qu'elle a pu subir aux premières heures de la confrontation. « Beaucoup de jeunes refusent de combattre. Dans nos villages, les militaires venaient enrôler les soldats de force. Nous étions contraints de prendre le maquis et d'affronter l'armée régulière. De plus, l'op-

position au régime existe mais les gens ont peur. Alors, ils se taisent ».

Acculé, le maître de Bagdad a lancé un appel au djihad, la guerre sainte. Les images de CNN montrant Hussein en prière alors qu'un déluge de bombes embrasait les bords du Tigre, ont ré-

volté la communauté tout entière. Abed en tête : « Avant le conflit, il ne priait pas beaucoup. Maintenant, on ne voit que ça. Ce fut la même chose lors de la guerre contre l'Iran. Il ne priait pas non plus lorsqu'il faisait pendre nos frères par centaines... C'est un mauvais musulman, un chaïtom » (diable en kurde).

Dans ce coin de Creuse profonde, seuls les enfants affichent un bonheur oublié de leurs aînés. Certains sont actuellement en classe de neige. Les autres, « s'ils ont du mal à se tenir éveillés à force de regarder la TV la nuit », dit l'institutrice, n'en poursuivent pas moins leurs rondes dans la cour de récréation, à l'image de Netçirvan et Rébar.

Tous rêvent bien évidemment d'un retour vers la mère patrie libérée de la chappe dictatoriale imposée par le chef du parti Baas au pouvoir. « Au Kurdistan et non en Irak », croient utile de préciser en même temps Djallal, Abed et Saïd. « Nous ne retournerons là-bas qu'à la seule condition d'obtenir l'autonomie après la chute de Hussein ».

« NOUS SOMMES DIFFÉRENTS »

Les Kurdes ont toujours refusé l'arabisation forcée. La majorité d'entre-eux est

sunnite, contrairement aux Arabes d'Irak à dominante chiite. « Nous n'avons rien de commun avec eux, répète inlassablement Dewali. Notre langue est différente, notre cuisine est différente, nos vêtements sont différents ».

Malgré tout, la guerre aidant, ils craignent un phénomène d'assimilation qu'ils rejettent par dessus tout. Ainsi de leur carte d'identité qui porte la mention : réfugié politique irakien. « Nous aurions préféré que ce dernier mot ne soit pas inscrit... ».

A croire que le combat pour la liberté et la reconnaissance ne fait peut-être que débiter pour les Kurdes...

Valéry LEFORT.



Le spleen de l'exil.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

January 25, 1991

Kurdish Rebels Weigh Attack

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

DAMASCUS — Iraqi Kurdish leaders say that 2,000 to 3,000 guerrillas have returned to northern Iraq and are preparing to strike against President Saddam Hussein's government.

But the rebel leaders said that orders to fight would only be issued if Mr. Hussein's grip on power appeared to have weakened enough to prevent possible retaliation with chemical weapons.

More than 1 million Kurds live in northeastern Iraq, where rebel groups have repeatedly engaged in conflicts with the Baghdad government in recent decades. Kurdish leaders have expressed concern, however, because of Iraq's alleged use of poison gas in Kurdish regions, including an attack against the northeastern village of Halabja in March 1988 in which an estimated 4,000 people were killed.

Izzat Ibrahim, deputy chairman of Iraq's ruling Revolutionary Command Council, is reported recently to have warned Kurds in the city of Sulaimaniya, "If you have forgotten Halabja, I would like to remind you that we are ready to repeat the operation."

Kurdish rebels have complained about what they describe as a lack of coordination with the U.S.-led coalition fighting Iraq, and they have contended that Western leaders failed to respond to repeated requests that Kurdish human rights be included on the agen-

da of any future Middle East peace conference.

Rebel leaders say they are convinced that the failure by Western nations to support Kurdish demands was the price Turkey exacted from the United States in exchange for the Ankara government's willingness to cut Iraq's oil pipeline across Turkish territory and, more recently, for Turkey's agreement to allow American warplanes to use Turkish bases to bomb northern Iraqi targets.

Turkey, which includes close to 4 million Kurdish inhabitants, long has denied Kurds a separate cultural identity and until recently described them as "mountain Turks."

For more than six years, the Ankara government has been fighting Kurdish Marxists in a conflict said to have claimed more than 2,600 lives. Some Turkish leaders have expressed fears that an independent Kurdish state in northern Iraq — or even a move toward Kurdish autonomy, such as Baghdad has at times promised — would create a precedent for Turkish Kurds. Beyond Iraq and Turkey, Kurds long have inhabited a wide arc spanning Iran, the Soviet Union and Syria.

Last week, the Turkish parliament gave President Turgut Ozal extensive war powers, authorizing the use of the armed forces outside Turkey's border after the war with Iraq. Such powers might be invoked, officials said, if Iraqi Kurds sought to set up their own state.

LIBÉRATION

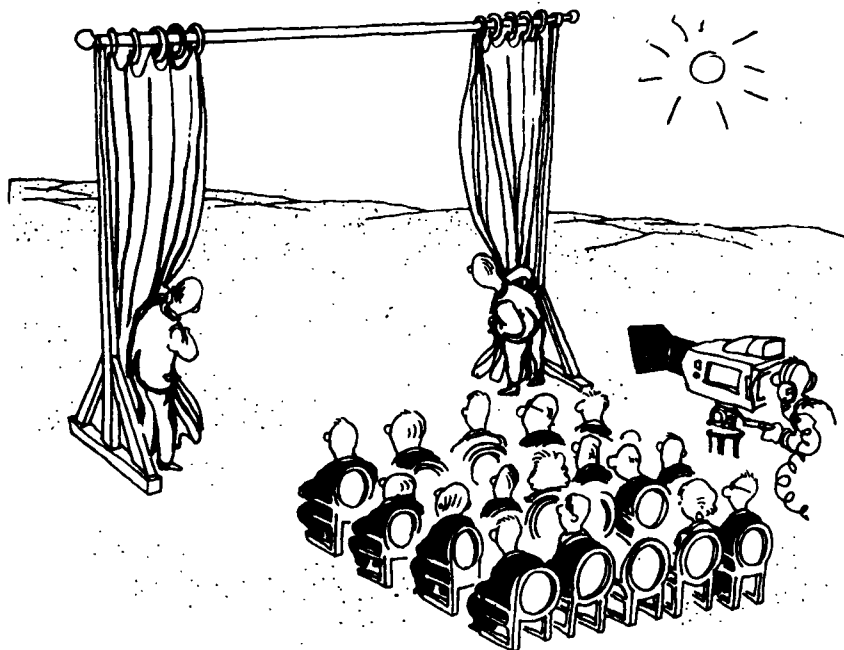
28 janvier 1991

Turquie: Kurdes

Le gouvernement turc a annoncé vendredi une possible légalisation prochaine de la langue kurde. Les Kurdes d'Anatolie du sud-est ont accueilli cette initiative avec scepticisme. Un maire indépendant qui souhaite garder l'anonymat estime qu'elle fait partie d'une « stratégie à long terme » d'Ankara pour « éventuellement créer une région autonome qui comprendrait les territoires du sud-est anatolien et du nord de l'Irak à majorité kurde ».

MARTEDÌ 22
GENNAIO 1991

Sono JAC DOSSUP...
L'Opinione
 Settimanale del Partito Liberale Italiano
 anno 15 - n. 4 - 22 gennaio 1991 - L. 1000



*C'è una Palestina chiamata Kurdistan:
ne parla Hiner Saleem, rifugiato curdo*

La pace dei cimiteri

IN QUESTO momento, è possibile per un cittadino irakeno schierarsi idealmente dalla parte delle forze multinazionali? Ne parliamo con Hiner Saleem, rifugiato politico e rappresentante in Italia dell'Istituto Curdo di Parigi.

"Quando Saddam Hussein massacrava i civili curdi innocenti ed inermi, compariva in televisione con proclami trionfali. Adesso che, finalmente, ha trovato un nemico più forte di lui, il tiranno si mette in ginocchio e prega. Alla fine, si è visto che Saddam Hussein non era altro che un leone di carta, che l'Occidente ha troppo sopravvalutato. Il suo era un regime che si reggeva solo sul terrore, come si reggeva sul terrore il regime di Ceausescu. Ed è condannato a fare la stessa fine, adesso che sono stati annientati i suoi securisti della Guardia Repubblicana, corresponsabili dei suoi peggiori crimini, dal genocidio curdo all'aggressione al Kuwait".

La sua analisi, dunque è che il

regime sia sull'orlo della disintegrazione?

I sintomi sono evidenti. Ad esempio, al momento dell'occupazione del Kuwait Saddam è stato costretto a far fucilare 140 ufficiali dell'esercito, che si erano rifiutati di obbedire all'ordine di attaccare un altro paese arabo e musulmano. Ad esempio, due settimane fa è stato giustiziato il ministro del petrolio, che aveva tentato di scappare in Turchia con la famiglia. In Kurdistan centinaia di soldati stanno disertando, e la popolazione locale li aiuta a nascondersi, in odio al regime. Migliaia di civili stanno fuggendo, verso l'Iran o verso le montagne. Ricordiamolo: Saddam ha massacrato i Curdi, ha perseguitato gli sciiti, ha costretto all'esilio tutti i partiti, dai comunisti ai liberal-democratici, ha sterminato i dissidenti all'interno dello stesso Baath, ha eliminato perfino suo cognato, quando ha visto che era divenuto troppo popolare. Oramai, sono troppi gli irakeni che vogliono li-

berarsi del tiranno...

Anche i cittadini sovietici al tempo di Stalin odiavano il regime. Ciò non ha impedito che l'invasione tedesca ricompattasse tutti nella "grande guerra patriottica"...

È vero, possiamo paragonare Saddam a Stalin. Per il numero di vittime che ha provocato, anche se forse il povero Stalin non era altro che un dilettante in confronto al Presidente, Capo Supremo delle Forze Armate, Ministro della Pianificazione, Ministro dell'Agricoltura, Comandante, Cavaliere della Nazione Araba e non ricordo più di quanti altri titoli si è autoinvestito. Quello che invece, non possiamo fare, è paragonare l'Urss degli anni '40 all'Irak di oggi. Questo, perché l'Urss di allora era un paese fortemente ideologizzato, mentre l'Irak di oggi no. Ricordiamolo: Saddam Hussein ha fatto una guerra di otto anni che ha provocato due milioni di morti, per dire poi, che in pratica, aveva scherzato. Gli irakeni potranno

forse essere incolti, ma non per questo sono stupidi.

L'esercito irakeno, però, contro l'Iran ha retto...

Soltanto perché dietro la prima linea c'erano una seconda e terza linea di securisti che fucilavano immediatamente non solo tutti i soldati che scappavano, ma anche tutti quelli che non mostravano abbastanza entusiasmo.

Ma lei pensa che sarebbe stato possibile raggiungere una soluzione pacifica?

Purtroppo, Saddam Hussein è uno che capisce solo il linguaggio della violenza. Se non veniva arrestato ora, tra uno o due anni avrebbe avuto la bomba atomica, ed allora non avrebbe potuto fermarlo più nessuno. Per fortuna, la storia ci insegna che tutti i dittatori, alla fine, fanno un errore che è loro fatale. Adolf Hitler questo errore lo ha fatto quando ha deciso di attaccare la Polonia; Saddam Hussein questo errore lo ha fatto quando ha deciso di attaccare il Kuwait.

Ma se Saddam Hussein capisce solamente il linguaggio della violenza, come mai non si è spaventato quando l'Onu ha formulato l'ultimatum?

Chiaro: perché non ha mai creduto veramente che l'Occidente facesse sul serio. Sa che in Occidente c'è la democrazia, e lui disprezza la democrazia. E poi sa che in Occidente la storia ha creato un certo tipo di sensibilità etica, di rispetto per la vita umana, e lui disprezza questo tipo di sensibilità etica.

Quindi le proposte di mediazione come quella francese non avevano alcuna possibilità..

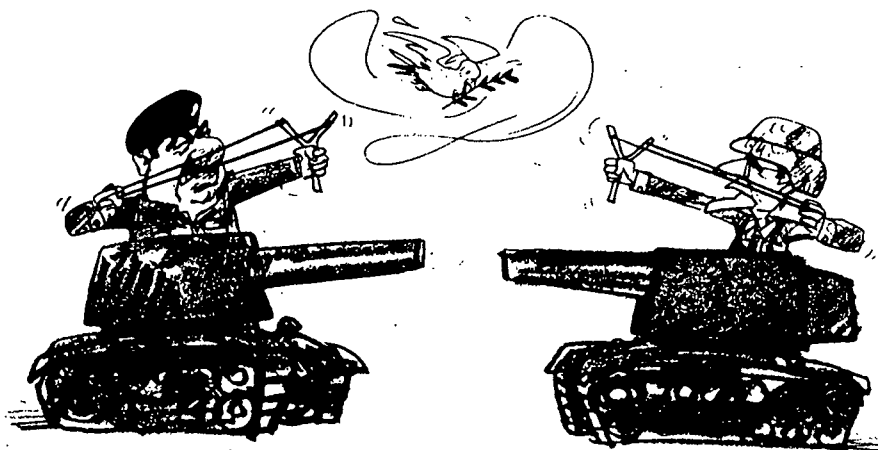
Il governo francese quella proposta all'ultimo momento l'ha fatta solo per convincere la propria opinione pubblica interna ed il mondo arabo che ha cercato di evitare la guerra fino all'ultimo. Non perché ci credesse veramente. D'altronde, Saddam non ha mai dato il minimo segno di disponibilità. Ancora tre giorni prima dell'attacco, ha detto che non si sarebbe ritirato dal Kuwait mai, neppure se gli israeliani avessero sgomberato i Territori

Occupati. E tutti quegli illustri signori che sono andati in pellegrinaggio a Bagdad, ministri, ex-ministri, giornalisti, prelati, cantautori, pugili, non hanno fatto altro che dimostrare una profonda ignoranza della cultura e della mentalità del Medio Oriente. Perché hanno convinto Saddam che l'Occidente era debole. Non dirò che hanno reso la guerra inevitabile, ma sicuramente hanno rafforzato Saddam nella sua convinzione che alla fine l'Occidente avrebbe ceduto.

a gara per finanziarlo ed armarlo. È difficile, quando si è dipinto qualcuno come un "leader affidabile", andare poi in giro a dire che si tratta di un "nuovo Hitler".

Si dice anche che questa non è altro che una sporca guerra per il petrolio.

Il petrolio non è un interesse degli Usa, semmai dell'Europa e del Giappone. E poi, tutte le guerre sono sporche, ma a volte è un dovere morale quello di superare la ripugnanza e di combattere, per impedire che un tiranno pos-



Come vede la mobilitazione pacifista internazionale contro la guerra?

Personalmente, comprendo molto bene i pacifisti che si oppongono alla guerra per ragioni morali, ma nella storia il matrimonio tra morale e politica non ha mai funzionato. Ai pacifisti, vorrei ricordare che la pace vera non consiste nella semplice assenza di guerra, ma consiste nel rispetto dei diritti degli individui e dei popoli. Altrimenti, ci troviamo di fronte allo stesso tipo di pace che Saddam Hussein ha imposto al Kurdistan. Cioè, la pace dei cimiteri.

Una gran parte dell'opinione pubblica occidentale, però, dice che questa è una guerra che non ci riguarda..

All'opinione pubblica occidentale nessuno ha mai spiegato veramente chi era il signor Saddam Hussein. Al contrario: tutti, all'Est come all'Ovest, hanno fatto

sa condurre sull'orlo del baratro l'umanità intera.

Il fine della coalizione internazionale, però, non è quello di riportare la democrazia in Irak o di assicurare l'autodeterminazione del popolo curdo. Il fine della coalizione internazionale è semplicemente quello di restaurare la sovranità del Kuwait...

Questo lo sappiamo bene, ma dopo la caduta di Saddam la regione non potrà mai più essere la stessa, e nuovi spazi di libertà si apriranno, per il popolo curdo ed anche per il popolo irakeno. S'intende, a patto che ci si ricordi che al mondo non possono esistere popoli di serie A, come i palestinesi ed i libanesi, e popoli di serie B come i curdi. Se faranno la Conferenza di Pace, dovranno pensare un poco anche a noi. O se no, tra dieci anni si ritroveranno alle prese con un nuovo Libano o una nuova Palestina. Di nome Kurdistan. □

LE FIGARO

25 janvier 1991

Elie Wiesel au « Figaro » :

« En ne ripostant pas, Israël fait la preuve de sa force »

Le Prix Nobel de la paix a partagé l'attente angoissée des habitants de Jérusalem lors d'une alerte aux Scud. Il salue la sagesse du gouvernement israélien plus isolé que jamais face à l'ennemi irakien.

JÉRUSALEM :
de notre correspondant

Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix, est venu en Israël pour exprimer sa solidarité avec l'État juif en difficulté. Il nous a accordé une interview, hier, lors de son passage à Jérusalem.

LE FIGARO. — Dans quel état d'esprit avez-vous vécu ces derniers jours en Israël ?

Elie WIESEL. — Dans un état d'angoisse. Cette angoisse existe toujours. En fait, rien n'a été résolu. Comme vous, comme toute le monde ici, je vis dans l'attente. Ce qui est terrible, c'est que, pour nous, juifs, vivre dans l'attente, cela fait partie de notre condition. Un juif, c'est celui qui attend. Ici, ce n'est pas le Messie que l'on attend. Ce sont les fusées. En allant se coucher, on se demande si l'on peut se coucher et vraiment dormir. Il faut tout préparer au cas où... Et cela crée un déséquilibre dans votre état d'esprit.

— Israël est aujourd'hui un peu condamné à ne pas agir. Est-ce une preuve de force ou un signe de faiblesse ?

— C'est une preuve de force. Israël pourrait agir. Je pense même qu'Israël voudrait agir. Mais, en décidant de ne pas agir, Israël fait preuve de sagesse et d'amitié. Sagesse pour des raisons politiques réalistes. Et amitié pour l'Amérique. Je suis convaincu qu'il ne s'agit pas de pression, il s'agit de persuasion.

— Cette attitude suscite une grande sympathie pour Israël. Pensez-vous que ce soit durable ?

— On n'en sait rien. Soyons reconnaissants pour ce qui est. C'est fascinant pour quelqu'un qui observe la scène internationale du dehors. Je ne suis pas un politicien. Le fait politique m'intéresse moins que le fait littéraire ou philosophique. En 1967 aussi, il y a eu une vague de sympathie pour Israël qui a déferlé à travers le monde. Mais alors, on aimait Israël parce qu'Israël faisait quelque chose. Aujourd'hui, on aime Israël parce qu'il ne fait rien.

Pourquoi aime-t-on Israël maintenant ? Parce qu'Israël accepte d'être de nouveau un acteur passif de l'Histoire ? Est-ce qu'on aime Israël parce que, de nouveau, Israël pourrait devenir victime ? Ce sont les archétypes du juif victime. Je ne sais pas. En tout cas, ce qui est positif, c'est qu'Israël fait preuve de cette force de volonté qui consiste à dire : on peut agir, mais on ne le fait pas.

— N'est-ce pas troublant que le peuple juif, que l'État

juif deviennent sympathiques lorsqu'ils sont, justement, des victimes ?

— Cela fait deux mille ans que cela dure. On aime voir le juif souffrir, quitte à l'aider. On veut bien l'aider, à condition qu'il souffre. Dans l'Antiquité, mais surtout au Moyen Âge, pour pouvoir aider le juif, on le faisait souffrir d'abord. Déjà, en 1967, j'avais écrit un article pour *Le Figaro littéraire* dans lequel je disais : on aime le juif sur la croix. Et s'il n'y est pas, on l'y met...

— Il y a tout de même de la place pour l'optimisme...

— Bien sûr. Mais c'est à Saddam Hussein que l'on doit cette sympathie. Et cela me gêne. Déjà, en août 1990, à la conférence d'Oslo, à laquelle le président de la République avait participé, j'avais proposé que l'on déclare Saddam Hussein criminel de guerre, coupable de crimes contre l'humanité. Cette idée a fait son chemin. Maintenant, c'est devenu la politique américaine. George Bush a dit qu'il faudrait, après la guerre, traduire Saddam Hussein devant un tribunal pour crimes contre l'humanité.

— Ne trouvez-vous pas paradoxal que les alliés d'Israël lui demandent de ne rien faire, alors qu'il semble que certains de ses adversaires comprendraient qu'il agisse en légitime défense ?

— L'ennemi aimerait qu'Israël agisse. Saddam Hussein est rusé, il sait très bien qu'à la longue, Israël ne pourra se contenir. Il pousse Israël à agir. Pourquoi lui faire plaisir ? Les pays arabes, qui disent qu'ils comprendraient, le disent parce qu'eux-mêmes le feraient.

— Combien de temps Israël peut tenir ?

« Lorsque Saddam Hussein avait employé les gaz contre les Kurdes et les Iraniens, le monde civilisé aurait dû hurler. »

— Ce n'est pas le temps, c'est plutôt la mesure de la provocation. S'il y a vraiment des victimes, Israël ne pourra pas ne pas réagir.

— Ne pensez-vous pas que la peur que l'on ressent dans ce pays, qui a connu tant de guerres, est d'une nouvelle nature ? Est-ce la peur de l'inconnu ?

— C'est l'inconnu et le connu. L'inconnu parce qu'on n'a jamais eu affaire à cela. C'est aussi le connu : c'est la Seconde Guerre mondiale, l'holocauste et le gaz produit par les Allemands qui menace d'anéantir trois millions de juifs. Cela suscite des remous dans la mémoire collective de

chaque juif. Pour ceux qui ont vécu ces événements, c'est un traumatisme inné en eux.

Hier soir, j'ai vécu l'alerte à Jérusalem dans une chambre de mon hôtel. Chacun avait son masque à gaz. J'ai vu les gens qui étaient là avec leurs enfants. J'ai vu leurs visages, leurs regards, la crainte sur leurs visages, le désespoir, presque. Mais un désespoir très noble. Pas un désespoir qui appelle à la passivité. Un désespoir qui appelle l'action. Il y avait une profonde mélancolie. On se demandait : combien de temps vivrons-nous cela ? Combien de temps les pères devront-ils protéger leurs enfants de ce genre de mort ?

— La fatalité passe d'une génération à l'autre...

— Oui. On sent cela. Les gens se disent qu'il faut que cela cesse.

— Comment jugez-vous l'attitude des gouvernements israéliens ? Êtes-vous agréablement surpris ?

— Je ne suis pas Israélien, je n'ai pas le droit de m'immiscer dans les affaires politiques d'Israël. Mais je suis agréablement surpris, c'est vrai, de l'intégrité qui se combine avec cette patience, cette tolérance devant l'immédiat. C'était encore plus frappant quand Israël avait promis aux États-Unis de ne pas engager d'action préventive. Israël était prêt à accepter, prêt à encaisser, sans savoir combien de missiles allaient être lancés. C'est cela qui m'a frappé beaucoup plus que la politique d'attente active d'aujourd'hui.

— Vous entretenez des relations de confiance et d'amitié avec François Mitterrand. Ces relations ont-elles souffert de la politique adoptée par la France dans la crise actuelle ?

— Non. J'espère que nous sommes restés amis. Je l'ai vu en décembre. Nous allions nous revoir, mais je suis venu ici et notre rendez-vous a été remis. Chaque fois que l'on se voit, on discute de cela. Pourtant, nous parlons rarement de politique, surtout du Talmud et de la Bible. Il pense bien faire. J'ai foi en sa sincérité. Il pense que ce qu'il fait sert la cause de la paix, donc Israël aussi.

— En Israël, pourtant, cette politique est mal comprise...

— En Amérique aussi. Là-bas comme ici, tout le monde me demande : « Que penses-tu de ton ami ?... » Il a ses raisons. Je ne les accepte pas. Il le sait, étant le juif que

je suis, ayant vécu ce que j'ai vécu, ayant écrit ce que j'ai écrit, j'ai mes propres principes de loyauté envers l'histoire d'Israël, envers le destin d'Israël. Mais je comprends que lui, en tant que président de la République, ne partage pas ces loyautés. Il a d'autres loyautés. Notre discussion continue dans la franchise et dans l'amitié.

- L'histoire n'est-elle pas en train de montrer que des erreurs d'appréciation ont été commises ?

- L'erreur qui a été commise était plus qu'une erreur. C'était un péché. Surtout de la part du monde civilisé, de l'Occident. Lorsque Saddam Hussein avait employé les gaz contre les Kurdes et les Iraniens, c'est alors que le monde civilisé aurait dû hurler, hurler contre ce genre de procédé

meurtrier. C'est alors que l'on aurait dû proclamer Saddam Hussein coupable de crime contre l'humanité. On ne l'a pas fait. Et parce qu'il a fait cela, selon lui, impunément, il a pensé qu'il pouvait continuer.

- Pensez-vous que la France puisse changer d'attitude ou l'ait déjà fait ?

- Je pense que François Mitterrand est un homme réaliste. Il a la vision de l'Histoire. Je suis convaincu qu'ayant fait ce qu'il a fait... et il a tout fait pour sauver la paix, ç'aurait été une paix meurtrie, blessée, mutilée, même s'il avait réussi... Mais maintenant, je suis sûr qu'il n'y croit plus. Il pense, comme tout le monde, que Saddam Hussein doit être battu et chassé de son pouvoir et, j'espère, traduit devant un tribunal international. Je parle

pour moi. Je ne parle pas pour François Mitterrand.

Mais, vous savez, je pense que les relations de la France avec Israël sont meilleures que sous Giscard. Même maintenant.

- Pourquoi ?

- C'est autre chose. Avec Giscard, il y avait une façon étrange de se définir l'un et l'autre. Maintenant, il y a une franchise. Il y a des écarts, mais François Mitterrand comprend mieux Israël que d'autres présidents de la République.

- Sur le plan littéraire ou philosophique, la situation que vous vivez aujourd'hui vous ouvre-t-elle de nouveaux horizons ou est-ce une confirmation de ce que vous avez toujours pensé ?

- C'est surtout une confirmation de la solitude d'Israël.

Maintenant, Israël ne fait pas partie de l'alliance. Alors qu'Israël est l'ennemi numéro un de l'Irak. A un certain moment, Israël va devoir se battre contre l'Irak sauf si l'Irak est vaincu rapidement et entièrement. Et pourtant Israël ne reçoit pas sa part du budget de l'aide aux nations qui font partie de l'alliance ; Israël ne reçoit pas les renseignements des satellites. Israël est quand même seul.

Je suis là pour quelques jours. J'absorbe. C'est seulement plus tard, comme disait Malraux, que la connaissance devient conscience.

Propos recueillis par **Pierre ROUSSELIN.**

THE GUARDIAN January 28, 1991

Turkey to ease curbs on Kurds

Jane Howard in Ankara

BOMBS exploded in central Ankara yesterday raising tension in the capital after other attacks at the weekend on American targets in a southern Turkish port city near which US warplanes bombing Iraq are based.

The government at the weekend rejected Iraqi accusations of unjustified aggression in allowing the United States to use the Incirlik air base, near Adana, for bombing missions.

In a surprise move the government also announced its intention to lift Turkey's ban on the speaking of Kurdish.

An extreme leftwing group, Dev Sol, claimed responsibility

for yesterday's bombings and for eight similar attacks in seven days, which have done little damage but rattled the expatriate community.

The two bombs exploded almost simultaneously within 200 yards of each other in airline offices in Ankara's main street, within striking distance of the US embassy. One was at offices shared by Japanese, Saudi Arabian, Canadian, and Austrian airlines, the other at Air France.

On Saturday night, devices were planted in a car park behind the American consulate in Adana, and outside the southern port's Turkish-American Association. Damage was minimal and no one was hurt. Dev Sol, or Revolutionary Left, has

turned its attention to Western targets since the outbreak of the Gulf war.

The government has been dismissive of terrorist threats. Ankara is more concerned with how to react to Iraq's warning of unspecified consequences for allowing the Americans to use bases in Turkey. And it is preoccupied with heading off claims for an autonomous or independent Kurdish state in northern Iraq should the Baghdad regime collapse.

At the weekend, the cabinet decided to recommend lifting the ban on Kurdish language and music. The government spokesman, Mehmet Yazar, described the present law aimed at curbing separatism — brought in by the repressive

regime after the 1980 military coup — as unrealistic.

"If citizens are using their language in daily life, at work in the fields or singing songs, it is meaningless to restrict them," he said.

President Turgut Ozal is worried that a Kurdish state could be set up on Turkey's borders should Saddam Hussein fall. The move would have implications for Turkey's own 8-10 million Kurds, who have become increasingly alienated from the government in Ankara.

The government is apparently indicating to Kurds in Turkey and Iraq that the status quo is preferable, while answering Western criticism of oppressive treatment of the Kurdish population.

Sarhang réfugié irakien à Dijon : « Me battre contre l'Irak oui... mais pour la paix »

Nous avons rencontré Sarhang, un Kurde irakien âgé de 32 ans, réfugié politique en France depuis cinq ans. Il refuse que soit cité son nom de famille, et qu'on le prenne en photo : J'ai neuf membres de ma famille en Irak. Mes parents, deux sœurs et cinq frères. Et je ne veux pas qu'ils subissent de représailles. » Et Sarhang explique que ses frères sont peut-être actuellement dans l'armée irakienne : « En Irak, il n'y a pas d'appelés, pas d'engagés. Saddam Hussein claque des doigts, et vous êtes engagé. Les manifestations de soutien sont obligatoires. Nous étions obligés de sourire quand les manifestants brûlaient le drapeau iranien pendant la guerre précédente. Si on ne souriait pas, on venait nous trouver le lendemain pour nous expliquer qu'il valait mieux participer activement à la manifestation suivante... »

« Mois, j'étais combattant politique, contre le parti Baas, contre Saddam Hussein, le dictateur. Des amis à moi ont été arrêtés. Alors j'ai fui, d'abord en Iran, puis au Pakistan. Je suis resté un an et demi avec les combattants du Kurdistan, puis les Nations unies m'ont évacué vers la France. »

« Aujourd'hui, je me demande si Saddam Hussein, qui est fou, dangereux, cruel, se retire du Koweït maintenant, est-ce qu'il y aura la vraie paix. Les Kurdes n'ont le soutien d'aucun Etat, ils sont totalement exclus de la société irakienne ; même avec un doctorat, ils ne trouvent pas de travail, sauf s'ils collaborent. Et Saddam Hussein continuera à nous détruire. Si j'étais sûr que l'armée qui est engagée contre l'Irak se bat pour la paix générale, je m'engagerais tout de suite. Mais j'ai peur que ce soit pour d'autres intérêts. George Bush veut s'installer dans cet endroit stratégique... »

Sarhang a peur, pour sa famille dont il n'a plus aucune nouvelle depuis des mois, pour ses frères, sans doute engagés dans le conflit, « et même s'ils ne sont pas dans l'armée, qui peut me dire que les bombardements vont épargner les civils. »

Et l'Irakien termine par une très belle phrase, certainement une « classique » qu'aiment à se répéter les Kurdes : « Le Kurdistan est une biche attaquée par trois loups, l'Irak, l'Iran et la Turquie, et elle a deux petits : un en URSS (NDLR : quelques centaines de milliers de Kurdes dans le Caucase) et un en Syrie Arabique (NDLR : un million de Kurdes)... »

Gilles DUPONT

Le Bien Public

18 janvier 1991

January 25, 1991

INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Saddam Is No Saladin

In proclaiming a holy war against his foes, Saddam Hussein of Iraq has likened himself to Saladin, the great Islamic adversary of Richard the Lion-Heart in the Third Crusade. This suggests abysmal ignorance of Saladin's code in dealing with foes, infidels and prisoners of war.

As the historian Anne Fremantle has written, the Third Crusade is best remembered for the gallantry which Saladin and Richard displayed toward each other: "Saladin had the edge in this regard. Battling Richard at Jaffa, for example, he learned that the Englishman's horse had been killed under him; promptly he sent a groom leading two fresh mounts."

According to Harold Lamb, Saladin was at heart a scholar and lover of peace who waged war reluctantly: "He kept inviolate his ideal of personal honor — more exacting than the Christian code of chivalry."

After his armies conquered Jerusalem in 1187, his humanity won the admiration of Christian chroniclers. In his modern retelling, the historian René Grousset relates: "On the entry of his troops he had the main streets guarded by trusted men, responsible for preventing any violence against the Christians . . . Some fanatics asked Saladin to raze the Holy Sepulcher and put an end to Christian pilgrimage. He stopped

them with a word: 'Why raze and destroy, when the object of their veneration is the place of the Cross and not the outward building? Let us imitate the first Muslim conquerors who respected these churches.'"

His honor shone in his respect for prisoners. "They brought to him from among the prisoners," Mr. Grousset writes, "a decrepit old man who despite his infirmities was determined to make the pilgrimage to the Holy Land. Taking pity on him, the sultan gave him a horse and had him returned to the Frankish army."

One night Muslim raiders carried off a child from the Christian camp. An Arab chronicler related what happened: "The sultan was on horseback, surrounded by a numerous escort, of which I was one, when the mother presented herself . . . The sultan informed himself of her plight and when he learned of it, his eyes filled with tears. He sent for the child . . . All who saw the scene, and I among them, also wept."

And this noble figure, so at variance with Western stereotypes of Islamic zeal, had another distinction: He was a Kurd, whose descendants in Iraq have been gassed by Saddam Hussein. One can imagine what Saladin might have said about the bully who now claims his mantle.

— THE NEW YORK TIMES.

FRANCE-SOIR 25 janvier 1991

BAGDAD S'EN PREND A ANKARA

Une attaque de la Turquie menacerait les alliances

La Turquie a reçu hier son « premier missile verbal », presque aussi terrifiant aux yeux de la population que les Scud qui peuvent pointer vers elle. Car en autorisant les bombardiers américains à partir des bases militaires de l'O.T.A.N. situées sur son sol pour mener leurs attaques sur le territoire de l'Irak voisin, le gouvernement turc a permis l'ouverture d'un deuxième front. Et Bagdad assure qu'elle ne le lui pardonnera pas.

« La Turquie assume l'entière responsabilité de l'agression contre l'Irak », a ainsi affirmé le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz, la mettant en garde contre les « conséquences d'une pareille attitude ». Aussitôt la population turque, opposée à 89 % à l'entrée du pays dans la guerre, s'est sentie réellement menacée. La plupart des 10.000 personnes qui vivent habituellement le long de la frontière irakienne a déjà fui la région, mais ce sont maintenant les habitants d'Ankara, pourtant éloignée, qui organisent leur propre sécurité. Au cas où.

Bien sûr, on ne dispose pas de masques à gaz, ni même d'abris et les hôpitaux les plus proches de la frontière ont montré, lors de l'afflux en 1988 des réfugiés du Kurdistan irakien gazés par Saddam, que les infrastructures sanitaires sont insuffisantes. Mais chacun se débrouille comme il peut.

Pourtant, contre le sentiment populaire qui voudrait



que la Turquie reste en dehors du conflit, le président Turgut Ozal admet désormais que la base d'Incirlik, à 600 km de la frontière, pourrait servir à des « missions militaires en territoire irakien ». Il était temps, puisque l'Amérique bombarde l'Irak à partir de cette base depuis une semaine déjà. Mais le dirigeant turc continue d'affirmer que le pays ne s'engagera pas militairement sauf si l'Irak s'avisait de l'attaquer.

Environ 150.000 soldats turcs sont cependant déployés dans le sud-est, face aux huit divisions irakiennes. Mais, plus que tout, une entrée de la Turquie dans la guerre pourrait renverser les alliances et entraîner l'Iran et la Syrie du côté de l'Irak, afin de contrer les visées éventuelles d'Ankara sur le nord irakien, riche en pétrole. Le « front turc » deviendrait alors un des lieux importants du conflit.

Raphaëlle BACQUÉ

TUESDAY, JANUARY 29, 1991

INTERNATIONAL
Herald Tribune

A Thread From the Kurds Toward a Fabric of Peace

By William Safire

WASHINGTON — Let's tug at a thread and see if it unravels a strategy. The thread is a single fact, unremarked in the torrent of analysis about the first fortnight of the war: After a late-night cabinet meeting, the government of Turkey announced that it would soon end its ban, in force since 1983, on the speaking of the Kurdish language.

One person in six in Turkey is a Kurd; that is almost 10 million people. Ankara calls them "mountain Turks" and has long pretended this distinct ethnic group, with a culture, language and history dating back a thousand years, was melting into the Turkish pot.

Not so; the Kurds, with 10 million more living in Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union, fiercely resist assimila-

Iraq adjacent to Turkey. They speak of an autonomous region within Iraq, not full independence; but if Kurds establish a headquarters for Kurdistan in northeastern Iraq, the Kurds in Turkey may agitate for the same autonomy.

Mr. Ozal does not want to see a Kurdish entity next door. Part of the payment for his cooperation in making an air base available to the United States — from which to hit Iraq from the north — has been in assurances that America will not encourage nationalism in the Kurds.

Washington has probably given him that; selling out the Kurds, even after Halabja, has been a specialty of the U.S. State Department.

But wars always lead to peace tables; after Saddam's defeat, the Gulf deck will be shuffled, and control of land areas will be factored into the settlement.

If, after another couple of months of air bombardment, a mop-up ground attack is needed; and if the large Turkish army joins in a second front, thereby quickly breaking Iraqi resistance — then Turkey will have a big say in the territorial fate of northeast Iraq. The least it could demand: dibs on its oil production as reparation; the most: a redrawing of boundaries.

On the other hand, if Turkey stands relatively aloof in the war's final stage, failing to apply the crusher; and if Kurdish guerrillas valiantly take on Saddam Hussein's garrisons and sabotage his war effort on the ground — then the Kurds will come away from their long agony having earned a homeland.

Mr. Ozal sees this; that would explain the urgency of his embrace of Kurdish ethnic identity. He sees, too, the need to make Muslim, Westernized Turkey the strategic bridge between the West and Middle East, helping it gain entry into the European markets even as NATO atrophies; that would explain his pressure on his nervous generals to prepare to march on Baghdad.

Lest learned geopoliticians poo-poo this reading, consider the opinion of the enemy as expressed in the present order of battle. Saddam, who needs every man in Kuwait to face the Americans, now has 120,000 men on line up north to face the Turks.

I say, urge the Turks to hit them in the front, urge and equip the Kurds to harass them in the back, and sort out rewards and retribution at the peace table.

The New York Times.

Why is President Ozal suddenly and urgently sensitive to Kurdish ethnicity in Turkey?

tion, no matter what national flags fly over what is loosely called Kurdistan.

This stiffneckedness, coupled with the Kurdish hope that an Iranian victory in the recent war might have led to freedom for the 3.5 million Iraqi Kurds, led President Saddam Hussein to his first genocidal campaign.

He razed 3,000 villages in northeastern Iraq, driving the survivors out of oil-rich lands to barren wastes in the south, or to refuge in Turkey; after the war, in a lesson to all those who would oppose him, Saddam's helicopters poison-gassed 5,000 defenseless men, women and children in the Kurdish town of Halabja.

The world turned its eyes away. The threat of more poison gas ended the resistance, but vengeance burns in the heart of every Kurdish patriot. The regime in Baghdad knows this: "If you have forgotten Halabja," warned one of Saddam's high command recently, "we are ready to repeat the operation."

However, Jonathan Randall of The Washington Post reports from Damascus that about 2,500 Kurdish guerrillas who had escaped to Syria have infiltrated back into northeastern Iraq. Thousands more, I am told, are entering from three other countries. No tougher or more battle-hardened fighters exist anywhere; they await the order to ignite an uprising.

Now let us pick up the Turkish thread. Why is President Turgut Ozal suddenly and urgently sensitive to Kurdish ethnicity in Turkey?

Because he knows the wide array of Kurdish factions, with the exception of a nutty Marxist splinter, have come together to assert a claim to a portion of

Letters intended for publication should be addressed "Letters to the Editor" and contain the writer's signature, name and full address. Letters should be brief and are subject to editing. We cannot be responsible for the return of unsolicited manuscripts.

**CORRIERE
DELLA SERA**

MERCOLEDÌ
30 GENNAIO 1991

La carta di Ankara per conquistarsi una nuova posizione Un'idea per il secondo fronte La Turchia alleata dei curdi

di WILLIAM SAFIRE

WASHINGTON — Proviamo a vedere se, tirando un filo, districhiamo dal groviglio una strategia. Il filo è un episodio passato inosservato in quel fiume di analisi che sono state fatte nelle prime due settimane di guerra: dopo una riunione di Gabinetto tenutasi a tarda notte, il governo turco ha annunciato la prossima fine dell'interdizione della lingua curda.

In Turchia, un cittadino su sei è curdo, per un totale di 10 milioni di persone. Ankara li chiama «turchi di montagna» e ha fatto finta per molto tempo che questo gruppo ethnico distinto, con una cultura, una lingua e una storia millenarie, si stesse mescolando con la nazione turca.

Ma non è così. I curdi, disseminati in Irak, Iran, Siria e Unione Sovietica, resistono ferocemente all'assimilazione, a prescindere da quale bandiera sventoli su quello che viene liberamente chiamato Kurdistan.

Questa ostinatezza, associata alla loro speranza che una vittoria dell'Iran nella recente guerra avrebbe potuto portare la libertà ai 3,5 milioni di curdi iracheni, ha indotto il presidente Saddam Hussein a compiere il primo genocidio.

Ha raso al suolo 3 mila villaggi delle regioni Nord-orientali dell'Irak, costringendo i superstiti ad abbandonare i territori ricchi di petrolio per gli aridi deserti del Sud, o a trovare rifugio in Turchia. Dopo la guerra, di monito a tutti quelli che volessero opporgli, gli elicotteri di Saddam hanno avvelenato col gas 5 mila civili.

Jonathan Randall del Washington Post riferisce da Damasco che circa 2.500 guerriglieri curdi rifugiati in Siria si sono infiltrati nuovamente

nell'Irak Nord-orientale. Mi dicono che altre migliaia stanno rientrando da altri tre Paesi. Non esistono al mondo combattenti più duri e agguerriti.

Torniamo ora al filo da cui siamo partiti. Perché il presidente Turgut Ozal è diventato improvvisamente e insistentemente sensibile all'etnia curda in Turchia? Perché sa che la vasta schiera delle fazioni curde, con l'eccezione di una folle frangia marxista, rivendica di comune accordo il diritto a una striscia dell'Irak adiacente alla Turchia.

Parlano di una regione autonoma interna all'Irak, non di indipendenza completa, ma, se i curdi istituiscono un quartier generale del Kurdistan nell'Irak Nord-orientale, anche i curdi della Turchia potrebbero reclamare la stessa autonomia.

Ozal non vuole affrontare la vicinanza di un'entità curda. Parte del compenso per la sua collaborazione nel concederci una base aerea — da cui attaccare l'Irak dal Nord — consiste nella garanzia che non avremmo incoraggiato il nazionalismo curdo.

Probabilmente gliela abbiamo data: svendere i curdi, anche dopo Hallabaja, è una specialità del Dipartimento di Stato americano. Ma le guerre portano sempre al tavolo delle trattative. Dopo la sconfitta di Saddam Hussein le carte in gioco nel Golfo saranno rimescolate e il controllo di alcuni territori farà parte della posta per il nuovo riassetto.

Se, tra un altro paio di mesi di bombardamenti aerei, sarà necessaria un'offensiva di terra di rastrellamento e se il grande esercito turco interviene su un secondo fronte — provocando una rapida disfatta della resistenza irachena —, allora la Turchia avrà molto da dire sul destino

territoriale dell'Irak Nord-orientale. La richiesta minima, come risarcimento, sarà il diritto a un po' di spiccioli derivanti dalla produzione di petrolio della zona; quella massima, una ridefinizione delle frontiere.

D'altra parte, se la Turchia si mantiene relativamente alla larga dalle fasi finali della guerra, evitando di sporcarsi le mani, e se i guerriglieri curdi si scagliano valorosamente contro le guarnigioni di Saddam sabotando i suoi sforzi bellici di terra, allora i curdi usciranno dalla loro lunga agonia avendo guadagnato una terra.

Ozal lo sa. E questo spiegherebbe l'urgenza con cui ha abbracciato la causa dell'identità ethnica curda. Sa anche quanto sia necessario fare della Turchia musulmana occidentalizzata il ponte strategico che unisca l'Occidente al Medio Oriente, aiutando il Paese a guadagnarsi l'accesso ai mercati europei anche come membro atrofico della Nato. Tutto questo spiegherebbe la pressione sui suoi nervosi generali per prepararsi a marciare su Bagdad.

Per evitare che i più colti esperti di geopolitica disprezzino questa interpretazione, considerate la posizione del nemico come espressa nel presente ordine della battaglia.

Saddam, che ha bisogno di tutti gli uomini in Kuwait per far fronte agli americani, ha ora 120 mila uomini schierati a Nord per affrontare i turchi.

Ritengo che si debba spingere i turchi a colpirli da davanti, sollecitare ed equipaggiare i curdi per un martellamento dalle spalle e distribuire ricompense e punizioni al tavolo delle trattative.

© N.Y. Times Service
Corriere della Sera

La Croix, 18 janvier 1991

ANKARA

L'ATTENTE ANGOISSÉE DES TURCS

La région frontalière de l'Irak avait été évacuée. L'Assemblée nationale devait autoriser jeudi l'entrée en guerre « en cas de nécessité »

La Turquie, malgré les craintes de la population, n'a donc pas été entraînée dans la guerre. Pas pour l'instant. Dès les premières heures du jour, le ministre de l'éducation Avni Akyol a annoncé que les écoliers se rendraient normalement à l'école ce jeudi, sauf dans les provinces du Sud-Est, où l'ouverture des classes sera laissée à l'appréciation des préfets.

Une réunion de crise au palais présidentiel de Cankaya avait rassemblé le président Turgut Ozal, pré-

venu dans la soirée de l'imminence de l'attaque, des ministres et le chef de l'état-major. Le président demandera aujourd'hui à l'Assemblée nationale de l'autoriser à mener une opération militaire de l'autre côté de la frontière si nécessaire.

À la gare routière, où sont arrivés toute la nuit des autobus bondés en provenance de la zone frontalière, les fugitifs semblaient atterrés en apprenant la nouvelle. « On s'est aperçus que Saddam Hussein avait bluffé », a déclaré jeudi matin Yildirim Ak-

bult devant l'absence de réactions irakiennes.

Force précautions avaient été prises. Depuis le début de la semaine, une centaine de villages frontaliers de l'Irak avaient été évacués, la ville de Diyarbakir, à 150 km de la frontière, laissée en proie aux cambrioleurs, s'était vidée de la moitié de sa population (700 000 habitants). Mercredi, le poste-frontière de Habur avait été fermé et, toute la nuit les villes frontalières de Cizre et Silepi ont été plongées dans l'obscurité la plus totale.

Ces derniers jours, des missiles sol-air Sidewinder et Patriot, envoyés par la Norvège, les Pays-Bas et les États-Unis avaient été déployés le long de la frontière où quelque 125 000 soldats turcs étaient en état d'alerte.

Le blanc-seing de l'Assemblée nationale sera selon toute vraisemblance donné à Y. Akbult. Reste à savoir ce qu'il entend par « cas de nécessité ». Le récent propos du président Ozal donne à penser qu'il s'agit avant tout d'empêcher un démembrement de l'Irak par ses voisins et surtout de prévenir à tout prix la création d'un État kurde indépendant aux frontières de la Turquie. Quant à la base turque d'Incirlik, où stationnent une centaine d'avions américains, il ne fait quasiment plus de doute que les Américains pourront désormais l'utiliser à leur guise.

Bruno RIPOCHE



Le président Ozal demandera au Parlement l'autorisation d'entrer en guerre si nécessaire. (Photo AFP.)

Saddam's Other Victims—the Kurds

By Kendal Nezan

GEORGE BUSH could assure his place in history if, in the course of the conflict with Iraq, he not only supported democracy in Kuwait and Iraq but advanced the recognition of the Iraqi Kurds' long-denied aspirations as well. Iraq's 4 million Kurds have for years been victimized because in an Iraq officially declared "an integral part of the Arab nation," they're guilty of not being Arabs. Saddam Hussein has forcibly Arabized the oil-rich Kurdish provinces of Kirkuk and Khannaqin, destroyed 4,500 Kurdish villages, towns and cities, including mosques, churches and historic monuments some of which date from the Middle Ages. He has defoliated vegetation and killed herds and has made the land uninhabitable for years to come. Iraq's dictator has interned 1.5 million Kurds in camps and used napalm and poison gas against Kurdish civilians.

Diplomats have drawn a distinction between the plight of Kuwaitis and the plight of Kurds, especially Iraqi Kurds. They argue that while Iraq's invasion of Kuwait is a matter of international law, the repression of Iraq's Kurds is an internal question. In fact, the Kurdish problem is as important for the Middle East's strategic balance and peace as the Palestinian question or the restoration of sovereignty in Kuwait or Lebanon.

Since the Baath Party seized power in 1968, 200,000 Kurds have been massacred, an extermination that ranks as one of the

Kendal Nezan is chairman of the Kurdish Institute of Paris.

History's Forgotten People Seek Redress

most deadly undertakings in recent history. Arab countries—never slow to denounce Israeli repression in the occupied territories—have not said a word. Nor have the United States, the Soviet Union or France. Despite the images of the 5,000 Kurdish civilians gassed to death in the Iraqi town of Halabja in March 1988—despite this violation of the Geneva protocol outlawing the use of chemical and bacteriological weapons—governments remained silent. And one week after the ceasefire with Iran, Iraq again gassed its own citizens in August 1988 during what it called its "final offensive against the Kurdish traitors."

Some 65,000 Iraqi Kurds escaped to Turkey; their accounts horrified the world. A dozen states condemned Baghdad for this act and asked the United Nations to investigate. But when Iraq objected, no power, great or small, imposed sanctions. The Bush administration even thwarted application of economic sanctions voted unanimously by the Senate.

Outside of a handful of human rights activists and a few Western journalists, the Kurdish massacres were forgotten. Thus did the West lose an exceptional chance to lend its foreign policy a moral dimension.

The Kurds now number more than 20 million and are spread out in an arc from Iran and the Soviet Union in the east to Iraq, Turkey and Syria in the west. Denied their own country—and even an authentic cultural identity—the Kurds reiterate "the

Kurds have no friends" as an unofficial national motto.

Iraq's Kurds have a special place in the litany of betrayal. They were annexed forcibly by League of Nations decision in 1925 despite an investigating mission's conclusion that most of the population of this Kurdish territory favored an independent Kurdistan. Imperial Britain incorporated the Kurds into Iraq, arguing that the Iraqi state, which London had just created out of whole cloth, would not be viable without Kurdistan's oil and agricultural riches. Britain even renegeed on promises of self-rule. The RAF bombed repeated Kurdish uprisings into submission between 1920 and 1930. For 30 years, Kurds have fought against successive dictatorships in Baghdad for Kurdish autonomy.

Washington, too, has played its part. Based on promises of American support, the forces of Mollah Mustafa Barzani, the Iraqi Kurdish leader, joined Israel and the late shah of Iran in 1974 in fighting Saddam Hussein—despite Iran's long record of treachery towards the Kurds. The next year, the Kurds once again proved to be expendable: The shah struck a deal with a much weakened Iraq, and hundreds of thousands of Kurds fled abroad.

Right after World War I, when the fate of the Ottoman Empire was under discussion, Woodrow Wilson said the Kurds were among the Middle East's peoples most deserving of their own state. If the aspirations of Iraqi Kurds were to be recognized, doubtless Turkey and Iran, fearful of a precedent for their own Kurdish minorities, would protest. But with the awakening of democracy throughout the world, long oppressed peoples again have begun to hope.

Agence Central de Presse - Agence Central de Presse -

ACPO44 PR:03 PEXEFIW IELIX
BREVES-SPECIAL-GOLFE

ACP/TELPRESSE

BREVES / SPECIAL GOLFE

Paris, 20 janvier (ACP-Telpresse)

- Prisonniers: l'Irak respectera la Convention de Genève
Saddam Hussein a indiqué dimanche dans son allocution que les prisonniers de guerre faits par l'Irak seraient traités en accord avec la Convention de Genève et relâchés à la fin des hostilités. Selon l'agence de presse iranienne (IRNA), la télévision irakienne a montré sept pilotes occidentaux capturés. La Convention de Genève interdit ce genre de pratique.

- La Ligue arabe muette

La Ligue arabe ne commentera pas le conflit militaire dans le Golfe et ne prévoit pas de tenir un sommet d'urgence durant la crise, selon un porte-parole de cette organisation, Adnan Omran.

- Très peu d'avions irakiens détruits

Selon des sources militaires britanniques, les raids de l'aviation alliée n'ont détruit que moins de 50 avions de combat irakiens, entre le début du conflit et samedi, sur les 700 que compte l'Irak. Ces avions seraient cachés dans une quarantaine de bases.

- Des centaines de morts irakiens, selon un responsable kurde

Les bombardements alliés sur le nord de l'Irak auraient fait plusieurs centaines de morts parmi la population civile, selon un porte-parole du Parti socialiste du Kurdistan (PSK), hostile au régime de Bagdad. Le responsable kurde, résident en Europe, qui dit avoir été informé par des Kurdes vivant à la frontière irakienne avec la Turquie et l'Iran, a précisé que les villes irakiennes de Mossoul et Kirkouk ont été sérieusement touchées par les raids aériens. Selon lui, 5 000 civils kurdes sont actuellement en fuite vers l'Iran.

- Des navires alliés dans le canal de Suez

Un nouveau convoi de navires de la coalition anti-irakienne a entrepris, dimanche, de traverser le canal de Suez en direction du Golfe pour rejoindre la flotte multinationale engagée contre l'Irak. Selon un porte-parole de l'administration du canal, il s'agit d'un porte-avion et d'un destroyer italiens, ainsi que d'un destroyer belge.

La Turquie se prépare à entrer dans le conflit

Située à 150 kilomètres de l'Irak, la base de Batman, à portée des missiles irakiens, a accueilli 96 avions américains. Le tiers de la population a fui.

pique : « Jé n'y crois pas un instant. La Turquie est forte, nous saurons nous défendre ! »

C'est, mot pour mot, les paroles de son président, Turgut Ozal, dont la photo est accrochée au mur derrière lui.

BATMAN :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTHIER

Assis sur un tonneau de poudre prêt à éclater à tout moment, le jeune maire, Hattaula Hamidi, cherche à masquer sa nervosité : « Il n'y a rien de particulier. La Turquie n'a aucune responsabilité dans cette guerre avec l'Irak. » Chemise pastel, allure de play-boy, il joue les héros de bande dessinée : « Des mesures de défense civile ? Tout est prêt. Nous les avons augmentées d'un cran. Mais rien de particulier, vous savez. »

Avec sa base aérienne stratégique, sa raffinerie de pétrole et son barrage hydraulique situés à moins de 150 kilomètres de la frontière irakienne, la ville de Batman serait pourtant la cible évidente si Bagdad décidait d'envoyer ses missiles Scud sur ce voisin qui permet aux Américains d'utiliser son sol pour pillonner le nord de l'Irak.

Saddam Hussein a juré (c'est ce qu'affirme le quotidien populaire *Sabah*) de détruire les raffineries turques. Le visage blême de ceux qui ne dorment plus, le maire ré-

a placardé une brochure en quadrichromie. Elle explique, à l'aide de dessins apocalyptiques, les premiers soins en cas d'attaque chimique :

1° coucher le blessé par terre.

2° lui placer son masque à gaz sur... « Stop, répliquent les Kurdes à moustache qui pas-

Optimisme de circonstance

Dans la ville industrielle de 150 000 habitants en plein boom économique, comme tout le Sud turc, personne ne croit un mot de l'optimisme de circonstance du maire : « Entre 5 et 10 % de la population ont quitté Batman », admet-il. Mais aucun boucher, aucun boulangier, aucune boutique du bazar ne manquent à l'appel. Quelques familles de fonctionnaires profitent seulement des vacances scolaires. »

Les premiers soins

Son frère cadet et maire adjoint, Serafettin Hamidi, chifre, pour sa part, la proportion des émigrés à 20 %. Mais tout le monde sait ici qu'au moins un habitant sur trois est parti vers le Nord depuis trois jours. Cette « deuxième vague d'exode », après celle de la semaine précédente, la guerre font la une du journal local, le *Batman Cagda*.

Sur la porte de la mairie, on

sent devant le bâtiment. Nous n'avons pas de masques à gaz.

— Que ferez vous ?

— Personne ne nous a informés. Rien ! Inch Allah ! Allah mafeza ! » (Que Dieu nous vienne en aide !)

Alerté par les décollages répétés des C 130 Hercules de l'aérodrome de Batman, Mehmet est venu après son travail

observer l'activité de cette base qui attire les missiles comme un aimant. Ce grand homme tranquille d'une quarantaine d'années écarquille les yeux et tend l'oreille avec inquiétude : « Je ne comprends pas. Il y a quelques jours, c'était des départs incessants chaque matin. Des avions à réaction et tout. Maintenant,

plus rien que ces transports de troupes de l'armée turque. »

Il voulait vérifier si la base grouillait d'Américains, ce que tout le monde soutient ici. Il se retrouve devant des hangars inoccupés. Batman a-t-elle fait le vide avant d'accueillir une partie des 96 appareils américains basés à Incirlik ? Selon des sources diplomatiques oc-

Déploiements de troupes vers le sud

parole des autorités militaires, il s'agit simplement d'une « réorganisation de la 2^e armée sur de nouvelles positions ».

Une frontière difficile à traverser

Pour les experts occidentaux à Ankara, il pourrait au contraire s'agir de l'arrivée d'éléments de la 4^e division blindée de la 3^e armée turque, basés à Erzurum, dans les régions montagneuses du Nord. Pour l'attester : les chaînes aux roues des camions et les plaques de neige sur les plates-formes des trains.

Dans quel but ? « Le déploiement d'un second rideau derrière les troupes massées à quinze kilomètres de la fron-

tière », avance un expert occidental. La 2^e armée, ses 120 000 soldats et ses 4 000 commandos suffisent amplement, selon lui, pour garder une frontière montagneuse très difficile à traverser sur les trois quarts de sa longueur. Aux dernières nouvelles (aucun chiffre n'est donné par l'État-major), 180 000 hommes sont désormais stationnés devant l'Irak. Reste à savoir quel crédit on doit accorder aux observateurs qui prévoient — à Ankara — une participation turque à une offensive terrestre alliée généralisée, dans le but notamment de régler le problème des terroristes kurdes du PKK, terrés dans les montagnes irakiennes.

X. G.

identales, l'escadrille de F 104 turcs de Batman aurait été rapatriée vers le Nord, sur la base de déploiement avancée de Mus. Mais si Washington veut aussi Mus? Ils se replieront plus à l'ouest encore.

Mossoul et Souleimanye en Irak sont loin d'Incirlik. De retour de mission dans le nord de l'Irak, les F 15, F 16 et F 111, épuisés de leurs quelque trois cents missions depuis le 17 janvier, auraient bien besoin d'un point de chute, à mi-chemin. La situation de Batman est idéale.

Pour preuve, un convoi transportant sous croix rouge (l'armée turque utilise le croissant rouge) des produits médicaux, dont toute une unité chirurgicale de campagne complète, a fait escale à Batman dimanche dernier.

Puits de pétrole au centre-ville

Mehmet travaille à la Turkish Petrol Company, en plein centre-ville. « Les puits et la raffinerie sont désormais protégés par des batteries anti-aériennes. Du moins, c'est ce qu'on m'a assuré. Nous sommes préparés au pire. » Cinq derricks entourant une mosquée flambant neuve, à trois minutes de la mairie : qu'une tentation de frapper le champ pétrolifère (production 1 million de tonnes par an) le plus proche de l'Irak!

Fidèle parmi les fidèles du président-bâtitteur, Ozal, le maire Hamidi est, surtout, préoccupé par une chose : sauver le barrage situé en aval de Batman, sur le Tigre. C'est une pièce essentielle du complexe hydraulique Gap-Attatürk destiné à fertiliser toute la région méridionale de la Turquie. « C'est l'irrigation de 30 000 hectares de terres qui est en jeu », explique-t-il. Avant de glisser : « Je ne sais pas si les missiles intercepteurs américains Patriot sont basés ici mais, en tout cas, on en aurait bien besoin. » Pour protéger le barrage, les raffineries et la base stratégique.

Ses administrés croyaient prospérer dans cette future capitale économique. Ils découvrent qu'ils vivent avec une bombe à ogives multiples entre les mains. Hataula Hamidi en a-t-il conscience? « Nous sommes un peuple héroïque », répond-il un peu sèchement, mais non sans panache.

Dans la maison de thé d'un gros bourg voisin, un vieux Kurde à jambe de bois ronchon : « Quand la première bombe tombera, il y aura ceux qui mourront. Et les autres, ben! ils iront faire la guerre. »

L'Idiot International, 23 janvier 1991

LES KURDES HORS JEU

Même si les Kurdes sont les martyres-liges du Mossad, ils existent et nous les défendons.

L'Histoire a choisi de se passer des Kurdes, alors que les Palestiniens sont servis à toutes les sauces. « Cette situation, explique M. Shewski, directeur des affaires sociales de l'Institut kurde de Paris, était attribuée jusqu'ici à l'affrontement Est-Ouest. L'explication ne tient plus. Celle du respect du droit, pas davantage. Il s'agit seulement d'une question de rapports de force ». Ainsi, le règlement de la seule question palestinienne lors d'une éventuelle conférence sur la sécurité dans la région ne saurait constituer, selon les Kurdes, un gage de la sincérité de la communauté internationale. De fait, les dirigeants arabes ont transformé le sentiment antisémite (maquillé en antisionisme) qu'ils entretiennent dans leurs populations en mode de gouvernement.

« On évoque le Liban, les Palestiniens, continue M. Shewki, mais pas question d'indisposer Téhéran, Damas et Ankara en évoquant le problème kurde. Il est d'ailleurs significatif que le soutien accordé à la coalition anti-irakienne par la Turquie, membre de l'OTAN, ait été soumis à la condition de gomme toute mention aux Kurdes ».

Placés au cœur de la zone de guerre, les Kurdes auraient pu intervenir aux côtés des coalisés. En septembre dernier, une délégation du Front Uni du Kurdistan, représentant les six principaux partis kurdes irakiens, a été reçue à l'Élysée et au Quai d'Orsay pour se voir signifier qu'un soutien sur le terrain ne

saurait recevoir en retour aucune garantie. D'où la neutralité observée aujourd'hui par les Kurdes, éconduits.

Contrairement à ce qui se produit avec les Palestiniens, soutenus par 22 pays arabes, les Kurdes ne sont donc pas récupérables dans le cadre de l'ordre établi. « Même s'ils n'ont cessé, depuis 70 ans de revendiquer leurs droits, constate M. Shewki. Resultat : des centaines de milliers de morts, un pays brûlé. Personne, pour l'instant, ne remet en cause l'intégrité territoriale de l'Irak. Donc pas de démantèlement prévisible, qui permettrait l'émergence d'un Etat kurde. Pourtant le Kurdistan est bien moins arabe que le Koweït. Peut-il y avoir plus grande hypocrisie? »

Rien à attendre, non plus, du régime qui succèdera à celui de Saddam Hussein. A l'exception des Kurdes (et d'un anémique parti communiste, d'ailleurs réfugié au Kurdistan) il n'existe plus d'opposition en Irak. La seule relève envisageable (militaires ou intellectuels), restera attachée au nationalisme arabe. Autre raison de pessimisme : les premières victimes de l'arme chimique ont été les Kurdes de l'Irak : 5 000 personnes assassinées sur l'ordre de Saddam Hussein à Halabja et Qaradagh, les 16 et 17 mars 1988. Mais personne ne songea à inviter des Kurdes à la conférence sur l'interdiction des armes chimiques tenue à Paris, quelques mois plus tard.

Serge JODRA

DEPECHE DE DIJON

23 Janvier 1991

Les Kurdes, oubliés de l'Histoire

Ecartelés entre cinq pays, ils sont trois millions en Irak, particulièrement maltraités

Ce sont les oubliés de l'Histoire : les Kurdes sont écartelés entre cinq pays : l'Irak, la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Union soviétique. Et quand l'actualité leur réserve les gros titres, c'est pour mieux souligner leur exclusion, voire leur massacre. Peuple sans frontières, les Kurdes continuent de mourir pour une terre promise qui leur est toujours refusée, à coups de canons ou d'attaques chimiques comme en Irak, à Halabja, en 1988.

Pour mieux comprendre l'attitude du gouvernement irakien à l'égard des Kurdes — ils sont trois millions dans un pays qui compte 18 millions d'habitants — il faut avoir voyagé dans le nord du pays.

Mossoul, « La porte du Nord » comme l'ont surnommée les Irakiens. Mossoul, deuxième ville d'Irak, à une centaine de kilomètres de la frontière turque. Sur les bords du Tigre, encore étroit avant de couir dans les plaines désertiques irakiennes, on cultive les roses.

A la belle saison, l'air embaume les senteurs de fleurs tandis que des enfants endimanchés se régalaient de friandises, juchés sur d'antiques manèges. Carte postale tranquille d'une région qui ne l'est pas.

Mossoul, hérissée de ses minarets et de ses clochers (la ville compte une importante communauté chrétienne) est située en plein Kurdistan. Il suffit de quitter cette ville agréable pour mieux comprendre la politique de Saddam Hussein à l'égard de cette terre convoitée par tant de gouvernements.

Direction Erbil, vers l'Est, à une soixantaine de kilomètres de Mossoul. Triste présage, dans la proche banlieue, on découvre d'imposants fortins de pierres grises, où tout au long de la guerre avec l'Iran, les militaires irakiens parquaient leurs prisonniers. Premier d'une longue suite de « Check point » tenus par des militaires en arme. L'accueil y est courtois. Dans un mauvais anglais, distillé par un sous-officier, on vous rappelle les consignes déjà entendues sous forme de conseil par un



En 1988, la ville d'Halabja a été gazée faisant des centaines de victimes (photo d'archives)

ami irakien : « Vous ne pouvez circuler sur cette route qu'entre 9 heures et 16 heures, ne vous arrêtez pas en dehors des villes et des villages et surtout méfiez-vous des hommes seuls ou des véhicules arrêtés ».

Les maîtres de la guérilla

On comprend mieux le danger en découvrant tous les 400 mètres, une guérite tenue par un soldat irakien. Il en est ainsi sur les soixante kilomètres. Et de temps à autre, on peut apercevoir une patrouille de miliciens kurdes fidèles à Saddam Hussein. Ce sont des guerriers imposants juchés sur un « Pick up » armé d'une mitrailleuse lourde. En marge de l'armée régulière irakienne, ils sont les acteurs d'une lutte fratricide qui les oppose aux peshmergas, ces combattants kurdes opposés au gouvernement de Saddam Hussein.

Politiquement les peshmergas se divisent en plusieurs mouvements. Ils sont « barzanistes » ou « talabanistes » en Irak. Terrés dans les montagnes, les peshmergas ont été les maîtres de la guérilla. Saddam Hussein n'a pu les déloger qu'à

coups de napalm ou d'armes chimiques. Mais avant, au plus fort de la guerre avec l'Iran, les Kurdes ont su infliger de lourdes pertes à l'armée irakienne en profitant de leurs connaissances du terrain et aussi des conditions météorologiques... Car il faut savoir que le Kurdistan irakien, aux collines fleuries au printemps et sèches en été, connaît d'importantes chutes de neige et le froid en hiver.

Dans ces vallées glaciales, les soldats venus de Bagdad ou des torrides plaines du Sud, souffraient énormément. Il y a trois ans, un jeune militaire affecté dans le nord, au-dessus d'Erbil, me racontait comment il avait failli perdre la vie au cours d'une patrouille de routine : « nous avons rencontré un camion d'un autre régiment en panne. Ses occupants portaient les uniformes de l'infanterie. Sans nous méfier, nous leur avons proposé de tracter leur véhicule. C'est alors qu'ils nous ont attaqués. Grièvement blessé, j'ai fait le mort pour avoir la vie sauve... »

Irakien le jour, Kurde la nuit

Face à cette guerre, l'armée irakienne a vite compris son im-

puissance comme le soulignait un officier : « Dans cette région de mon pays, on est irakien la journée et Kurde la nuit. Comment voulez-vous vous y retrouver ? ». Saddam Hussein a donc choisi la politique de la terre brûlée.

Il suffit de quitter de quelques kilomètres les routes étroitement surveillées pour découvrir en pleine campagne de discrets vestiges de villages rasés. La plupart du temps, quand les populations n'ont pas choisi — ou réussi — à fuir en Turquie, elles sont déportées vers le sud, dans les plaines désertiques, à la frontière avec l'Arabie Saoudite. On peut d'ailleurs s'interroger sur leurs destins dans l'hypothèse d'un affrontement terrestre entre les forces de la coalition anti-irakienne et l'armée de Saddam Hussein.

Déportés, arabisés de force dans leur éducation, les Kurdes d'Irak ont déjà connu cette mort orange ou jaune, décrite par les survivants d'Halabja. Pour eux, la guerre chimique a été un épisode atroce, parmi d'autres, dans leurs persécutions. Comble de cynisme, les rares touristes en voyage en Irak, il y a seulement quelques mois, se voyaient proposer des vacances à la neige dans le Kurdistan...

JACKY DURAND ■

Les pays du Golfe et du Moyen-Orient choisissent leur camp

La Turquie assume l'utilisation de ses bases par les alliés

Bagdad menace Ankara de représailles. L'Iran et la Syrie redoutent l'extension du conflit. Les islamistes algériens s'agitent et le président Chadli Bendjedid les met en garde

MIDI LIBRE, Vendredi 25 janvier 1991

■ Après une semaine de guerre dans le Golfe, les dissensions et les clivages entre pays du Moyen-Orient se précisent. Nous n'avons pas encore assisté à des renversements d'alliance officiels, mais jour après jour chacun choisit plus ouvertement son camp.

Les derniers jours ont vu la tension monter entre la Turquie et l'Irak. Frontière commune, racines lointaines communes, religion commune... Mais la Turquie est dans l'OTAN et son option occidentale ne date pas d'hier.

Jusqu'à la soudaine conversion de Saddam Hussein à l'intégrisme islamique pur et dur, l'Irak déclarait volontiers apprécier le modèle laïc de son voisin.

Mais depuis hier Ankara se trouve confrontée, pour la première fois, à une mise en garde de Bagdad pour l'utilisation de ses bases par des bombardiers américains.

Missile verbal

La Turquie « assume l'entière responsabilité de l'agression contre l'Irak », a déclaré le ministre irakien des affaires étrangères Tarek Aziz dans un message à son homologue turc, affirmant que « la Turquie doit connaître les conséquences d'une pareille attitude ». Un message qualifié par la presse turque de « missile verbal » irakien, dont le ministère turc a accusé réception sans commentaire.

Le commandement irakien avait déjà protesté contre les bombardements américains sur l'Irak à partir de la base d'Incirlik et du lancer jamais confirmé d'un missile Cruise depuis le territoire turc sur l'Irak.

Alors que Bagdad accuse Ankara d'être « à genoux » devant les Etats-Unis et de « faire partie de la ligue américaine », en autorisant les bombardiers américains sur le sol turc, les dirigeants turcs réaffirment depuis une semaine que la Turquie ne fait que se conformer à ses engagements internationaux dans le cadre des résolutions de l'ONU, rejetant sur l'entêtement de Bagdad la situation actuelle.

Les dirigeants turcs déclarent que la Turquie n'est pas entrée dans la guerre mais offre une « assistance logistique élargie » aux forces alliées qui comprennent des pays arabes et musulmans.

Les autorités turques ont reconnu officiellement mercredi que la base d'Incirlik « pourrait servir » à des « missions militaires » en territoire irakien sans préciser le type de ces « missions », une semaine après le début des opérations de bombardement américains depuis cette base.

« La guerre est quelquefois nécessaire », a déclaré mercredi soir le président Turgut Ozal, alors que 89 % de la population se dit opposée à l'entrée de la Turquie dans le conflit.

Une entrée éventuelle de la Turquie en guerre pourrait renverser les alliances et entraîner l'Iran et la Syrie du côté de l'Irak contre les visées éventuelles d'Ankara sur le nord irakien, riche en pétrole.

Avertissement aux islamistes

Le président algérien Chadli Bendjedid a sévèrement mis en garde les islamistes réclamant l'ouverture de camps d'instruction pour les volontaires voulant se battre aux côtés de l'Irak.

Dans son discours à la nation, prononcé mercredi, à l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée populaire nationale (APN), et dont la traduction officielle a été publiée hier, le président Bendjedid a affirmé : « Nous ne tolérerons aucune surenchère, car celle-ci porte atteinte au prestige de l'Algérie et nous ne permettrons à quiconque de travailler dans l'anarchie ».

Le second du Front islamique du salut (FIS), Ali Belhadj, à l'origine de cette revendication, avait adressé un ultimatum à l'Etat pour qu'il ouvre avant samedi des camps d'instruction pour les volontaires, faute de quoi il menaçait de mettre l'« anarchie » dans le

pays.

Mais la rue algéroise affiche chaque jour davantage son attachement à l'Irak et le « Salamou alaykoum » — Que la paix soit avec toi — traditionnel des musulmans, a été remplacé par un « Saddam alaykoum ».

Pour les étudiants et lycéens, le nom du leader irakien est devenu synonyme de compliments et de civilités. Des familles baptisent leurs nouveaux-nés au nom du dirigeant de Bagdad.

La prudence iranienn

Le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a souligné hier « la nécessité d'éviter une extension de la guerre », lors d'un entretien avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam en visite en Iran.

Le chef de l'Etat s'est prononcé pour « une intensification des efforts de tous les pays islamiques pour arrêter le conflit », soulignant : « Nous avons tous le devoir d'éviter que les peuples musulmans irakien et koweïtien ne subissent plus de pertes et de dégâts ». La mention de peuple « koweïtien » n'a pas échappé aux commentateurs...

Le Liban participe...mais critique!

Plusieurs partis libanais soutiennent ouvertement l'Irak contre les Etats-Unis, malgré la participation à la coalition anti-irakienne de la Syrie, toute puissante au Liban.

Ce courant politique reflète le sentiment de l'opinion publique, qui a choisi dès le début des hostilités le camp de Bagdad, en dépit de l'attachement traditionnel de beaucoup de Libanais à l'Occident.

L'Iran en état d'alerte Le Kurdistan bombardé

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran), Mohsen Rezaï, a affirmé que « toutes les forces armées iraniennes sont en état d'alerte », soulignant que l'éventuelle « entrée en guerre de l'Iran dépendra de la décision des responsables politiques du pays ».

M. Rezaï, qui se trouve à Ahwaz (chef-lieu du Khouzistan, province iranienne frontalière avec l'Irak), a précisé que « sur décision de l'ayatollah Ali Khameneï, commandant en chef des forces armées, et pour assurer la défense de nos frontières, toutes les forces armées sont en état d'alerte ».

Evoquant la guerre en cours entre l'Irak et les forces coalisées, M. Rezaï a estimé : « Si les Etats-Unis n'utilisent pas des moyens plus forts et inhumains, l'Irak l'emportera sur le terrain ».

De son côté, le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a souligné « la nécessité d'éviter une extension de la guerre », lors d'un entretien avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, en visite en Iran.

Le chef de l'Etat a également accusé le président américain George Bush d'être « un assassin qui massacre un peuple innocent ». Pour M. Khameneï, le bombardement par les forces américaines et alliées des villes irakiennes est « un crime flagrant ». Il dénonce également les dirigeants irakiens qui ont « entraîné leur peuple dans une guerre non désirée ».

A l'issue d'une visite de 24 heures, la délégation syrienne a quitté Téhéran. « L'Iran et la Syrie ont des points de vues communs sur cette crise », a déclaré M. Khaddam.

Pendant ce temps, le Kurdistan est la cible de bombardements qui affectent aussi la population civile. Le Kurdistan turc est bombardé par des appareils turcs et le Kurdistan irakien par l'aviation américaine, a affirmé à Bruxelles le Front de libération nationale du Kurdistan (FLNK) turc.

Les avions américains partis de Turquie, auraient notamment bombardé les villes de Soulaïmaniah, Zákho et Kani Harne. Aucun bilan du nombre des victimes n'est disponible.

D'autre part, 2.000 à 3.000 guérilleros kurdes d'Irak sont rentrés d'exil depuis le début de la crise du Golfe et se préparent à lancer, de leurs bastions du nord de l'Irak, des opérations contre le régime du président Saddam Hussein.

Toutefois, l'ordre de passer à l'action ne sera donné aux guérilleros que si le contrôle de Saddam Hussein sur les leviers du pouvoir paraît assez affaibli pour qu'une riposte à l'aide d'armes chimiques soit évitée.



Indifférents à ce qui se passe autour d'eux, les bergers Bédouins continuent de suivre leurs troupeaux dans les zones militaires d'Arabie saoudite...(Photo AFP).



Iraq land claim behind Ozal's pledge to Kurds

IN another sign that Turkey has ambitions in the post-war Middle East, President Turgut Ozal has promised to wash out one of the nastier stains on the country's human rights record by restoring the Kurdish minority's long-lost right to use its own language.

Turkey's 12 million Kurds have been victims of 65 years of often brutal repression and assimilation, and may feel entitled to ask the proverbial Anatolian question: "It's not a holy day and it's not a family feast. So why am I being kissed by my uncle?"

The answer may well be that Mr Ozal is preparing the ground to support Turkey's claims to the oil-rich Iraqi provinces of Mosul and Kirkuk if bargaining should start over the corpse of Iraq. Turkish spokesmen say that Ankara has no territorial ambitions in the region, fearful of provoking Iran, Syria and the Soviet Union. But Mosul and Kirkuk are on the agenda, and every Turk knows it.

Turkish journalists say Mr Ozal has been studying government documents about claims to Mosul, and say he tells them he believes the provinces are clearly within the 1923 "national pact" frontiers drawn by Kemal Ataturk, the founder of the Turkish Republic.

In fact, the 1923 Lausanne conference that drew up Turkey's borders after Ataturk's war of liberation left open the issue of Mosul, which in those days included Kirkuk. Besides its Arab and Christian population, the mountainous area had, and still has, a large group of Muslim Kurds and Turkish-speaking Turkomans.

Ataturk lost arbitration over Mosul in 1926, and Ankara has repeatedly ratified Turkey-Iraq border protocols since then. But Turkish Foreign Ministry books on the 1926 negotiations say that the fledgling republic ceded Mosul to Britain only because it was in no position to fight for it.

Some international experts believe Turkey has a strong right to the area, because Baghdad has abused the 1926 treaty's stipulation of home rule and cultural rights for the Kurds - including the gassing of 5,000 Kurds at Halabja in 1987, and massive de-

From Hugh Pope in Diyarbakir, Turkey

population of Kurdish mountain villages in 1988.

"Turkey's claim to Iraq's oil-rich province of Mosul is far stronger than Iraq's," said George Gruen, professor of international relations at New York's Columbia University.

Prof Gruen said imperial Britain had cheated Turkey out of Mosul, by refusing Turkey's call for a plebiscite and ignoring a report for the League of Nations Council that said: "The majority of the [Mosul] people would have



Turgut Ozal: may be preparing to claim oil-rich Iraqi provinces

preferred Turkish to Arab sovereignty."

Mr Ozal is keeping his cards close to his chest, but he has stoked up martial spirit in the country just in case he has to order his army into northern Iraq if Baghdad attacks, or if Iran or Syria shows signs of marching in.

Mumtaz Soysal, a Turkish constitutional lawyer and columnist, said Mr Ozal was canvassing opinion of the Turkish elite on the idea of a federal post-war Iraq in which Turkey might dominate Turkoman and Kurdish autonomous provinces.

Guneri Civaoglu, a columnist at the *Sabah* newspaper, said Mr Ozal was pushing the idea of Turkish protection of Kurds and

Turkomans in a way that "brought to mind the Ottoman system of government".

Mr Ozal says he prefers Turks to work for their money than to have the easy oil revenue that experts say Turkey could obtain if it just drilled diagonally under its border into the Mosul field. The oil income would be a boon as Turkey's budget deficit and foreign debt are likely to soar because of the Gulf war. International aid is barely covering what the US estimated to be a \$2bn (£1.1bn) cost to Turkey's economy in 1990 alone. Turkish loss estimates are double that.

The country's elite is ambivalent about a new Turkish role in the Middle East, which the Ottoman Empire ruled for 400 years until the First World War. Bitter memories of Arab treachery persist. At an anti-war meeting, Yasar Kemal, Turkey's foremost short-story writer, pleaded against renewed involvement, saying: "The Arabian deserts are already full of our bones."

But even the nationalist Turkish newspaper *Hurriyet*, applauded last Friday's Cabinet decision to review a 1983 Turkish law banning Kurdish as "the first good thing to come out of the Gulf war".

Opinion was somewhat reserved in Diyarbakir, Turkey's chief Kurdish city, the south-eastern regional capital and hotbed of a six-year Kurdish insurgency.

De facto liberalisation means that Kurdish is already freely spoken here. Local Kurdish activists wanted to see the legislation enacted before believing it was not just a superficial gesture to improve Turkey's chances of European Community membership or to secure Turkey's home front by taking the wind out of the Kurdish rebels' sails.

While most Kurds oppose Saddam Hussein, a strong pro-Iranian Muslim tendency is deeply hostile to Turkey's military alliance against Iraq. The most serious anti-war demonstrations in Turkey have been in Kurdish areas, and police shot dead one man after Friday prayers in a town where the protest ended with shouts of "Long Live Kurdistan".

Tuesday 29 January 1991



THE INDEPENDENT

Kurds set to strike if Saddam's rule ends

SEVERAL thousand Kurdish *peshmerga* — "those who face death" — are poised to take control of the biggest population centres of northern Iraq in the event of Saddam Hussein's government collapsing in the face of the allied offensive.

But there is concern and suspicion among the rebels that the allies are ignoring the role of Kurdish and other opposition groups in the struggle against Saddam and a fear that they will be left out of a post-war settlement. The Kurdish guerrillas, loyal to a number of underground political parties opposed to the Baghdad regime, have so far stayed out of the Gulf war and, in addition, have been virtually disregarded as possible players in a post-war settlement.

The Kurds are nevertheless encouraged by an apparent shift in allied war aims towards a commitment to overthrowing Saddam Hussein. "There are so many vetoes on a Kurdish role in the crisis," Hoshiyar Zebari, the London representative of the Kurdistan Democratic Party, said yesterday "that we cannot act independently. We have to work from the basis of an Iraqi solution."

"We are encouraged by the shift of aims towards the downfall of Saddam. But nobody is talking to us directly and we have not tried to launch an offensive against Iraqi troops."

By Harvey Morris

Despite this, the Kurds are effectively tying up eight Iraqi divisions deployed in the north in order to forestall any generalised Kurdish rebellion as a result of the war. Mr Zebari said that the central government still counted on the support of some 100,000 Kurdish militiamen of the National Defence Unit — the so-called *Jash* — but that in the event of a breakdown of central government authority the rebel *peshmerga* would take control of northern towns.

From the Kurds' point of view, the Kurdish question has been ominously absent from discussions about the post-war shape of Iraq. The decision of the Turkish president, Turgut Ozal, to restore the right of his country's Kurds to use their own language has been greeted with suspicion among Kurds in Iraq, who — numbering 3.5 million — represent 20 per cent of the Iraqi population.

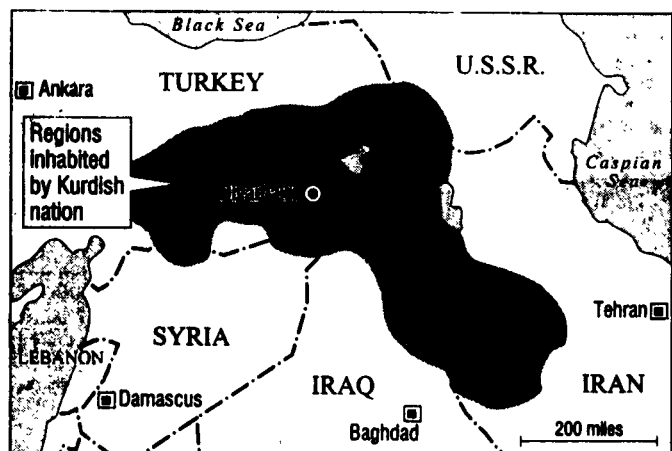
The fear is that Turkey might re-establish its historical claims to the Kurdish provinces in any carve-up of post-war Iraq. The Kurds also fear that the allies will take their lead from regional powers such as Turkey, Saudi Arabia and Syria in determining the post-war shape of Iraq and will ignore the wishes of the Iraqi opposition, including the Kurdish parties.

The reluctance of the Kurds to become involved in the allied offensive against Iraq is based on past experience of allying themselves to outside powers. The Iraqi Kurds, under the leadership of the late KDP leader, Mulla Mustafa Barzani, received Iranian and CIA backing for their 1970s rebellion against Baghdad only to be ditched by both when Saddam Hussein reached a border agreement with the Shah of Iran in 1975.

The attitude of the outside powers was encapsulated in a secret CIA memorandum dating from 1974 which stated that: "Both Iran and the US hope to benefit from an unresolvable situation in Iraq which is intrinsically weakened by the Kurds' refusal to give up their semi-autonomy. Neither Iran nor the US would like to see the situation resolved one way or another."

With this in mind, the Kurdish rebels are keeping their powder dry and refusing to commit their forces to the war unless they have some guarantee that their aspirations towards regional autonomy will not be swamped by the conflicting aims of the coalition powers.

According to Mr Zebari, whose party is publicly dedicated to the establishment of democracy in post-war Iraq, the emergence of a nationalist military dictatorship would not be a disaster. "No dictator can stay in power in Iraq," he said, "without a dialogue with the Kurds."



L'Humanité, 30 janvier 1991

La menace des armes chimiques

DE REDOUTABLES POISONS

On dit parfois qu'elle est la bombe atomique du pauvre. Terrible raccourci si on veut bien se souvenir qu'elle a fait son apparition sur les champs de bataille de 14-18, que ses différentes variantes ont été développées dans les laboratoires d'armements des grandes puissances et que les paysages du Vietnam gardent encore les stigmates des milliers de tonnes de défoliants déversés sur ce pays par les bombardiers américains. Reste que l'arme chimique est présente dans la guerre du Golfe, sinon déjà comme une réalité, du moins comme une menace et un terrifiant facteur d'escalade que Saddam Hussein vient à nouveau de brandir.

On distingue deux grands types d'armes chimiques. Le premier regroupe les gaz de combat conventionnels, les produits irritants, les poisons respiratoires et surtout les agents neurotoxologiques. Le second englobe l'ensemble des substances qui ne vont pas s'attaquer directement à l'homme mais vont détruire les ressources naturelles, eau, chaîne alimentaire, végétations et cultures indispensables à sa survie.

S'agissant du Golfe, ce sont les armes de la première catégorie qui sont le plus souvent évoquées. Les gaz vésicants comme l'ypérite ou le phosgène provoquent de graves brûlures internes et externes, et en particulier des lésions du système respiratoire. Ce sont les gaz des

tranchées de 14-18. Mais les plus redoutables de ces moyens chimiques sont les organophosphorés, couramment utilisés dans l'industrie des insecticides et qui entrent dans la fabrication des gaz irritants. Ce sont des neurotoxiques qui agissent en inhibant une enzyme, l'acétylcholinestérase, dont le rôle est déterminant dans la transmission de l'influx nerveux. Ces poisons provoquent des paralysies qui peuvent être foudroyantes. Les nazis étaient passés maîtres dans la fabrication de ces neurotoxiques que sont le Taboun, le Sarin ou le Soman. D'autres comme le VX ont été découverts dans les laboratoires britanniques, dans les années cinquante.

Selon un rapport remis aux Nations unies par le Pr Heyndriks, chef du département de toxicologie de l'université de Gand, en Belgique, les Irakiens ont utilisé durant leur guerre contre l'Iran un redoutable mélange de gaz mou-tarde, de neurotoxiques et de myco-toxines, ces dernières relevant de la guerre bactériologique. Ils auraient également fait entrer dans leurs bombes chimiques des composés de cyanure. Ce sont de tels mélanges qui ont été déversés en mars 1988 sur la petite ville kurde d'Halabja. Saddam Hussein posséderait des stocks de Taboun et de Sarin qu'il faisait notamment fabriquer à Samarra, la plus grande des trois usines achetées clés en main à la firme alle-



Halabja, petite ville kurde, en mars 1988, après le largage des gaz immonables largués par les avions irakiens. La guerre chimique, c'est cela. (Photo AFP.)

mande Koib. Selon la presse allemande, une autre firme de ce pays aurait vendu à l'Irak 3.500 tonnes de thionylchlorure, un produit entrant dans la fabrication de l'ypérite. Le Pr Heyndriks affirme également que l'Irak a déjà utilisé contre les Kurdes des bacilles de choléra et de typhoïde.

Pour massacrer les villageois kurdes, les Irakiens ont utilisé les largages de bombes par avion. Il semble par ailleurs

acquis que l'artillerie irakienne dispose d'obus de 105 mm — par ailleurs de fabrication française — dotés de charges chimiques qui pourraient donc être utilisées lors des combats au sol. En revanche, il est beaucoup moins certain, à lire ce que veulent bien en dire les experts, que les Irakiens soient en mesure de placer de telles charges sur des missiles, ce qui implique, en particulier, de les doter de protections thermiques, les pro-

duits chimiques se dégradant aux environnements de 100°C. On rencontre le même scepticisme quant à la possession par l'Irak d'armes dites binaires qui consistent à associer dans une même bombe mais dans deux conteneurs différents les agents chimiques précurseurs d'un produit hautement toxique, lequel est fabriqué lorsque se fait le mélange entre les deux précurseurs, lors de l'explosion.

Jean-Pierre Dostat

L'HUMANITÉ/MERCREDI 30 JANVIER 1991

L'Aurore, 30 janvier 1991

Turquie : la pression terroriste

Tandis que l'on assiste à un regain du fondamentalisme musulman, le « problème kurde » resurgit avec acuité.

ANKARA :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

« En Turquie, nous avons un terrorisme néo-communiste bizarre. Il n'a rien à voir avec le soutien à l'Irak. Mais il sait profiter des événements actuels. » Cet important membre du cabinet turc cherche à relativiser l'inquiétude causée par la série d'attentats anti-français et anti-alliés : « Je vous l'assure : personne chez nous ne soutient l'invasion du Koweït. »

Hier, à 6 h 58 du matin, le consulat de France à Izmir a été soufflé par une bombe artisanale. Sans dommage autres que matériels, heureusement. Mais c'est le onzième attentat en Turquie contre la coalition menée par les États-Unis et le second en trois jours à frapper des installations françaises.

L'acte terroriste dans le grand port égéen a fait un blessé léger — un passant âgé — et des dégâts importants, notamment sur des voitures en stationnement devant le bâtiment diplomatique. Une explosion semblable,

dimanche matin à Ankara, avait détruit les bureaux de la Compagnie aérienne Air France, sur le boulevard Atatürk. Là encore des dégâts limités, une version officielle parlant de « bombe sonore » qui a fait plus de peur que de mal.

L'explosion d'Izmir a été revendiquée hier en fin d'après-midi par le groupe d'extrême gauche « DevSol-Unité armée révolutionnaire ». Au moins sept attentats perpétrés depuis le début de la guerre du Golfe (touchant notamment le consulat des États-Unis à Adana, les bureaux de la Compagnie d'aviation Saudi-Airlines à Ankara et un foyer d'étudiants américains à Istanbul ont donc le même auteur : l'organisation clandestine de la gauche révolutionnaire (DevSol). Une lettre parvenue à plusieurs journaux menace même d'une « poursuite des actions jusqu'à ce que la main sanglante de l'impérialisme se retire du Moyen-Orient ».

Le pays le plus solide de la région déstabilisé à son tour ? Ce n'est pas encore l'embarquement, mais les bruits sont mis en place un peu partout. Vendredi dernier, un homme de 32 ans a été tué par balles à Taivan (est du Pays), après une manifestation

pacifiste et religieuse à la sortie de la Mosquée.

Comme à Istanbul, Batman (dans le sud-est), Merçin (sur la Méditerranée), la grande prière du vendredi est devenue le prétexte d'échauffourées entre des protestataires clamant « Les frères musulmans sont tous unis » et les forces spéciales de la police. D'aucuns y voient la main du parti de la prospérité, du leader islamiste Necmettin Erbakan. On a brandi une banderole promettant : « Saddam, continue de te battre là-bas, nous te soutenons ici. » Et on a brûlé une bannière étoilée.

Mauvaise affaire

Le scénario de Taivan : petite ville de 55 000 habitants à majorité kurde qui connaît un renouveau islamiste est révélateur. Selon les observateurs, ce sont d'abord quelques centaines de fidèles qui sortent de la Mosquée Ibadullah en criant des slogans contre Israël et les États-Unis. Ils sont bientôt gonflés par plusieurs milliers d'activistes kurdes : les cris se transforment en : « Vive le Kurdistan libre ». La victime, un chauffeur du

nom de Mecin Kaplan, devient instantanément un martyr de la cause kurde. « Il n'y aura pas d'escalade terroriste, promet notre interlocuteur gouvernemental. Ni dans le domaine du fondamentalisme ni dans celui du séparatisme. Mais personne ne peut empêcher l'extrémisme. C'est dans la nature même de la démocratie. »

« A bas le gouvernement d'Ankara », ont pourtant scandé, vendredi, les protestataires de province. Le Palais de la Cankaya ne peut plus ignorer ces cris. La guerre qui dure est une mauvaise affaire pour le président Turgut Özal, que ses partisans et ses détracteurs surnomment « le meilleur ami des États-Unis ».

C'est justement ce que lui reprochent les mollahs qui arpentent les rues de toutes les villes turques, le visage fermé. Les imams prêchent ouvertement ou derrière le masque la guerre sainte, le Djihad, en solidarité avec Saddam Hussein.

Tout est mis dans le même sac : Washington, le sionisme, l'impérialisme... Et, désormais, le gouvernement turc, qui s'abrite derrière le caractère séculier de l'État, établi il y a soixante-dix ans, par Mustafa Kemal Atatürk.

X. G.

Libération

● JEUDI 31 JANVIER 1991

Turquie : le déchirement des Kurdes de la frontière

Près de la frontière irakienne, les Kurdes de Turquie craignent de faire les frais du conflit en cas d'attaque de Bagdad. Ils n'ont pas oublié le massacre des leurs en Irak, mais certains admirent Saddam Hussein.

Cizre, envoyé spécial.

Quand la nuit est claire, pas trop glaciale, les habitants de Silopi et les curieux venus de Cizre, la petite ville distante d'une vingtaine de kilomètres, montent sur les toits plats des maisons pour admirer « le feu d'artifice » : les traçantes de la DCA irakienne. Un rendez-vous à heure fixe depuis maintenant près de 9 jours : un premier bombardement peu avant minuit, parfois un second à la fin de la nuit. La frontière est à un jet de pierre, mais le spectacle reste silencieux, même s'il a été annoncé comme d'habitude par le vrormbrissement des avions.

Silopi et Cizre, ces deux sous-préfectures turques coincées entre la Syrie et l'Irak, vivaient depuis des décennies du passage de milliers de poids lourds sur l'ex-« route de la soie » désormais désertée à cause de l'embargo. Elles se sont installées aujourd'hui dans la drôle de guerre. Les convois militaires venus des frontières de l'est ou de l'ouest embouteillent le grand pont jeté sur le Tigre. Mais les centaines de bars et petits commerces qui bordaient la grand-route ont fermé faute de clients. Les soldats ne dépensent presque rien dans cette ville qu'ils patrouillent en jeep.

« Avec l'embargo, notre économie est entrée en faillite et l'exode a commencé. La guerre a déclenché la deuxième grande vague de départs », affirme Hasim Hasimi, maire de Cizre. « Il n'y a pas eu d'exode forcé, les gens sont partis d'eux-mêmes :

quand l'armée est arrivée, ils ont simplement compris qu'il n'y avait plus de place pour eux », accuse Orhan Dogan, avocat et défenseur de nombreux « séparatistes » kurdes.

Quarante mille personnes ont abandonné Cizre. Vingt mille sont restées. Faute de moyens ou par fatalisme. Certains par choix. « C'est une question d'honneur pour nous Kurdes, cette terre est la nôtre. » Quelques-uns commencent maintenant à revenir des villages de l'arrière-pays ou des villes de l'ouest où ils avaient cherché asile, partant souvent en catastrophe, vendant tout ce qu'ils possédaient, « même l'or des femmes ». A Istanbul comme à Ankara, Bursa ou Izmir, rien n'était prévu pour les accueillir.

Le maire Hasimi, Kurde et fier de l'être, comme certains députés de la région, s'est battu pour bloquer un exode que ne freinaient pas les autorités d'Ankara. Elles n'étaient manifestement pas trop mécontentes de voir se vider une ville comme Cizre, théâtre en mars dernier de grandes manifestations de rue pour « un Kurdistan libre ». Lutter contre les rumeurs les plus folles. Rassurer tous ceux qui croyaient qu'elle se pourrait devenir une cible pour des attaques chimiques.

Une vraie gageure. « Quand je demande quelles sont les mesures prises pour protéger la population, les autorités militaires et préfectorales me répondent qu'elles me les feront connaître si le besoin s'en fait sentir », témoigne le premier citoyen de Cizre. Il a

refusé de parler à la télévision turque « pour ne pas être obligé de proférer des mensonges » sur la défense civile de la cité. « A l'arraché, nous avons obtenu la promesse de l'envoi de 150 masques à gaz ». Une liste des usagers prioritaires a été établie : le premier est le préfet. Encourager les habitants à creuser des abris ? Un plan aurait été préparé, puis bloqué au dernier moment : certains craignent que cette infrastructure ne puisse servir aux « terroristes séparatistes ». Alors chacun s'arrange comme il peut. Le prix du plastique et de l'adhésif servant à calfeutrer les fenêtres a décuplé. Mais désormais il retombe.

La guerre aux portes de la maison perdure : chacun s'y fait, malgré la peur de se retrouver en première ligne si la Turquie entre dans le conflit. « L'important, c'est que cela finisse au plus vite pour que les affaires reprennent comme avant le 2 août. » Un désir qui fait l'unanimité. Saddam, personne ne l'aime. Nul n'a oublié les massacres de Kurdes. Mais dans cette ville où l'islam est puissant, ils sont nombreux à le comprendre, voire à l'admirer : « Les Américains se croyaient invincibles. Il tient depuis douze jours. » Hasim Hasimi, élu sur les listes du Refa, le parti islamiste turc, a quant à lui d'autres rêves : « S'il n'y avait pas dans cette région depuis huit ans un état d'urgence interdisant les manifestations, nous organiserions ici, à deux pas de l'Irak, un gigantesque rassemblement international contre la guerre. »

Marc SEMO

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

EUA0443 4 I Q290 SUI /AFP-MC69

Kurdes-Droits-hommes

La FIDH demande "le droit à l'autodétermination du peuple kurde"

GENÈVE (Nations Unies), 30 jan (AFP) - La Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a demandé que le droit à l'autodétermination du peuple kurde, 25 millions d'individus "injustement partagés entre quatre Etats de la région" soit reconnu par les Nations Unies.

"Les Nations Unies devraient au moins se prononcer sur l'auto-détermination des 5 millions de Kurdes d'Irak", a souligné mercredi la Fédération devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, dont la 46ème session s'est ouverte à Genève. Le territoire kurde ayant été selon elle "injustement" incorporé à l'Etat Irakien en raison de sa richesse en eau et en pétrole.

Sur les 5 millions de Kurdes d'Irak, plus de 500.000 sont réfugiés en Iran ou en Turquie et 2 millions sont internés dans des camps irakiens, estime la FIDH. Les massacres commis par le régime de Bagdad depuis 1974 ont tué 200.000 Kurdes avec des bombes au napalm, au phosphore et contenant des gaz. Plus de 70.000 Kurdes sont portés disparus. Jadis grenier à céréales de l'Irak, le Kurdistan n'a plus d'agriculture ni d'élevage. Tous ses villages ont été rasés, le cheptel abattu, la végétation détruite au défoliant, selon la FIDH.

Partagé depuis le traité de Lausanne de 1923, entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, le "peuple kurde a vécu une existence souvent autonome ou indépendante", selon la FIDH. Il possède une langue et une culture multi-millénaire. Le traité international de Sèvres signé en août 1920 entre l'empire Ottoman et les puissances alliées préconisait explicitement la création d'un Etat kurde indépendant mais il n'a jamais été ratifié.

lub/bs eua

Le Monde

• Vendredi 1^{er} février 1994

La Fédération internationale des droits de l'homme soulève devant l'ONU le problème des Kurdes d'Irak

GENÈVE

de notre correspondante

Le représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme est intervenu mercredi 30 janvier devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève pour attirer l'attention sur le sort des Kurdes d'Irak. « Plus de deux cent mille Kurdes ont péri dans les massacres perpétrés depuis 1974 par le régime de Saddam Hussein avec des bombes au napalm, au phosphore et, récemment, aux gaz chimiques. Plus de soixante dix mille personnes sont portées disparues sans parler des milliers de victimes de toutes sortes de tortures physiques et d'exécutions sommaires.

» La communauté internationale porte une lourde responsabilité. Elle a imposé l'asservissement de ce peuple en l'incorporant à l'Irak auquel pourtant rien ne l'attachait. Puis elle est restée longtemps, trop longtemps, indifférente et silencieuse face aux malheurs des

Kurdes. Le sort actuel des Kurdes est une insulte à la conscience humaine et à la morale internationale. »

Contrairement à la question palestinienne qui, depuis 1968, demeure à la première place de l'ordre du jour de la Commission, le problème des Kurdes n'y est jamais inscrit. Les Kurdes n'ont pas de représentants à l'ONU, notamment pas à la Commission des droits de l'homme, actuellement en session à Genève.

Depuis les années 60, un représentant du peuple kurde, M. Ismet Chériff Vanly, docteur en droit (1), n'avait de cesse de faire connaître par les représentants des Etats et des ONG les sévices infligés à son peuple en Irak par des bombardements massifs, des gaz asphyxiants (déjà), des chars et de l'artillerie qui ont détruit des milliers de villages. Il s'était adressé, entre autres, au Vatican, au Conseil œcuménique des Eglises, aux dirigeants du monde arabe et d'autres pays musulmans, sans grand succès.

Les efforts de M. Chériff Vanly lui valurent en 1976 d'être grièvement blessé par balles par le consul général irakien à Genève, Nabil Nasim El Takriti, à qui il avait ouvert sans se méfier la porte de son appartement lausannois. L'auteur du forfait, grâce à son immunité diplomatique, a pu quitter la Suisse. M. Chériff Vanly réchappa par miracle de cet attentat mais sa santé en resta très altérée.

Lors de la session de 1990 de la Commission des droits de l'homme, une jeune femme kurde, M^{lle} Semsi Kilic, put se faire entendre quelque peu, grâce à des ONG. On ne la reverra pas à la présente session car elle a été expulsée de Suisse il y a quelques semaines.

ISABELLE VICHNIAC

(1) M. Chériff Vanly est l'auteur de *le Kurdistan irakien, entité nationale*, Editions de la Baconnière, Neuchâtel.

TURQUIE

Le gouvernement envisagerait la légalisation de la langue kurde

L'annonce, vendredi 25 janvier, par le gouvernement turc d'une possible légalisation de la langue kurde a été accueillie avec scepticisme en Anatolie du sud-est, région à majorité kurde. Des notables interrogés à Van, Tatvan, Batman et Diyarbakir voient surtout dans ce projet une « manœuvre politique ». Un maire indépendant, qui désire garder l'anonymat, estime qu'elle fait partie d'une « stratégie à long terme » d'Ankara pour « éventuellement créer une région autonome qui comprendrait les territoires du sud-est anatolien et du nord de l'Irak à majorité kurde ». Selon ces personnalités, il s'agit d'un projet pour « l'après-guerre » qui serait actuellement en préparation à Ankara.

Le président de l'Association des droits de l'homme à Diyarbakir M. Hatip Dicle, estime de son côté que les autorités turques, « qui préparent la guerre contre l'Irak, essaient de récupérer les Kurdes ». Ce « premier pas » devrait être suivi par d'autres réformes démocratiques, a déclaré pour sa part le député du Parti de la mère patrie (ANAP) de Mardin (Sud-Est),

Nurettin Yilmaz. Selon le journal nationaliste *Hürriyet*, la décision du gouvernement, vendredi dernier, « est la première bonne chose sortie de la guerre du Golfe ».

Les revendications kurdes concernant le libre usage de leur langue en Turquie (qui existe déjà de facto à Diyarbakir) et la reconnaissance d'une « identité culturelle » étaient jusqu'à présent assimilées à des actes de séparatisme par le pouvoir central. Officieusement, il y aurait une dizaine de millions de Kurdes en Turquie, sur une population totale d'environ cinquante-sept millions d'habitants. Quelque dix millions d'autres vivent en Irak, en Iran, en Syrie et en Union soviétique. Après la guerre avec l'Irak, le gouvernement de Bagdad avait mené une brutale répression contre la population kurde de son pays, en faisant notamment raser plusieurs milliers de villages; cinq mille hommes, femmes, et enfants avaient été gazés dans la ville de Halabja. En Turquie, parler kurde en public, selon la loi en vigueur depuis 1983, qui devrait donc être révisée, est passible de prison.

Tercüman
31 Ocak 1991

Le Monde

30 janvier 1991

ÖZAL: 'Kürtler, Oğuz boyundan kardeşimiz'

EMİN PAZARCI

ANKARA, (Tercüman)-Cumhurbaşkanı Turgut Özal, Saddam sonrası Irak'ta bir federasyon kurulabileceğini söyledi. Türkiye'nin bölgede Kürtler'in hamiliğini yapabilecek güçlü bir devlet olduğunu belirten Özal, Kürtçe'nin serbest bırakılmasının Ortadoğu yeniden şekillenirken Türkiye'nin masaya güçlü oturmasını sağlayacağını savundu. Özal, "Türkiye Irak için sofraya değil masaya oturacak" dedi.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal, dün de TBMM'de 50'yi aşkın ANAP milletvekili ile görüşerek, Kürtçe'nin serbest bırakılmasını sağlayacak düzenleme yapılması gerektiğini söyledi. Ortadoğu'da harita değişikliği olmasının ihtimal dahilinde olduğunu ve Saddam sonrası Irak'ta federatif bir devlet kurulabileceğini belirten Özal, şöyle devam etti:

"Kürtçe'nin serbestçe konuşulmasını sağlayacak kanuni düzenleme Türkiye'nin Ortadoğu'daki barış masasına daha güçlü oturmasını sağlayacaktır. Zaten bugün Kürtçe'yi isteyen konuşuyor. Bunu yasaklayan kanun 1983'teki askeri dö-

neme çıkmıştı. Kimsenin bir tereddütü olmasın; resmi dil yine Türkçe olacak, okullarda Türkçe konuşulacak. Yeni nesil zaten Türkçe öğreniyor. Doğu'da 60 yaşında bir kadın Türkçe öğrenemediyse onu cezalandırmak yanlıştır."

Özal'ın zaman zaman milletvekilleri ile diyalog şeklinde geçen kabulü sırasında Orhan Ergüder, Münir Fuat Yazıcı, Seyit Ahmet Dalkıran ve Talat Sargın gibi bazı milletvekilleri Kürtçe'nin serbest bırakılması ile ilgili tereddütlerini dile getirdiler.

Türkiye'nin bölgedeki bazı unsurların hamisi olacak kadar güçlü bir devlet olduğunu belirten ve Türkiye'deki mozaikle ilgili olarak, "Türkiye küçük Amerika'dır" benzetmesini yapan Özal, şöyle devam etti:

"Kürtler Turani kavimdir. Oğuzlar'ın Becen boyundandır. Zamanla Med'ler ve Pers'lerin hakimiyetine girmişler. Bu yüzden dilleri Hint-Avrupa dil ailesine kaymış. Suriye'de bir milyon Kürt var. Buna rağmen Kürtler'e onlar sahip çıkıyorlar. Bizde 10 milyon Kürt var. Onlar sahip çıkacağına biz sahip çıkmıyoruz. Kürtler'i onlara kullandırmamalıyız."

1960 yılının İngiliz belgelerine göre Türkiye için Kürt sorunu

Barzani görüşmesine Bayar'dan sert tepki

Temuçin TÜZECAN, LONDRA

GİZLİLİK süresi dolduğu için açıklanan 1960 yılına ilişkin İngiliz belgeleri, Adnan Menderes hükümetinin dış politikadaki son girişimlerinden birinin, Kürt sorunu hakkında olduğunu ortaya çıkardı.

"Ortadoğu'da Kürtler" başlıklı dosyadaki belgeler, İngiltere'nin Bağdat Büyükelçisi Sir Humphrey Trevelyan'ın, Irak'taki Kürtlerin liderlerinden Molla Mustafa Barzani ile görüşmesinin, Ankara'da huzursuzluğa ve çeşitli girişimler yapılmasına yol açtığını gösteriyor.

23 Şubat 1960'ta Bağdat'tan Londra'ya gönderilen telgrafta, Büyükelçi Trevelyan, Irak'taki Kürt partisi kurulur kurulmaz Molla Mustafa Barzani'yi aradığını ve kendisi ile görüşme isteğini dile getirdiğini anlatıyor. Barzani'nin birkaç gün gecikmeyle bu isteği kabul etmesi üzerine Iraklı Kürt liderin Bağdat'taki evine giden Trevelyan, görüşmenin, İngiltere ile Barzani arasındaki dostluğu yenilediğini, ancak İngiltere'nin "Irak hükümetinin aracılığı olmaksızın ilişki kurmaya niyetli olmadığını" yazıyor.

Trevelyan, bu ilişkiyi ileride ölçülü biçimde sürdürme niyetini vurguluyor ve

görüştüğü ile ilgili olarak Türkiye'nin Bağdat Büyükelçisi'ne bilgi verdiğini belirtiyor.

Türk hükümeti bu haberi aldıktan sonra gerek Ankara'da gerekse İngiltere'nin başkentinde girişimlere başlıyor.

•BAYAR'IN TALİMATI

Dönemin Dışişleri Bakanı Gencl Sekreter Yardımcısı Zeki Kemeraltı, İngiltere'nin Ankara'daki Büyükelçisi Bernard Burrows'a 17 Mart 1960'ta, Cumhurbaşkanı Celal Bayar'ın, İngiltere'nin Kürt lideri ile neden ilişkiye geçtiğini ve Irak'taki diğer liderlerle temasta olup olmadığını merak ettiğini anlatıyor.

İngiliz Büyükelçi, 22 Mart'taki telgrafta, "Genel Sekreter Yardımcısı Konyula ile görüşülerek Dışişleri Bakanlığı nezdinde girişimlerde bulunması için Londra'daki Türk Büyükelçiliği'ne 21 Mart'ta talimat gönderildiğini söyledi. Bu, Cumhurbaşkanı'nın özel talimatıyla yapılmış" ifadesini kullanıyor.

Aynı dosyadaki bir sonraki belge, Bağdat kaynaklı. Sir Humphrey Trevelyan, 23 Mart 1960'ta Londra'ya gönderdiği telgrafta, "Irak hükümetinin tanıdığı siyasal partilerin ve cemaatlerin temsilcileri ile ilişki olmak, Büyükelçiliğin normal görevi dahilindedir. Kerkük ve Musul'daki konsoloslukların kapatılması, bizi kuzeydeki ilişkilerimizden mahrum bırakır. Bence Barzani ile yaptığımız mülakat önemli değildi. Ama Türkler madem bu konuda çok duyarlı, kuşku yaratacak şekilde davranmamaya özen göster-

receğiz" diye geri adım atıyor.

Türkiye'nin Londra Büyükelçisi Nuri Birgi 24 Mart 1960'ta İngiltere Dışişleri Bakan Yardımcısı John Profumo ile görüşürken konuyu yeniden gündeme getirerek, görüşmeden duyulan kaygıları aktarıyor. Profumo ise kaygıya gerek olmadığını vurgulayarak, eğer gerekli görülürse ileride Türkiye'ye yeniden bilgi vereceğini belirtiyor.

İngiltere Dışişleri Bakanlığı, Mart ayının sonu ile Nisan ayının başında Barzani görüşmesinin ne anlama geldiği konusunda değerlendirmelerde bulunuyor ve "Bir barzani suda fırtına kopartıldı. Türkiye'nin kaygı duymasına gerek yok. Görüşmede, Barzani'nin Türkiye açısından tatmin edici olabileceği şekilde, Irak dışındaki Kürtlerle ilgili olmadığını söylemesinin ötesinde kayda değer bir şey çıkmadı. Bu nedenle ne Profumo'nu Türkiye Büyükelçisi'ni yeniden görüşmesine, ne de Güney Avrupa Masası'nın Türk temsilcileri görüşmesine gerek var" sonucuna varılıyor.

İngiltere bu dönemde Kürt soruna sokağın savaşı çerçevesinde bakıyor. Kürtlerin Irak'taki Komünist Parti'ye yaklaşmaması için Barzani ile temasa geçen İngiltere, Sovyetler Birliği'nin Irak'taki yönetim sürdüğü ve komünistler iktidara gelmedikçe, aynı bir Kürt devletini desteklemeyeceğini, çünkü Irak topraklarında ayrı bir Kürt devleti kurulmasının Araplar arasında geniş tepkiye yol açarak Moskova'nın itibar kaybetmesine neden olacağını düşünüyor.

Milliyet, 5 Ocak 1991

NOKTA, 6 Ocak 1991

■ POLITIKA

MGK'DA NELER KONUŞULDU?

Körfez'de Kürt devleti korkusu...

Eski genelkurmay başkanı Necip Torumtay'ın istifa nedenlerinden biri olduğu öne sürülen MGK toplantısında konuşulanlar, ordu içinde, "Kuzey Irak'ta bir Kürt devleti" kaygısının çok güçlü olduğunu gösteriyor. Askerler, bu ihtimali önlemek için neler öneriyor? Sonuçta bir Kürt devleti engellenemezse neler yapılmalı?

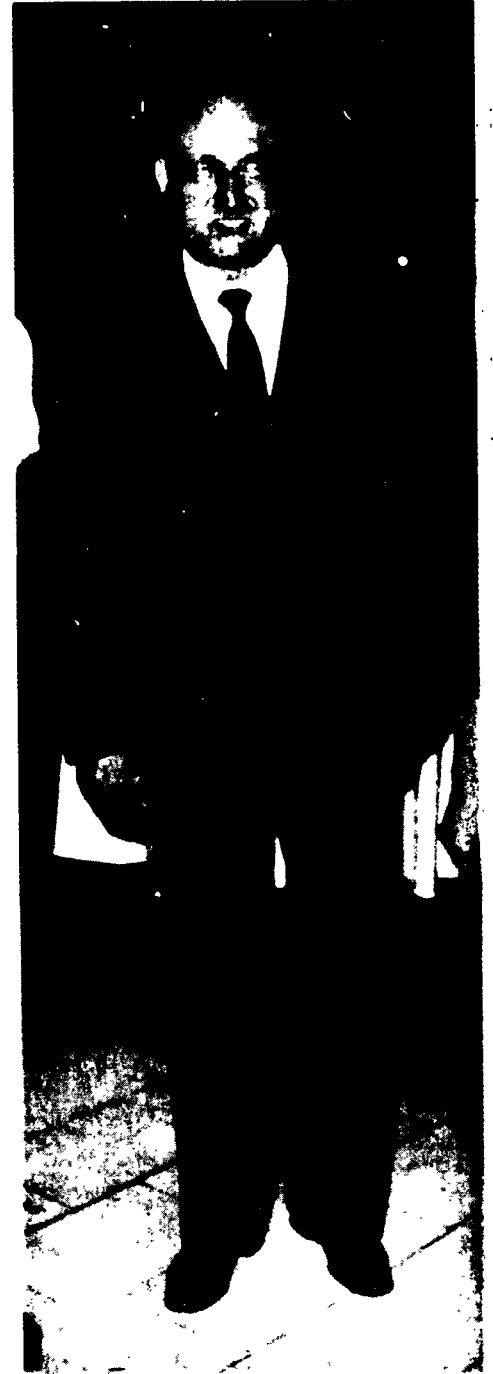
"Körfez'de çıkabilecek bir savaş bittikten sonra Türkiye'nin üzerine düşen en büyük görev, bölgede bağımsız bir Kürt devleti kurulmasını önlemek olmalıdır."

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'a göre askerlerin Milli Güvenlik Kurulu'nda dile getirdiği en önemli endişe işte buydu. Kurul'a sunulan bir raporla, kriz sonunda Kuzey Irak'ta bir Kürt devleti kurulabileceği ihtimali hatırlatılarak, "dış devletler tarafından bu konuda ne destek sağlanabilir ve bu ihtimali önlemek için ne tür tedbirler alınabilir" soruları soruluyordu.. Alınacak tedbirlere rağmen fiilen bir Kürt devleti kurul-

ması durumunda Türkiye'nin muhtemel hareket tarzlarının neler olabileceğinin tartışılması ise Türk yetkililerinin konuya ilişkin endişelerinin ciddiyetini açık bir biçimde ortaya koyuyordu. Nokta, Orgeneral Necip Torumtay'ın istifa nedenlerinden biri olduğu öne sürülen olaylı Milli Güvenlik Kurulu toplantısında neler konuşulduğunu saptadı.

Aşama Aşama Kriz... Milli Güvenlik Kurulu'nda Körfez kriziyle ilgili değerlendirmede olayın üç safhada geliştiği kaydediliyordu.. Birinci aşamayı Birleşmiş Milletler ambargosunun oluşturduğu hatırlatılarak "ambargonun Irak'ı tek başına attığı adımdan geri döndürmeye yeterli olacağı şüphelidir. Ambargonun daha ziyade bilahare yapılacak bir askeri hareket için Irak'ı zayıflatma, iç istikrarı bozma, moral düşüklüğü yaratma ve rejime karşı hareketlerin başgöstermesini sağlama gibi sonuçları olabilir" deniliyordu. İkinci aşamada ABD ağırlıklı çok uluslu gücün yığınak yaptığı belirtilerek bu gücün kısa bir süre sonra taarruza geçebileceği ifade ediliyor ve üçüncü aşamada silahlı bir çatışmanın başlayacağı belirtiliyordu.

Karşılaşılabilecek senaryolar... Milli Güvenlik Kurulu'nda Körfez krizinde karşılaşılabilecek senaryolar da üç aşamalı olarak değerlendiriliyordu... Bunlardan ilkinde Irak Kuveyt'in işgaline son vererek kendi ulusal sınırlarına çekilecek, ardından da uluslararası çapta bir diplomatik atağa geçecekti. Bu senaryonun en arzu edilen senaryo olduğuna ilişkin bir de not düşülmüştü. Ancak Irak'ın bunu kendi kamuoyuna benimsetmekte güçlük ç-



Torumtay'ın istifasının ardında yoksa "Kuzey Irak'ta bir Kürt Devleti" korkusu mu yatıyor?

keceği için zayıf bir ihtimal olduğu da özellikle belirtiliyordu.

İkinci senaryo krizin yarattığı bir iç istikrarsızlık veya bir dış müdahale sonucunda Saddam yönetiminin işbaşından uzaklaştırılması ve yeni bir rejimin oluşturulması ihtimali üzerine kurulmuştu. Üçüncü senaryo ise adım adım yaklaştığımız bir aşamayı: "Krizin sonundaki bir dış askeri müdahalenin etkisiyle Irak kuvvetlerinin Kuveyt'i terketmeye

zorlanması, hareketin çeşitli cephe-lerde Irak topraklarına sirayeti, mevcut rejim buhranı ve otorite boşluğu içerisinde Kuzey Irak'ta bağımsız bir Kürt devletinin teşekkülü, bunun yanında Irak'a hasım İran ve Suriye gibi ülkeler tarafından Irak'ın toprak bütünlüğüne karşı tecavüzlerin baş-göstermesi..."

Türkiye'nin izlemesi gereken siyaset MGK'da görüşülen raporda krizin çatışma aşamasına gelmeden söndürülmesinin ideal olduğu, ancak Körfez krizinin karmaşık karakteri nedeniyle Türkiye'nin Irak'a karşı izleyeceği siyasetin hedef ve ilkelerinin sürekli olarak incelenip güncelleştirilmesi gerektiği de belirtiliyordu. Türkiye'nin Irak'a karşı izleyeceği uzun vadeli siyasetin kriz sonrasında ortaya çıkacağı belirtiliyor, yakın ve orta vadeli siyasetler de şöyle sıralanıyordu.

"Türkiye krize mümkün olan en düşük ölçüde bulaşmalı, buna mukabil siyasi, askeri ve ekonomik alanlarda güçlü, itibarlı ve kazançlı olarak çıkmayı sağlayacak bir siyaset izlemeli..."

Mevcut krizin Irak'ın Kuveyt'teki fiili işgalini sona erdirecek; meşru sınırlar içerisinde Irak'ın toprak bütünlüğünü ihlal etmeden şimdiki rejimin işbaşından uzaklaştırılmasını sağlayacak; uluslararası hukuka ve Batılı değerlere saygılı bir rejimin yerleşmesini tesis edecek biçimde sonuçlandırılmasına gayret sarf edilmeli...

Kriz sonunda, önce Türkiye'nin Batı için sadık, güvenilir ve vazgeçilmez derecede önemli bir ülke olduğu, daha sonra Ortadoğu ülkeleri için de aynı derecede önemli bir köprü rolünün bulunduğu kanaatini güçlendirecek bir politika izlenmeli...

Gene kriz sonunda Irak'ta oluşacak rejimle Türkiye arasında yeniden karşılıklı menfaat, güven, iyi niyet ve hak eşitliği ilkelerine dayanan dostluk ilişkilerinin ve işbirliği imkanlarının ihdasına ve geliştirilmesine çalışılmalı; her iki ülke için hassasiyet arzeden sorunların çözümünde Türkiye'nin menfaatlerini koruyacak ölçülü

bir esneklik içinde, sorunların büyümesine yol açmayacak, kararlı, serinkanlı ve basiretli bir politika uygulanmalı..."

Kürt Devleti ihtimali MGK raporunda, Türkiye'nin kriz sonrası izleyeceği siyaset konusunda en çok zorlanacağı alanın bölgede bir Kürt devleti kurulması ihtimali olduğu belirtiliyordu. Kriz şartlarının etkisiyle Kuzey Irak'ta bağımsız bir Kürt devletinin kurulması ihtimalinin Türkiye'ye karşı yaratacağı tehdidin ve olumsuz etkilerin dikkate alınması gerektiği, bu konudaki gelişmelerin önemle takip edilmesinin şart olduğu belirtiliyordu. Uygun zaman ve zeminde ilgili ülkeler, milletlerarası kuruluşlar ve özellikle ABD nezdinde gerekli girişimler politik ve diplomatik temasların ısrarla sürdürülmesi vurgulanıyordu. Kriz sonrası endişe duyulan bir başka nokta da İran ve Suriye gibi ülkelerin Irak'ı işgal ihtimaliydi. Bu nedenle bu ülkeler nezdinde şimdiden siyasi ve diplomatik girişimleri başlanması gerekiyordu. Bu arada kriz nedeniyle Türkiye'nin Yunanistan'la ilgili sorunları, Kıbrıs sorunu ve bölücü terör faaliyetlerine yol açacak gelişmeleri önleyici tedbirlerin kontrollü olarak yürütülmesi gerektiğinden de söz ediliyordu.

Krizden sonra MGK'da Körfez krizi sonrası için belirtilen hedefleri gerçekleştirmek amacıyla takip edilecek hareket tarzları ve ilkeler de

tartılmıştı. Bunlardan birincisi, Türkiye'nin Batı için vazgeçilmez bir ülke olduğuna ilişkin taati güçlendirmek amacıyla yapılacak girişimlerin belirlenmesiydi. Türkiye'nin Orta Doğu ülkeleri için önemli bir köprü rolü üstlenmesinin belirtilmesi ve bu kanaatin güçlendirilmesi için girişimler yapılması da ilkeler arasında yer alıyordu. Türkiye, kriz sonrasında ülke için yararlı çözüm yollarının oluşmasında da katkıda bulunmalıydı. Orta Doğu ülkeleri arasında adil bir gelir dağılımı, istikrar ve refah şartlarının oluşumunu sağlamak için ilgili ülkelerle temaslar kurulması gerekiyordu. Kriz süresince İran'la olan ilişkiler de araştırılmalı ve hangi konularda temas ve girişimde bulunulması gerektiğine dikkat edilmeliydi.

Irak'a yönelik bir askeri hareketin muhtemel oluşu ve yalnızca Güney'de yapılacak bir hareketin başarı ihtimali değerlendirilmesi ve Türkiye'nin Kuzey'den harekate zorlanması halinde nelerin talep edileceğinin de belirlenmesi gerekiyordu. Harekat sonrasında Irak'ta oluşabilecek yeni tablo karşısında Türkiye'ye yararlı ve zararlı yönler belirlenmeli, ortaya çıkabilecek ihtimallerden Türkiye için yararlı olacaklara Türkiye'nin menfaatleri istikametinde nasıl etki yapılacağı da araştırılmalıydı. MGK'ya sunulan raporda yer alan bir başka endişe Irak'ta kriz sonrası oluşacak devlet modelinin İran'daki devlet modeline benzeme ihtimaliydi. İran'ın bu süreci etkileyip etkilemeyeceği ve Türkiye'nin bunu önlemek için kullanacağı yöntemlerin neler olacağı da araştırılmalıydı. Konuşulan bir başka konu da Kriz sonunda ABD'nin bölgedeki rolü üzerineydi. Bölgede bir savunma paktı, üs veya başka türlü organizasyonların oluşturulması ihtimaline karşı Türkiye'nin ne yapması gerektiği de devletin kararlaştıracağı politikalar arasında yer alıyordu. MGK raporundan çıkan sonuç şuydu: Kriz bitse de Türkiye için bölgedeki sorunlar sona ermiyordu. Türkiye kriz sonrası izleyeceği politika için de bugünden düşünüp taşınmaya başlamalıydı ●

Bakalım Körfez krizinin ardından neler gelecek?



Tercüman, 7 Ocak 1991

► Doğu'dan sadece İstanbul'a bu yıl 663 bin 500 kişi yerleşti

Göç, durdurulamıyor

NURHAYAT AKIN

İZMİR, (Tercüman)- Türkiye'de iç göçlerin, ulaşım ağının, kırlık alanlara kadar ulaşması ve sanayileşmenin ilerlemesine bağlı olarak artış gösterdiği kaydedildi. Göç eden nüfus oranının binde 71'e ulaştığı da bildirildi.

• BAŞTARAFI 3. SAYFADA •

Dokuz Eylül Üniversitesi Buca Eğitim Fakültesi Sosyoloji Anabilim Dalı Başkanı Prof. Dr. İbrahim Atalay, "Özellikle Kars, Erzurum, Artvin, Gümüşhane, Erzincan, Sivas, Amasya, Kastamonu illerinde yaşayan nüfusun binde 10.20'si başka illere göçetmiştir" dedi.

Prof. Dr. İbrahim Atalay, 1965-1970 yılları arasında göç olayının yoğun olduğuna işaret ederek, "İlk başlarda kurdan kıra göçlenen göç, bir kuşak halinde Artvin'den başlayarak Zonguldak ve İstanbul dışından Edirne'ye kadar uzanan kuzey sahillerimizi kapsar. Doğu'da Ağrı ve Van'ı içerisine alarak, Batı'da İzmir'e kadar sokulan, geniş bir kuşağı takip eder. 1985-1990 döneminde ise kurdan kıra göç oldukça yavaşlamıştır" diye konuştu.

Prof. Dr. Atalay, 1990 yılı nüfus sayımı verilerine göre, İstanbul'da göç yoluyla alınan nüfusun 663 bin 500, İzmir'de 110 bin 800, Bursa'da 107 bin 700, Gaziantep'de 94 bin olduğunu belirtti. Prof. Dr. İbrahim Atalay, il mer-

■ Dokuz Eylül Üniversitesi Buca Eğitim Fakültesi Sosyoloji Ana Bilim Dalı Başkanı Prof. Dr. İbrahim Atalay, 1990 yılı sayım sonuçlarını değerlendirerek, "Erzurum, Artvin, Gümüşhane, Erzincan, Sivas, Amasya, Kastamonu illerinde yaşayan nüfusun binde 10.2'sinin başka illere göç ettikleri belirlenmiştir" dedi

kezlerinde en fazla artışın binde 74 ile Antalya'da, binde 71 ile de İstanbul'da gerçekleştiğini kaydetti.

Göç sonucu meydana gelen konut açığının, gecekondulaşmayla kapatılmaya çalışıldığını kaydeden Ege Üniversitesi Edebiyat Fakültesi Coğrafya Bölümü öğretim üyelerinden Doç. Dr. Cezmi Sevgi, 1990 gecekonduda, 1695 kişi üzerinde anket ve araştırma yaptıklarını bildirdi. Doç. Dr. Sevgi, anket sonucunda bu gecekonduların yüzde 35'inde altyapı ile ilgili herhangi bir meseleyle karşı-

laşmamalarına rağmen, yüzde 12.26'sında kanalizasyon, yüzde 10.95'inde çevre kirliliği, yüzde 9.904'ünde ulaşım ve yüzde 9.304'ünde de elektrik meselesi bulunduğunun ortaya çıktığını söyledi.

Doç. Dr. Cezmi Sevgi, kentleşme-gecekondulaşma hareketlerinde, sanayileşmenin önemli rol oynadığını kaydederek, hizmet, inşaat, ulaşım ve bankacılık iş kollarında, istihdam imkânlarının artması ve örgütsüz işlerde her geçen gün çalışanların fazlalaşmasının da, bu hareketlerin üzerinde etkili olduğunu bildirdi.

Hürriyet 11 Ocak 1991

Adıyaman'da yine petrol bulundu

ADİYAMAN: (hha)

ADIYAMAN'ın Kahta İlçesi yakınlarındaki Karakuş bölgesinde sürdürülen araştırmalar sonucunda Karakuş-17 kuyusunda yüksek graviteli petrole rastlandığı ve bu kuyudan günde 2 bin varil petrol üretileceği açıklandı.

Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO) tarafından Karakuş-17 kuyusunda 2 bin 700 metre derinlikte bulunan petrolün gravitesinin yüksek olduğu kaydedildi.

PKK bölündü ve...**Hürriyet** 10 Ocak 1991

Bugüne kadar kadın, erkek, çocuk demeden masum ve savunmasız yüzlerce kişinin ölümüne neden olan Apo'nun nerede olduğu bilinmiyor. Apo'nun kayıplara karışması, bölücüler arasında panik yarattı.

Apo kaçtı

- Bugüne kadar kadın, erkek, çocuk demeden masum ve savunmasız yüzlerce kişinin ölümüne neden olan Apo'nun kanlı eylemlerine karşı çıkan ve PKK-DB (Devrimci Birlik) adı altında örgütlenen militanların bildirisini, güvenlik güçleri tarafından ele geçirildi.
- Bildiride, bölücü PKK örgütünün bölünmesinin ardından, ölüm korkusuna giren Abdullah Öcalan'ın, kanlı planlarını yaptığı Bekaa Vadisi'ndeki yuvasından ayrılarak kayıplara karıştığı belirtildi.

Cem BAKIRCI / ERZURUM, (hca)

PKK içindeki bölünme su yüzüne çıktı ve örgütün lideri Abdullah Öcalan, Bekaa Vadisi'ndeki kamptan kaçtı, kayıplara karıştı.

Apo'nun, can korkusuna kapıldığı ve bilinmeyen bir yerde gizlendiği öne sürüldü. Liderlerinin esrarengiz şekilde kaybolması, bölücüler arasında panik yarattı.

Bugüne kadar kadın, erkek, çocuk demeden masum ve savunmasız yüzlerce kişinin ölümüne neden olan Apo'nun kanlı eylemlerine karşı çıkan ve PKK-DB (Devrimci Birlik) adı altında örgütlenen militanların bildirisini, güvenlik güçleri tarafından ele geçirildi. Bildiride, Abdullah Öcalan'ın Mahsun Korkmaz Akademisi'ndeki kamptan kaçtığı konusunda bilgiler bulunduğu belirtildi. Bildiride, şu görüşlere yer verildi:

"İnsanlık tarihinin yüz karası olan Apo, Bekaa Vadisi'nde bulunan Mahsun Korkmaz Akademisi'ndeki kamptan kaçmıştır. Bölgede Apo'nun yıllardan beri yaltaklığını yapan, onun emirlerine gözlerini bile kırpmadan uyan örgüt üyeleri, şimdi panik içindedir. Şunu bilin ki örgütümüz Apo gibi, masumları öldürmek için bir hazırlık içinde değildir. Bizler de Apo'nun yanında kamplarda kalarak

eğitim gördük ve eylemlere katıldık. Hedefimiz, insanlık dışı öldürme olaylarına son vermek ve PKK'yı çökertmek olacaktır."

Güneydoğu Anadolu'da güvenlik güçlerinin operasyonları sonunda peşpeşe darbe yiyen, bunun yanı sıra, örgüt içinde kendisine karşı çıkan militanların giderek artması nedeniyle Abdullah Öcalan'ın can korkusuna kapılarak ortadan kaybolmuş olabileceği bildirildi. Kanlı eylemlerine karşı çıkan eski yandaşlarının her an yapabilecekleri bir suikastten korkan Apo'nun, nereye gittiği belirlenemedi.

NEDEN AYRILDILAR?

PKK örgütü üyesi olarak bazı eylemlere katılan militanlardan bir kısmı çeşitli operasyonlarda yakalanmış, bir kısmı da kendi istekleriyle teslim olmuş ve bazı itiraflarda bulunmuştu. Bu sanıklar, "Biz Apo'nun insanlık dışı cinayetlerini tasvip etmiyorduk. Bu nedenle, bizim gibi düşünen çok sayıda arkadaşımız da PKK'dan ayrıldı. Böylece PKK'yı yıkmayı hedefledik. PKK-DB'yi kurduk ve Apo'nun kötü emellerine karşı bir güç oluşturduk" demişlerdi.

Tercüman 12 Ocak 1991

2 sahada, 5 milyar varil petrolümüz var

NEDİM ARSLAN

BATMAN, (Tercüman)-BAdıyaman ve Batman petrol sahalarında incelemelerini sürdüren Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler, Raman ve Çamurlu sahalarında 5 milyar varil petrol rezervi bulunduğunu söyledi.

Keçeciler, Batı Raman ve Çamurlu sahalarında bulunan petrolün kalın ve basınçlı düşük olduğundan karbondioksit basmak suretiyle çıkartılacağını ifade etti. Mehmet Keçeciler, Batman TÜPRAŞ rafinerisinin modernizasyonu için de gerekli çalışmaların yürütüldüğünü bildirdi.

Körfez krizine de temas eden Mehmet Keçeciler, "Hiç kimsenin bir karış toprağında gözümüz yoktur. Ama bizim toprağımıza da yan göz-

le bakanın gözünü çıkarırız" dedi.

Öte yandan Türkiye'de kişi başına yıllık petrol tüketiminin Yunanistan'ın üçte biri kadar olduğu açıklandı.

TÜPRAŞ Genel Müdürü Mehmet Savran, İzmir'de Anka'ya yaptığı açıklamada, kişi başına yıllık petrol tüketiminin ABD'de 3 bin 500 litre, Almanya'da 2 bin litre, Fransa ve İtalya'da 1500 litre, Yunanistan'da 1200 litre, Türkiye'de ise 400 litre olduğunu söyledi. Savran, "Türkiye'de bu tüketimin kişi başına 400 litrede kalması beklenemez. Miktarın, 46 kişiye bir otomobil düştüğü günlerden 10 kişiye bir otomobil düştüğü günlere gelindikçe birkaç kat artacağı kesindir. Bu da yıllık petrol tüketimimizi 20 milyon tondan 40 milyon tona çıkaracak demektir" şeklinde konuştu.

Tercüman 12 Ocak 1991

'PKK, Irak'ın yanında'

METİN ÇORABATIR

DIYARBAKIR, (Tercüman) - Körfez'de bir savaş çıkması halinde Güney Doğu Anadolu halkı için gerek sivil savunma planlarının hazırlandığını kaydeden Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, "PKK tavrını belirledi. Savaş halinde Halepçe katliamını yapanlarla birlikte Türkiye'ye silah sıkacaktır" dedi.

Diyarbakır'da dün bir basın toplantısı düzenleyen Kozakçıoğlu, sorumlu olduğu bölgede geçen yıl, teröre karşı mücadelede büyük başarı sağlandığını da kaydetti. Bölge Valisi, 1991'de güvenlik kuvvetlerinin "Çok daha yeni tekniklerle terör olaylarının üzerine gidileceğini" belirterek, "1991 yılı terörün ömrünün çok azalacağı yıl olacaktır" diye konuştu. Vali, yeni teknik hakkında ayrıntı vermedi.

Bölgedeki terörist örgütler içinde ihtirâf ve çözümlerin arttığını söyleyen Kozakçıoğlu, alınan tedbirler sonucu şiddet olaylarının azaldığını ifade etti.

Kozakçıoğlu'nun verdiği bilgiye göre, 1990'da koruculardan PKK'ya karşı mücadelede daha etkin şekilde yararlanıldı.

Terörde düşüş

Bölge Valisi'nin açıkladığı rakamlara göre 1989'da meydana gelen 802 olaydan 96'sı güvenlik kuvvetlerinin operasyonu şeklinde gerçekleşti. Buna karşılık, geçen yılki 801 olayın 144'ü operasyon

liği taşıdı.

Operasyon oranının toplam olaylardaki payının yüzde 50 oranında artması, güvenlik kuvvetlerinin günlük ortalama planlı operasyon sayısının 15'e çıkmasına bağlıyor. Bölge Valiliği'nin verilerinde, söz konusu operasyonlar sonucu PKK, savunmaya geçti ve "tuzaklama" türü rizikosuz saldırılara yöneldi. Kozakçıoğlu bu durumu değerlendiren, "Güvenlik güçleri terörü belli bir bölgeye, hudut bağlantıları ve barınmaya elverişli coğrafya yapıya sahip Şırnak'a hapsetti" dedi.

Valilik, 1990'da meydana gelen olaylarda, 179 sivil ve 153 güvenlik görevlisinin şehit olduğunu, buna karşılık, aynı yıl, 313'ü ölü, 22'si yaralı, 74'ü sağ, 85'i kendiliğinden teslim olmak üzere toplam 494 teröristin ele geçtiğini bildirdi.

Altyapı

Kozakçıoğlu, basın toplantısında, terörle mücadele için altyapı yatırımları da gerçekleştirdiğini kaydetti. Karakol yapımını, ulaştırma, haberleşme hizmetlerinde büyük artış olduğunu belirten Kozakçıoğlu, terörün temel sebeplerinden biri olan işsizlikle mücadele amacıyla açılan 50 bin memur ve 40 bin işçi kadrosuna 390 bin müracaat yapıldığını da söyledi.

Kozakçıoğlu, kanunların fikir suçuyla terörizm arasındaki sınırı daha net çizerek şekilde değişmesi gerektiğini de bildirdi. Bölge Valisi, insan hakları konusunda duru-

mun Türkiye'nin başka bölgelerinden farksız olduğunu da belirtti.

Savaş durumu

Kozakçıoğlu'nun verdiği bilgiye göre, Körfez'deki savaş ihtimali karşısında son iki aydır sivil savunma hazırlıklarının sürdürüldüğü ancak, "panik yaratılmaması" amacıyla henüz açıklama yapılmadığını kaydetti.

Çeşitli kaynaklar, özellikle önceki günkü Baker-Tarık Aziz görüşmesinin sonuçsuz kalması üzerine, Diyarbakır halkının, şehri terketmeye başladığı öne sürülüyor. Kozakçıoğlu, bu konudaki bir soruyu cevaplar, "Henüz bize böyle bir bilgi gelmedi" dedi.

Okulların kapatılmayacağını, sağlık tedbirlerinin de, "Bir düğmeye basmakla" devreye girecek biçimde planlandığını kaydeden Kozakçıoğlu, "Savaş halinde Irak'tan Türkiye'ye yönelik yeni bir göç dalgasına karşı da tedbirler alınıyor. Bu çalışmalara, BM Mülteciler Yüksek Komiserliği de katılıyor" diye konuştu. Kozakçıoğlu, bir soru üzerine 220'si asker 315 Irak vatandaşının son günlerde Türkiye'ye kaçtığını ve otellere yerleştirildiğini söyledi.

Öte yandan, hafta başından bu yana Diyarbakır üzerinde yoğunlaşan sis dün kalktı. Sis sebebiyle Balıkesir'de bekleyen NATO Çevik Kuvveti'ne bağlı 18 Mirage savaş uçağının bugün Diyarbakır'a gelmesi bekleniyor.

Yeni Ülke

13 Ocak 1991

Mahmut Baksı

Şivan'ın Sevdası



Şivan'ın Sevdası toplatıldı

Geçtiğimiz hafta Analiz Yayıncılık tarafından yayınlanan "Şivan'ın Sevdası" isimli kitap toplatıldı. Mahmut Baksı'nın yazdığı kitap hakkında "TC topraklarının bir bölümünde sömürgeci, işgalci ve düşman olarak gösterilen Türklere karşı silahlı mücadele çağrısı yapıldığı" gerekçesiyle dava açıldı.

İsveç'te yaşayan, çeşitli ödüllü sahibi PEN Kulüp üyesi yazar Mahmut Baksı'nın kaleme aldığı, 1984'te İsveç'te Türkçe, 1986'da Avustralya'da İngilizce olarak yayınlanan kitapta, ünlü Kürt sanatçısı Şivan Perwer'in yaşamı çerçevesinde Kürt kültürü ve bu kültürün talan edildiği teması işleniyor.

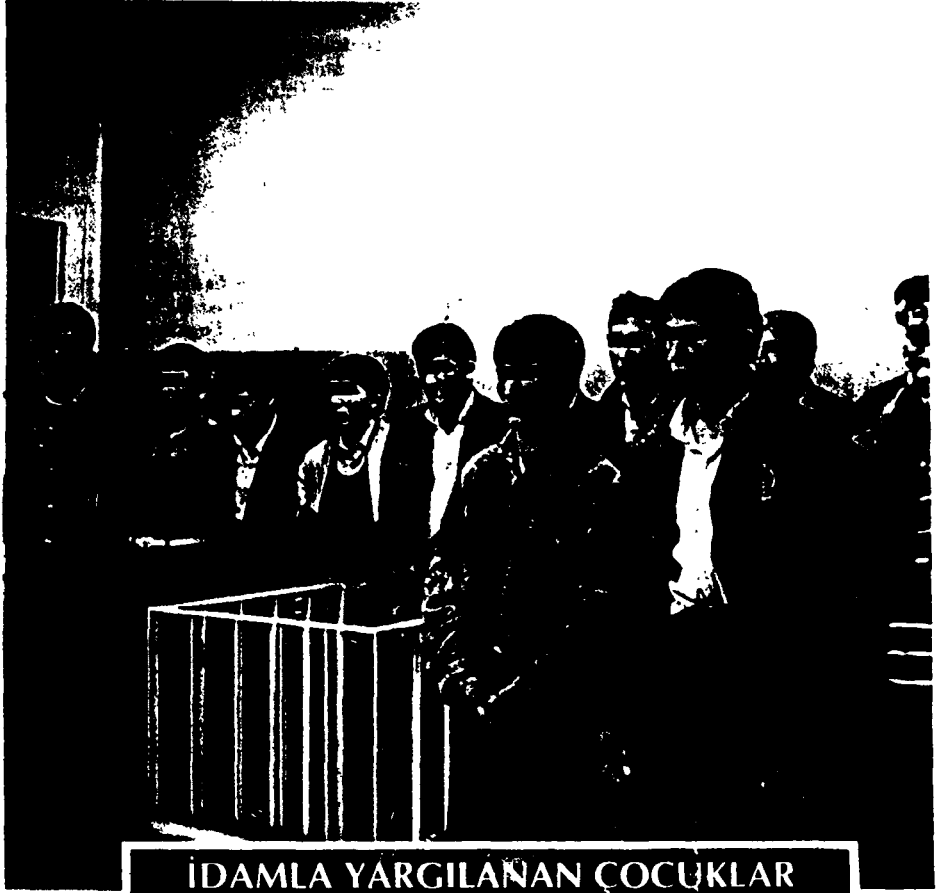
NOKTA 13 Ocak 1991

■ YAŞAM

ADALET / ÇOCUKLARIN DGM'Sİ

İdamlık çocuklar

Yaşları 11-17 arasında 27 çocuk idamla yargılanıyor. Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanan çocukların suçları: "devleti bölmek". Nokta, suçlu çocuklarla, avukatlarıyla ve Diyarbakır DGM Başsavcısı ile görüştü.



ZAMBAK TUBAN / NOKTA

Ç atışma çıktığında ne yapacağını şaşırmişti. Kurşun sesleri arasında küçük yüreği dayanamamış bir kayanın dibine sini vermişti. Çok değil, yarım saat sonra kurşun sesleri dinince, bu kez karanlığın sessizliği ürkütmüştü onu... Uzun bir süre doğayı dinledi. Öyle kafasında netleşmiş bir planı yoktu. Bekledi, yine bekledi. Sessizce beklediği yerden doğrulup çevresine baktı. Karanlığı adımlarken soluğunu tuttu. Yürüdü, yürüdü, yürüdü... Sonra...

Sonra çevresini saran askerlerin arasında öylece katalakıldı. Kendine geldiğinde küçük bir sorgu odasıydı. Hiçbir şeye kendisi karar vermemişti. Hep kendinden büyükler tarafından yönlendirilmişti. Şimdi yine büyüklerin arasındaydı. Ama bu kez karşısındaki büyüklerin konuştuklarını anlamamış, öylece yüzlerine bakmıştı... Çünkü, Türkçe bilmiyordu.

12 yaşındaki A.Y., iddianameye göre küçük bir "terörist"ti. Yaşadıkları, bugün Güneydoğu'da bir çok çocuğun yaşadığından hiç farklı de-

ğil. Pek çok küçük çocuk, önce PKK tarafından "zorunlu askerlik yasası" nedeniyle kaçırılıyor, geri geldiklerinde de devlet tarafından yakalanarak "idam cezasıyla" yargılanıyor. Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde, ister kendisi gelip teslim

olsun, isterse çatışmada yakalanmış olsun, yüzlerce çocuk, "devleti bölmek" suçundan yargı önüne çıkarılıyor. İddianameler hep aynı: "Devletin hakimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını devlet idaresinden ayırmaya matuf silahlı ey-

İDAMLA YARGILANAN ÇOCUKLAR

Doğum Tarihi	Çocuk sayısı	Son durum
1973	13	Tutuklu
1974	8	2'si tahliye edildi tutuksuz yargılanıyor
1975	1	Tahliye edildi tutuksuz yargılanıyor
1976	2	Tahliye edildiler tutuksuz yargılanıyorlar
1978	3	Tutuklu

lemlerde bulunmak suçundan, hareketlerine uyan TCK'nın 125. maddesi uyarınca idamla cezalandırılmalarına..." diye sürüp gidiyor. Neyse ki, karşıdaki sanık çocuk olunca, imdadında ceza yasasının indirim maddeleri yetişiyor ve küçücük bedenlerin "bir ihtimal" de olsa idamdan kurtulmaları sağlanabiliyor. Ama korku... Geçmişte yaşadığı gibi yaşlarının



büyütülüp sehpaye gönderilmeleri... Güneydoğu'da olağanüstü durum yaşanıyor. Bundan da yaşlı genç, kadın, çocuk herkes payına düşeni alıyor.

Orada çocuk olmak. "Ben 1978 yılında Beytüşşebap ilçesi Pirinçli köyünde dünyaya gelmişim. Sonra ailecek Yenice köyü Yumurtalık mezrasına yerleştik. Benim aşiretim Jirka aşireti olup, örgüt mensupları beni kaçırıldıklarında belirttiğim yerde ikamet etmekteydim. Ben şimdiye kadar yurt dışına çıkmadım. Pasaportum yoktur. Okumam yazmam yoktur. Askerlik çağım gelmediğinden henüz askerlik yapmadım. Çobanlık yapıyordum." Kod adı Mustafa olan 12 yaşındaki A. Ö., Türkçe

"10 yaşında, 20'lik dişi çıkmış..."

Diyarbakır DGM Başsavcısı Ali Şanver, idam cezasıyla yargılanan çocuklarla ilgili düşüncelerini Nokta'ya anlattı.

Nokta: Çocukların bir çoğu kendileri teslim olmuş. Hem teslim olmaları hem de idamla yargılanmalarında bir çelişki yok mu?

Şanver: Savcı karar veren makam değil ki, savcı iddia makamı olduğuna göre dava açar, sonra mahkeme karar verir. Bizim o zaman hazırlık tahkikatında bunları affettik dememiz lazım ki, o da hukuk devletinde mümkün değil. Dava açıyoruz. Kendisinin durumu İçişleri Bakanlığı'ndan soruluyor. Yani o 3419 sayılı yasadan yararlanıp yararlanamayacağı konusunda... Bunları tekemmül ettikten sonra gerçekten de kişinin kendi iradesiyle örgütten kaçma amacına yönelirse, bu itiraf yasaları tatbik ediliyor. Buna rağmen biz sizi Türk milleti adına affediyoruz diyemeyiz. Biz eylemine göre dava açıyoruz. Mesela dün yine bir tane geldi. 20 tane öldürmesi var. Nüfusta 10 yaşında görünüyorsa, ama doktora gönderdik 20'lik dişi çıkmış. Şimdi

bunları nasıl değerlendirelim. Nüfus kaydında bu 10 yaşında görünüyorsa, hadi kardeşim güle güle diyemeyiz ki. Nasih haliyle nüfus kaydı birbirini tutmadığı için hemen hastaneye sevk ettik.

Nokta: Şu anda içeride tutuklu ne kadar çocuk var?

Şanver: Bizde yaşı 15'ten küçük olanlara çocuk deniyor. 15'ten büyüklere çocuk denmiyor. 15'ten küçük fazla yoktur. Sayı olarak bilemeyeceğim.

Nokta: O zaman büyüklerle birlikte yargılanıyorlar.

Şanver: Evet, diğerleriyle birlikte yargılanıyor. Tabii çocuğun olduğu mahkemede bazı tedbirler alınıyor. Örneğin, gizlilik kararı veriliyor, çocuk gösterilmiyor başkalarına. Davaya basın mensupları alınmıyor, dinleyici giremiyor.

Nokta: 15 yaşından yukarılar için indirim sözkonusu mu?

Şanver: 55. madde var. 53, 54 ve 55. maddeler var. Orada zaten yaşı 11'e kadar olanlara hiçbir soruşturma yapılmaz denir. 11-15 arası ceza miktarı üçte bir kadar iner, 15-18 arasında ise yarı miktarda indirim yapılır. Büyük indirimler getirilmiş. Bu tabii itiraf yasasının haricinde olan indirimdir. Bunlar kendiliğinden olacak indirimlerdir. Yani bir çocuğun idamı mümkün değil. İdamlık denilen çocuklar bizde 6 sene 8 ay ceza alır. 25-30 kişiyi de öldürse bu kadar ceza alıyor.

bilmediği için tercüman Enver Eren aracılığıyla alınan ifadesinde kendini böyle anlatıyor. 1989 yılı Haziran ayı sonlarında çobanlık yaparken kaçırılan A. Ö., örgütte bir yıl faaliyet gösterdikten sonra kaçarak güvenlik kuvvetlerine sığınıyor. Şimdi Diyarbakır DGM'de yargılanıyor ve sekiz silahlı eyleme katıldığı iddia ediliyor.

H. Ü. 17 yaşında. Yaşadıkları pek farklı değil. 1989 Eylül ayında kaçırıldığı, Ekim ayında ise teslim olduğu söyleniyor. Bu süre içerisinde askeri eğitim gördüğü, 11 erin öldürülmesi ve 10 kişinin kaçırılması olaylarına karıştığı iddiasıyla yargılanıyor.

R. ve H. A., Diyarbakır DGM koridorlarına kalabalık bir tutuklu grubu arasında girdiklerinde görülmüyorlardı bile. Elleri kelepçeli, 16 yaşındaki bu çocuklar, anlamsız bakışlarla çevrelerini izliyorlar. Mahkeme

salonunda ise sadece dinlemekle yetiniyorlar. Sonra bir başka tarihe ertelenen mahkeme gününü beklemek üzere yeniden koşullara dönüyorlar. "Devlet yanlış davranıyor!" Çocukların yaşadıkları acıları yakınları da yaşıyor. Kendi iradeleri dışında bir takım olayların içine itilmek zorunda bırakılıyorlar. Devlet-örgüt arasında ne yapacaklarını bilemiyorlar. Silvan'da ismini açıklamak istemeyen bir baba şöyle diyor: "Çocukların içeri alınmasıyla birlikte hepimiz sıkıntı çektik. Ama olayda büyük bir gariplik var. Çocukların kendileri geri dönmüş, biz de ellerimizle götürüp devlete teslim etmişiz. Devlet ne yapmış, kalkmış bacak kadar çocuğu devleti bölmekle suçlayarak yargılamış. Üstelik, idamla yargılamış. Düşünün küçük bir çocuk idamla yargılanıyor. Eee şimdi bu hak mıdır, adalet midir? Bugün benim oğlum içerden çıkma-

K. YAŞAM

sına rağmen geceleri rahat uyuyamıyor. Kabuslarla uyanıyor. Devlet yanlış davranıyor."

Çoğu ana baba ise içinde buldukları ekonomik durum nedeniyle çocuklarının davalarıyla bile ilgilenemiyorlar. Beytüşşebap'ın, Silopi'nin, Uludere'nin köylerinden Diyarbakır'a gelip gitmek başlıbaşına bir dert. R. A.'nın amcası mahkeme kapısında düşüncelerini şöyle anlatıyor: "Biz perişan olmuşuz. 9 Aydır ne olacak bekliyoruz. Ailemiz perişan olmuş. Her mahkemede Beytüşşebap'tan Diyarbakır'a gelip gidiyoruz. Çok para harcadık. Artık daya-

nacak gücümüz kalmadı. Ne yapacağımızı bilmiyoruz."

İdamlık çocuklar. Yaşları 11-17 arasında 27 çocuk TCK'nın 125. maddesine göre idamla yargılanıyor. Ancak dava, çocuklar sözkonusu olduğu için bu maddeyle birlikte indirimi de kapsayacak bir biçimde açılıyor. Bu da idamın gerçekleşmeyeceği anlamına geliyor. İşte bu noktada tartışmalara yol açıyor. Avukat Fevzi Haznedaroğlu, indirim maddelerinin asıl istenen cezayı gözardı edemeyeceğini belirterek şöyle diyor: "Diyelim yaşı küçüktür diye cezası indiriliyor. Bu da yasal bir düzenle-

me. Ama önemli olan, sonuçta bu insanların alacağı cezadan ziyade, yargının olaya bakış açısıdır. Siz bu yaştaki çocuğu alıyorsunuz, idamla yargılıyorsunuz. Sonuçta bu ceza yaşından ötürü aşağı iniyorsa, bu yargının bir lütfü değil ki. Bu şekilde yorumlayamazsınız. Bu yasal düzenlemelerin bir gereğidir. Ve bunu da alıp, işte bu insanlar idamla yargılanmıyor canım, o kadar büyütmenin şeklinde bir yorum tabii tutmak da bir yerde gerçekleri perde arkası etmektir. Ama yaşı küçüktür idam veremiyorsun. O ayrı bir olay. Önemli olan senin o olaya bakışın, zihniyetindir." Diyarbakır DGM Başsavcısı Ali Şanver ise şöyle diyor: "Çocuk idam edilebilir mi? Hesap kitap yapan kişi bunu bilir. Çocuk idam edilemez bir kere. Bu mümkün değil. Tabii yaş durumu var, üçte birden altıda bire kadar indirim var."

Bu noktada çocuklar ve ailelerinde yaşanan en büyük kaygı ise yaşlarının büyütülerek idam yolunun açılma olasılığı. Geçmişte yaşanan Erdal Eren'in idam edilmesi olayı henüz belleklerden silinmiş değil. Diyarbakır DGM'de yargılanan çok sayıda çocuk ve yakınlarının umudu ise bunların olmaması.

Mahmut ÖVÜR



İdamlık çocukların Beytüşşebap'tan, Silopi'den gelen yakınları: "Biz perişan olmuşuz..."

"Sanki o yaştaki çocuk devleti bölecek"

İdam talebiyle yargılanan M. F. , A. Ç. , E. A. adlı çocukların avukatı Fevzi Veznedaroğlu Nokta'nın konuyla ilgili sorularını yanıtladı:

Nokta: İdam cezasıyla yargılanan çocukların durumunu değerlendir misiniz?

Veznedaroğlu: Çocuk yaştaki bu insanların böylesi bir suçtan sorumlu tutulmaları bırakın hukuku, insan mantığına aykırıdır. Yani 14-15 yaşındaki bir çocuk kalkacak, işte TC devletini bölemek için faaliyette bulunacak. İnsan mantığı bunu kabullenemez. Kaldı ki bunların çoğu cahil okuma yazma bilmeyen insanlar.

Nokta: Çocukların bir çoğunun kaçırılarak götürüldüğü söyleniyor. Bu yargılamada dikkate alınmıyor mu?

Veznedaroğlu: Tabii, biliyorsunuz

PKK'nın zorunlu askerlik yasası var. O yaşaya dayanarak götürmüşler. Bu durum çocukların belli bir iradesi olmadığını gösteriyor. Yani PKK zorunlu askerlik yasasına dayanarak gelip bu insanları götürüyor. 3 ay 5 ay dağda bırakıyor. Ondan sonra bu çocuklar kaçıp gelip devlet güvenlik güçlerine teslim oluyorlar. Ya da bir çatışmada yakalanıyorlar. Yani iradesi dışında zorunlu olarak dağa götürülen bir insanın o sırada meydana gelen eylemden sorumlu tutulması mümkün değil. Hukuken mümkün değil. Bir insanın Ceza yasasının 125. maddesinden yargılanabilmesi için, ilkin TC'nin ne olduğunu, verilen mücadelenin mahiyetinin, ne olduğunu, PKK'yı benimsemiş olması ve o amaçla faaliyetlerde bulunması ve olaylara karşıması gerekir ki, sen o insanı bu maddeden sorumlu tutabileşin. Ama bu çocuklar için böylesi bir sonuca varmak mümkün değil. Mantıksız bir olaydır. Ama dediğim gibi bu tür şeylere pek dikkat edilmiyor. Önemli olan o insanın o sırada grubun içinde bulunup bulunmamasıdır. İster küçük olsun ister yaşlı olsun. Bulunmuşsa eylemlere katıldığı kabul ediliyor ve o şekilde işlemlere tabi tutuluyor.

Nokta: İdamla yargılanmaları onları nasıl etkiliyor?

Veznedaroğlu: Düşünün daha körpe çocuklar bunlar. İdamla yargılanmaları elbette onları kötü etkiler. Ürküyorlar, korkuyorlar. Suçunun ne olduğunu bilmiyor. Niye yargıldığını tam anlamıyor. Yani suçunun bilincinde, farkında olmayan çocuklar. Tutun bu insanları idamla yargılayın. Bu çocukların ruh halini düşünün. Yetişkin insanları etkileyen idam, küçük bebekleri nasıl etkilemez. Yaşamlarında büyük tahribatlara yol açmaması düşünülemez. Bu çocuklar tümünden cahil. Türkçe bilmez, okuma yazma bilmez. Bildiği tek şey idam edileceği iddiasıyla yargılandığı bir davası var.

Nokta: Sanırız çocukların bir çoğu kendileri teslim olmuş. Bu da önemli bir durum değil mi?

Veznedaroğlu: Tabii bir çoğu öyle. Çocuk bu; çatışmadır, korkmuş, ürkmüş gelip teslim olmuş. Cezaevine gidip konuşuyorum, çocuk hüngür hüngür ağlıyor. Bana sarılıp, "Ben ne olacağım?" deyince, insan ürperiyor. Çaresizliği yaşıyorlar o yaşta.

Cumhuriyet, 13 ARALIK 1990

7 idam istemi

■ **DIYARBAKIR (AA)** — Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde dün başlayan yasadışı bölücü örgütle ilgili 44 sanıklı davada, savcı 7 idam istedi. DGM'de dün başlayan duruşmaya 23'ü tutuklu, 44 sanık hazır bulundu. Kimlik tespitinden sonra iddianamesini okuyan savcı, sanıkların yasadışı bölücü örgüt içerisinde faaliyette bulduklarını bildirdi. Savcı, sanıklardan Mehmet Perid Aydın, İbrahim Akkoç, M.Nur Kaçmaz, Hanifi Ezgen, Kutbettin Yarbaşı, M.Hasih Çolak ile Çetin Demirkan'ın idam, Kemal Barut ve Selahattin Bağır'ın 15'er yıl, diğer 35 sanığın da 3 ila 5 yıl arasında değişen hapis cezalarına çarptırılmasını talep etti.

Hürriyet 14 Ocak 1991

Teröristlerin kaçırdığı 10 kişi kurtarıldı

KAHRAMANMARAŞ (hha)

PAZARCİK'ta, önceki gün bir yolcu otobüsü ile bir özel otomobili durdurarak içinde bulunan 10 kişiyi silah zoruyla kaçıran militanlar, güvenlik güçleri tarafından yapılan bir operasyon

sonucu kurtarıldı.

Kahramanmaraş Valisi **Mustafa Demir** güvenlik güçlerinin militanların peşine düşmeleri üzerine 4 saat süren silahlı çatışma çıktığını çatışmanın sonunda ise militanların kısıvrak yakalandığını söyledi.

**Irak'tan kaçan peşmergeler:
'Mehmetçiğin yanında savaşırız'**İbrahim AVUKA
MARDİN, (hha)

YAŞAMLARINI, 29 aydan beri Türkiye'de sürdüren yaklaşık 12 bin peşmerge, kendilerini topraklarından süren Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'e karşı, Mehmetçiikle omuz omuza savaşmak istediklerini söyledi.

Kızıltepe- Mardin karayolu üzerindeki çadırkentte kalan peşmergeler, günlük konuşma-

larında sürekli Körfez krizi ve Saddam Hüseyin'in durumunu değerlendiriyor. Saddam'ın tutumunu değiştirmesi halinde, savaşın kaçınılmaz olacağını belirten Irak Kürdistan Demokrat Partisi'ne mensup peşmergeler, Irak Devlet Başkanı'nun diktatör ve acımasız olduğunu, 2 yıl önce Halepçe kentinde 5 bin sivili, gözünü kırpmadan kimyasal silah kullanarak öldürdüğünü hatırlattılar.

Güneydoğudan Kaçış

İsmail BAŞKAN/Ercüment İŞLEYEN/Mücahit BÜBER/DIYARBAKIR

● Körfez'de savaşa bir gün kala, Irak sınırındaki köyler tamamen boşaltılıyor. Savaş çıkarsa Sılopi ve Cizre de boşaltılacak. Mardin, Batman, Sırnak ve Diyarbakır'da çok sayıda aile göç telasinin da. Otobüslerde yer bulunamazken, terminallerde kargaşanın yanı sıra tam bir dram yaşanıyor. Kentlileri terkedenlerin büyük bölümü İstanbul, Ankara ve İzmir'e gitmeye çalışıyor

KÖRFEZ krizinde savaş ihtimalinin ıvıccığı son gün: Güneydoğu'dan kaçış tam bir paniğe dönüştü. Irak sınırına yakın köyler boşaltılırken, başta Diyarbakır olmak üzere Mardin, Batman, ve Şırnak'ta oturanların büyük bölümü Batı'ya kaçıyor. Bir çok aile de göçe hazırlanıyor.

Savaş korkusunun yarattığı panik bölgede günlük hayatı felç etti. Otoparlarda ise aile dramları yaşanıyor. Otobüs yazıhanalarının önünde gece, gündüz bekleyen vatandaşlar, ayakta oturarak, nasıl olursa olsun bir yer bulup kapağı Batı'daki akrabaya ve tanıdıklarının



PANİK DURAĞI Büyük göç, 2. Dünya Savaşı yıllarının Avrupa'sını andırıyor bir bakıma. Güneydoğu'nun panik durağı, Diyarbakır otobüs garajı. Amaç, bir an önce uzaklaşabilmek. Otobüslerden birine kendini atabilmek için derin bir soluk alıyor. Ama, ya geri dö kelenler... Üstelik bir daha ne zaman dönecekleri de belli değilken...

yanına atma mücadelesi veriyor. Anne ve babaların eşlerini, çocuklarını başka yerlere gönderenler gözyaşlarını tutamıyor. Kimi annesine sarılıp, "Hakkını helal et. Belki bir daha görüşmeyiz" diyor. Kimi çocuklarını başına basıp "Kendinize iyi bakın. Sakın annenizi üzmeyin" diye nasihat ediyor. Göçyasaları arasındaki bu büyük göçün ilk hedefi İstanbul, Ankara ve İzmir.

Diyarbakır'dan 6 kişilik ailesini otobüsle İstanbul'daki yakınlarının yanına gönderen Hüsameddin Sone ile kardeşi Selahattin Sone, otogardaki buruk ayrılışı gözyaşlarından sadece ikisi. Bu acılı ayrılık için şöyle diyorlar:

"Savaş çıkarsa, burası tehlikeli olacak. Çocuk çoğalmamızı bu tehlikenin dışına tutabilmek için İstanbul'a gönderiyoruz. Herkes Diyarbakır'ı terk ediyor. Cumhurbaşkanımızdan savaş yerine, barış mesajı bekliyoruz. Bu panik ancak barışla önlenir. Savaş olmadan, savaş hali yaşıyoruz."

Otogar, istasyon ve havaalanı terminali Diyarbakır'dan göç edenlerle dolu. Büyük kentlere bilet bulmak çok güç. Yolcu sayısı artınca, şehirlerarası otobüsler bilet fiyatlarını yükseltti, yine de yer bulmak sorun oluyor. Diyarbakır'dan Şanlıurfa ve Gaziantep'e giden otobüslerde bile 5 gün sonrası için "Yer yok" deniyor. İstanbul, Ankara ve İzmir için bekleme süresi ca. 10-15 gün uzuyor. Bu arada minibüs kiralayanlara da rastlanıyor. Kentte neredeyse taşıt kalmadı, ot arabası bulmak bile kolay değil. Traktörler, kamyonlar, tanketler rengarenk gıysili çocuk ve kadınlar, yatak, yorgan gibi eşyalarla yüklü, Batıya doğ-

ru ilerliyor. Ancak parası olmayanlar yerlerinden ayrılamayıp korku içinde bekliyor. 8 çocuk babası Cizreli Ali Biçer, umutsuzluğunu, "En çok çocuklarım için korkuyorum. Bir savaş çıkarsa ilk onlar zarar görecektir" diye dile getiriyordu.

•DÜKKANLARDA KALİYORLAR

Güneydoğu'daki sınır köylerinin büyük bölümü boşaldı. Cizre ve Silopi'nin sınır kesimindeki köyler terk edildi. Bu köylerde yaşayanlar Cizre'nin iç kesimlerindeki boş dükkanlara yerleşti. Bir dükkanda 10-15 kişinin kaldığı gözleniyor.

Köylüler en çok ırsatçılardan yakınıyor. Köylerinden kaçarken geride bırakamadıkları hayvanlarını yok pahasına ellerinden çıkardıklarını anlatan Halil Öztürk, "900 bin liralık ineğimi 150 bin, 600 bin liralık 2 koyunumu 80 bin liraya sattım. Bu işin fırsatçıları türedi. Hayvanlarımızı bedava kapıyorlar" diye yakındı.

Bölgede askeri birlik yığınağı sürerken, özellikle geceleri sınıra sağlık ekipleri ve ambulanslar gönderiliyor. Askeri helikopterler sınır yakınlarında keşif uçuşlarına ara vermeksizin devam ediyor. Sivil savunma hazırlıkları da tamamlanıyor. Bir savaş çıkması halinde Cizre ilçesinin Bingöl'e, Silopi'nin de Mersin'e taşınacağı belirtiliyor. Ancak halka dağıtılacak yeterli sayıda gaz maskesinin bulunmadığı da ilgililer tarafından açıklandı.

Türkiye'nin yanısıra çeşitli ülkelerin Irak'taki büyükelçilik ve konsolosluk görevlileri de, ülkelere gitmek üzere, Habur'dan Türkiye'ye geçiyor. Habur yoluyla Irak'tan gelenler arasında Macaristan'ın Bağdat Büyükelçisi, askeri ataşesi ve

iki konsolosluk görevlisi vardı. Macar Büyükelçi Palmi Geza, "İraklılar savaştan korkuyor, Bağdat'ta savaş korkusu yaşıyor, ancak şu anda hayat normal. Türkiye sınırında da askeri bir yığınak görmedim" dedi.



ARAÇ KALMADI Diyarbakır'da minibüs, taksi, kamyon, traktör, ot arabası, hatta eşek bile bulmak büyük bir nimet. Üç-beş parça eşyalarını, buldukları araçlara yükleyip üzerine çocuk çoğunu atanlar soluğu otobüs garajlarında alıyor. Rengarenk bir göç dalgası kapamış her yanı. Ardi arkası da kesilecek gibi değil üstelik...

ADAC'ın büyük aybı**Türkiye'yi haritada parçaladılar**

Milliyet, 16 Ocak 1991

Ali Kılıç

DÜNYANIN en büyük otomobil kurumlarından biri olan ADAC, yayınladığı dünya atlasında, doğu illerimizden bir bölümünü Ermenistan, bir bölümünü de Kürdistan olarak gösterdi. Almanya'da ve Avrupa'nın diğer ülkelerinde tüm kitapçılarda ve benzin istasyonlarında satılan atlasın Türkiye ile ilgili bölümünde Erzurum, Erzincan, Elazığ, Tunceli, Muş, Kars, Van, Bitlis, Van gibi illerimiz Ermenistan olarak verilirken, Urfa, Batman, Siirt, Hakkâri, Diyarbakır ve Adıya-

man'ı içine alan topraklarımız da Kürdistan olarak gösterildi. Avrupa'da yaşayan vatandaşlarımız arasında büyük infial uyandıran atlasın "Kaynaklar" bölümünde Türkiye ile ilgili bilgilerin Arkin kitabevinin 1981 yılında yayınladığı "Modern Büyük Atlas" ile, Başbakanlık Devlet İstatistik Enstitüsü'nün belgelerinden yararlandığı belirtildi.

• Atlasın hazırlanmasında, Türkiye ile ilgili bilgilerin Arkin Kitabevi ve Başbakanlık Devlet İstatistik Enstitüsü'nden alındığı belirtildi

• **Topu İtalyanlara atıldı**

Bu arada Almanya'nın en büyük otomobil kurumu

olan, dünyada da ikinci sırada yer alan ADAC'nin tutumuna vatandaşlarımızdan gelen tepki sert oldu. 62 Türk kuruluşunu çatısı altında toplayan Güney Baviera Türk Dernekleri koordinasyon kurulu Adac yetkililerine bir mektup yazarak olayı protesto ederken, Almanya'da yaşayan vatandaşlarımız da çeşikli yollardan otomobil kurumunu kınadılar. Öte yandan arkadaşımız Ali Kılıç'a bir açıklama yapan ADAC basın sözcüsü Wolf-

gang Wuthe suçu İtalyan matbaalarına atarak "Desenize yandık. Severek tatil yaptığımız Türkiye'ye bu olaydan sonra hangi yüzle gidebilirim? Bu atlası İtalya'da bastırдық. Ya baskı sırasında ya da baskıya verilmeden kısa bir süre önce yanlışlık yapılmış olabilir. Üzüntümü tarif edemem" dedi. 1903 yılında kurulan ve 7300 personel çalıştıran ADAC'nin şu anda 110 bin Türk üyesi var. Vatandaşlarımızın ödediği aidat ise 6 milyon markın üstünde.



Dünyanın en ünlü otomobil kurumu ADAC, yayınladığı dünya atlasında, doğu illerimizden bir bölümünü Ermenistan, bölümünü de Kürdistan olarak gösterdi.

Apo'nun cellâdı yakalandı

GAZIANTEP, (Tercüman)—Gaziantep'te güvenlik kuvvetlerinin yaptığı operasyonlarda direkt olarak PKK lideri Apo'ya bağlı olan ve emirleri doğrultusunda hareket edip öldürme ve gasp olaylarına karıştığı tespit edilen Metin-Faik kod adlı 22 yaşındaki Müslüm Akın yakalandı.

Müslüm Akın'ın Şanlıurfa Halfeti'nin Ömerli köyünde Bozan Binal ve Osman Binal'ın öldürülmesi ve Halil Binal'ın yaralanması olayları ile yine aynı köyde

Gülizar Aslan'ın yaralanması olayını ve Adıyaman Alıcı köyü koruyucularının silahlarının gasp edilmesi olayını gerçekleştirdiği açıklandı.

Yetkililer, bir süre önce Bekaa'daki örgüt kamplarında, PKK lideri Abdullah Öcalan'a (Apo) başkaldıran ve öldürülen Hasan Binal'ın akrabalarına yönelik saldırılarla dikkat çeken Müslüm Akın için "PKK'nın önemli bir militanı yakalandı. Çok ciddi açıklamalar yapabilir" dediler.

Hürriyet, 17 Ocak 1991

PKK'lıya ömür boyu hapis

DIYARBAKIR, (hha)

PKK örgütünde faaliyet gösterirken üçü polis dokuz kişiyi öldürmekten yargılanan İbrahim Kılıç' verilen idam cezası, yaşam boyu hapse çevrildi. Devlet Güvenlik Mahkemesi'ndeki duruşmada, Kılıç'ın, Güneydoğu Anadolu'da silahlı faaliyette bulunduğu bildirildi. Geçen yıl Şırnak'daki çatışma sonunda yaralanan ve gizlendiği sığınakta yakalanan Kılıç, polislin işkence yaptığı için eylemleri kabul ettiğini ileri sürdü.

Tercüman

16 Ocak 1991

Cumhuriyet, 19 ARALIK 1991

İHD Genel Kurulu'nda Kürtçe konuşukları için tutuklananlar salıverildi DGM'de Kürtçe krizi

Sanık Vedat Aydın, Türkçe konuşmayarak kimlik tespitini ve sorgusunu Kürtçe vermek istedi. Sanık Okçuoğlu da tutanağa "Türk-İslam" yazılmasına itiraz ederek "Kürt" olduğunu söyledi.

Avukatlar, Aydın'ın Kürtçe kimlik ve sorgusuna izin verilmediği için duruşmaya katılmayacaklarını belirterek topluca salonu terk ettiler.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-rosu) — İnsan Hakları Genel Kurulu'nda Kürtçe konuşukları gerekçesiyle tutuklanan Vedat Aydın ile avukat Ahmet Zeki Okçuoğlu dün tahliye edildiler. Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde geniş güvenlik önlemleri altındaki duruşmada Aydın, Kürtçe savunma yapmak istedi.

İHD Genel Kurulu'nda Kürtçe konuşan Vedat Aydın ile Türkçeye çeviren İstanbul Barosu avukatlarından Ahmet Zeki Okçuoğlu ve bu olayı yaptığı konuşma ile savunan HEP Diyarbakır İl Başkanı avukat Mustafa Özer'in yargılanmalarına dün Ankara DGM'de başlandı. Diyarbakır başta olmak üzere Doğu ve Güneydoğu illerinden duruşmayı izlemeye gelen çok sayıda dinleyici nedeniyle mahkeme çevresi ve duruşma salonunda geniş güvenlik önlemleri alındı. Duruşmayı izlemek üzere Diyarbakır'dan gelenlerin otobüsü Ankara girişinde durduruldu ve Abdülbaki Ok ile Mehmet Ülgen adlı kişiler gözaltına alındı. Otobüs Ankara'ya sokulmayarak geri gönderildi.

Çok sayıda avukatın hazır bulunduğu duruşmada ilk tartışma, dışarıda bekleyen dinleyicilerin salona girmelerine izin verilmemesi üzerine çıktı. DGM Başkanı Muhittin Mihçak, avukatların istemi üzerine salondaki boş yerlere dinleyicilerin alınmasına karar verince, bu tartış-

ma sona erdi. Ancak Vedat Aydın'ın, Türkçe konuşmayarak kimlik tespitini ve sorgusunu Kürtçe vermek istemesi ikinci tartışmayı başlattı. Sanık Aydın, mahkeme başkanı tarafından hazırlık ifadeleri okunarak Türkçe ifade verdiğinin anımsatılması üzerine ısrarla Kürtçe konuşmaya devam etti. Sanıklardan Okçuoğlu da kimlik tespiti sırasında tutanağa "Türk-İslam" yazılmasına itiraz ederek kendisinin "Kürt" olduğunu söyledi. Diğer sanık Özer ise kimlik tespiti sırasında "Kürt-İslam" olduğunu bildirdi.

Mihçak, iddianame çerçevesinde sorgu verip vermeyeceğini de sorunca, Aydın, Kürtçe konuşmaya devam etti. Bunun üzerine Mihçak, sanığın "Türkçe herhangi bir cevap vermediğini, anlaşılabilen bir dilde beyanda bulunduğunu" tutanağa yazdırdıktan sonra diğer sanıkların sorgularına geçti. Ancak Okçuoğlu, Aydın'ın sorgusunun kendi sorgusu ile ilgili olduğunu, bu nedenle Aydın'ın ana dili olan Kürtçe olarak sorgusunun yapılmasını istedi. Okçuoğlu, aksi takdirde sorgu vermeyeceğini, susma hakkını kullanacağını da belirterek Aydın'ın Kürtçe sorgu verip vermeyeceği konusunda bir karar alınmasını istedi. Bu arada savunma avukatları da izlenen yönteme ilişkin usul tartışması başlattılar. Mahkemenin usule aykırı davranışını da öne süren avukat-

lar, kendilerine söz hakkı verilmediğini öne sürdüler. Avukatlar Aydın'ın ana dili ile sorgu vermek istediğini belirterek bu konuda konuşmak için usul açısından yeniden söz isteminde bulundular. Başkan Mihçak ise sanık avukatlarının el kol işareti yaparak mahkemeyi itham altında tutucu konuşmalar yaptıklarını, söz hakkı verilmeden konuşuklarını, bu durumun ise duruşmanın düzenini bozduğunu tutanağa geçirdi. Bu sırada sanık avukatlarının Aydın'ın Kürtçe kimlik ve sorgusuna izin verilmediği için duruşmaya katılmayacaklarını belirterek topluca duruşma salonunu terk ettikleri görüldü. Salondan avukatların ve bazı dinleyicilerin çıkmasından sonra Okçuoğlu, kendisine yeniden okunan iddianame uyarınca, sorgusunun istenmesi üzerine susma hakkını kullanarak, yanıt vermeyeceğini söyledi. Özer de sorgusunda, davanın bir bütün olduğunu, Aydın'ın ana dili olan Kürtçe beyanda bulunup Kürtçe sorgusu yapılmadığı sürece herhangi bir açıklamada bulunmayacağını, çünkü yargılanan konunun Kürt dili olduğunu belirtti. Özer, iddianameye karşı herhangi bir yanıt vermeyeceğini de bildirdi.

Bu arada mahkeme heyeti, duruşmaya 10 dakika ara verdi. Aradan sonra mahkeme heyetinin, savunma avukatlarının tahliye taleplerini almaksızın tutuklu sanıklar Vedat Aydın ve Ahmet Zeki Okçuoğlu için tahliye kararı verdi.

Yaklaşık 2 saat süren duruşmayı, SBP milletvekilleri Kemal Anadol, Hüsnü Okçuoğlu, Kamal Ateşoğulları, Ekin Dikmen ile HEP milletvekilleri Mahmut Alınak, İsmail Hakkı Önal ve Ahmet Türk, SBP kurucularından Sadun Aren, İHD Genel Başkanı Nevzat Helvacı ve Genel Sekreter Akın Birdal da izledi.

Cumhuriyet

19 OCAK 1991

HABERLER

Savaş uzadıkça Irak'tan Türkiye'ye geçen "mülteci" sayısı artıyor

Saldıram'dan kaçış

Aralarında subayların da bulunduğu bazıları yaralı yüzlerce Iraklı'nın Çukurca-Uludere hattında sınırı geçerek Türkiye'ye sığındığı bildiriliyor. Yetkililer Irak'tan kaçanların artabileceğini belirtiyorlar.

Irak'tan Türkiye'ye kaçış olayları artarken Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde yaşayan yurtsızlar da ikinci büyük göç dalgasını yaratarak batıya gidiyorlar. Batman Rafinerisi'ne beton savunma yapıyor.

**ÜMİT ASLANBAY
TURAN YILMAZ
ERGÜN AKSOY**

DIYARBAKIR/BATMAN/MİDYAT — Irak'ın dün sabaha karşı İsrail ve Suudi Arabistan'a füze saldırısı düzenlemesinin ardından Irak'tan Türkiye'ye kaçışlar başlarken Türkiye'nin Güneydoğu sınır bölgelerinde oturanlar da pamik içinde batıya göç etmeye başladı.

Uludere-Çukurca hattından Türkiye'ye kaçışların son iki günde yoğunlaştığı gözleniyor. Kuzey Irak'a yapılacak bir saldırı durumunda da binlerce Arap kökenli sığınmacının kiteller halinde Türkiye sınırına doğru ilerlemeleri bekleniyor. İçlerinde subayların da bulunduğu bir kısmı yaralı 100'e yakın sığınmacının, Hakkâri il merkezindeki mülteci kampına getirildikleri bildirildi.

Kaçışların daha çok iki yıl önce Irak'taki Kürtlerin Türkiye'ye sığındığı Çukurca-Uludere kesiminde olduğu, asker kökenli Iraklıların ise Türkiye'

ye kaçmak için Habur çayını kullandıkları belirtildi. Önceki gün Çukurca yakınlarında Türkiye'ye sığınan 8'i çocuk, 2'si kadın 13 Iraklı, dün Van il merkezindeki mülteciler kampına getirildiler. Habur'dan da dün üç Iraklı asker Türkiye'ye kaçtı. Üçünün de Habur çayını yüzerek geçtikleri belirtildi. Yetkililer, kaçan askerlerin sorgulamalarının sürdüğünü kaydettiler.

Bu arada Kuzey Irak'ın Türkiye sınırındaki 30 kilometre eninde bulunan tampon bölgedeki Duhuk Zaho ve İmadiye kentlerinde oturan yaklaşık 300 Arap kökenli de savaştan yayılma eğilimi göstermesi üzerine bu kez Türkiye'ye sığınmak istediklerini bildirdiler. Bu gelişmeler üzerine olası bir göçün kitle akını biçiminde gerçekleşmesini önlemek amacıyla sınıra askeri birlikler gönderilerek önlemler alındı.

Öte yandan merkezi Cenevre'de bulunan Birleşmiş Milletler'in Afet Kurtarma Koordinatörlüğü (UNDRO) en az 16 bin kişinin Irak'tan kaçmaya hazırlandığını, buna karşılık Türkiye'nin Güneydoğu'daki sınır bölgelerinde ya-

şayan yaklaşık 3 milyon kişinin batı bölgelerine göç etmekte olduklarını açıkladı. Alman Kızıl Haçı da iki milyon Iraklı mültecinin önümüzdeki haftalarda İran'a kaçmalarının beklendiğini bildirdi. Alman Kızıl Haç örgütüne göre İran'a kaçmaya hazırlanan Iraklıların çoğu Kürt.

Bu arada özellikle Diyarbakır'da BBC'yi ya da diğer ülkelerin yayınlarını alabilen radyo satışlarında patlama olduğu ve halen mağaza ve dükkanlarda bu tür radyoların bulunamadığı saptandı. Halkın karaborsada 1 milyon Türk Lirası'na kadar ulaşan gaz maskelerinden edinmek için çaba harcadıkları, yine eczanelerden kimyasal silahlara karşı kullanılacak ilaçlar sorularını, ancak bu taleplerinin de karşılanamadığı belirtiyor.

Diyarbakır merkezinde şoförlerin gruplar halinde kent dışına gitmeleri yüzünden taksi sıkıntısı da çekilirken otel ve lokantaların personelinin bir bölümü ilden ayrıldı. Bu otel ve lokantalarda hizmet verilmesinde zaman zaman güçlüklerle karşılaşıldığı gözlen-

iyor. Diyarbakır'da bazı evlerin soyulmasının ardından Batman'da da 50'ye yakın eve hırsızların girdiği öne sürülüyor. Emniyet yetkilileri, ev sahiplerinin bulunmaması nedeniyle kendilerini ne herhangi bir başvuru olmadığını, bu nedenle de soruşturma açamadıklarını belirtiyorlar.

Diyarbakır'daki dükkanların büyük bölümünün dün de açılmadığı, görüldü. Irak'ın İsrail'e füze saldırısında bulunmasının haber alınmasından sonra halkın sabaha kadar TV başında haber izlediği gözlemlendi. Bu arada Sağlık Bakanlığı da olası bir savaşta sağlık hizmetlerinin aksamaması için Diyarbakır'a 156 sağlık personeli daha gönderdi. Sağlık Bakanlığı Müsteşar Yardımcısı Süleyman Hatimoğlu, bölgedeki sağlık ekiplerini yeni ekiplerle takviye edeceklerini ve yeni seyyar hastaneler kuracaklarını bildirdi. Arkadaşımız Osman Yıldız'ın bildirdiğine göre

156 sağlık personeline dün Hekimler Odası'nda düzenlenen bir törenle gaz maskeleri de dağıtıldı.

Önceki gece saat 02.00'de İncirlik'ten uçakların kalktığı ve Irak'ın İsrail ve Suudi Arabistan'ı füzelemlerle vurduğu haberleriyle birlikte gazeteciler, Müttefik Basın Merkezi'ne gittiler. Saat 04.30'a kadar Müttefik Basın Merkezi'ne hiçbir bilgi ulaşmadı. Diyarbakır Havaalanı'nda ve kent içinde hareket de gözlenmedi. Kent uykudayken haberleri alabilenler de gördükleri gazetecilere kimyasal silahlardan korunma ve sığınmak konusunda bilgi sordular.

Saat 05.00 dolaylarında ise Müttefik Basın Merkezi yetkilileri, İncirlik'ten kalkın uçaklar konusunda "herhangi bir açıklama yapılmayacağını" yerli ve yabancı gazetecilere duyurdular. Bu arada Güneydoğu'nun sınırı yakın kesimlerinde Irak ve Suriye televizyonlarını izleyenler, bu iki ülke televizyonlarının moral yayını yaptıklarını ve süresiz askerî birlikleri gösterdiklerini haber verdiler.

2000'E DOĞRU, 20 OCAK 1991

ÖZAL'IN 2000'E DOĞRU'YA YANITI

"Irak halklarından kasıt Araplar, Türkler ve Kürtlerdir"

Özal Pazartesi akşamı TV'den yayınlanan konuşmasında iki kere "Irak halkları" deyimini kullandı. *2000'e Doğru* Cumhurbaşkanlığı'na sordu: "Irak halkları kimlerdir?" Cumhurbaşkanlığı'nın yanıtı: "Sözü geçen Irak halklarıyla Araplar, bizim soydaşımız olan Türkler ve Kürtler kastedilmiştir."

Turgut Özal Pazartesi akşamı TV'den de yayınlanan konuşmasında üstüne basa basa iki kez "Irak halkları" deyimini kullandı. *2000'e Doğru* bunun üzerine Cumhurbaşkanlığı'na iki soru yöneltti. Sorular şöyle:

1) "Irak halkları" teriminin kullanılması dış politikada bir değişiklik mi ifade etmektedir?

2) Belirtilen konuşmada sözü geçen "Irak halkları" kimlerdir?

Cumhurbaşkanlığı sorularımıza sözcü Kaya Toperi aracılığıyla sözlü olarak yanıt verdi. Bu yanıtlar şöyle:

1) Türkiye'nin dış politikasında herhangi bir değişiklik söz konusu değildir.

2) Sözü geçen "Irak halkları"yla Araplar, bizim soydaşımız olan Türkler ve Kürtler kastedilmiştir.

2000'e Doğru aynı soruları Dışişleri Bakanlığı'na da yöneltti. Dışişleri Bakanlığı'na üçüncü bir ek soru da soruldu: "Dışişleri'nin bu politika değişikliğinden haberi var mıydı?" Dergimizi telefonla arayan Dışişleri yetkilisi sorularımıza "Bu soruların muhatabı biz değiliz. Konuşmayı yapan makama sorun" yanıtını verdi.

Öte yandan Özal, 17 Ocak tarihli gazetelerde çıkan bir demecinde, "Şimdiye kadar Kürtlerin hamiliği Irak'a bırakılmış. Oysa çoğunluk bizde. Bölgedeki diğer ülkelerde yaşayanlar da bizim vatandaşlarımızın soydaş-

ları. Eğer biz bunların hamiliklerini yapsaydık, Halepçe'deki olay olmazdı. Bundan sonra bu insanların hamiliğini bizim yapmamız lazım" dedi.



TALABANI

"Kürtler ABD'nin yanında savaşamaz"

Irak Kürt Cephesi sözcüsü Celal Talabani, Saddam'a karşı Amerika'nın yanında savaşa girmek niyetinde olmadıklarını açıkladı. Talabani, şimdilik beklemeyi tercih ettiklerini, Irak muhalefet hareketinin bir parçası olarak Saddam'a alternatif bir koalisyon hükümeti oluşturmaya çalıştıklarını söyledi.

Aynı zamanda Kürdistan Yurtseverler Birliği'nin lideri olan Celal Talabani ile gazeteci Rafet Ballı telefonla görüştü.

—Biliyorsunuz savaş başladı. Kürt Cephesi kuvvetleri savaşa girecek mi?

—Hayır, şimdi savaşa girmeyi düşünmüyoruz. Peşmerge çarpışmıyor ama savaşa hazırdır. Ne zamanki Kürdistan Cephe emir verir, peşmerge o zaman savaşa girer.

—Ama savaş sürüyor. Siz somut bir adım atıyacak mısınız?

—Biz ABD-İngiliz ve Fransız birlik-

leriyle birlikte savaş girmeyiz. Ama onlara karşı da dövüşmeyiz. Bizim kendi mücadelemiz var.

—Amerika'dan peşmergelerin savaşa girmesi yönünde bir davet ya da öneri aldınız mı?

—Davet alsak da, almasak da onların yanında savaşa girmeyi düşünmüyoruz. Kürdistan Cephe, Irak muhalefet hareketinin bir parçasıdır. Bu muhalefet hareketinin Saddam'a alternatif haline gelmesi ve bir koalisyon hükümeti kurmaya çalışıyoruz.

—Irak parçalanırsa, bağımsız bir devlet kurmayı düşünüyör musunuz?

—Şu anda bağımsız bir devlet öngörmüyoruz. Irak muhalefeti içindeyiz. Hedefimiz demokratik ve federatif bir Irak'tır.

—Cumhurbaşkanı Özal, Türkiye'nin Kuzey Irak'ta bir Kürt devletine izin vermeyeceğini ısrarla vurguluyor...

—Cumhurbaşkanı Özal, bir devlet adamıdır. Şu anda Kürt karşıtı bir politika izliyor. Irak sınırına yığılan Türk Ordusu'nun hedefi Kürtlerdir. Özal'ın bu derece Kürt karşıtı olmaması gerekiyor. Kürt karşıtı tavır almak, Türkiye'nin yararına değildir. Eğer Özal üzerimize gelirse, biz de Türkiye'deki kardeşlerimize yardım etmek mecburiyetinde kalırız.

HEP'İN İDDİASI:**Kürtler
Ankara'ya
sokulmadı**

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — HEP, Ankara DGM'de yargılanmalarına önceki gün başlanan Vedat Aydın ile avukatlar Ahmet Zeki Okçuoğlu ve Mustafa Özer'in duruşmalarını izlemek isteyen 40 kişinin polis tarafından başkente sokulmalarını "insanlık dışı bir dram" olarak niteledi.

Polis engeli

HEP Milletvekili Kenan Sönmez tarafından dün yapılan yazılı açıklamada, aralarında İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şubesi yöneticileri, avukatlar ve sanık yakınlarının bulunduğu 40 kişiyi taşıyan otobüsün, DGM Başsavcılığı'nın emri üzerine polis tarafından Ankara'ya 10 kilometre uzaklıkta durdurulduğunu, avukatların güçlükle kente ulaşarak duruşmaya katılabildiklerini, diğer kişilere ise kente girmeye çalışmaları halinde gözaltına alınacaklarının söylendiğini savundu. Otobüsün daha sonra polislerin gözetiminde Kırkkale yönünden Kırşehir'e kadar götürüldüğünü, burada polisler, haklarında nöbetçi savcılığa suç duyurusunda bulunulacağını söylenmesi üzerine bu uygulamaya son verildiğini de kaydeden Sönmez, otobüsün daha sonra, gece saat 22.30'da Ankara'ya dönmek üzere hareket ettiğini, polisin birkaç kez engellemesine karşın Or-An milletvekili lojmanlarına kadar geldiğini söyledi. Böylece Diyarbakır-Ankara arası yolculuğun 38 saatte ancak tamamlanabildiğini de kaydeden Sönmez, "Bu insanların, yalnızca Diyarbakır'dan geldikleri ve Kürt oldukları için potansiyel bir suçlu gibi görüldüklerinin bir kez daha ortaya çıktığını" öne sürdü. Sönmez, "Ankara'nın, bu ülkenin başkenti olmasına rağmen kimi yurttaşların hiçbir suçları olmadığı halde kente sokulmayarak memleketlerine geri dönmeye zorlandıklarını, Diyarbakır yolcularının duruşmadan sonra Zonguldak'a giderek grevi işçilere destek mesajlarını sunmalarının engellendiğini, seyahat özgürlüklerinin yok edildiğini" belirterek bunu "insanlık dışı bir dram" olarak niteledi.

WASHINGTON**ABD Kongresi'nde
Kürdistan konusu**

WASHINGTON (Cumhuriyet) — ABD Temsilciler Meclisi Silahlı Kuvvetler Komitesi'nde Körfez krizi konusunda yapılan

özel bir oturumda bazı Kongre üyeleri Kürtlerin Irak konusunda bir rolü olup olmayacağı ve ABD'nin bu konuda bir girişimde bulunup bulunmadığı sorusunu gündeme getirdi.

Bu sorular Temsilciler Meclisi üyesi James Bilbray tarafından komiteye bilgi vermek üzere davet edilen Ortadoğu'dan sorumlu eski dışişleri bakan yardımcısı Richard Murphy, ABD'nin eski İsrail büyükelçisi Samuel Lewis ve ABD'nin eski Suudi Arabistan ve Mısır büyükelçisi Herman Eicls'e yöneltildi. Soru ve uzmanların yanıtları bazı TV kanalları tarafından da naklen yayımlandı.

Bilbray'ın sorusu şöyleydi:

"Yaptığımız açıklamalarda Körfez krizi konusunda çok yararlı bilgiler bulunuyordu, ancak Kürtlerle yaptığımız görüşmeler hakkında fazla bir şey bulunmuyordu. Geçenlerde birisine Kürtler konusunu sorduğumda, bana bu konunun gizli olduğunu söyledi. ABD, Kürt milliyetçilerle görüşmeler yapıyor, sizce Kürtler Irak'ın kuzeyinde ve doğusunda Irak'a büyük sorunlar yaratarak bir rol oynayabilirler mi? Eger bir savaş olursa, bu savaştan sonra Kürtlerin bugün yaşadığı Irak topraklarında bir bağımsız Kürdistan oluşluğu görünüyor mu?"

Bilbray'ın bu sorusuna ABD'nin eski Suudi Arabistan ve Mısır büyükelçisi Eicls yanıt verdi. Eicls özetle şunları söyledi:

"Kürtlerle ne tür bir görüşme yapıldığını bilmiyorum. Görüşmeler yapıldığını duydum, ama genel çerçevede. Irak Kürtleri tarih boyunca istikrarsızlık yaratma yeteneğine sahip olmuşlardır. Şimdi, Irak hükümeti buna çok duyarlı. Kürtler kitle halinde kuzeyden güneye göç ettirildi, ayrıca Halepçe'de kimyasal silah kullanıldı. Bu bakımdan Irak Kürtlerinin ne ölçüde istikrarsızlık yaratma yeteneğine sahip olduğu sorusu havada, ama istikrarsızlık yaratmak gerektiğinde hep orada oldular. İranlılar kullandı. Geçmişte biz kullandık, Türkler kullandı, Iraklılar kullandı, ama bu Saddam Hüseyin'i ciddi olarak yaralayabilecek bir yetenek mi, kuşkuluyum. Kürtlerin çok arzuladığı bağımsız Kürdistan kurulması konusuna gelince, bu konuya büyük bir ilgi olacağına inanmıyorum."

Cumhuriyet

20 ARALIK 1990

Cumhuriyet 20 Ocak 1991

Savaştan kaçıp kiliseye sığındılar

İstanbul Haber Servisi — Doğu Anadolu'dan savaş korkusuyla İstanbul'a göç eden ailelerden bazıları kiliselere sığınırken bazıları da yardımsever ailelerin yanına yerleşti. Üç gün önce Mardin'in Silopi ilçesinden gelen 55 kişi Silopi'nin dörtte üçünün boşaltıldığını, kendilerinin savaş korkusuyla İstanbul'a geldiğini belirten 73 yaşındaki Hamo Kuçin, "Silopi'nin Kösralı köyünden kaçmamızın nedeni Saddam'dır" dedi. Kuçin, kimyasal silahların etkisinden korktuklarını ve bu yüzden göç etmek zorunda kaldıklarını belirterek "Bu tehlikeyi göze alamadık. Kimyasal silahlar korkunç bir tehlike, yalnız biz değil Midyat ve Cizre'nin yarısı göç etmek zorunda kaldı. Biz İstanbul'a geldik, diğerleri nereye göçtü bilemiyorum" diye konuştu. Ancak geldiklerinde oğlunun çalıştığı kiliseye alınmadıklarını ve 8 kişilik ailesiyle bekçi kulübesine sığındıklarını anlatan Hamo Kuçin, "Göç ettiğimiz Kösralı köyünün tamamı Hıristiyanlardan oluşuyor. Biz de buna güvenerek Bahariye'deki Roma Kilisesi'ne sığınmak istedik, ancak kabul edilmeyince yandaki bekçi kulübesine ve Moda'daki Katolik Kilisesi'ne gittik" dedi.

Çarşamba günü İstanbul'a gelen 55 kişilik gruptan 10'u SHP Kadın Komisyonu üyesi Necla Solmaz'ın evinde diğerleri ise Fransız Katolik Kilisesi ile Bahariye Roma Kilisesi'nin bekçi kulübesine sığındı. Sığınmacılara ev sahipliği yapan Necla Solmaz, hükümetin savaş konusundaki politikasını eleştirerek Doğu'daki insanların kimyasal silahlarla tehdit altında olduklarını ve burada



Silopi'den göç edenler kalacak yer bulamayınca Katolik Kilisesi'nin bekçi kulübesine sığındılar.

koruma tedbirlerinin alınmadığını söyledi. Askerlere gaz maskesi dağıtıldığını, ancak yörede yaşayan binlerce insanın göz

göre göre kurban edildiğini belirten Solmaz, "Bu insanlar savaştan kaçıyorlar, ben insanlık görevimi yaparak bir kısmını

evime aldım. Diğerleri zor şartlarda barınıyor. Devletin bunlara yardım elini uzatmasını bekliyoruz" diye konuştu.

NOKTA 20 Ocak 1991

■ POLİTİKA

İNSAN HAKLARI

İşkenceci polise DGM güvencesi

**Adalet Bakanlığı,
İçişleri Bakanlığı
mensuplarının
arzularını dikkate
alarak işkence yaptıkları
iddia edilen polislerin
de DGM'de
yargılanması için bir
yasa tasarısı hazırladı.
Asıl amacın
" zamandan tasarruf "
olduğu söyleniyorsa da,
rivayet muhtelif...**

"Bunu da nereden duyduzun bakayım. Bakanlıkta ne olursa sizin haberiniz oluyor..." Adalet Bakanı Oltan Sungurlu'nun Nokta muhabirine sitemi "bazı gayretkeş kişilerle yapılan bir toplantıdan sonra, işkenceci polislerin Devlet Güvenlik Mahkemeleri'nde yargılanmasına olanak tanıyan bir yasa tasarısı hazırlanmasına ilişkin-di. Oltan Sungurlu, Nokta muhabirinin aldığı bilgiyi doğrularken, "Aslında tam olarak karar vermiş değilim ama, işkence iddiaları ağır iddialardır. DGM'de görülmesi de zaman açısından kolaylık sağlar" diyerek ihtiyatı da elden bırakmıyordu.

Adalet Bakanı Sungurlu, işkence yaptıkları iddia edilen güvenlik görevlilerinin ceza mahkemeleri yerine DGM'lerde yargılanması isteğinin milletvekillerinden geldiğini söylüyordu. Oysa bu istek Bakan'ın dedi-

ği gibi milletvekillerinden değil, bizzat emniyetçilerden gelmişti. Adalet Bakanlığı müsteşarının odasında yapılan toplantıya İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, Emniyet teşkilatının üst düzey mensupları ve İçişleri konularıyla çok ilgili iki milletvekili katılmıştı. Emniyetçiler soruşturma yapan polislerin sık sık mahkeme kapılarını aşındırmalarından yakınıyorlardı. Ayrıca mahkemelerde sıkça görünen ve "özel görevleri" bulunan bu polislerin deşifre olması da Emniyet örgütünün sorunlarından biri haline gelmişti. Toplantı sonucunda Emniyetçilerin yüzü gülüyordu. Polislerin işkence iddialarından yargılanması sorumlusunun Devlet Güvenlik Mahkemeleri'ne verilmesi konusunda söz alınmıştı.

"Zaten birlikte çalışıyorlar" Genellikle, İnsan hakları ve işkence konularındaki davalara bakan Avukat İbrahim Tezhan yakında Meclis'e gelecek olan öneriyi, işkenceci polisleri korumaya yönelik olarak değerlendiriyordu. Hükümetin işkenceci polisleri korumaya yönelik birçok tasarrufunun bulunduğunu söyleyen Avukat Tezhan, buna örnek olarak işkenceci polislerin tutuksuz yargılanmalarına ilişkin alınan kararı gösteriyordu. İbrahim Tezhan, Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne sıkça gidip gelenlerdendi. Devlet Güvenlik Mahkemesi savcısının emniyette ifade aldığı, dolayısıyla polis-

lerle içli dışlı çalıştıklarını söyleyen Tezhan, "Bir soruşturmanın yürütülmesi sırasında gidip emniyette polislerle birlikte çalışan bir savcının daha sonra oradaki adamları mahkum ettirmesi için bir gayret sarfetmesi düşünülemez. Zaten birlikte çalışıyorlar "diyordu.

Siyasiler ne diyor? Yakında TBMM'ye sunulacak olan yasa tasarısı belki bir avuç kişiyi, bir avuç işkenceci güvenlik görevlisini ilgilendiriyordu. Ancak bir insanlık suçu olan işkencenin önlenmesi konusunda bir yarar sağlayıp sağlamayacağı toplumu ilgilendiren bir konuydu. Tasarının Meclis'teki ilk durak yeri olacak Adalet Komisyonu'nun Başkanı Alparslan Pehlivanlı bu konuda yorum yapmak istemiyordu.

Oysa aynı komisyonda Başkanvekili olarak görev yapan Gökhan Maraş, DGM'lerin bakacağı suçların belirlenmiş olduğunu, işkence iddialarının bu mahkemeye götürülmesinin "sakat " bir iş olduğunu söylüyordu. Gökhan Maraş tasarıya bu maddenin eklenmek istenmesinin nedenini anlamış değildi, çünkü yargı sistemine getirdiği bir kolaylık da



yoktu. ANAP'lı Maraş, tasarıya komisyonunda karşı çıkacağını ifade ediyordu.

Aslanan işkence yapılmaması Muhalefet partilerinin de bu konuda söyleyecekleri vardı. SHP Genel



Oltan Sungurlu: "İşkence iddiaları ağır iddialar. DGM'de görülmesi zaman açısından kolaylık sağlar."



Sekreter Yardımcısı Abdülkadir Ateş, olayı genelde eleştiriyor ve Devlet Güvenlik Mahkemeleri'nin demokratik ve hukuk kurallarının geçerli olduğu bir ülkede "lüzumsuz" olduğunu söylüyordu. Ateş, "İnanmadığım bir kuruma işkenceci polisleri yargılamak gibi yeni bir görev vermeye karşıyım." diyordu. DYP Genel İdare Kurulu üyesi Köksal Toptan ise olayın en önemli yanının işkencenin yapılmamasını sağlamak olduğunu söylüyordu. Yönetimin bu konuda önlemler almasının ge-

rekliliğini vurgulayan Toptan, "İşkence yapıldıktan sonra yapanın nerde yargılanacağı çok önemli değildir" diyordu.

Yasal değişikliğin işkenceyi önleyecek bir değişiklik olmadığını belirten Köksal Toptan, "Sürat sağlamak isteniyorsa başka şekilde bir düzenleme yapılabilirdi. Ne amaçlanıyor, yakında anlarız" diyordu.

Müşerref Seçkin

"DGM 'ye karşıyız"

Akın Birdal (İnsan Hakları Derneği Genel Sekreteri)

"Bunlar biraz göstermelik ve işkencecilerin şu ya da bu şekilde korunmalarına yönelik yaklaşımlardır. O nedenle işkenceyi önleyici yaptırımlar getirmeli ve ceza hükümleri artırılmalıdır. Devletin işkenceye karşı olması açısından bugüne kadar yapılanlar inandırıcı değildir. Aslında DGM'lerin hukuk ve adalet anlayışının tartışılması gerekir DGM'lerin kapatılması gerektiği de tartışılmalıdır."

Onur Kumbaracıbaşı (SHP Grup Başkanvekili)

Biz Devlet Güvenlik Mahkemesi türü özel mahkemelere aslında ilke olarak karşıyız. Nitekim DGM savcılıyla da çok kötü deneyimlerimiz var. Bunlardan bir tanesini SHP grubu olarak Yüksek Hakimler ve Savcılar Kuruluna şikayet ettik. Çünkü özel mahkemeler bir biçimde tereddüt yaratır. Ayrıca işkenceci polislerin korunduğuna ilişkin çok dedikodu var. Bunlara hiç açıklık getirilmemiştir. Bir insanlık suçu olan işkence adı bir suçtur. O nedenle de ağır ceza mahkemelerinde yargılanmaları gerekir. Bizim SHP olarak görüşümüz bu."



Güneydoğu'da hayat rampada

Cumhuriyet 22 Ocak 1991

ÜMİT ASLANBAY

DIYARBAKIR — Köylerin birisi, Piriçlik Havaalanı'nın hemen dibinde. Füze rampaları tam tepelerinde. Uçaklar peş peşe kalkıp iniyor. Diğeri 'radar üssü' ile yan yana. Dev bir metal kulak dönüp duruyor az ötelinde. Birinin adı 'Özdemir'. Yeni adymış bu. Diğerininki 'Yolboyu.' Yolboyunca uzanıyor. 20 haneli Özdemir'e girmek çok zor. Karayolundan ayrıldıktan sonra ayağınıza yapışan çamur pek izin vermiyor. Daracık sokaklar. Gübre yığınları, köpekler. Bir köşede bir eşek. 200 metre

Korkuyor, bizi köyün içine götürmekten. Bilmiyor, ama civarda avlanmanın artık yasak olduğunun söylendiğini aktarıyor. Hepsini naylonla kaplamışlar evlerini. Muhittin Adıgüzel, '12 nüfusa bakıyor'.. O da kaplamış evini naylonla. Başka da bir şey yapmamış. 'Peki hiç mi korkmuyor?'

—Allah'tan ne yapak? Allah bilir. Herkes başının çaresine bakar. Hükümetten ne istiyek ki? Şehmuz Külaksız... Soyadını kulağını göstererek tarif ediyor. Soruyoruz: —Uçaklar bomba atarsa ne yapacaksınız? —Allah ne yaparsa onu

Köyün üstünden geçip, iki savaş uçağı peş peşe piste süzülüyor. Belli ki gürültüye alışmışlar, dönüp bakmıyorlar bile. Füzelerin adını da çok merak etmiyorlar, ama öğrenmişler: 'Patriod...' Yolboyu; daha kalabalık. Ters istikamette. Adana karayolu üzerinde. Kiraathanesi var. Üssün tam karşısında sahibi Mehmet Çetin. "Saddam buraya atmaz" diyor. "Ya atarsa? —Ne yapacağız? Bu kış kıyamette nereye gideceğiz? Allah büyüktür... Sinan Çınar. "NATO'da işçi." 18 yaşında. Ortaokuldan terk. "Maske verecekler bize" diye etrafındakilere anlatıyor. Konu açılınca, Edip Ayatan da 18'inde. Sinan'ın arkadaşı. Lisede okuyor. Ona göre de 'kaçmak gerekmiyor.' Savaş çıkarsa o ne yapacak ki? —Ne yapacağım. Kaçmayacağım, ama vatarak da değilim ya! Adil Karakaş söze karışıyor: herkes gibi o da izlemiş TV'den. CNN muhabirlerini, İsrailileri. Hepsini gaz maskesi takıyorlar. Ama Türkiye'de yok. Bu kadar 'tevekküle' karşı çıkıyor: —Türkiye, bir şey yaparsa. Saddam atar... Sonra kendi aralarında konuşuyorlar.

—Korkuyorsun değil mi? Korkmuyorum. Ne olacak şehit olurum. —Ne şehidi? Ne şehit ne gazi olursun. Son sözleri söyleyen, Seyithan Kaya. 1986'da 'Suudi'ye gitmiş.' 2-3 yıl kadar çalışmış. Tane tane konuşuyor: —Biz savaşmak istemiyoruz. Savaşa karşıyız. Böyle yaz... Uzun, garip metal sırıkların soyut bir heykele benzediği radar üssünün önünden bir Amerikan kamyoneti geçiyor. Dev metal kulak sola turunu tamamlamış, sağa doğru dönüyor. Karşındaki 'Mehmet'in Kiraathanesi'nde çaylar tazeleniyor. Okey taşları şakırdatılıyor. Küçükler, büyüklerden saklı sigara içiyor... 20 metre ötede bir asker, üssün kapısında nöbet bekliyor...

Piriçlik Havaalanı'nın yanbaşıdaki köylerde evler naylonla kaplanmış durumda. İnsanlar 'Patriot' füzeleriyle yan yana gündelik hayatlarını sürdürüyorlar. Üssün karşısındaki kiraathanede 'okey' devam ediyor. Korku, tevekkülle birlikte...

Uçaklar bomba atarsa ne yapacaksınız? Allah ne yaparsa onu yapacağız.. Allah'ın emrinden kaçış yok. Bu füzelerle kendinizi emniyette hissediyor musunuz? Vallahi iki taraflıdır. Artık emniyette miyiz, değil miyiz Allah bilir.

kadar ilerideki rampalara dönmüş arkasını. Önündekini yemekle meşgul. İlerisinde minaresiz cami. Çifte hoparlörlü. Bayraklı yapı ise ilkokul. Köy, yıllarca önce anlatılanlara göre 20 yıl- havaalanının bulunduğu yerde imiş. Pistin bulunduğu yerde. Askeri havaalanı nedeniyle göç etmişler. Arpa, buğday ekiyorlar, hayvan besliyorlar yakındaki tuğla fabrikasında çalışıyorlar.

Mehmet Can Koç... 15-16 yaşlarında gösteriyor.

yapacağız. Allah'ın emrinden kaçış yok. Avni Koç, Mehmet'in küçüğü. —Sen ne yapacaksın? Soruyla yanıt veriyor: —Ne yapacağım? Muhittin Adıgüzel'e, füze rampalarını gösteriyoruz: —Bu füzelerle kendinizi emniyette hissediyorsunuzdur.. —Vallahi, iki taraflıdır. Artık emniyette miyiz, değil miyiz? Yoksa tam tersi mi Allah bilir...

Milliyet 23 Ocak 1991



TEHLİKEDEN UZAK Hasankeyf terk edilmişti. Şimdi bu yerlere başlarını sokabilenler kendilerini şanslı sayıyor ve Hasankeyf'de mağaralar kiraya veriliyor. (Fotograf: Mücahit ÜBER)

Savaş korkusu tarihi Hasankeyf'i kapışılır hale getirdi 300 bine mağara sığınak



ÇOCUKLAR İÇİN OYUN Çocuklar yepyeni bir dünyadalar. Evlerini, mahallelerini, arkadaşlarını terk etmişler. Şimdi Herde Hasankeyf'in mağaralarında sabahdan akşama dolanıp duruyorlar. Çok üşüyünce içəri koşuyorlar, anaları "Bomba gelecek" diye bağırınca tabana kuvvet kaçıyorlar.

nı söylüyorlar.

Özellikle Hasankeyf, çevre ilçelerden kaçanlar için kurtuluş yeri oldu. Hasankeyf'teki mağaralar, evlerini bırakarak kaçanların istilasına uğradı. Bu arada bazı kişilerin birden fazla mağaraya

yerleşip yeni gelenlere 250-300 bin liradan kiralandıkları da gözleniyor.

Yaşamını mağarada sürdürmeye başlayanlardan **Hasan Çakır**, "Kimyasal bombadan korkuyoruz. Gaz maskesi istiyoruz. Çaresizlik içinde çoluk çocuk mağaraya

yerleştik" diyor.

Mağaralarda yaşayanlar sularını tankerlerle Dicle nehri yakınlarındaki çeşmelerden sağlıyorlar. Bir zamanlar sadece turistlerin gezdiği mağaralarda şimdi iplere serili çamaşırlar, tepelerde domates, tavuk, horoz ve çocukların bağırmanın duyuluyor.

● Savaş endişesinin artması üzerine Güneydoğu halkı son çare olarak mağaralara akıyor. Cizre ve Silopi'ye bağlı köylerde kalan vatandaşlar, kırsal kesimlerde bulunan doğal mağaraları sığınak haline getiriyor

CIZRE, SILOPI, MIL-HA

GECE boyunca aralıklı süren uçuşlar ve bomba sesleri ise sınıra yakın yerlerdeki halkı iyice tedirgin etmiş durumda.

Savaş endişesinin artması üzerine Güneydoğu halkı son çare olarak mağaralara akıyor. Cizre ve Silopi'ye bağlı köylerde kalan vatandaşlar, kırsal kesimlerde bulunan mağaraları sığınak haline getiriyorlar. Savaş halinde mağaraların kendileri için önem olacağını belirten vatandaşlar tehlike geçinceye kadar burada yaşayacakları-

Hürriyet 25 Ocak 1991

TÜRKİYE'DE KÜRT REFORMU GELİYOR

Kürt politikamızın ne kadar yanlış olduğu ortaya çıktı. Cumhurbaşkanı Turgut Özal, son günlerde görüştüğü bazı ANAP'lılara sık sık bu sözleri tekrarlıyor.

Aldığım izlenime göre, bu sözler, Türkiye'nin Kürt politikasında önemli bir değişimin habercisi.

Böyle bir politika değişikliğine gidileceği konusunda son zamanlarda bazı işaretler vardı. Bu değişikliğin Körfez Savaşı'ndan sonra yapılması düşünülmüyordu.

Ancak, Özal'ın ANAP milletvekillerine, "Önümüzdeki günlerde bazı şeyler yapacağız" dediği belirtiliyor.

Güvenilir bazı kaynaklardan aldığım izlenim, Körfez Savaşı'nın bitmesinden önce, Türkiye bir Kürt reformu yapabilir.

Bu reform paketi içinde, dil ve kültür özgürlükleri, hatta daha ileri bazı unsurlar yer alabilir. Özal bu amaçla, Parlamento'da Kürt milletvekilleriyle görüşmeler de yapabilir.

Bu reform gerçekleşirse, Cumhuriyet tarihinin en radikal politika değişikliklerinden biri olabilir.

★★★

İNCIRLIK'ten kalkarak Kuzey Irak'ta vuran Amerikan uçaklarına, Kürt nüfusun yaşadığı bölgelere zarar



POLİTİKA

Ertuğrul ÖZKÖK

vermekten kaçınmaları talimatı verildiği belirtiliyor. Uçaklar Kuzey Irak'ta sadece askeri ve stratejik hedefleri vuruyorlar. Bu politikanın amacı, savaş sonrasında kapanması güç yaraların ortaya çıkmasına engel olmak.

Körfez Savaşı, Ortadoğu'ya istikrarın gelmesi için önemli bazı sorunların mutlak çözülmesi gerektiğini gösteriyor. Bunların başında Filistin meselesi geliyor.

Öyle sanıyorum ki, **Saddam Hüseyin**'in Kuveyt'ten çekilmesi olmasa da, yenilgisi Ortadoğu'nun temel meselelerinin çözümünü için uluslararası bir konferansın toplanmasını sağlayacak.

Çünkü herkeş biliyor ki, Filistin meselesi çözülmediği sürece, bölgede istikrar sağlanmak mümkün olmayacak.

Bütün bölgelerin olmasa da bizim yaşadığımız coğrafyanın bir başka önemli sorununu da Kürtlerin durumu oluşturuyor. Savaşın gidişatına ve bu sorunla di-

gün bir yakınına, "Siyasete karar vermek de zorlaşıyor" dediği belirtiliyor.

Siyasete kararlar kadar, eylemler de belirsizleşiyor. Bazı SHP milletvekillerinin, önceki gün TRT'ye yaptığı baskına bakıyorum. Acaba normal bir zamanda olsa, SHP içinde bu kadar mantıksız bir hareket gelir miydi?

Sanmıyorum. **İsmet İnönü**'nün çizdiği meşruyet gelenegini, en dalgalı zamanlarında bile bozmayan bir SHP, neden bu kadar tepki çekecek bir şey yapabildi?

Bu baskın, Türkiye'de, TRT'nin yönetişi biçiminden şikâyetçi olan milyonlarca insanın istediği bir protesto biçimi midir? Hiç sanmıyorum.

Hürriyete gelen sayısız tepki telefonuna ve teletext eden kişiler arasında çok sayıda SHP'linin de bulunmasına bakarsak, bu milletvekilleri, yapmak istediklerinin tam tersi bir sonuca ulaşmışlardır.

Toplum olarak zor bir dönemden geçiyoruz. Alışık olmadığımız bir psikolojik atmosferde yaşıyoruz. Bu gerginlik içinde, bazı hatalar yapabiliriz.

Ama görsel hafızamıza kazınan bazı görüntüler, herhalde uzun zaman orada kalacak.

Tıpkı, yerlerde sürünen bir devlet memurunun, çaresiz bakışlarının hüznü, tıpkı, **gölge bakanlığının** absurd gölgesine sığınarak, genel müdürün arkasından bağırıp o adamın yüzündeki ifade gibi...

rekt ilişkisi bulunan Türkiye, İran ve Suriye'nin tutumuna bakılırsa, Irak'ın parçalanarak burada bir Kürt devletinin kurulması mümkün değil.

Dolayısıyla, Kürt sorununa, bugünkü mevcut sınırlar içinde çözüm aramak gerekecek.

Özal'ın son günlerdeki yaklaşımı, böyle bir arayışın şimdiden başladığını gösteriyor. Türkiye'deki Kürt nüfusun, etnik özelliklerini koruyarak, toplumun bütünü ile entegrasyonunu sağlayacak bir çözüm, öyle sanıyorum ki, ülkedeki en büyük istikrarsızlık unsurlarından birini ortadan kaldırabilir.

★★★

KÖRFEZ Savaşı, Ortadoğu siyasi coğrafyasında bilinmeyen, kestirilemeyen unsurların ne kadar fazla olduğunu herkeş gösteriyor. Olaylar çok hızla gelişiyor.

Cumhurbaşkanı **Turgut Özal**'ın önceki

İşıklar, savaşa karşı ortak tavır alınmasını istedi

HEP'ten muhalefete çağrı

HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, partisinin Diyarbakır'da toplanan küçük kurultayında ülkeyi savaşa sürükleyenlerin Divanı Harp'te yargılanacaklarını, bu durumu yaratılanın da Mussolini'nin akıbetine uğrayacaklarını vurguladı. İşıklar, TRT'nin CNN'e, Çankaya'nın da Beyaz Saray'a bağlandığını belirtti.

DIYARBAKIR

(Cumhuriyet) — HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, TRT'nin CNN'e, Çankaya'nın da Beyaz Saray'a bağlandığını öne sürerek muhalefet partilerine savaş konusunda ortak tavır alma çağrısında bulundu. İşıklar, faşist Saddam'ın canavarını müttetik ülkelerin yaratmış olduğunu, ancak Bağdat'ta insanları üstüne bomba yağdırılmamasında seyirci kalamayacaklarını söyledi.

HEP 1. Küçük Kurultayı dün Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı.

HEP 1. Küçük Kurultayı dün Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı.

HEP 1. Küçük Kurultayı dün Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı. Diyarbakır'da bir turistik otel ait düğün salonunda yapıldı.

silah tüccarları kazanıyor. Dünyada yılda 400 milyar dolar silahlara harcanıyor. ABD, Kuvveyt için değil kendi çıkarları için bu savaşı başlattı. Oyssa ABD, Kuveyt'i işgal etseydi Türkiye dahil hiç bir ülke tavır takınmazdı" dedi.

İşıklar, İncirlik Üssü'nden kalkan uçaklardan bazılarının yanlışlıkla bölgedeki bazı yerlere bomba düşürmelerine de inandırdığını kaydederek şunları söyledi:

"Ben uzun süre makinede çalıştım. Bu bombaların yanlışlıkla düştüğü pek doğru gelmiyor. Türkiye satranç tahtasında piyon olarak kullanılıyor. Şah ve vezir değil sadece piyon. TRT, CNN'e, Çankaya Köşkü'ne de Beyaz Saray'a bağlanmış. Savaşla birlikte adeta her şey bir kuruma bağlanmış. Özal, Türkiye'nin bu savaştan güçlü çıkacağına sürekli söylüyor. Ancak nasıl güçlü çıkacağını anlatmıyor. Meclis'te hükümete de soruduk anlattı. Diyarbakır'dan Türkiye'nin bu savaştan nasıl güçlü çıkacağını tekrar soruyoruz. Türkiye'nin Irak'a demokrasi götürceği iddiaları var. Kendi ülkesinde demokrasiyi tam anlamıyla uygulamayın bir ülke başka ülkeye nasıl demokrasiyi götürür?"

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın "Gerekirse Kürtleri de koruruz" içeriğindeki sözlerini de eleştiren İşıklar, Kürtlerin kimseye ihtiyacı olmadığını, dılar fobisine girdiğini ileri sürdü. Parti olarak Türkiye'nin savaşa taraf olmasını istemediklerine göle etmemesini istedi. Dünyada tüm emperyalist güçler birleşse bile Kürtlerin tepeden inme hiçbir kararı kabul etmeyeceklerini kaydeden İşıklar, ülkeleri savaşa sürükleyenlerin Divanı Harp'te yargılanacaklarını öne sürdü. Bu durumu yaratılanın da Mussolini'nin akıbetine uğrayacaklarını vurgulayan HEP Genel Başkanı, hükümetin hal-hal gaz maskesi dağıtması gerektiğini, bu sorunun çözümlenmesi halinde Kızıllaç'a başvuracaklarını söyledi.

HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, konuşmasının son bölümünde Irak halkı üstüne yağdırılan bombalara da seyirci kalamayacaklarını, buna karşı çıkılması gerektiğini belirterek muhalefet partilerini savaş konusunda ortak tavır almaya davet etti. İşıklar, "muhalefet SS karnameleri için Çankaya'ya çıkmıyor. Muhalefetin birleşip halkın öncüsü olması gerekir. Çıkabilecek savaş hali ilanı da ancak böyle önlenir" diye konuştu.

HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, konuşmasının son bölümünde Irak halkı üstüne yağdırılan bombalara da seyirci kalamayacaklarını, buna karşı çıkılması gerektiğini belirterek muhalefet partilerini savaş konusunda ortak tavır almaya davet etti. İşıklar, "muhalefet SS karnameleri için Çankaya'ya çıkmıyor. Muhalefetin birleşip halkın öncüsü olması gerekir. Çıkabilecek savaş hali ilanı da ancak böyle önlenir" diye konuştu.

HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, konuşmasının son bölümünde Irak halkı üstüne yağdırılan bombalara da seyirci kalamayacaklarını, buna karşı çıkılması gerektiğini belirterek muhalefet partilerini savaş konusunda ortak tavır almaya davet etti. İşıklar, "muhalefet SS karnameleri için Çankaya'ya çıkmıyor. Muhalefetin birleşip halkın öncüsü olması gerekir. Çıkabilecek savaş hali ilanı da ancak böyle önlenir" diye konuştu.

HEP Genel Başkanı Fehmi İşıklar, konuşmasının son bölümünde Irak halkı üstüne yağdırılan bombalara da seyirci kalamayacaklarını, buna karşı çıkılması gerektiğini belirterek muhalefet partilerini savaş konusunda ortak tavır almaya davet etti. İşıklar, "muhalefet SS karnameleri için Çankaya'ya çıkmıyor. Muhalefetin birleşip halkın öncüsü olması gerekir. Çıkabilecek savaş hali ilanı da ancak böyle önlenir" diye konuştu.

HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy da muhalefetin Özal fobisine kapıldığını, Cumhurbaşkanı Özal'ın da alışınlar alışımına dılar fobisine girdiğini ileri sürdü. Parti olarak Türkiye'nin savaşa taraf olmasını istemediklerine göle etmemesini istedi. Dünyada tüm emperyalist güçler birleşse bile Kürtlerin tepeden inme hiçbir kararı kabul etmeyeceklerini kaydeden İşıklar, ülkeleri savaşa sürükleyenlerin Divanı Harp'te yargılanacaklarını öne sürdü. Bu durumu yaratılanın da Mussolini'nin akıbetine uğrayacaklarını vurgulayan HEP Genel Başkanı, hükümetin hal-hal gaz maskesi dağıtması gerektiğini, bu sorunun çözümlenmesi halinde Kızıllaç'a başvuracaklarını söyledi.

HEP 1. Küçük Kurultayı'yla ilgili alınan kararlar bugün düzenlenecek bir basın toplantısıyla kamuoyuna duyurulacak.

Milletvekillerinin Açıklaması

HEP Kars Milletvekili Mehmet Ahnak, Diyarbakır Milletvekili Salih Simer, İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren de dün yaptıkları yazılı açıklamada, bölgedeki incelemelerinin sürdüğünü, Özal'ın uyguladığı savaş kışkırtıcı politikasının bölgede hayatı tehenneme çevirdiğini söylediler.

HEP milletvekilleri, Güneydoğu'da vatandaşların büyük bir korku içinde bulunduğunu belirterek Türk uçaklarının da ABD uçakları ile birlikte Irak'ta olarak yaşadıkları bölgeleri bombaladıklarını öne sürdükünü kaydettiler.

HEP milletvekilleri, Güneydoğu'da vatandaşların büyük bir korku içinde bulunduğunu belirterek Türk uçaklarının da ABD uçakları ile birlikte Irak'ta olarak yaşadıkları bölgeleri bombaladıklarını öne sürdükünü kaydettiler.

Yeni **ülke** 20-26 Ocak 1991

Bulgaristan'dan Diyarbakır'a.... 'Kürt'leşen Türkler

● *Bulgaristan'dan Yunanistan'dan getirilip Diyarbakır'a yerleştirilen Türklere, Kürt komşularına Türkçe öğretme, Türkleşme görevi verilmişti. Ancak aradan geçen yıllar, göçmenlerin iyi birer Kürt olmasını sağladı.*

● *İlk zamanlarda göçmenlerle Kürt köylüler arasında kız alışverişi yokmuş. Sonraları başlamış. Şimdi önemli bir akrabalık bağı olmuş aralarında. Çocuklar birbirlerinin teyze, lrala çocukları olmuş. Kanları karışmış.*

Seyit DAĞ

Diyarbakır'ın Merkez Karabaş Köyü'ne gidiyoruz. Bir traktörün üstündeyiz. Yanımızdaki köylüyle Kürtçe konuşuyoruz. Köylüye, göçmenlerin durumu ile ilgilendikimizi ve köydeki göçmenler hakkında araştırma yapmak istediğimizi söyleyince, bizi hayretler içinde bırakan bir cevap veriyor: "Ben göçmenim."

İkinci Dünya Savaşı öncesi yıllarda Diyarbakır'a, Bulgaristan'dan çok sayıda göçmen gelmiş. 17 köy oluşturulmuş göçmenler için. Bismil ve Çınar ilçe merkezlerine de büyük oranda yerleştirilmişler. Yeni göç dalgası eskileri hatırlattı bize. Göçmenlerin yerleştirildikleri köyleri dolaşıyoruz.

Türkiye'ye gelişin hemen ardından başlayan kıtlık ve seferberlik birçoğunun batıya yerleşmesine yol açmış. Şu sıralarda baştaki göçmen sayısının onda biri kadar kalmış Diyarbakır köylerinde.

Karabaş Köyü'ne varıyoruz. Yol arkadaşımız bizi, yine bir göçmen olan Gülfü'nin kahvesine götürüyor doğruca. Kahvede birkaç göçmen ve diğer köylüler oyun oynuyor. "Göçmen ve diğer köylüler" farklılığını daha sonra öğreniyoruz doğal olarak. Görünüşte hiçbir fark yok. Tanışıp oturunca, Gülfü oğluna sesleniyor: "Jı mera dev, bine", (Bize ayrılan getir), Göçmenlerle ilgilendikimize söyleyince de: "İlk gelenlerimiz göçmendir. Biz buradayız, burada doğduk. Bu toprakların çocuklarıyız" diyor.

Göçmen çocukları ve gençleri istisnasız Kürtçeyi çok iyi konuşuyorlar. Gülfü

ve diğer göçmenlerle bazen Kürtçe, bazen de Diyarbakır Türkçesiyle sohbet ederiz. Gülfü'nün karısı Kürt. Evlenmeleri biraz sorunlu olmuş. Ama şimdi mutlu olduklarını söylüyor. Kendilerinin de Kürtlere gelin verdiklerini söylüyor: "Yani senin anlayacağın aramızda pek öyle fazla ayrılık kalmamış" diyerek tamamlıyor sözlerini.

Sohbetimiz koyulaşiyor. İlginç şeyler dinliyoruz. Türkiye'deki ilk uçak kaçırma eylemlerinden birine Karabaşlı bir göçmen çocuğu da katılmış. Henüz ortaokulda iken birkaç arkadaşı ile birlikte Diyarbakır Havaalanı'ndan kalkan bir uçağı Beyrut'a kaçırmışlar. Üç yıl Beyrut'ta hapis yatmış çocuk. Şimdi İstanbul'da kahvecilik yapıyor.

Kahveci Gülfü, 1970'lerde Abdullah Özalp'la birlikte Karakaya Barajı'nda çalıştıklarını söylüyor. İyi arkadaşmışlar.

Karabaşlı göçmenler diğer göçmenlerle karşılaştıkları zamanlarda yöre insanıyla daha fazla içli dışlı olmuşlar. Göçün başlarında köye 70 hane gelmiş. Daha sonraları kimi kıtlıktan kaçmış, kimileri ise daha iyi bir yaşam için Türkiye metropollerine göçmüş.

"Birbirimize benzedik"

Göçmenlerden Sabri ile konuşmamız, daha çok Kürtlerle aralarındaki ilişkiler üzerine oluyor. "İşte görüyorsunuz" diyor. "Bizim kuşak Kürtçeyi iyi biliyor. Kürtler de Türkçeyi öğrendiler son zamanlarda. Yani aramızda bir iletişimlilik söz konusu değil. Gelenek, görenek ve adetlerimiz de zamanla de-

ğişti. Mesela askiden düğünlerimizde kızlı erkekli eğlenirdik. Ancak buralarda öyle değil. Biz de bu adeti bırakık. Başlık parası yoktu bizde. Şimdi olmaya başladı. Giysilerimiz bile Kürtlerinkine benziyor. Bizimkilerin gelişle onlar da kısmen Türkçeyi öğrendi. Aslında biz-onlar ayrımını yapmak pek doğru değil. Çünkü bir-birimize benzedik."

İlk zamanlarda göçmenlerle Kürt köylüler arasında kız alışverişi yokmuş. Sonraları başlamış. Şimdi önemli bir akrabalık bağı oluşmuş. Kanları karışmış. Akrabalık ilişkilerinden bahsederken, Gülfü; "Bizim yaşlarımız aramıza suni bir duvar örmeğe çalışıyor. Onlar Bulgaristan'da, biz burada doğduk, aramızdaki fark belki de buradan kaynaklanıyor" diyor. Tezekli, tandırılı, kerpiç damlı göçmen evlerini dolaşıp ayrılıyoruz Karabaş'tan.

"Türkçe öğretmedik. Kürtçeyi öğrendik Paşam!"
Salat, Dicle kıyısında kurulmuş büyük bir köy. Köyün geniş verimli arazileri var. Sulu topraklarda pamuk ve tütün üretiliyor. 1938 göçünde hükümet, göçmenlerin çoğunu Dicle kıyısındaki köy ve ilçelere yerleştirmiş. Köyler aynı zamanda ya demiryolu ya da karayolu üzerinde. Amaç, göçmenlerin dış dünya ile irtibatlarının kopmaması ve olası "olumsuz" etkilerden onları böylece korumak olmalı.

Salat'a 50 göçmen ailesi yerleştirilmiş. Şimdi 15 kadar hane kalmış. Salat tipik bir Kürt köyü. Tezek kümbetleri, toprak damlarıyla diğer Diyarbakır köylerinden hiçbir farkı yok.

İsa Şenol; "Ben burada doğdum, Salatlıyım, Diyarbakırlıyım" diyor. İsa kahvecilik yapıyor. Zaten göçmenler yerleştikleri köylerin tümüne kahve açmışlar. Veya, onlar yerleştikten sonra kahvecilik başlamış köylerde. Köylüler bunu, "Büyüklerinde ticari atılganlık vardı" diye açıklıyorlar.

Salatlılar da Karabaşlılar gibi. Kürtlerle aralarında dil sorunu yok. Akrabalık bağları ile bağlanmışlar birbirlerine.

Salat Köyü'ne tepeden bakılınca içiçö geçmişlik daha iyi görülüyor.

Kırmızı tuğlalı göçmen evleri ile toprak damlı Kürt evleri birbirine geçmiş, karışmış birbirine. Bir mozaik, bir bahçe, bir renklilik gibi görünüyor.

İsmet İnönü, bir ara trenle Doğu gezisine çıkar. Yol boyundaki her göçmen köyünde durmakta, köylülerin halini hatırları sormaktadır. Köyün birinde sorar kalabalığa: "Buraya sizleri yerleştirdik. Komşu köylere Türkçeyi öğrettiniz mi bari?" Köylüler cevap verir: "Türkçeyi öğretmedik ama Kürtçeyi öğrendik Paşam". Bozuntuya vermez Paşa: "İyi, iyi; iki lisan bilmek, bir lisan bilmekten iyidir."

Şumnuhu Ahmet Dede

Kabi'ye gitmek üzere bindiğimiz minibüste Ahmet Dede ile tanışıyoruz. Kürtçe konuşuyordu. Gözlerinin maviliğinden başka bir farklılığı kalmamış, Kabili Kürt köylülerden.

Başındaki kasketi, konuşması, sevecenliği ile gelen, merhabalaması ile tipik bir Kürt ihtiyarcığı.

70 yaşında Ahmet Dede Bulgaristan'ın Şumnu vilayetinden. 20 yaşında iken gelmiş Kabi'ye. Evine dave ediyor bizi. Tuna boylarından aldığı yaşlı karısıyla tanışıyoruz.

Çocukları İstanbul'a yerleşmişler. Onların yanına gitmeyi düşünüyor. Köydek yaşamlarını soruyoruz. "Önceleri bana giliyorlardı. Siverekteydim o zamanlar. Sonra bir de bakım ki Kürtçe konuşuyorum artık." Ahmet Dede, bizi diğer göçmen evlerine götürüyor. Şakir Sakacı, köyde aza seçilmiş. 13 kadar göçmeni hanesinin olduğunu söylüyor köyde.

Sakacı köyden ayrılmayı hiç düşünmemiş. "Bunun gibi geniş bir yer nerede bulurum" diyor avlusunu göstererek. "Buradan ayrılıp nereye gideyim. Başka yerlerde akrabam da yok. Hem ben burada doğdum. Diyarbakırlıyım". Sakacı da Kürtlerle aralarında pek bir ayrılık olmadığını fkrinde. "Aslında bizsiz ayrımını yapmıyoruz. Siz söylediniz de aklımıza geldi göçmen olduğumuz" diyor Sakacı. Kürt köylülerle biraz fazla "kaynaşmış".

Kızlarını okula göndermiyor. "Birini orta ikiye kadar gönderdim, sonra da vazgeçtim. Okuyup ta ne olacak." Kızlarının ve karısının fotoğraflarını da çekirtmiyor Şakir Sakacı.

Başka göçmenler

Diyarbakır merkez Metrani Köyü'nde, Yunanistan'dan gelme göçmenler var. Daha önce geçtiğimiz diğer köylerden daha farklı bir durum yok Metrani Köyü'nde de. Siirt'in Erüh ilçesi Hılıla Köyü'nde Bursa'dan gelme göçmenler yerleşmiş. Hılıla Köyü'nden Kenan, "Aile içinde Kürtçe konuşuyoruz. Yalnız bizimkilerden Erüh merkezine yerleşenler aile içinde Türkçe konuşuyor" diyor.

Asfalttan 15 kilometre kadar içerde, yoksul bir Silvan köyünde, Salıka'dayız. Şemsihan'la konuşurken geçmişinden bir iz arıyoruz. Bulamıyoruz. "Gençtim, şimdiki kocamla evlendim, o Türkçe, ben Kürtçe bilmiyorduk. İlk başlarda el kol falan anlaşıyorduk. Sonra şimdiki gibi. Katdeşlerim, hâlâ Muş'talar.

Onlar da Kürtçe konuşuyor. Ama onlar Türkçeyi unutmamışlar." Gül, Şemsihan'ın gelini. O da Türk kökenli. Silvan'da, Muş'ta ve İstanbul'da akrabaları var. Türkçeyi unutmamış.

Kabilli Özgür,

Özgürle Kabi Köyü sokaklarında dolaşırken karşılaştık, Kürtçe konuşuyoruz onunla. "Ben sizi dolaştırayım, ben de göçmen çocuğuyum" diyor son derece düzgün bir Kürtçe ile ve şaşırtıyor bizi bir kere daha.

Bizi evine götürüyor. Babası Abdullahla tanışıyoruz. Abdullah şalvarını giyerek, zaten şalvarlı otan oğlunu da alarak geçiyor fotoğraf makinesinin karşısına. Abdullah şoför. Irak'a gidip geliyor. "Ben kırk yaşına geldim.

Burada doğdum, burada büyüdüm. Kürtçe anadilim oldu artık. Çocuklarımız Kürtçe konuşuyor, görüyorsunuz." Diğer çocuklarıyla tanışıyoruz.

Deniz, Özlem, Eylem. Evinde misafir olan Abbas Köyü'nden kayınbiraderi katılıyor sohbetimize. Ondan

da aynı şeyleri dinliyoruz.

Göçmen köylerini dolaşırken, yeni gelenlerin o yörenin hakim kültürüne zaman içinde kendilerini nasıl adapte ettiklerinin sayısız örneği ile karşılaştık. Göçmenlerin, yerli köylülerle olan yakınlığı, kaynaşmaları, aralarındaki kültürel yaklaşma birçok bakımdan derslerle dolu.

Kerpiç damları, tandır ekmekleri, başlık paraları şalvarları ve dilleriyle göçmenleri Kürtlerden ayırmak olanaksız. Onlar da bu durumdan rahatsız değil.

Almanya'da Kürtçe isim yasağı

Mehmet KABA

Almanya'da bir Türkiyelisiniz; üstelik yeni evlisiniz ve bir çocuğunuz oldu. Mutlusunuz. Mutluluğun iki anlamı var; ilki, yeni bir arkadaşın aranızda katılması; ikincisi, Türkiye'de değilsiniz ve çocuğunuza istediğiniz ismi takabileceğinizi düşünüyorsunuz. Babanız bu küçük mutluluğu tadamamış; size "Bjar" ismini koymak istemiş belki, ama nüfus müdürlüğündekiler "olmaz" diye direince Türkçeye uygun bir isim takmışlar. Hiç olmazsa çocuğum Kürt ismi alsın dediniz.

Bebeniz bir kız... Düşünüyorsunuz... Zozan mı olsun, yosa Dilan, Berçem, Peşvin mi?... Birinde karar kıldınız. Bu ismi takabileceğinizden eminsiniz, çünkü Türkiye'de değilsiniz, bebeniz bir Kürt ismi alabileceksiniz...

Acele edip, sabah erkenden Alman Nüfus Müdürlüğü'ne geldiniz. Bir bebeğinizin olduğunu, onu kayıt ettirmek istediğinizi, ayrıca uygun bir isim bulduğunuzu söylüyorsunuz sevecenlikle. Alman memur anlatuklarını pek dinlemeden çekmece-sinden bir dosya çıkarıp uzun uzun bakıyor:

"Berçem demiştiniz değil mi? Ama bu Türk Konsolosluğu'nun bize verdiği listede yer almıyor ne yazık ki. Biz sadece Konsolosluğun verdiği listeye göre hareket edebiliriz."

Alman memurun söylediklerine pek inanmak istemediniz. "Nasıl olur?" dediniz: "Burası Almanya, burası Türkiye değil ki Kürtlere Kürt adı yasak olsun."

Bebenizin ismi konusunda

memura direndiniz ama olmadı. Türk Konsolosluğu'nun verdiği listede yer alan "uygun" bir isim seçtiniz. Yıl 1985'in ortalarıydı...

Evet. Almanya'da Kürt ismi yasağı yeni değil, 1985 yılında ortaya çıktı. Türkiye Cumhuriyeti ile Almanya arasındaki "müttefiklik" sadece askeri ilişkilerle sınırlı kalmıyor, birbirlerinin "kültür" politikalarını da destekliyorlar.

Yasağın ortaya çıkmasının hikayesi şöyle: Türk Büyükelçiliği, Alman Nüfus Müdürlüklerine bir yazıyla başvurarak "Türk isimleri listesi" gönderir. Almanya'da Kürt isimleri alan çocukların ülkelerine dönmele-ni durumunda, kendilerine sorun yarattığını, çocuklara bu isimleri takmak istemediklerini belirtip, listeye uyulması gerektiğini vurgular. 1985 yılı ras-

lantı değildir. Aynı dönemde "Türkçe olmayan" 13 bin köy ismi Türkçeleştirilmeye başlanmıştı. İşte, İçişleri Bakanlığının aldığı ve uygulamaya soktuğu bu karar, yıldırım hızıyla Almanya'da da uygulan-

Karar Almanya'da kararı protesto eden Kürt aydınlarına rağmen uygulanmaya başladı. Ancak, çocuklarına Kürt adı almakta direnciler için çözüm yolu bulamayan Alman makamları son çare olarak "Böyle isim olmaz, bunun bir isim olduğunu ve bir anlamı olduğunu kanıtlamanız gerekir."

Bilirkişi raporu getirmezseniz gerekir" dediler. Kürtler çocuklarına ancak bilirkişi raporu ile Kürt ismi alabilmeye başladılar.

Almanya'da halen Kürt isimleri yasağı sürüyor.



Almanya'da ismi kullanılması yasak

Yeni

ülke

20-26 Ocak 1991

Yılmaz Güney'in yaşamı tiyatro sahnesinde**"Beni Yeşilçam'dan sormayın"**

● Kürt rejisörü ve sanatçısı Yılmaz Güney'in yaşamını konu alan "Şarkımız Güney'e Dair" adlı oyun Pendik Kültür Evi'nde gösteriliyor. Güney'in filmlerine, düşüncelerine konulan yasaklar, Yılmaz Güney sevgisini kimseye kaybettirmedi.

● Yılmaz Güney, yaşamının toplam on iki yılını cezaevinde geçirdi. Sanatının en ileri ürünlerini bu yıllarda verdi. Kürt kimliği bu dönemde iyice belirginleşti. Ve bu dönemde ulusal kimliği yazdığı senaryolara kaynaklık yaptı.

Mehmet AKTAŞ

Yılmaz Güney tiyatro sahnesinde... Konu, Yılmaz'ın taa kendisi. Tutsaklığı, mücadeleleri, filmleri yani yaşamı.

İstanbul Sahnesi'nin sergilediği "Şarkımız Güney'e Dair" Pendik Kültür Evi'nde sahnedir. Beş yıllık bir amatör topluluk olan İstanbul Sahnesi bu oyunu daha önce Avrupa'nın bazı önemli merkezlerinde sahneye koymuş. Şarkımız Güney'e Dair'in yazar ve yönetmeni Mehmet Esatoğlu. Lale Ulutepe, Güzide Balcı, Arif Pişkin, Meral Gündoğdu, Nazire Kalkan, Sevtap Akbel, Yaşar Kurt, Enver Akan, Serhan Durak, Alişkan Akpınar, Dağistan Bekiroğlu, Osman Özcan ve Murat Tunçelli gibi oyuncular, rol almış.

Kürt rejisörü ve sanatçısı Yılmaz Güney'in Adana'nın Yenice Köyü'nde başlayıp Paris'de bir hastanede noktalan yaşam serüveninden kesitler oyun boyunca ilgiyle izlenirken, zaman zaman oyunun yönetmeni Esatoğlu'nun sanat evreninden oyuna kayan yfıldızlar, izleyicilere yeni ufuklar açıyor. Ancak yönetmenin birden çok şey söylemeye kalkışması Güney'e yoğunlaşmamızı zorlaştırıyor. Buna rağmen, sinemacı olarak da, siyasi bir öğretmen olarak da, özgürlüğü elinden alınmış, bir sanatçı olarak da Güney'in zengin bir yaşamı deneyimine sahip olması oyuna Şarkımız Güney'e Dair'in büyük ilgi bulmasına neden oluyor.

"Rüzgara savrulmuş şarkı
Yıllar burada tükeniyor.

Bir şeyler yapmalıyım. Ne yapmış bizden arkasına öcekiler? Ne yapmış şair baba? Kapatmışlar onu demir parmaklıkların arkasına o da salmış şarkılarını rüzgara... 12 yıl hapis mi lafı güzaf"

Evet gerçekten Güney için mapusluk "Lafı güzaf" olmuştu. Kürt rejisör, Sürü, Düşman ve Yol gibi en büyük filmlerini demir parmaklıklar arkasında yaratmıştı. Bu üç film de uluslararası başarı kazandı.

Soruyorum. "Yılmaz'ı tanır mısın?"

"Tanırım"

"Nasıldır"

"Bizdendir"

Yılmaz Güney, kansı Fatoş'la cezaevi kurallarını ihlal ediyor. Komutan askere "vur" diyor. Vurmuyor asker. Habire eline, eline vuruyor. Acıdan yere yığılıp kalınmaya kadar. Sonra da türküyeye başlıyor. "Hele Waye Waye..." Kürt Memed komutanına giderek "vurdum" diyor. Güney'i sahipleniyor.

Yılmaz Güney büyük bir sinemacı olarak siyasi kişilik olarak da hâlâ paylaşılmayan bir insan oldu. Güney, haksızlıklara baskıya sömürtüye karşıydı. Ve her zaman gerçeğin yakınındaydı. Türkiye gerçeğini, ülkesinin gerçeğini beyazperdeye aktarmak en büyük amacıydı. Egemenlerin buna tahammülü yoktu. "Stop de. Lütfen stop de..." diyorlardı Güney'e. Yönetmen, "Somut. Gerçek. Yaşamın gerçeklerine nasıl stop diyebilirim, kim diyebilir?" Neye mal olursa olsun durdurulmayacak. Özellikle ülke gerçeği onu sarmaladıktan sonra...

Yol filmi Cannes Film Festivali'nde büyük ödülü almasından sonra kendisiyle Mahmut Bakış'ın yaptığı söyleşide şöyle diyordu Güney "Biz Yol filmi ile, Türkiye ve K... 'dan insan manzaraları çizdik. Bir gerçeği belirttik. Ki, buna birçok insan tepki duyuyor. Örneğin, Yol filminde K... belirtilmesi birçok şoven yapıtı insanı küplere bindirdi. Ve bana hain damgasını da vurdular. Ben burjuva tarafından her zaman hain ilan edildim. Bundan hiç kırıklık ve üzüntü duymuyorum. Bana halkım hain deseydi, ona üzülürdüm. Oysa halkım beni kucaklamış ve bana sahip çıkıyor."

Güney, ödülünden sonra dünya basınına "Bir Kürt rejisörü ve sanatçısıyım" diyordu. Güney'i buma iten gerçek neydi? Bu soruyu şöyle yanıtlıyordu: "Bir insan kökenini inkar etmemeli, ulusal kökenine sahip çıkmalıdır. Kaldı ki, ben Kürt kökenli olmasaydım dahi, bir demokrat olarak ulusal zulme karşı mücadele etmeyi bir görev sayardım. Yalnız bu açıdan bakılsa dahi, görülecektir ki, Kürt ulusu gerçekten ağır bir baskı altındadır... Düşünün ki bir ulus kendi dilini konuşmuyor, türküsünü söyleyemiyor..."

Güney son zamanlarında halkına bu kadar yakın olması sadece egemenlerin değil, Türkiyeli birçok 'Yeşilçam bitirini'nin de hoşuna gitmedi. Büyük sanatçı ulusal ısrarla gözardı edildi. "Güney'in filmlerine özgürlük" kampanyaları açılırken, sa-

natçının yapıtlarına konulan yasağın altındaki gerçeği, günışığına çıkarma, onu vurgulamaya kimsenin işine gelmiyordu. Güney ısrarla "Büyük Türk sinemacısı, Yeşilçam'da parlayan yıldız" olarak anlatmaya çalışıyorlardı. Oysa Güney her zaman "Beni Yeşilçam'dan sormayın" diyordu.

"Ben halkımın yazgısını paylaşıyorum. Onun gerçeği ile bugünlere geldim" diyordu.

Yılmaz Güney mesleğine aşığı. Ancak her şeyi değildi sinema. İnandığı, beyazperdeye aktarabildiği ölçüde mutluydu. Ona ısrarla yakıştırılan "komünist kimlik" de fazlaydı. Bir sanatçıydı Güney.

Ancak sanatını kimin hizmetine vereceğini çok sonra keşfetti. Ulusal netleşme onun sanatında sıçramasında da belirleyici olmuştu. Bu geçiş nasıl açıklanabilir? Kuşkusuz en büyük etken, Yılmaz Güney'in ağır etkisinde olduğu Türk sol çevreleriydi. Etrafında oluşturulan çemberi Güney yurtdışındayken bile tam anlamıyla kıramamıştı. Her şeye rağmen sanatçının son geldiği nokta anlamlıydı. Halkıyla bütünleşmişti o.

Şarkımız Güney'e Dair oyununu izlerken, kendini hissettiren en büyük eksiklik de kuşkusuz Güney'in son döneminde sanatında ve kişiliğinde gözlenen bu değişimin yokluğu. Bunun nedeni de Yönetmen'in Yeşilçam ve Babiali kaynaklarından fazlaca yararlanmış olması herhalde.

2000'E Doğru, 27 Ocak 1991



KÖRFEZ SAVAŞINDAN BİR TAHBİRAT ÖRNEĞİ. Böyle görüntülere alışılmak istemiyoruz.

SINIR BOYLARINDA HAVA SALDIRISI

Bombalanan Kürt köyleri

İncirlik'ten kalkan uçaklar Kuzey Irak'taki Kürt köylerini bombaladı. Sınırın bu tarafında da boşaltılan köyler bombalanıyor. Olay Cizre merkezindeki gazeteciler tarafından duyulunca bombanın eğitim uçuşunda düştüğü açıklaması yapıldı. Çukurca, Cizre, Silopi ve Uludere'de insanoğlunun mağaralara dönüşü... Birçok uçağın Türkiye-Irak sınırına düştüğü söyleniyor.

Türkiye'deki ABD üslerinden kalkan uçakların bir bölümü Irak'ın askeri hedeflerini bombalarken, bir bölümü de sınır boyundaki hedeflere yöneldiler. Bombalanan yerler, daha çok PKK kampları bulunduğu söylenen Kuzey Irak'taki Erbil, Sindia, Gulya, Çonigi, Ermeşté, Pixér dağları. Bombardıman Türkiye tarafından izlenebiliyor.

“YÜZLERCE ÖLÜ”

Öte yandan Irak'taki Kürt yerleşim bölgeleri de bir haftadır bombalanıyor. Türkiye'den kalkan uçaklardan atılan bombaların; Bawardé, Tuyané, Xırabdaré, Badırme, Rabenga, Kûzaf ve Dornex köylerini harabeye çevirdiği belirtiliyor. Bu bölgeye girmek çok zor, ama geç de olsa haberler Türkiye tarafına ulaşıyor. Bombalanan köylerdeki Uludere, Silopi, Beytüşebap ve Çukurca ilçelerinde yakınları var. Silopi bölgesindeki önde gelen bir aşiret mensubu “Akrabalarımız bunca senedir savaşın içinde oldukları halde, bombalara karşı kendilerini koruyamamışlar. Mağaralara sığınmışlar. Yoksa hepsi ölecektmiş.” diyor.

20 Ocak Pazar günü Cizre büyük

bir patlamayla sallandı. Kadioğlu Otelinde kalan gazeteciler dışarı fırladılar. Yetkililerden konu hakkında bilgi almak istediklerinde; “Eğitim uçuşu yapan uçağımızdan bir bomba Cudi'ye düşüp patladı.” yanıtını aldılar. Oysa halkın anlattığına göre, “Irak'a saldıran uçaklardan biri, Irak sınırındaki uçaksavarlar tarafından vuruldu. Yaralı olarak kaçmaya çalışan uçağın taşıdığı bombalarla beraber Cudi'ye çakılıp infilak etti.”

Aynı gün Irak sınırında, Çukurca'nın Çıgılı muntıkası saatlerce bombalandı. Daha sonraki günler bombalama yoğun bir artış gösterdi. Irak'tan çok uzak olmasına rağmen, çok sayıda PKK gerillasını barındırdığı belirtilen Van'ın Çatak ilçesi yakınlarındaki Kato dağına bombalandığı söyleniyor. Yüksekova yakınlarındaki Cilo dağları, Şırnak yakınlarındaki Karataş dağı da aynı olayı yaşadı.

BİRÇOK UÇAK DÜŞÜRÜLDÜ

Irak, sınır boylarında uçaksavar savunması yapıyor. Çukurca'ya bağlı Kazankayalık köylüleri, 2000'e Doğru muhabirine 19 Ocak akşamı Hakkâri ve düşen uçak olayını anlattılar. “Irak topraklarından dönen uçaklar-

dan biri, sınırdaki Irak uçaksavarları tarafından vuruldu. Alevler içinde Hakkâri'ye alçaldı. Daha sonra Sümbül dağına çarpıp infilak etti.”

Silopi'nin kuzeydoğusunda Çardaklı köyü yakınlarına uçak düştüğünü yüzlerce kişi görmüş. Gene Irak uçaksavarları tarafından vurulan bir uçak Bitlis'in Hizan ilçesi yakınlarına düştü. İlçe Kaymakamı önce olayı doğruladı, daha sonra reddetti.

Bunların dışında Uludere ilçesine 3 uçağın düştüğü söyleniyor.

CİZRE'YE DÖNÜŞ

Savaşa bir hafta kala Güneydoğu'da büyük bir göç yaşandı. Çeşitli etkenlerle heyecanlanıp göçenler yavaş yavaş dönmeye başladılar. En büyük dönüş Cizre'ye oldu. Gurbet ellerde barınacak yer bulamayınca başka çare kalmadı. Çoğu dönüş parası bulamamış. Kadınların çeyiz olarak sakladıkları beşbirlikler satılıp yol parası yapılmış. Beşbirliği olmayan da zahire ve eşyasını satmış.

Çukurca, Uludere, Beytüşebap, Silopi ve Cizre'de de bir kısım insanlar mağaralarda yaşamayı tercih ediyor.

MEHMET ŞENOL/
NECATİ BOZKURT

2000'E Doğru, 27 Ocak 1991

PKK 4. KONGRESİ

"Özel savaşın derinleştirdiği kriz"

Kongrenin 26-31 Aralık günlerinde dağlarda yapıldığı bir bildiriyle açıklandı. Feodal-Komplexuluk ve burjuva liberalizmi mahkûm edildi.

Türk basını, PKK 4. Kongresi'nin toplandığı haberi verdi. Ancak Milli İstihbaratın imal ettiği biçimde ve basın ahlâk kurallarına aykırı olarak, 2000'e Doğru için gerçeğini araştırdı.

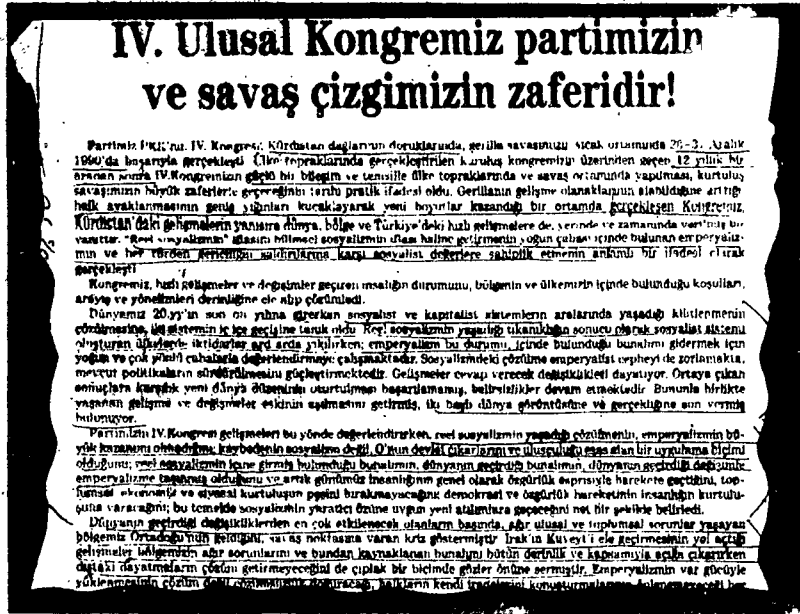
PKK Merkez Komitesi'nin 1 Ocak 1991 günlü bildiri, 4. Kongre'nin 26-31 Aralık 1991 günleri arasında ülke "dağlarının doruklarında" toplandığını açıkladı. Oysa basın, kongrenin Kasım ayında Şam'da toplandığını yazmıştı.

BUNALIMIN BATI'YA TAŞINMASI

Bildiri, kongrenin 12 yıllık bir aradan sonra "güçlü bir bileşim ve temsil" gerçekleştirdiğini belirtiyor. Koşullar şöyle özetleniyor: "Gerillanın gelişme olanakları alabildiğine artıyor ve halk ayaklanması geniş yığınları kucaklıyor."

Kongresi, son yıllarda kapitalist ve sosyalist sistemlerin "iç içe girmesine" tanık olduğunu öne sürüyor. "İki başlı dünya gerçeğinin son bulduğu" saptanıyor. "Devlet çıkarlarını ve ulusçuluğu esas alan reel sosyalizmin çözülmesi", emperyalizm için bir kazanç sayılmıyor. Tersine bunalımın emperyalizme taşıdığı vurgulanıyor. "Sosyalizmin yaratıcı özüne uygun yeni atılımlar" bekleniyor.

"EMPERYALİST-SÖMÜRGEÇİ BÖLGESEL PAYLAŞIM SAVAŞI" Körfez savaşı çıkmadan toplanan



Kongre, Irak'ın Kuveyt'i "ele geçirmesi" sonucu, bunalımın bütün derinlik ve kapsamıyla açığa çıktığını saptıyor. "Dış dayatmaların çözüm olamayacağı" belirtildikten sonra, Ortadoğu'nun önünde şu olgular saptanıyor: Patlamalara dönüşen çelişkiler, çözümler, büyük değişiklikler, devrimler..

IV. Kongre, yapıldığı tarihte henüz patlamamış olan savaşı, "emperyalist-sömürgeci bölgesel paylaşım savaşı" olarak niteliyor. Buna karşı cevap: Kurtuluş savaşı.

Bildiride, özel savaşın Türkiye dev-

letini bir savaş makinasına dönüştürdüğü belirtiliyor ve bunun yarattığı büyük mali sorunlara değiniliyor. Böylece devletin bunalımı ağırlaşiyor. Yaşam düzeyi düşen kitleler aktifleşen bir muhalefete yöneliyorlar. Böylece TC tarihinin en kritik günleri yaşanıyor. Kongre, 2000 yılına kadar hedefe ulaşılması perspektifini getiriyor.

"KURAL-KAİDE TANIMAYAN ÇETECİLİK"

IV. Kongre, PKK içindeki yanlış eğilimleri de mahkûm ediyor. "Feodal komplocu ve burjuva liberal" anlayışın verdiği zararların muhasebesi yapılıyor. Feodal komploculuğun savaşta "kural-kaide tanımayı" ve "gerillayı yozlaştırarak asi çeteciliğe dönüştürmesi" eleştiriliyor.

Bildiri, PKK lideri Öcalan'ın belirleyici rolünü vurgulamaya özel bir önem veriyor.

Bildirinin devamında, sosyalizmin başarısı için "yıkma yeteneğine sahip insanın yapma yeteneğine kavuşması" üzerinde duruluyor.

Kongre, tüm dünyadaki devrimci güçlerin birlik ve dayanışması için, "devrimci sosyalist enternasyonalin" kuruluşu yönünde çabalara girmeyi kararlaştırıyor.

İKİBİNE DOĞRU • 27 OCAK 1991 • 29

Kürt örgütlerinin Ulusal Kongre çalışması

Şam'daki PKK kaynaklarının belirttiğine göre Kürt örgütleri Ulusal bir Kongre oluşturmak için ön görüşmelere başladı. Yapılan görüşmelerden son derece umutlu olduklarını belirten PKK kaynakları, kısa bir süre içinde muhtemelen Avrupa'da tüm Kürt örgütlerinin katılacağı bir toplantıyla Ulusal Kongre'nin ilkelerini saptayacaklarını belirtti. PKK'nın uzun süreden beri Ulusal Kongre oluşturma yönünde çalışmaları olduğu, ancak bugüne kadar çeşitli nedenlerle diğer Kürt ör-

gütlerini bir araya getiremediği biliniyordu. Ancak, Körfez krizi bahanesiyle emperyalist ülkelerin Ortadoğu'ya yerleşmesi ve Irak'a saldırması, diğer taraftan özellikle Kürt nüfusun yoğun olarak yaşadığı yerleşim alanlarının bombalanması, Kürt örgütlerinin Ulusal Kongre etrafında bir araya gelmesini hızlandırdı. Oluşturulacak Ulusal Kongre'nin sadece anti-emperyalist olmakla kalmayacağı, çok geniş kapsamlı olacağı belirtildi.

Cumhuriyet, 25 Ocak 1991

ABD'nin NATO Büyükelçisi'nden Irak saldırısına karşı Türkiye'ye güvence:

NATO anında savaşa girer

İtalyan Corriere Della Sera gazetesine demeç veren Büyükelçi William Taft, Irak'ın Türkiye'ye saldırması durumunda NATO Antlaşması'nın otomatik olarak yürürlüğe gireceğini belirtti. Taft, "İttifak bu durumda savaşa müdahale edecektir" dedi.

NİLGÜN CERRAHOĞLU

ROMA — İtalyan "Corriere Della Sera" gazetesine bir demeç veren ABD Nato elçisi William Taft, "Irak'ın Türkiye'ye saldırması halinde NATO ivedi ve otomatik olarak Körfez Savaşı'na müdahale etmek durumundadır" dedi. Taft İtalyan gazetesine verdiği demeçte bu yükümlülüğün çok açık olduğunu ve tartışılmayacağını söyledi. Taft'ın sözleri, NATO müdahalesinin otomatik olmadığını belirten ve söz konusu müdahalenin önce İtalyan parlamentosunda tartışılacağına iddia eden Dışişleri Bakanı Gianni De Michelis'in çelişkili açıklamaları yanında polemik yarattı. NATO'nun yükümlülüğünün

rak Körfez Savaşı'na girmeye kalkarsa bu, onun bağımsız karar olacaktır. Bu durumda Türkiye'nin Körfez Savaşı'nda zaten yer almakta olan diğer NATO ülkelerinden (İngiltere, Fransa, İtalya) farkı kalmayacaktır. Türkiye müttefiklere danışarak Irak'a saldırıya bile NATO'nun müdahalesinden söz edilemez" dedi. Taft, ayrıca Körfez Savaşı'nda şimdiden katkıda bulunan NATO ülkelerini sayarken "İngiltere'nin arkasından Fransa ve İtalya'nın katkılarını vurgulamak istiyorum. Almanya da mali desteğini arttırmaya hazır görünüyor. Türkiye'nin de üsleri atığını unutmamak lazım" dedi.

Bu arada bir üsteki NATO uçak filosunun İtalyan pilotlarıyla konuşan "La Repubblica" gazetesi pilotların kendilerine verilen "caydırıcılık" rolünü gayet iyi anladığını ve Irak'tan gelen olası bir saldırıda harekete geçmeye hazır olduklarını bildirdi. "Repubblica" ayrıca pilotların "Özal'ın kendiliğinden sınırın öte tarafına geçmeye karar ver-

mesi halinde tek başına gideceğini" belirttiklerini kaydetti. Aynı konuda İtalyan pilotlarla konuşan "L'Unita" gazetesi de Türkiye'nin Irak'a saldırması halinde "pilotlarına geri çekileceğini" bildirdi. Erhaç'taki İtalyanların sözcüğü olan Antonio Stoppani Körfez'de aktif olarak bombalamalara katılan İtalyan güçlerle, NATO bünyesinde Erhaç'a gelen birliklerin arasında büyük fark olduğunu vurguladı.

Yöredeki Kürt terörizminin hedefi haline gelmekten korktuklarını açıklayan pilotların, üstün çıkmama emri aldıklarını vurgulayan "L'Unita", "çelişkili görünebilir, ama buradaki İtalyan pilotlarına en büyük tehlike Irak'tan değil, Türk topraklarının içinden geliyor. Dünyanın dikkatinin bu bölge üzerindeki yoğunlaşmasından faydalanan Kürtler, ay- rıhçı taleplerini gürültüü bir biçimde dile getirmek üzere terör faaliyetlerine hız vermeye hazırlanıyor." diyor.

Cumhuriyet, 25 Ocak 1991

Sir Alfred Sherman, Türkiye'nin müttefiklerin yanında savaşa katılarak KKTC'nin tanınmasını şart koşabileceğini söyledi. Sherman, "Batı içinde Araplara daha yakın duran Yunanistan yerine, Türkiye'ye bir bedel ödemek daha yararlı olur" dedi.

EDİP EMİL ÖYMEN

LONDRA— Eski Başbakan Margaret Thatcher'ın on yıl süreyle danışmanlığını yapan Sir Alfred Sherman, Türkiye'nin Körfez savaşında ikinci cephe açılmasında müttefiklere yardımcı olmasının karşılığında Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti'nin resmen tanınmasını isteyebileceğini söyledi. Thatcher dönemine perde arkasından damgasını vuran muhafazakâr ideologlardan olan Sir Alfred Sherman, "Türkiye hükümeti, müttefikler yanında savaşa katılmasına karşılık olarak KKTC'nin tanınmasını şart koşabilir. Batı için de Araplara yakın duran Yunanistan yerine, Türkiye'ye bir bedel ödemek daha yararlı olur" dedi. Sir Alfred, "Türkiye'nin bölgede çıkarı vardır. Irak'ta Saddam sonrasında Kürt sorununun bir şekilde çözüme bağlanması gerekiyor. Bu, bir çeşit özerklik olacaktır. Türkiye de kaçınılmaz olarak etkilenir" görüşünü getirdi. Sherman, Türkiye'nin kuzeyden Irak'a girmesi gerektiğini de söyledi.

Margaret Thatcher'ın 15 yıl süren liderliği ve 11 yıl süren başbakanlığı sırasında Muhafazakâr Parti için siyaset seçenekleri üreten "Siyaset Araştırmaları Merkezi'nin kurucusu olan Sir Alfred Sherman, "Cumhuriyet" in sorularını şöyle yanıtladı:

— Türkiye, Irak'a yönelik BM ambargosuna ilk katılan ülkelerden. Şimdi de ikinci cephe açıldı. Türkiye neden bu kadar hevesle katıldı?

SHERMAN— Türkiye'nin bölgede çıkarı vardır. Irak'ta Saddam sonrasında Kürt sorununun bir şekilde çözüme bağlanması gerekiyor. Bu, bir çeşit özerklik olacaktır. Türkiye de kaçınılmaz olarak etkilenir. Türkiye, savaştan pay almak istiyor.

— Türkiye şu sırada üslerini kullanarak savaşa taraf oluyor. Bu katkıya karşılık ne isteyebilir?

SHERMAN— Bu dünyada hiçbir şey bedava değildir. Türkiye, Kuzey Irak'ta bir etki bölgesi isteyebilir. Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti'nin tanınmasını isteyebilir. Çünkü Türkiye savaşa ne ölçüde katılırsa, müttefiklere katkısı o ölçüde olacaktır, müttefiklerin kayıplarını paylaşacaktır. Batı içinde Araplara yakın duran Yunanistan yerine Türkiye'ye bir bedel ödemek daha yararlı olur. Yunanlılar birey olarak zeki, ancak toplum olarak kendi kendilerinin düşmanıdır, kendilerini yok etmeye eğilimlidirler. Türkler bireysel bakımdan durgun, ancak toplum olarak yaratıcı ve devlet kurucudurlar. Türkiye hükümeti, Körfez bunalımına taraf olmakla akıllılık etti. ABD, Suriye'ye taviz verip yanına çekti. İsrail'e taviz verip, saf dışı bırak-

tı. Türkiye'ye de taviz verdi ki yanında yer alsın diye. Türkiye en yüksek bedeli de ödetmelidir. Türkiye'nin, savaşa karışmasına karşılık isteyeceği bedel, Avrupa Topluluğu üyesi değil, ama KKTC'nin tanınması olabilir.

— Neden AT üyeliği değil?

SHERMAN— AT'ye ya Türkiye ve Yunanistan birlikte alınmalı, ya da ikisi birden alınmamalıydı. AT'de serbest dolaşım konusu büyük başağrısı.

— O halde Türkiye'ye Körfez savaşına taraf olarak ne rol düşüyor?

SHERMAN— Şimdiki savaş, Irak'a karşı bir savaştır. Kuveyt'i geri almak için değil, Irak'ın savunma ve dayanma gücü kırılmalı ve hayati iç bölgesine girilmeli, Kuveyt'i alıp güneyden kuzeye gitmek zordur ve kanaatimce yanlıştır. Irak ile Ürdün arasındaki ilişki kesilmeli, daha sonra Irak'ın içine yürütmeli, müttefikler Kürdistan'a vardıklarında Türkiye kuzeyden girmelidir.

— Yani kara kuvvetiyle?

SHERMAN— Dağlık yöredir. Bu nedenle piyade gücü önemli, Suriye bu durumda karışmaz. İran ise soru işareti. İran'da Humeyni sonrasında ortaya çıkan iktidar boşluğu giderilmiş sayılmaz. Türkiye'nin kuzeyden girmesi durumunda bu mutlaka müttefiklere yardım şeklinde olmalı.

— Sınırların değişebilirliği tartışılır oldu. Neden Irak'ın toprak bütünlüğü bozulmuş?

SHERMAN— Türkiye, Musul vilayetini 1926'da gözden çıkardı. Ancak Ortadoğu'da 1920'lerde çizilen diğer sınırları İngiltere ve Fransa dayatmıştı. İlle değişmelidir diye bir şey yok, ama değişim mümkündür. İkinci Dünya Savaşı'ndan sonra Polonya, Çekoslovakya, Almanya, Romanya sınırları değişti. Irak, Birinci Dünya Savaşı'ndan sonra petrol şirketleri ve Araplara duyulan yakınlık sonucu ortaya çıktı. Oysa Kerkük ve Süleymaniye'de Arap yaşamaz, buralarda Kürt ve Türkmen vardır. Buralar, petrol için tarafsız ve istikrarlı bölge olarak düşünülmüştü.

— Türkiye, şimdiki konumu nedeniyle Irak'tan bir saldırıya uğradığı takdirde, bazı NATO üyeleri yardıma yanaşmayacakmış gibi görüşler var.

SHERMAN— NATO "ölü bir ördektir". Size uçak gönderen Belçika'nın ordu olarak kıymet-i harbiyesi nedir? Ya İtalyanların? Tamamen yarırsız. İspanya size ne verecek? Askeri gücü jandarmadır. Ya Yunanistan? Sizi korumaya yavaşır mı? İngiltere, Türkiye'ye kuvvet göndermediğine göre tek kaybedeceğiniz güç Almanya olur. Avrupa savunması şimdiki örgütlenme biçimiyle tam bir masal. Avrupa'da büyük askeri güce sahip İngiltere, Almanya, Fransa var. Ancak Fransa ikiyüzlüdür. Halkının karakteri, kurumlarına yansıyor.

Eski İngiltere Başbakanı Margaret Thatcher'ın danışmanı Alfred Sherman'dan Cumhuriyet'e demeç:

Türkiye, Kuzey Irak'tan girmeli

Cumhuriyet, 25 Ocak 1991

HASAN CEMAL

Irak Saldırırsa...

ANKARA — Irak Türkiye'ye saldırabilir mi? Nasıl bir saldırı olabilir bu? Füze, yoksa karadan bir çılgınlık?..

Türkiye'nin vereceği karşılık ne olur?

Karadan bir *ikinci cephe* açılabilir mi? Yani Türk askeri Kuzey Irak'tan Kerkük'e, Musul'a yürüyebilir mi?

Bu soruların karşılıkları kuşkusuz hepimiz için, ülkemizin güvenliği açısından son derece önemli.

Başkente yaptığımız gününbirlik bir ziyaret sırasında, Körfez savaşıyla ilgili bu soruların yanıtlarını araştırdık. Siyasal iktidara yakın çevrelerden edindiğimiz izlenimleri özetlersek, ortaya şöyle bir görüntü çıkıyor:

(1) *Irak Türkiye'ye saldırırsa ne olacak?* Hiç kuşkusuz gereken karşılığı görecektir. Nitekim Cumhurbaşkanı Özal, Alman ARD televizyonunun bir sorusu üzerine dün sabah *"Irak saldırırsa misilleme yaparız"* demiştir.

(2) *Bu nasıl bir karşılık olabilir?* Irak'ın saldırısıyla *"orantılı"* bir karşılığın verileceği söylenebilir. Atılacak bir Scud füzesinin Patriot füzelerince havada yakalanıp yakalanmadığı, yakalanmadıysa nasıl bir tahribat yaptığı belirlendikten sonra Türkiye'nin tepkisi saptanacak. Örneğin bir isabet söz konusu olmazsa, *"Geçiniz!"* de denilebilecek bir saldırıya.

(3) *Türkiye Kuzey Irak'ta ikinci cephe açabilir mi?* Siyasal iktidar çevrelerinden edindiğimiz izlenimlere göre bu sorunun yanıtı şöyle özetlenebilir:

Türkiye'nin Irak'a karşı karadan bir *ikinci cephe* açma niyeti yoktur. Böyle bir olasılığın gerçekleşmesi için üç adet önkoşul dikkati çekiyor:

- Irak'ta doğacak bir boşlukta *"Kürt devleti"* nin kuruluşuna giden adımların ortaya çıkması...

- Irak'ta meydana gelecek kaosta, İran ve Suriye'nin *"bir şeyler kapmak için"* devreye girmeleri...

- Irak'ın Türkiye'ye karşı bir *"çılgınlık"* yaparak kara harekâtına girişmesi...

Öyle anlaşılıyor ki, böylesi gelişmeler Türkiye'nin Kuzey Irak topraklarına girmesine neden olabilecek.

Şimdilik gözüküyor ki, yalnızca ABD ve müttefik kuvvetleri rahatlatmak için Irak'a karşı bir *ikinci cephe* açmaya niyeti yok Türkiye'nin.

(4) *Saldırı ne demek?* Adana'ya, İncirlik'e tek bir Irak füzesinin düşmesi Türkiye'ye karşı bir *saldırı* sayılacak. Peki, İncirlik'ten kalkarak Irak'ı bombalayan Amerikan savaş uçakları, Türkiye'yi *saldırgan* konuma getiriyor mu?

Siyasal iktidar çevrelerinin bu soruya yanıtı şöyle: Birleşmiş Milletler Güvenlik Konseyi kararı uyarınca, uluslararası hukuka göre, Irak *"mütecaviz"* bir ülkedir; ABD ve müttefik kuvvetler bir *"təcavüzü"* önlüyor; BM kararına göre de Türkiye bu konuda *"uygun"* yardımı yaptığı için *"mütecaviz"* bir ülke olması söz konusu değildir.

(5) *Türkiye'nin Kerkük ve Musul "hesapları" olabilir mi?* Siyasal iktidar çevreleri böyle bir ilgiyi *resmen* reddediyorlar. Ancak gelişmelerin, Irak'ta ortaya çıkabilecek kaosu, İran'la Suriye'nin bu konuda Türkiye'yi bazı yönlemlere *istemeye istemeye* itebileceği yorumu da yapılabilir. Konunun hayli yakından, inceden inceye izlendiği belli oluyor.

(6) *ANAP iktidarı savaştan ne bekliyor?* Her şeyden önce bugüne dek izlenmiş olan politikanın, Türkiye'yi savaş sonrasında *"barış masası"*na oturtacağına inanılıyor. Karadan bir *ikinci cephe açılmasa bile*, Türkiye'nin savaş sonrası *düzenlemelerde neden ağırlık bir rol oynayabileceğine* verilen yanıt şöyle:

"Çünkü İncirlik Üssü'nün Amerikalılara kullandırılması basit bir hadise değil."

(7) *ANAP iktidarı, İncirlik'in Amerikan savaş uçaklarına açılmasını neden resmen açıklamadı, bir süre özellikle yalanlama gereği duydu?* İktidar çevrelerinden aldığımız bilgi şu:

"Çünkü Patriot füzeleri daha yeni gelmiş kuruluyordu. O hazırlık tamamlanmadan, bu konuda resmi bir açıklama yapamazdık."

(8) *Türkiye saldırıya uğrarsa, NATO ne yapar?* Siyasal iktidara göre, NATO ülkelerinin kalkıp da resmen Türkiye'nin yanında değilim demeleri mümkün değil. Ancak Ankara özellikle bazı Batı Avrupalı NATO ülkelerinin tutumundan son derece rahatsız. Bu alanda başı Almanya çekiyor.

Nitekim Cumhurbaşkanı Özal, dün Alman ARD televizyonuna verdiği demeçte, Bonn hükümetini bu konuda son derece ağır biçimde suçlayarak, *"Zenginleşen Almanya'nın savaşkan ruhunu yitirdiği"*ni, *"güvenilmez bir müttefik"* haline geldiğini söylemiştir.

Sayın Özal'ın bu çıkışı da tıpkı İncirlik'in ABD'ye kullandırılmasında olduğu gibi, Türk dış politikasında köklü bir dönüm noktası olabilir; Türkiye'yi daha da ABD'nin dümen suyuna iterek, manevra alanını daraltabilecek bir dönüm noktası.

(9) *Son bir soru: Savaş ne kadar sürer?* Siyasal iktidarın doruklarında iki üç aydan söz edilebiliyor. Bir zamanlar yapılan öngörüler bu kez değişmiş geldi.

Gününbirlik bir Başkent ziyaretinde çekebildiğimiz fotoğraf işte böyle...

İSTE SAVAŞ PLANIMIZ

I RAK Dışişleri Bakanı **Tarık Aziz**'in, Türk Dışişleri Bakanı'na gönderdiği tehdit kokan mektup, önceki akşamdan beri Çankaya ve Dışişleri'nde değerlendiriliyor.

Bu değerlendirmeler ışığında, bu tehditten sonra vatandaşın kafasında beliren soruların net cevaplarını vereyim:

► **Irak ne yaparsa, Türkiye'ye saldırı sayılacak?**

► Füzeye atsa dahi bu saldırı olarak nitelenecek.

► **Irak, İsrail veya Suudi Arabistan'a yaptığı gibi Türkiye'ye de füzeye atarsa cevabımız ne olacak?**

► Bir tek füzeye gelse dahi bunun cevabı kesinlikle verilecek. Türkiye de, ya füzeye atacak ya da uçaklarla saldırıya geçecek.

► **Türkiye karadan bir cephe açıp Irak topraklarına girecek mi?**

► Hayır. Türkiye'nin karadan Irak'a girmesi söz konusu değil. Karadan cephe açmayacağı için, buraya Amerika deniz piyadelerinin veya başka yabancı askerlerin yerleştirilmesi de söz konusu olmayacak.

► **Türk Ordusu hangi hallerde Irak topraklarına girecek?**

► Irak, kara kuvvetleriyle Türkiye'ye saldırırsa, Kuzey Irak'ta bir Kürt devleti kurulmaya kalkılırsa, ortaya çıkacak bir kaostan yararlanarak Suriye veya İran, Kuzey Irak'a girmeye kalkarsa Türk Ordusu da sınırı geçerek Irak'a girecek.

► **Irak kimyasal silah kullanmaya kalkarsa?**



POLİTİKA

Ertuğrul ÖZKÖK

hatları da belli oluyor. Bu mektubun, kağıtımca çok ilginç bir cümlesi var: "**Türkiye istediği an üslerden hava taarruzunu kestirebilir...**"

Çok sıkışır Türkiye bunu yapar mı? Savaşın geldiği noktaya bakılırsa yapmaz. Ama bu belirsizlikler savaşında her şey o kadar hızlı değişiyor ki...

Türkiye'nin, incirlikten kalkın uçakların Irak'ı vurduğunu açıklamakta neden bu kadar geciktigiğine gelince? **Tarık Aziz**'in önceki gün gönderdiği mektup bu sorunun cevabını açıklıyor.

Çankaya çevreleri, "**Irak'tan gelecek resmi teklifin gerçekleştirilmesi istendiği için** resmi açıklamamın yapılmadığını" söylüyorlar. Çünkü Patriot füzelerinin tam olarak kullanıma hazır hale getirilmesi biraz gecikmiş.

Bu arada Patriotların bir bölümü, uçaklara karşı programlanmış. Onların bilgisayar kartları da değiştirilerek füzeye savar hale getirilmiş.

Durumun kritikliği nedeniyle, Türk Ordusu'nun modernizasyonunda epey mesafeye varılmıyor. Mesela, şimdiye kadar Tür-

kiye'nin elindeki çok namılı roketatarların menzili 25 kilometreydi. Şimdi menzili 150 kilometre olan çok namılı roketatarlar geliyor.

SADDAM'IN HATASI

Ankara'daki değerlendirmeye göre, **Saddam Hüseyin**, 2 Ağustos'tan sonra iki önemli hata yaptı: Bunların biri, askeri, öteki diplomatik hataydı. Buna göre **Saddam**, 2 Ağustos'tan sonra Amerikan birliklerinin gelmesini beklemeden Suudi Arabistan'a saldırıyordu, durumu lehine çevirebilirdi.

İkinci hatası ise, **Tarık Aziz**'in **James Baker**'la yaptığı görüşmede, ABD'nin önerilerini kabul ederek Kuveyt'ten çekilmesini istemesiydi. Çünkü **Baker**'in, Kuveyt'ten çekilmeyi kabul etmesi durumunda, ABD'nin, ambargoyu kaldırmayı, Irak'a saldırmamayı, Kuveyt'le Irak'ın görüşmesini sağlamayı ve bir Ortadoğu Konferansı'nı desteklemeyi kabul ettiği belirtiliyor.

Bu iki durumu değerlendiren **Özal**'in, **Saddam Hüseyin** için, "**Demek strateji bilmiyor. Akıllı bir adam olsaydı Ben Kuveyt'ten çekiyordum. Filistin davasını da dünyaya emanet ediyordum**" diyerek **büyük yüdü** dediği belirtiliyor.

Ama artık bütün bunlar geçti ve ok yandıran fırladı. Başkan **Bush**'un dün dediği gibi artık hedef sadece Kuveyt'in kurtarılması değil, **Saddam**'ın bir insanlık mahkemesi önüne çıkarılması oldu.

Türkiye dışişleri bakanı bu saha hare yapıyor.

Cumhuriyet, 28 Ocak 1991

Sungurlu, Kürtçeye sınırlı serbestliği açıkladı:

Hatayı düzelttik

Adalet Bakanı Sungurlu, hazırladıkları yeni yasa tasarısında; Türkçenin konuşulma sahalarını saptayacaklarını belirterek "Başka lisanların konuşulması da serbest olacak. Konuyu Kürtçeye serbestlik gibi yanlış bir noktaya teksif etmeyin. Zaten 1983'e kadar serbestmiş. Orada bir yanlışlık yapılmış" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Kürtçe konuşulmasını yasaklayan yasanın kaldırılmasından sonra yeni yasa tasarısını hazırlamakla görevlendirilen Adalet Bakanı **Öktan Sungurlu**, "1983'te yapıldı ve Kürtçe konuşulmasını yasaklayan bir yanlış düzeltilileceğini" söyledi. Sungurlu, bu serbestliğin Kürtçe konuşulmasıyla sınırlı tutulması ve basılı esere izin verilmesiyle ilgili olarak da, "Durun bakalım. Yasa hazırlanıp bitmediğine göre, hudutlarını şumulen bir şey söyleyemem" dedi. Sungurlu, "Kürtçe kitap basımının da söz konusu olup olmayacağını" soran Cumhuriyet muhbirine, bakanların, Bakanlar Kurulu toplantısında yaptıkları konuşmaların saptandığını belirterek "Pazartesi günü (bugün) onlara bakacağım, neler söylemişler diye" karşılığı verdi.

Yasanın hazırlık çalışmalarını sürdüren Sungurlu, "Ben 'Resmi dil Türkçedir' kanunu hazırlıyorum. Mesele sizin anladığınız gibi değil. Konuyu, Kürtçeye serbestlik gibi yanlış bir noktaya teksif etmeyin. Türkçenin, zorunlu resmi dilin nerelerle, hangi ölçülerde mecburi olacağına dair bir kanundur bu. Başka bir şey yok o mevzuda" diye konuştu. Sungurlu, Cumhuriyet'in sorularını şöyle yanıtladı:

— Yasa kapsamında Kürtçe konuşulmasına izin verilmiyor mu?

SUNGURLU — Vallahi İngilizce, Fransızca konuşulması da serbest. Biz Türkçenin konuşulma sahalarını, mecburi resmi dilin hudutlarını tespit edeceğiz. Ben öyle düşünüyorum. Tabii isteyen istediği dili konuşur. O yarı mesele. Baska lisanların konuşulması da serbest olacak. Yani bizim halkımızın, evvelinde konuştuğu lisanlarıyla anadillerinde konuşmaları serbest hale gelecek. Zaten 1983'e kadar da serbestmiş. Orada bir yanlışlık yapılmış. Ashında Türkçenin, resmi dil olarak mecburi konuşulma, kullanılma sahalarını tespit edeceğiz.

— Bu yasa ile 1983'te yapıldığını söylediniz bir yanlış mı düzeltilecek?

SUNGURLU — Bir noktada öyle düşünmek lazım herhalde.

— Türkiye'nin, anadillerin kullanılmasını öngören AGİK'i imzalamasının bir gereği olarak mı bu yasa gündeme getirildi?

SUNGURLU — Efendim, ne şekilde yorumlanması lazım geldiğini bilemiyorum. Kimisi de 'Irak üzerinde hak iddiası için yorumlanabilir mi?' diyor. İşte böyle ters şeyler oluyor. Tabii biz Irak'ın toprak bütünlüğünden yanayız.

— Yasa ile Kürtçe konuşulması serbest hale gelecek. Anadillerinde kitap basımı yasasının sürmesi, bu serbestliğin sınırlı kalmasına neden olmayacak mı?

SUNGURLU — Daha durun bakalım. Yasa hazırlanıp bitme-

diğine göre hudutları şumulen bir şey söyleyemem.

— Kitap basımının serbest olması da yasa hazırlanırken gündeme gelebilir mi?

SUNGURLU — Bilmiyorum. Onları açıklama yetkim veya hakkım yok. Görev verirler. Cumartesi, pazar bir istirahat ederiz. Pazartesi, 'Allah kerimdir' diye başlarız çalışmaya.

— Hazırlanacak olan yasa, ana hatlarıyla belli değil mi şu anda?

SUNGURLU — Bakan arkadaşların konuşmalarını tespit ettik. Onlara göre bir şey yaparız.

— Sayın bakanların, anadillerinde kitap basımı konusunda belirttikleri görüşler var mı?

SUNGURLU — Neler söylemişler, pazartesi günü bakacağım.

— Yasanın hazırlık çalışmaları ne zaman tamamlanabilir?

SUNGURLU — Bakarsınız 141, 142 ve 163. maddelerin kaldırılması gibi sürer. Bakarsınız pazartesi, salı günü de bitebilir. Önemli olan kanunun ne şekilde yapılacağı, neye karar verileceğidir.

Cumhuriyet, 28 Ocak 1991

Kürtçe mağdurları

Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe'nin konuşulmasına esneklik getirilmesine ilişkin kararı, Kürtçe konuştuğu veya konuşulmasını savunduğu için hakkında soruşturma ve dava açılanları gündeme getirdi.

ANKARA (ANKA)— Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe kullanımına esneklik getiren bir yasa hazırlanmasına ilişkin kararı, Kürtçe konuştuğu veya Kürtçe konuşulmasını savunduğu için hakkında soruşturma ve dava açılan, gözaltına alınan ve hapis cezasına çarptırılan çok sayıda kişinin durumunu yeniden gündeme getirdi.

1990 yılı içinde yoğun bir biçimde tartışılan, Cumhurbaşkanı Turgut Özal ve hükümet üyelerinin halkın günlük yaşamında Kürtçe kullanmasına sıcak baktıkları yolundaki açıklamalarına karşın aralarında milletvekilleri ve sanatçıların da bulunduğu çok sayıda kişi yasal soruşturmaya uğratıldı.

Kürtçe savunma

Özgürlük Yolu davasından yargılanan eski Diyarbakır Belediye Başkanı **Mehdi Zana** ile PKK-Siirt-Batman davasında yargılanan **İsmail Sezgin, Kâzım Ateş, Medeni Güngör** ve **Hıfzılah Korkut**, ana dilleri olduğu gerekçesiyle Kürtçe savunma yapmak istediler. Bu istem üzerine bu kişiler hakkında 8-15 yıl ağır hapis cezası istemiyle dava açıldı. Mehdi Zana bu davada da "cezalandırılarak" gıyabında yargılandı. Sanıklar daha sonra bu davalardan beraat ettiler. Ancak PKK davasında Kürtçe savunma yapmak istediği için **Halil Çelikaşlan** 9 yıl 8 ay hapis cezasına çarptırıldı.

Soruşturma

Kürtçe konuşulması tartışma-

larının yoğunlaştığı geçen yıl içinde birçok milletvekili, Kürtçenin konuşulmasını savunan açıklamalarda bulundular. Bu açıklamaları nedeniyle Ankara DGM Savcılığı aralarında ANAP'lı TBMM Başkanvekili **Halim Aras** ile ANAP Mardin Milletvekili **Nurettin Yılmaz**'ın da bulunduğu 19 milletvekili hakkında soruşturma açtı. Soruşturma sonunda SHP milletvekilleri **Fikri Sağlar, Tevfik Koçak, Fuat Atalay, Cumhur Keskin, Kamer Genç** ve **Mehmet Kahraman**, HEP milletvekilleri **Cüneyt Canver, Fehmi Işıklar, Adnan Ekmen, Mehmet Ali Eren, İbrahim Aksoy, Salih Sümer, Ahmet Türk, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Arif Sağ** ve **Mahmut Alınak**, ANAP milletvekili **Nurettin Yılmaz**'ın yargılanabilmeleri için dokunulmazlıklarının kaldırılması istemiyle TBMM Başkanlığı'na başvuru yapıldı.

Ayrıca Kürtçe televizyon yayını yapılmasını isteyen SHP milletvekilleri **Fuat Atalay, Cumhur Keskin** ve **İstemihan Talay** hakkında da DGM savcılığınca soruşturma açıldı. Milletvekilleri ile ilgili davalar henüz tamamlanmadı.

Kürtçe konuşulmasını engelleyen uygulamalar bazı sanatçıların eserlerinin toplatılmasına, gözaltına alınmalarına da neden oldu. SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü** ile İçişleri Bakanı **Abdülkadir Aksu**'nun katıldıkları bazı toplantılarda Kürtçe türkü söyleyen sanatçı **Bedri Aysel**, gözaltına alındı ve hakkında dava açıldı. "Hoy Nare" isimli ka-

set yapan sanatçı **Rahmi Saltuk**, kasetindeki "Desmal" ve "Gula zer" isimli şarkılar nedeniyle soruşturmaya uğratıldı. Bu arada kasetler de toplatıldı. "Hazarım" türküsünü Kürtçe seslendiren sanatçı **Besni Kaya** hakkında da Uşak 2'nci Asliye Ceza Mahkemesi'nde dava açıldı.

6. sayısında Kürtçe bir şiir yayımlayan **Deng** dergisi de toplatıldı. **Fazıl Acar**, yeni doğan kızına Türkçe "Dağkara" anlamına gelen "Jiyen" ismini koymak isteyince **Beytüşşebap** Asliye Hukuk Mahkemesi'nde isim iptali istemiyle dava açıldı. Mahkemenin, istemi reddeden kararı **Yargıtay**'ca da onandı.

Bitlis'in **Burçukaya köyü** imamı **Abdullah Denizhan**, Türkçe bilmeyen köylülere "Hacer il seved"i Kürtçeye çevirerek vaaz verince gözaltına alındı ve hakkında Ahlat Asliye Ceza Mahkemesi'nde dava açıldı. İmam **Danizhan**'ın davası beraatle sonuçlandı.

26 mart yerel seçimleri öncesi yürütülen propaganda faaliyetleri sırasında Kürtçe konuştukları gerekçesiyle de çok sayıda kişi hakkında dava açıldı ve bu kişiler gözaltına alındı. Ümraniye'den sosyalist aday olarak seçimlere katılan **Yılmaz Ekşi**'nin propaganda toplantısında izleyicilere Kürtçe "Merhaba Jiwera" diyerek selamladığı için 20 yaşındaki **Sibel Taş** gözaltına alındı ve ardından da tutuklandı. 10 yıl hapis istemiyle yargılanan **Sibel Taş** uzun süren bir tutukluluğun ardından beraat etti.

Cumhuriyet, 28 Ocak 1991

ANAP Kongresi'nde Kürtçe selam

ANAP Diyarbakır Merkez İlçe Kongresi'nde söz alan bölge milletvekili Nurettin Dilek, gönül rahatlığıyla Kürtçe konuşabileceklerini belirterek "Artık 'tu çawayı lo' (nasılsınız) diyebileceğiz", dedi.

DIYARBAKIR/MALATYA - yz. Muhalefet neden halka sa-
(Cumhuriyet) — ANAP Diyar-
bakır kongresinde söz alan Mil-
letvekili Nurettin Dilek, "Gö-
nül rahatlığı içinde Kürtçe
konuşabileceklerini" belirterek
"Artık 'tu çawayı lo?' (Nasılsı-
nız) diyebileceğiz" dedi.

ANAP Diyarbakır merkez il-
çe kongresine katılan İçişleri
Bakanı Abdülkadir Aksu, böl-
gede alınan önlemlerin savun-
ma amacına yönelik olduğunu
ve kendilerinin de savaş isteme-
diklerini belirterek "Kim savaş
istiyor ki? Biz de savaşa karşı-

pılan ve ANAP Grup Başkan
Vekili ve Aksaray Milletvekili
Raşit Dalidal'ın divan başkan-
lığını yürüttüğü kongrede söz
alan Diyarbakır Milletvekili
Nurettin Dilek, Kürtçe konuş-
ma yasasının kaldırılması ko-
nusuna değindi. Yasanın kendi
hükümetleri döneminde çö-
zümlendiğine dikkat çeken Di-
lek, "Türkiye'nin önünde cid-
den bir kangren vardı. Bu da
Türkçe dışında bir dilin konu-
şulması yasağıydı. Biz artık gö-
nül rahatlığı içerisinde 'tu çay-
wayı lo?' (Nasılsınız) diyebiliriz.
Çünkü biz bu sorunu da orta-
dan kaldırdık" dedi. Tek listeye
gidilen seçimlerde ilçe başkan-
lığına Abdurrahman Dal seçil-
di.

ANAP Malatya il kongresi-

ne katılan Milletvekili Yusuf
Bozkurt Özal da Irak'ın kurd-
ğu askeri gücün savunma ama-
cına yönelik olmadığını öne sü-
ren bir konuşma yaptı. Irak'ın
dünyanın 4. büyük ordusunu
kurduğuna dikkat çeken Boz-
kurt Özal şunları söyledi:

"Savunma için çok büyük bir
asberrî gücü var. Yaptığı iş or-
tada. Kuveyt'ten sonra belki
Arabistan'a girecekti. Arkasın-
dan da belki bize gelecekti. Za-
ten 'baraj yapıyoruz, suyu-
muz kesiyorsunuz' diye mesele
etmişti. Deniliyor ki 'Müslü-
man Müslümanla savaşmaz!' İş
böyle değil. Yavuz Selim ve Fa-
tîh Sultan Mehmet kimlerle sa-
vaştı? Müslümanlık kisvesi al-
tında saklanıp kendi menfaat-
lerini düşünenler var. Bu kadar
insan öldürmüs, ondan sonra

da çıkmış bir namaz kıldığı fil-
mi çekiyor. Bu şimdî isbarmar
değil mi? Kimyasal silah atıp
kendî vatandaşlarını öldürüyor.
Bunların dinle imanı bir ilgisiz
yok."

Saddam Hüseyin'in neyin pe-
şinde olduklarını bildiklerini
söyleyen ANAP Malatya Mil-
letvekili Yusuf Bozkurt Özal,
muhalefete olan işkilere de
değinererek "Füzeler keyif için
alınmadı. İstedikimiz muhale-
fetin aklını başına almasıdır.
DYP dönüş yapmaya başladı.
Öbür taraf (SHP) de dönerse
birlik beraberlik içinde oluruz"

diye konuştu.

ANAP Malatya Milletvekili
Talat Zengin'in de katıldığı
kongrede tek listeye yapılan se-
çim sonucu il başkanlığına Ri-
za Sinanoğlu seçildi.

Cumhuriyet, 29 Ocak 1991

Irak'ta Saddam Hüseyin'in devrilmesi olasılığını göz önünde tutan Kürt liderleriyle Londra ve Washington'da yapılan temaslarda, "tam özerklik ve federatif bir yapıda genişletilmiş temsil hakkı" güvencesine karşılık bu grupların "bağımsızlık için ayaklanmamaları" istendi.

Çankaya Köşkü'ne yakın bir kaynaktan edinilen bilgiye göre Özal, Baker'la yaptığı görüşmelerde Kürt konusunun gündeme gelmesi üzerine "Aşama aşama hareket etmek, Türkiye'de halkın kabul sınırlarını zorlamamak gerek" ifadesini kullanarak bu konuda "yenileştirmelere gidileceğini" açıkladı.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Irak ve Türkiye'de yaşayan Kürtlerin geleceğine ilişkin politika belirleme çalışmalarında ABD yönetiminin doğrudan devrede olduğu öğrenildi. Irak'ta Saddam Hüseyin'in devrilmesi olasılığını göz önünde tutan Kürt liderleriyle Londra ve Washington'da yapılan temaslarda, "tam özerklik ve federatif bir yapıda genişletilmiş temsil hakkı" güvencesine karşılık bu grupların "bağımsızlık için ayaklanmamaları" istendi. Ankara ile Washington arasındaki diyalogda ise ABD yönetiminin bölgede bağımsız bir Kürt devletine izin vermeyeceğini ifade ettikten sonra Türkiye'nin Kürt politikasında bazı değişiklikler yapması konusunda görüşbirliği sağlandı. Kürtçe konuşma yasağının kaldırılması kararının bu diyalogun sonucu olduğu ve Türk yetkililerinin, Kürtçe kaset, kitap ve diğer yayın biçimlerine izin verme eğilimini de taşıdıkları belirtildi.

Çankaya Köşkü'ne yakın bir kaynaktan edinilen bilgiye göre Cumhurbaşkanı Turgut Özal, ABD Dışişleri Bakanı James Baker'la yaptığı görüşmelerde Kürt konusunun gündeme gelmesi üzerine "Kürt politikasında en köklü değişiklikleri biz yapacağız. Bu konuda en cesur yönetim bizim yönetimimiz olmuştur. Ancak aşama aşama hareket etmek, Türkiye'de halkın kabul sınırlarını zorlamak gerek" ifadesini kullanarak bu konuda "yenileştirmelere gidileceğini" açıkladı. Özal'ın ABD yetkilileriyle bu konudaki temalarında özellikle Kürtçenin serbest bırakılması üzerinde durduğu da öğrenildi. 2932 sayılı kanunun "günün koşullarına uymadığı" gerekçesiyle değiştirilmesi amacıyla TBMM'ye yasa önerisi getirilmesi girişiminin de bu temaların sonucu olarak gündeme geldiği belirtiliyor:

Türk ve Amerikan kaynakları, Ankara ile Washington arasında

daki Kürt diyalogunun Körfez kriziyle birlikte gündeme gelen ana unsurlarını şöyle sıraladılar:

1) ABD yönetimi en son Dışişleri Bakanlığı'nın 1991 İnsan Hakları raporuyla yazılı biçimde olmak üzere çeşitli defalar Kürtçe üzerindeki yasağın kaldırılması gereğini Ankara'ya iletiler. Bu gerek, Irak'ta bir Kürt devletine izin verilmeyeceği güvencesinin Türk yöneticilere iletilmesiyle birlikte, bir kez daha vurgulandı ve olumlu yanıt alındı.

2) ABD yetkilileri, Kürtçe eğitimin yasak olmasının kabul edilebileceğini, bunun Ankara'nın kendi tercihi bırakılabileceğini belirttiler. Ancak Kürtçe konuşma yasağının kaldırılması üzerinde durulmuş konuşmanın yanı sıra yayınların da serbest bırakılmasını savundular. Cumhurbaşkanı Özal'ın bu yaklaşıma "aşamalı olarak oraya da geleceğiz" yanıtı verdiği öğrenildi. Buna göre aşamalı olarak Kürtçe kaset, kitap ve diğer yayın biçimlerine izin verilecek. Ancak bütün Kürtçe yayınlar çok sıkı bir denetime tabi tutulacak ve "ayrılıkçı propaganda" unsuru görülünce yasak getirilecek. Bu düzenlemenin Kürtçe konuşma yasağının kaldırılmasından hemen sonra 1991'in ilk yarısında gerçekleştirilmesi bekleniyor.

3) ABD'nin Türkiye yönetimine Kürt konusunda yaptığı baskıların karşılığında, PKK'nın eylemlerinin kınanması için destek sözünün yanı sıra Irak'taki Kürtlerin Türkiye'ye yönelik bir tehdit oluşturmalarının önüne geçilmesi için de güvence verdiği belirtildi. Kürdistan Yurtsever Birlik (PUK) lideri Celal Talabani'yle temaslarda ABD yetkilileri, bu konuda durdular ve görüşbirliğine ulaştılar.

Talabani'yle temaslarda

Talabani'nin ABD'ye birkaç ay önce yaptığı ziyaret ile geçen hafta içinde İngiltere Dışişleri

Bakanlığı yetkilileriyle yaptığı temaslarda, Irak lideri Saddam Hüseyin'in devrilmesi durumunda bu ülkedeki Kürtlerin, yeni yönetimde nasıl bir temsil hakkına sahip olabilecekleri konusu gündeme geldi. Talabani'nin Kürdistan Cepheleri adıyla işbirliği yaptığı diğer Kürt liderleriyle de anlaşarak "ayaklanmadan vazgeçmesi" bu temaslarda kesinlik kazandı. Ancak Talabani, Irak Kürtlerinin 1970 martından beri kısmi özerkliğe sahip olduklarını anımsatarak yeni yönetimde özerkliklerinin genişletilmesi ve Saddam Hüseyin liderliğindeki BAAS içinde yüzde 20'yi aşmayan temsil oranlarının artırılması istemlerinde bulundu. Bu istemler, "Bağımsızlık için ayaklanmadan vazgeçilmesi, Türkiye'ye karşı tehdit oluşturulmaması" gibi güvenceler karşılığında kabul edildi.

AGİK çekincesi

Türkiye ile ABD yönetimleri arasındaki Kürt diyalogunda üzerinde önemli durulan bir unsur da Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) bünyesinde azınlık sorunlarının ele alınması oluşturuyor. AGİK komisyonundaki Paris zirvesinde, 1991'in temmuz ayında Cenevre'de konferansa üye ülkelerdeki azınlık sorunlarının ele alınacağı bir uzmanlar toplantısı yapılması kararı almıştı. ABD yönetiminin girişimleriyle alınan bu karar, azınlık statüsüne sahip olan gruplar dışında, 1989 Viyana Belgesi'nde yer alan "bölgesel kültürler" in haklarının da gündeme getirilmesini öngörüyor. ABD yönetiminin bu konuda Ankara'ya "Böyle bir toplantı da Kürt konusu mutlaka açılır. Bizim ülkemizdeki siyahlar da Quebec sorunu da Bask sorunu da Türkiye'deki Kürtler de mutlaka gündeme gelir. Kaçış yok, onun için gerekli önlemleri şimdiden alın" mesajını ilettiği belirtiliyor.

Cumhuriyet, 27 Ocak 1991

Kürtçeye sınırlı serbestlik

NELER SERBEST?

Kürtçe konuşma, başka suç içermeyen plak, video ve kasetler.

NELER YASAK?

Kürtçe eğitim-öğretim, resmi yazışma-konuşma, basılı eser.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Bakanlar Kurulu'nda Kürtçe'nin yasal dil kavramından çıkarılmasıyla ilgili yeni düzenlenen "temel ilkeleri"nin saptandığı, ancak ayrıntıların Adalet Bakanlığı'nca hazırlanacak yasa taslağı ile belirleneceği bildirildi.

Bakanlar Kurulu'nda önceki gece ortaya çıkan eğilime göre Türkçe resmi dil olarak korunacak, ancak başta Kürtçe olmak üzere Arapça, Lazca ve Gürcüce gibi diller yasak kapsamından çıkarılacak. Hazırlanacak tasarı taslağında, Türkçeden başka dilde eğitim yapılamayacağı yolundaki anayasadan kaynaklanan yasağın korunacağı, yalnızca plak, video ve kasetlerin serbest olacağı, buna karşılık Kürtçe eğitim - öğretimin, resmi yazışma-konuşmanın ve basılı eserin yasak kapsamında bulunacağı öğrenildi.

Kürtçe konuşulmasını serbest bırakmak konusunun görüşüldüğü önceki günlük Bakanlar Kurulu toplantısı sırasında yeni düzenlemeyi savunan Devlet Bakanı Kamran İnan ile karşı çıkan devlet bakanları Mustafa Taşar ve Cemil Çiçek'in tartışmaları öğrenildi.

Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler yeni düzenlemeyi değerlendirirken Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) sonuç bildirgelerine konulan imza gereği Kürtçenin konuşulmasını serbest bırakılmasını uygun bulduklarını söyledi. Keçeciler, Türkiye'de yaşayan 8 milyon insanın Kürtçe konuştuğunu, 2932 sayılı yasaya göre ise bunun suç oluşturduğunu anımsattı. Keçeciler, bu yasal düzenleme nedeniyle Türkiye'nin içte ve dışta sıkıntılarla kar-

şılanmasını vurguladı. Keçeciler'in verdiği bilgiye göre yeni düzenleme sadece "anadil" kavramını yerine "resmi dil" kavramını getiriyor. Resmi dil olarak Türkçe korunuyor. Bu durumda eğitim, öğretim, resmi yazışmalar ve konuşmalar Türkçe yapılacak. Kürtçe yayın, basım, eğitim-öğretimde kullanılmayacak. Ancak Kürtçe plak, ses ve görüntü bantları bir başka suç içermediği takdirde serbest olacak. Yasada hangi durumlarda Kürtçe ses ve görüntü kayıtlarının suç oluşturacağı belirtilecek.

Önceki günkü Bakanlar Kurulu toplantısına Kürtçe serbestisi konusunu gündeme getiren Özal, fiilen uygulamanın yasaların önüne geçtiğini belirterek bakanları bu konuda esnek olmaya davet etti. Ayrıca uluslararası platformlarda Türkiye'nin pek çok konuda yalnız kalmasında kullanılan propagandaların da buna dayandığını belirten Özal'ı bakanların büyük bir bölümü destekledi. Özellikle Devlet Bakanı Kamran İnan Özal'ın önerisini öven uzun bir konuşma yaptı. Bunun üzerine Devlet Bakanları Mustafa Taşar ve Cemil Çiçek Kürtçe konuşulmasının benimsenmesi durumunda ortaya çıkabilecek bazı sakıncılar olduğunu ileri sürdüler.

Bakanlar Kurulu, Türkiye'de Kürt konusunda oldukça duyarlı dengelerin bulunduğunu, verilen hakların ileride Türkiye'nin "birlik ve beraberliği"ne bir tehdit oluşturmaması gerektiğini savundular. Ancak Cumhurbaşkanı Özal'ın da ağırlığını koymasıyla bakanların itirazları yatıştırıldı ve yasada gerekli güvenlik önlemlerinin bulundurulacağı anlatıldı. Özal konuyla ilgili yasal çalışmaların yapılması görevini Adalet Bakanı Oltan Sungurlu'ya verdi.

AGİK

Kürtçe konuşma yasağının kaldırılması kararında Türkiye'nin Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı'nın (AGİK) 21 Kasım 1990'da yayımladığı "Paris Şartı"nın yanısıra, ABD ile yapılan diplomatik temaslarda verilen sözlerden doğan yükümlülüklerinin etkisi de bulunuyor. Dışişleri Bakanlığı kaynakları, "ABD'nin, Kanada'dan Türkiye'ye kadar bütün

AGİK ülkelerinin azınlık sorunlarının bu kurum çerçevesinde oluşturulacak bir mekanizmayla ele alınması" önerisinin Bakanlar Kurulu kararında etkili olduğunu belirtiyorlar. Bu öneriye göre, Türkiye'deki Kürt varlığı da temmuz ayında Cenevre'de yapılacak AGİK azınlıklar toplantısında ele alınacaktır.

Gerek AGİK çerçevesinde, gerekse ABD ile yapılan ikili temaslarda Türkiye'nin son dönemde Kürt sorununa "bazı çözümler" aranacağını ifade ettiği belirtiliyor. ABD Dışişleri Bakanlığı'nın 1991 insan hakları yıllık raporunun Türkiye bölümünde Kürt sorununa önemli bir yer vererek, bu etnik grubun dilini kullanma ve geleneklerini uygulama hakkından yoksun olmasını sert biçimde eleştirmesi sonrasında konu Ankara - Washington diyalogunun gündemine sık sık gelmişti. Dışişleri çevreleri, Körfez savaşı öncesinde ABD Dışişleri Bakanı Baker'ın Ankara'ya yaptığı ziyaretlerde de konunun ele alındığını ve ABD tarafına bu konuda bazı güvenceler verildiğini belirtiyorlar. Özellikle, Baker ile 12 ocakta yapılan son görüşmede, Amerikan yönetiminde "Irak'ın toprak bütünlüğünün korunacağı ve bağımsız bir Kürt devletine izin verilmeyeceği" sözünün alınmasına karşılık Cumhurbaşkanı Özal'ın Kürt politikasında bazı değişiklikler yapılarak yumuşamalara gidileceğini ifade ettiği bildirildi.

İngiltere Dışişleri yetkililerinin geçen hafta Iraklı Kürt ve Şii liderleriyle yaptığı görüşelerin Türkiye'nin kararını uygulamaya koyması eğilimini arttırdığı belirtiliyor.

SHP'nin yasa önerisi

SHP Genel Başkanı Erdoğdu İnönü'nün imzası bulunan 2932 sayılı yasanın kaldırılması önerisi hükümetin karşı görüşü nedeniyle benimsenmemiştir. İnönü ve arkadaşlarının verdiği yasa önerisinde 2932 sayılı yasanın yürürlükten kaldırılması istemi "Hiç kimse biyolojik olarak belirli bir dili öğrenme ve konuşma yeteneğine sahip olarak doğmaz" gerekçesine dayandırılıyordu. Yasanın bilime ve gerçeklere aykırılığına da değinilen öneride, Türk vatandaşlarının resmi dilinin Türkçe olduğu, anadillerinin Türkçe olamayacağı belirtiliyor. "Anadil, resmi

dilin dışında bir gerçektir" deniliyordu. SHP liderinin gerekçesinde özetle şu görüş savunulmuştu:

"Çağımızda, başta ABD ve Batı ülkeleri olmak üzere burada yaşayan insanlar resmi dilleri dışında anadilleriyle de iletişim sağlamakta ve birbirleriyle ilişki kurmaktadırlar. Otoriter ve totaliter ülkelerde dahi resmi dilden ayrı bir dili konuşmak suç sayılmamaktadır. 2932 sayılı yasa ulusumuzu dünya ulusları içinde küçük düşürmekte olup yürürlükten kaldırılmalıdır."

Tamiri imkânsız sonuçlar

İnönü ve arkadaşlarının bu önerisine ilişkin Başbakan Yıldırım Akbulut imzasıyla TBMM Başkanlığı'na gönderilen hükümet görüşünde, önerinin benimsenemeyeceği ve söz konusu yasanın anayasaya uygunluğu görüşüne yer verilmişti. Hükümetin 24 Kasım 1989 tarihli görüşünde özetle şu değerlendirmeye yapıyordu:

"Bilindiği üzere 1982 Anayasası'nın başlangıcında anayasanın, Türkiye Cumhuriyeti'nin kurucusu, ölümsüz önder ve eşsiz kahraman Atatürk'ün belir-

lediği milliyetçilik anlayışı ve onun inkılap ve ilkeri doğrultusunda anlaşılıp yorumlanacağı ve uygulanacağı ifade edilmiş ve hiçbir düşünce ve mülahazanın Türk milli menfaatlerinin, Türk varlığının devleti ve ülkesiyle bölünmezliği esasının, Türklüğün tarihi ve manevi değerlerinin, Atatürk milliyetçiliği, ilke ve inkılapları ve medeniyetçiliğinin karşısında korunma göremeyeceği belirtilmiştir."

Atatürk'ün dil konusundaki görüşlerine yer verilen yazıda daha sonra şöyle denilmiştir:

"Bu tespitler karşısında teklifin kanunlaşması kültürel değerlerimize ve Atatürk milliyetçiliğine aykırı durum yaratacaktır. Öte yandan memleketimizin bu içinde bulunduğu şartlar karşısında 2932 sayılı kanunun yürürlükten kaldırılması, ileride devlet düzeninde tamiri imkânsız sonuçlar doğurabilecektir. Açıklanan bu nedenlerle söz konusu teklif hükümetimizce müspet mütalaa edilmemiştir."

Soruşturmalar

Öte yandan, 2932 sayılı yasa aykırı davranıştan halen tutuklu ya da hükümlü bulunmadığı belirlendi. Yasaya aykırı

darabaların bulunmaları hakkında daha ayrıntılı bilgi için Türk Ceza Kanununun 112/3. maddesine göre soruşturma açıldığı belirtilen hukukçular, 2932 sayılı yasanın öngördüğü en ağır cezanın 3 yıla kadar hapis olduğunu anımsattılar.

Adalet Bakanı Ötügen Sungurlu, ANKA'nın sorularını yanıtlarken "Bakanlar Kurulu'nda arkadaşların bu konudaki görüşlerini aldık. Onları inceledikten sonra bir ön çalışma yapacağım" dedi. Sungurlu, yapacakları çalışmanın Türkçenin hangi zamanlarda mecburi olacağı, hangi durumlarda mecburi olmaktan çıkartılması gerektiği yönünde olacağını belirtti. Sungurlu, "Kürtçenin günlük yaşamda kullanılması suç olmaktan çıkartılacak mı?" sorusuna, "Biz Türkçenin mecburi olması gereken durumları belirleyeceğiz" dedi. Sungurlu, yapacakları çalışmanın uzun süreceğini sanmadığını belirterek, "Tasarıyı Bakanlar Kurulu'na sunacağız, onların takdirine göre de Meclis'e sevk edilecek" dedi. Yeni yasa tasarılarının ayrıntısı konusunda şimdiden bir şey söylemenin mümkün olmadığını vurguladı.

Cumhuriyet, 29 Ocak 1991

HEP GENEL BAŞKANI FEHMI İŞIKLAR:

Sınıra Doğulular gönderiliyor

VAN (Cumhuriyet) — HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, Doğu ve Güneydoğu halkının savaş istemediğini ve savaştan çok endişe duyduklarını belirtti. Işıklar, bölgedeki incelemelerinde özellikle Doğu kökenli askerlerin seçilerek sınıra gönderildiklerini saptadıklarını da savunarak "Yalnız Kürt yurttaşlarımızın savaşmasını öngören bu uygulama, TBMM'de gündeme getirilecektir" dedi.

Partili milletvekilleriyle birlikte bir süredir bölgede incelemelerde bulunan ve parti küçük kurultayını Diyarbakır'da yapan Işıklar, dün Van'da düzenlediği basın toplantısında, bölgedeki izlenimlerini anlattı. Bölgedeki gözlemlerinin çok ciddi sorunların varlığını ortaya koyduğunu belirten Işıklar, şöyle dedi:

"Bölgede halkımız hem savaşa karşı hem de savaştan çok endişeli. Bu savaşı istemiyorlar, bu savaşa katılma niyetinde değil. Askere alınmış gençlerimiz-

den Doğu'da doğmuş olanlar seçilerek hududa gönderiliyorlar. Bu üzerinde durulması gereken çok ciddi bir uygulamadır. Yalnız Kürt yurttaşlarımızın savaşmasını öngören bu uygulama, TBMM'de gündeme getirilecektir."

Hükümetin Kürtçeyi serbest bırakan kararını olumlu bir adım olarak niteleyen Işıklar, ancak bunun yeterli olmadığını kaydederek "Önce Kürt yurttaşlarımıza insanca yaklaşmak, davranmak, onlara baskı ve işkence uygulamamak gerekiyor" dedi. Viyana'da yapılan AGK toplantısında Kürt kültürünün de bir bölgesel kültür olduğunu kabul edildiğini anımsatarak "Yukarıdan aşağıya verilen kararlarla Kürt sorununun çözülemeyeceğini başından beri söyledik. Bu sorun ancak demokratik ve özgür bir ortamda çözülebilecektir" diyen Işıklar, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Hükümet bölge halkını göz-

den çıkarmamışsa, savaşla ilgili çok net tavır takınmak zorundadır. Daha önce bu bölgeden insanların gitmesini, bölgenin insansızlaştırılmasını isteyen politikaların tersine bugün bölgede insanlığın bulunması isteniyor. Bu Irak'ta yapılacak bir savaşta bu insanların canlı bir hedef olarak kullanılmak mı istendiği sorusunu gündeme getiriyor. İnsanlarımız tüm bu konularda bilgilendirilmeli ve savaştan esirgenmelidir."

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın "Türkiye bu savaştan güçlü çıkacaktır" sözlerini anımsatarak, daha önce gündeme getirdikleri "Türkiye acaba toprak mı kazanacak? Sürekli şikâyet edilen fazla nüfusa bir çözüm olarak insanlar kırdırılıp nüfus mu azaltılacak? Grevler, toplu iş sözleşmesi görüşmeleri mi yasaklanacak" sorularını anımsatan Işıklar, hükümetin o tarihte reddetmesine karşın bu sorulardan grev yasaklama kararını bugün çıktığını bildirdi.

Işıklar, bu durumda diğer iki sorusunun da halen güncelliğini koruduğunu bildirdi.

Tatvan'da bir kişinin ölümlüyle sonuçlanan olaylara da değinen Işıklar, yaptığı eylem ile mahkeme önünde ancak üç ay hapis cezası alacak bir gencin öldürüldüğünü kaydederek "Bu insanlar kaymakamlığa gidip 'Savaşa hayır' demek istiyorlar. Bugün ABD'de de bu tür gösteriler yapılıyor. Hem de Beyaz Saray'ın önünde. O insanlar ne bir ceza alıyorlar, ne de öldürülüyorlar" dedi.

Hükümetin grevleri yasaklayan kararını da sert bir dille eleştiren Işıklar, bu kararı şiddetle protesto ettiğini bildirerek "Halen grevde bulunan maden işçilerini bu karar ile yeniden ocağa indirmek çok acımasız bir davranıştır. Başta partiler ve sendikalar olmak üzere herkesin buna karşı çıkması, bütün sendikaların buna başkaldırması gerekiyor" dedi.

Cumhuriyet 27 Ocak 1991

GÖZLEM
UĞUR MUMCU

Önlem...

Bakanlar Kurulu'nun önceki gece aldığı kararları üç başlıkta toplayabiliriz:

1- "Türkçeden başka dillerde yapılacak yayınlar hakkındaki" yasanın kaldırılması için yasa tasarısı hazırlanması;

2- Hükümete yeni yasa gücünde kararname çıkartma yetkisi veren "yetki yasası" hazırlanması,

3- Grevlerin bir ay için ertelenmesi... Tartışmaya bu kararların sonucundan başlayalım: Toplu İş Sözleşmesi Yasası, Bakanlar Kurulu'na, grevleri erteleme yetkisi veriyor, veriyor ama şu koşulla: Grevler "genel sağlığı" ve "milli güvenliği" bozucu nitelikte olurlarsa!

Zonguldak grevi görüşmeleri "anlaşma oldu, oluyor" denilerek hükümet tarafından uzatılmış ve sonunda erteleme kararı alınmıştır.

Ertelme kararından sonra yeni bir süreç başlayacaktır. Bu süreçte Bakan İmren, kendisinin bulacağı ya da "resmi arabulucu" listesinden seçeceği bir arabulucu aracılığı ile uyuşmazlığı çözüyor izlenimi verebilir.

Olmadı mı? Olmayacağı bellidir; bundan sonra "özel hakem" yolu açılır. Zonguldak grevi burada da çözümlenmez ya da bu süreçte içinde "özel hakem"e başvurulmamışsa, işte o zaman Bakan, uyuşmazlığın çözümü için "Yüksek Hakem Kurulu"na başvuracaktır.

Bu kurul kimlerden oluşmaktadır? Bu kurulun çoğunluğu oluşturan üyeleri uyuşmazlıkta taraf olan Bakanlar Kurulu'nca seçilmektedir!

Bu kurulda DPT Sosyal Planlama Dairesi Başkanı, YÖK'ün seçeceği bir öğretim üyesi, Bakanlar Kurulu'nun atayacağı bir başka öğretim üyesi, Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı Çalışma Genel Müdürü, Bakanlar Kurulu'nca işveren Konfederasyonu ile kamu işverenlerini temsil etmek üzere iki kişi görev alıyor.

Yasa, kurul için Türk-İş'ten de iki üye öngörüyor, kurulun başkanlığını Yargıtay'ın iş davalarına bakan daire başkanı yapıyor.

Görüldüğü gibi kurulun çoğunluğu oluşturan üyeleri Bakanlar Kurulu tarafından seçiliyor. Bu kurulun vereceği karar da toplu sözleşme hükmünde oluyor.

Buyurun liberalizme!
Gelelim ikinci konuya:
Hükümete verilecek yeni "yetki yasası" ile seferberlik ya-

sasına dayanılarak kullanılacak yetkililer, öyle anlaşılıyor ki bundan sonra yasa gücünde kararnamele kullanılacak. KİT'lerde yeni düzenlemeler yapılacak, bu arada kömür madenleri de kapatılabilecek!

Bu kararnamele seferberlik ilan edilmeden seferberlik uygulaması başlayabilecektir...

Bir "sivil sıkıyönetime" hazır olalım... Kürt dili üzerindeki yasakları kaldırma kararı ise geç kalmış bir karardır. SHP'nin 1988 yılı ekim ayında bu konuda hazırlayıp TBMM Başkanlığı'na verdiği yasa önerisi komisyonunda bekletilmektedir.

Kaldırılması kararı alınan yasa 1983 yılı ekim ayında Milli Güvenlik Konseyi tarafından çıkartılmıştı. Bu yasa ile "Türkçeden başka dillerin anadili olarak kullanılması ve yayılmasına yönelik her türlü faaliyet" ile "Türkçeden başka dile yazılmış afiş, pankart, döviz, levha ve benzerlerinin taşınması, plak, ses ve görüntü bantları ve diğer araç ve gereçlerle yayın yapılması" yasaklanıyor ve bu yasa aykırı eylemler, altı aydan iki yıla kadar uzayan hapis cezasına bağlanıyordu.

Bu yasaya aykırı eylemler de genellikle Türk Ceza Yasası'nın 142/3. maddesiyle birlikte uygulanıyordu.

Bu dil yasakları bu yasa ile de sınırlı değildir. Söz gelişi, anayasanın 42. maddesinde de "Türkçeden başka hiçbir dil, eğitim ve öğretim kurumlarında Türk vatandaşlarına anadil olarak okutulmaz" yasağı yer almaktadır.

Anayasanın bu maddesinin de değişmesi gerekir. Yoksa yasanın kaldırılması ile "Kürtçe kaset ve gazete yayınlama" özgürlüğü sağlanmış olur; o kadar!

AGİK sürecinden ve hele hele "Paris Şartı"nın imzalanmasından sonra bu gibi yasakların hemen kaldırılması gerekirdi. Hükümet, o günlerde bu konunun gündeme gelmesini istemedi. SHP'nin getirdiği yasa önerisi de komisyonunda uyutuldu.

Körfez savaşının başladığı, Kürt kökenli yurttaşlarımızın yoğun olarak yaşadıkları bölgelerde "Patriot füzeleri" ile NATO çevik kuvvetinin konuşlandırıldığı günlerde gündeme getirilmesinin bir amacı var.

Bu amaçlardan biri savaş sonrası, Musul'u da içine alacak bölgede ABD desteği ile kurulacak olası bir Kürt devleti ile bugünden ilişkileri yumuşatmaktır. Bu olası ABD yanlısı sözde özerk bir Kürt devleti, belki de bir halkoylaması ile kurulduktan bir süre sonra Türkiye'ye bağlanma kararı alabilir.

İncirlik Üssü'nün bir Körfez bunalımında ABD uçaklarının kullanımına açılması çok önceden tasarlanmıştı. Savaş sonrasında Kürt sorununun nasıl çözüleceği de -hiç kuşku yok- tıpkı İncirlik Üssü'nün amaç dışı kullanımı gibi önceden planlanmıştır.

Hani ne derler:
— Dimyat'a pirince giderken...
Savaş bir serüvendir; savaştan sonra "pastada bizim de payımız olsun" diye masalara oturmak bir başka serüvendir...

Kürtçeye sınırlı serbestlik "geç kalmış bir karar" olarak değerlendirildi.

Hükümetin kararı şirin görünmek

2932 sayılı yasanın yürürlükten kaldırılmasını Cindoruk, "Geç kalmış bir karar" olarak değerlendirirken Işıklar, "Kürtlerin sempati ve desteğini kazanmaya yönelik" buldu. İsmail Beşikçi ise yasanın kaldırılmasıyla 83 öncesi duruma döneceğini, 83'ten önce de Türkiye'de Kürt ve Kürtçe sorunu olduğuna dikkat çekti.

İç Politika Servisi — Bakanlar Kurulu'nun "anadil yasağı getiren" 2932 sayılı yasanın kaldırılmasına ilişkin kararına tepkiler sürüyor. HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, kararı, "Stratejik önemi büyük Kürt halkının sempati ve desteğini kazanmak için alınmış bir karar" olarak değerlendirirken DYP Genel Başkan Yardımcısı Hüsamettin Cindoruk, "Geç kalmış bir karar" dedi. SP Genel Başkanı Ferit İlsever, "Kürt reformculuğu parlatılmak isteniyor" yorumunu yaparken, ANAP Şırnak Milletvekili Nurettin Yılmaz, "Düzenleme sadece dilin konuşulması boyutunda olursa kara mizah olur" diye konuştu. 2932 sayılı yasanın iptaline ilişkin görüşlerini aldığımız kişiler ve söyledikleri sunlar:

Hüsamettin Cindoruk (DYP Genel Başkan Yardımcısı) — Geç kalmış bir karar. Biz bunu senelerdir söylüyoruz. Öyle yasa olmaz. Devletin resmi dili olur, ama anadili olmaz. İnsanların anadili olur. Türkiye'de de birçok insanın anadili Kürtçedir. Zaten konuşulan bir dil yasaklanamaz.

Fehmi Işıklar (HEP Genel Başkanı): Kürtçeyi serbest bırakan karar MGK'da uzun uzun tartışıldıktan sonra alınmış. Bu savaşta Kürt halkının stratejik önemi büyük. Bu nedenle bu halkın sempati ve desteğini kazanmak için bu karar alınmış olabileceği gibi tümüyle insani nedenlerle de alınmış olabilir. Eğer halkın destek ve sempatisini kazanmak için bu karar alınmışsa, bundan beklenen yararın sağlanması, bu koşullarda

mümkün değildir.

Ferit İlsever (SP Genel Başkanı): Amaç grevlerin ertelenmesiyle halkın antisavaş potansiyelini söndürmek ve Kürtlere Irak'la ilgili projeleri gereği bir savaş rüşveti sunmaktır. İktidar, ABD'nin savaşı kesin kazanacağı hesabıyla Kuzey Irak'taki heveslerini açığa vuruyor. İktidarın hedefi savaş sonrası yeni coğrafyada Irak'taki nüfusunu ve etkinliğini arttırmaktır. Bu hedef Türkiye'de kültürel özerklik, Irak'ta federal Türk-Kürt cumhuriyeti önerileriyle de somutlaşıyor. Kürtçe üzerindeki yasağın kaldırılması ABD çıkarları doğrultusundaki böyle bir planın parçasıdır. Kararda Kürt reformculuğunun da parlatılmak istendiği açıktır.

Nurettin Yılmaz (ANAP Şırnak Milletvekili): Çağın ayıbı bir kanundu. Çağdıydı. Faşist ve ırkçı bir havayı içeren görünüm içerisindeydi. Politik neden ne olursa olsun, geç olmakla birlikte bir yasak kaldırılmıştır. Kürt dilinin, Kürt kültürü ve Kürt kimliğinin gelişmesini engelleyen böyle bir yasağın ortadan kalkması hoş bir olaydır. Ancak mühim olan bu yasak değil. Önemli olan 141 ve 142. maddelerin kaldırılmasıdır. Eğer bunlar kaldırılmaz, düzenleme sadece dilin konuşulması boyutunda olursa, kara mizah olur. Doğulu milletvekilleri olarak yakında bir toplantı yaparak durumu değerlendirecek, yapılacak düzenlemelerin hangi açımları sağlaması gerektiği konusunda ilgililere görüşümü zü ileticeğiz.

Fuat Atalay (SHP Diyarbakır Milletvekili): Yasağın kaldırıl-

ması ilk aşamada olumlu bir adımdır. Ancak daha önemlisi Adalet Bakanlığı'nın bu konuda yapacağı düzenlemedir. Medya alanında, devletin Kürt kimliğine yaklaşımında, eğitimde ne gibi yeni gelişmelerin sağlanacağıdır. Ancak bu konuda pragmatik yaklaşımlar yerine ilkesel yaklaşımlara yönelinmelidir.

İsmail Beşikçi (Sosyolog-Yazar): Getirilen değişiklik bir önlem niteliğini taşımamaktadır. Kürt sorununun çözümünde bir tedbir de olmaz. Ortadoğu'da birleşik, bağımsız, demokratik bir Kürdistan'ın oluşumunu engellemek için alınan bir önlem olarak değerlendirilmelidir. 1983'te getirilen bu yasaklamanın 1991'de Ortadoğu'daki gelişen durum gözetilerek kaldırılması, durumu 1983 öncesine çevirmiştir. 1983'ten önce de Kürtler ve Kürtçe, Türkiye'de baskı altında idi.

Tahsin Yücel: Bence bu, bir durumun saptanması. Yani gerçekte zaten konuşuluyordu. Yapay bir yasaktı. Elbette bunun birtakım sonuçları da olacaktır. Örneğin Anadolu'daki üniversitelerden birinde yapılan bilimsel bir toplantıda "bir Kürt etnisi olmadığı" savunuldu. Artık en azından bu türü, yanlış ve gereksiz saptamalara gidilmeyecek. Bu, olumlu bir adımdır denilebilir. Şunu da söylemek gerekir ki birçok ülkede değişik etniler var, ama tek bir resmi dil, eğitim-öğretim dili var. Elbette öğretim dili Türkçe olacaktır.

Sevgi Özel (Dil Derneği Genel Yazmanı): Her ülkenin resmi bir eğitim dili var. Ama her insan asıl konuştuğu dili, evinde öğreniyor.

Tatvan olaylarının gerginliği sürerken Van'daki yurttaşlar Kürtçe yasağının kalkmasını tartışıyor

Kürtçe kasetler dinlenecek mi?

Tatvan'da "ateş" emrini kimin verdiği hâlâ bilinmiyor. Tatvanlıların sürekli anlattıkları bir hikâye var: O da Kaymakam Behiç Çelik'in çarşı ortasında bazı vatandaşları tokatlaması. Kaymakam Çelik hakkında yine tokatladığı gerekçesiyle bir memurun açtığı dava da devam ediyor.

Bölgedeki insanlar şimdi, savaş dışında, Kürtçenin serbest bırakılmasını konuşuyor. "Biz zaten Kürtçe konuşuyoruz" diyen bölge halkı, daha çok girişimin zamanlamasını tartışıyor. Genel kanı, savaş ortamından rahatsız olan Kürtlerin sempati ve desteğinin kazanılmak istenmesi.

Yasağın kaldırılması, Kürtçe türküler içeren kasetlerin serbestçe dinlenebilmesi, Kürtçe kitap, dergi basılması olanağı getirecek mi?

**FARUK BİLDİRİCİ
TURAN YILMAZ**

VAN/TATVAN — Büyük Urartu Otelinin lobisi. HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, basın toplantısına henüz başlamamış. Bir partili yaklaşıyor ve elindeki üç mermi kovanını masaya bırakıyor:

"Çocuklarım 'Tatvan'dan bize ne hediye getirdin?' diye soracaklar. Ben de 'İşte size bunları getirdim' diyeceğim."

Masanın üzerinde ikisi jandarmaların kullandığı tipten büyük mermilere, diğeri özel timin kullandığı tipten mermiye ait kovanlar duruyor ve Fehmi Işıklar sözlerine başlıyor:

"Tatvan'daki olaylardan Kaymakam Behiç Çelik ve Bitlis Emniyet Müdürü Necdet Havalı sorumludur. Öldürülen Mecit Kaplan'a iki yıldızlı bir komiserin ateş ettiği söyleniyor. Görgü tanıkları var. Savcıdan mermi çekirdeğini korumasını, hangi tabancadan çıktığını belirlemesini istedik."

Zaten önceki gün de olaylar başladıktan sonra tesadüfen gittiğimiz Tatvan'a önce bizi sokmak istemediler. Sonra hastane baştabibinin odasında herkes elimizi sıktı, bir tek Emniyet Müdürü elimizi sıkmadı. Sanki oraya gelmemizden rahatsız olmuştu. Halk da biz gitmesek daha çok ölü olacağını söyledi bize."

Kaplan'ı karın boşluğuna girerek öldüren tek mermi, polis kullandığı "kısa 9 kalibre" ve bu mermi savcılık emanetinde. Bakalım soruşturma sonucunda bu merminin hangi tabancadan çıktığı belirlenecek mi? Tatvan halkı bu konuda umutsuz. Tatvan'da herkes birbirine soruyor:

"Ateş açma emrini kim verdi?"

Bu sorunun yanıtı meçhul. Ama Tatvanlıların sürekli anlattıkları bir hikâye var. O da Kaymakam Behiç Çelik'in çarşı or-

tasında bazı vatandaşları tokatlaması. Üstelik Kaymakam Çelik hakkında yine tokatladığı gerekçesiyle memur olan Ömer Güngör'ün açtığı dava halen devam ediyor.

Kaplan'ın ölümüyle sonuçlanan olayda polis, jandarma ve özel tim havaya mermi sıkıyor. Buna karşı göstericiler de kartopu atıyor. Çünkü her taraf kar ve buz. Etrafta taş bile yok.

Önceki gün cenaze töreni sonrasında Tatvanlıların merak ettiği soruların yanıtlarını bulmak umuduyla Bitlis Emniyet Müdürü Havalı'nın yanına yaklaşıyoruz. Subayların giydiği türden bir parka ile dolaşan Havalı'ya ilk sorumuz, "Gözaltında kaç kişi var?" Daha ilk soruda "Saymadım" diye tersleyen Havalı, yüzümüze bile bakmadan aracına binip uzaklaşıyor.

Nasır'ın öyküsü

Bölgede incelemeler yapan HEP Milletvekili Adnan Ekmen anlatıyor:

"Bu öyküyü Çukurca'da dinledim. Özel tim taşıyan bir helikopter bölgeyi tarıyor. Helikopter birdenbire yere yöneliyor. Karla kaplı küçük bir tepenin eteğine iniyor. Görevliler tepeden inen saç sakalı birbirine karışmış, yırtık parkalı bir vatandaş yakalıyorlar. Helikoptere alıp havalanıyorlar. Hakkâri'ye indiklerinde vatandaş yanındaki görevlilere dönüp, 'Şoför kardeş, borcumuz ne kadar?' diye soruyor. Görevliler önce şaşırıyorlar, sonra basıyorlar kahkahayı. Çünkü yakaladıkları kişi Çukurca'nın delisi Nasır'ı."

Bölgede dolaşırken sürekli özel tim öyküleri dinliyoruz. Ayak ayak üstüne attığı için tokatlanan yerel gazeteci, konuşurken elini kolunu salladığı için dayak yiyen genç... Bu örnekler uzayıp gidiyor. Tatvan'da gördüğümüz manzara da bu öyküleri doğruluyor. Bir panzer üzerine bir heykel edasıyla oturmuş peherlinli, kar gözlüklü ve uzun

namlulu silahını havaya doğrultmuş özel tim görevlisi, halkı sert ifadeyle süzerken, caddenin kenarındaki arkadaşları da gençleri itip kakıyorlar. Bununla da yetinilmiyor. Omuzlarına fişekliklerini takmış mavi bereli komandolar Cumhuriyet Caddesi'nde onar metre arayla boydan boya sıralanıyorlar.

Mecit Kaplan'ın öldürülmesini görüntüleyen gazeteciler dayak yiyor, ellerindeki filmler alınıyor. Cumhuriyet muhabirleri de kent içinde dolaşırken sürekli sivil polisler tarafından "markaja" alınıyorlar. Hatta haber yazdırırken de bir görevli telefonun hemen yanında, üç görevli de kapıda "nöbet görevini" sürdürüyor.

Adnan Ekmen'e göre Batman'da savaşa karşı gösterilerin olduğu akşam özel tim görevlileri tek tek kahveleri dolaşmış. Önce sormuşlar, "Sen yürüyüşe katıldın mı?" Olumsuz yanıt alınca, "Madem katılmadın, o zaman anana avradına yemin et katılmadığına" demişler. Şimdi de Ekmen soruyor, "Bu halk özel time nasıl güvensin?"

Şimdi savaş dışında bölgedeki insanlar Kürtçenin serbest bırakılmasını konuşuyor. "Biz zaten Kürtçe konuşuyoruz" diyen bölge halkı, daha çok bu girişimin zamanlamasını tartışıyor. Şimdiki bulunabilen tek yanıt, "Savaş ortamından rahatsız olan Kürtlerin sempati ve desteğini kazanmak." Bu yasağın kaldırılması, Kürtçe türküler içeren kasetlerin serbestçe dinlenebilmesi, Kürtçe kitap, dergi, gazete basılması olanağını getirecek mi?

Önceki akşam Van'da bir yemek düzenleyen HEP'liler, gece boyunca Kürtçe türküler dinlediler. Kürtçe türküler o kadar etkileyiciydi ki, yemeği izlemekle görevli sivil polisler bile dayanamayıp sanatçılardan istekte bulundular.

Bölgenin huzursuz insanlarının toplandığı bir yer de mülteci kampları. Vanlılar Bayram Otelinde misafir edilen mültecilerin yaşamlarıyla yakından ilgileniyorlar. Tabii otelde olup biten her şey de kentte hemen duyuluyor. Örneğin, üç erkek mültecinin bir hemcinslerine tecavüz etmeleri, bir mültecinin intihar girişimi... Bu olaylar polis kayıtlarına da geçmiş. Yetkililerin mültecilerin sıkıntılarını buldukları tek çare de zaman zaman polis gözetiminde otobüslerle Van Gölü kıyısında dolaştırılmaları.

ANAP Kürtlerin "hatırını" sordu

Bugüne kadar SHP'nin 2932 sayılı "ana dil yasağı getiren" yasanın kaldırılması için verdiği yasa önerisinin HEP'in bu konudaki girişimlerini "bölücülük" diye niteleyip komisyonlarda reddeden ANAP iktidarı şimdi Türkiye'deki Kürt kökenlilere soruyordu: "Tu çawâyi lo?"

Cumhuriyet

28 Ocak 1991

CELAL BAŞLANGIÇ

DIYARBAKIR — TRT'nin kamerası çalışıyor, mikrofonu ses alıyor. Konu, bölgede yaşanan "savaş göçü." ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz, Cizre'de TV'ye halkın neden göçtüğünü anlatıyor:

— Birinci neden 'kimyasal silah korkusu'dur. Göçün ikinci nedeni de halk arasında çok yaygın olan maalesef tabanda tutan, halk arasında anlatılan bir dedikodudur. Maya tutan bu dedikoduya göre bölgede Saddam'a yönelik silahların, yöre halkına da döneceğidir. Benim için acıdır, yüzde yüz yalan olduğu kesin bir dedikodunu maya tutması, halkın kendi silahlı kuvvetleriyle ilgili böyle yalanlara inanmasıdır.

Yaklaşık beş gün önce görüntülü olarak kaydedilen bu demeç TRT'nin "makas"ına takılıyor. TRT, Irak sınırına yakın yerleşim birimlerinde yurttaşlarla röportaj yapıyor. Hemen herkes savaşa karşı. Bölge halkına yönelik, savaşa ilişkin görüşlerini anlatıyorlar. Ancak bunlar da TRT'nin "makas"ını asamıyor. Ekranaya gelen bir iki kişi de ANAP'ın yerel örgütlerinde yönetici konumunda olanlar ve görevleri gereği "savaşa ılık bakanlar."

TRT'nin gizleme çabasına karşın özellikle Körfez'de sıcak savaşın başlaması, bölgeye askeri yığınağın yoğunlaşması, halk arasında gözle görülür bir tedirginliğin gittikçe boyutlanmasında yol açıyordu. İşte böyle bir gerginlikte iktidar "Kürtçe üzerindeki yasağın kalkması"na yönelik bir adım attı.

Diyarbakır'da dün ANAP'ın merkez ilçe kongresi vardı. Konuşmacılardan biri olan kentlin milletvekili Nurettin Dilek ANAP'lı delegelere, yeni yasal düzenlemeye uygun seslendi:

— Bizler gönül rahatlığıyla 'tu çawâyi lo' (nasılsınız) diyebileceğiz. Çünkü bu sorunu bizim hükümetimiz ortadan kaldırdı.

Dinleyiciler arasında hiçbir etki yapmadı bu söz. Çünkü insanlar zaten kendi aralarında, evlerinde, kahvelerde, alışverişlerde ana dillerini kullanıyorlardı. 12 Eylül sonrası resmi dairelerin duvarlarındaki "vatandaş Türkçe konuş" gibi "komutlar"a da artık pek öyle rastlanmıyordu. "Siyasi içerikli olmaması koşuluyla" Kürtçe kaset dinliyor, Diyarbakır'daki lüks otellerin restoranlarında davullu zurnalı Kürtçe şarkılara yemek yenebiliyordu. Bu konudaki sıkıntı iş yazıya döktülünce derneklerin genel kurullarında mikrofonu yansıyınca çıkıyordu. Hatta zaman zaman böyle bir sıkıntının çıkmadığını ANAP'lı Yılmaz dün şöyle örnekledi:

— Geçenlerde Mardin Valiliği'nin önünde yüzlerce kişiye yirmi dakika kadar Kürtçe konuştum. Zaten ana dili yasaklayan yasa ölü olan bir yasaydı.

Yılmaz'a göre dil üzerindeki yasağın kaldırılması "geç olmakla birlikte Kürt halkına sıcak bir selam"dı. Önemli olan yasağın yazılı ve sözlü iletişim araçlarında Kürtlerin kimliklerine yönelik etkinliklerde kalkmasıydı. Bunun için de en önemli engel 141 ve 142'ydi. Yılmaz "Özal'ın kafasında ileride dönük ola-

rak kültürel haklara, sözlü ve yazılı basına bu konuda daha fazla özgürlükler getiren projeler olduğunu" söylüyordu.

İyi de böyle bir "açılım" neden Türkiye'de "savaş krizi" yaşanırken, bölge halkı göçerken, Irak'ın parçalanması durumunda o ülkede yaşayan Türklere ve Kürtlere yönelik senaryolar üretilirken gündeme gelmişti?

"Olağanüstü hallerde olağanüstü seylet düşünülür" diyordu Yılmaz. "Savaş dönemi, bir harp havası var. Türkiye'nin sınır bölgesinde yaşayanların yüzde doksan dokuzu Kürt. Hem Türkiye'deki Kürt kökenlilere hem de Irak'taki Kürtlere bir nevi sıcak selamdır."

SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, savaşın başlamasıyla birlikte yaklaşık on gündür iktidar kaynaklı bir spekülasyon yapıldığına, Kürt kimliğine, Kürt kültürüne yönelik bir paketin hazırlandığı yolunda haberler aldıklarını anlatıyor. SHP'ye yansıyanlara göre Özal yakın çevresine "bölgede etkinliğimizi arttırmak için bize handicap olacak her şeyden kaçınmak gerekir" mesajını veriyordu. "Körfez savaşı" sürerken Irak'taki Kürtlerin sempatisini kazanmak da geleceğe dönük projeksiyonlarda Türkiye'nin gereksinim duyduğu bir unsurdur. SHP'li Atalay bu konuda öncelikle "Adalet Bakanlığı'nın yapacağı düzenlemenin çerçevesi"nin önemli olduğunu anlatırken "pragmatik yaklaşımlar yerine ilkesel yaklaşım"ların gereğini vurguladı.

İnsan Hakları Derneği'nin Genel Kurulu'nda bir Kürtçe konuşmayı çevirdiği için DGM tarafından gözaltına alınmış ve daha sonra yargılananlardan, HEP Diyarbakır İl Başkanı Mustafa Özer'e göre "ana dil üzerindeki yasağın göstermelik olarak kaldırılması"nda iktidarın üç amacı vardı. Birincisi AGİK'e imza atmış bir ülke olarak savaş sonrası "Avrupa pazarı"na çıktığında yükümlülüklerini yerine getirmiş bir Türkiye görüntüsü vermek. İkincisi Türkiye içinde "durumu kurtarmak." Üçüncüsü de Türkiye dışındaki, öncelikle de Irak'taki Kürtlere "daha çok şey vaat edebilmek."

Bugüne kadar SHP'nin 2932 sayılı "ana dil yasağı getiren" yasanın kaldırılması için verdiği yasa önerisinin HEP'in bu konudaki girişimlerini "bölücülük" diye niteleyip komisyonlarda reddeden ANAP iktidarı şimdi Türkiye'deki Kürt kökenlilere soruyordu: "Tu çawâyi lo?"

Yasağın kaldırılması, uygulamada zaten işlemeyen bir "yazılı ayıp"ın giderilmesiydi. Yöre insanının günlük yaşamında hiçbir değişiklik yapmayacak elbette bu uygulama. Ancak konuyla yakından ilgilenenler yapılacak yasal düzenlemeyle "kimlik ve kültürel gelişme önündeki engellerin aşılıp aşılmayacağını" merak ediyorlar. Bugüne dek ana dil üzerindeki yasağın kaldırılmasına engel olan ANAP iktidarının "savaş krizi" döneminde böyle bir değişimi gündeme getirmesi de pek içten bulunmuyor yörede. Herkesin merak ettiğini, Körfez savaşı sırasında "tu çawâyi lo" diye soran ANAP'ın savaş sonrası yöre halkından "Ez başım tu sağbê" (iyiyim, sen sağol) yanıtını alıp almayacağı.

Anadil Olarak Kürtçeyi Yasaklayan Yasa Üzerine..

"Türkçeden Başka Dillerde Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun", hiçbir ülkede örneğine rastlanmayan, doğa yasalarına, toplumsal yasalara, siyasal yasalara ve hatta 1982 Anayasası'na aykırı bir yasadır.

2932 sayılı ve 19.10.1983 tarihinde yürürlüğe girmiş bulunan "Türkçeden Başka Dillerde Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun", 8 maddeden oluşur.

İlk maddede, söz konusu yasanın, "düşüncelerin açıklanması ve yayılmasında yasaklanan dillere ilişkin esas ve usulleri düzenlediği" belirtilir.

İkinci maddede ise "Türk devleti tarafından tanınmış bulunan devletlerin birinci resmi dilleri dışındaki herhangi bir dille düşüncelerin açıklanması, yayılması ve yayınlanması" yasaklanmıştır.

Üçüncü maddede, "Türk vatandaşlarının anadili'nin 'Türkçe' olduğu yazılıdır. Aynı maddenin (a) fıkrası da, 'Türkçeden başka dillerin anadili olarak kullanılmasına ve yayılmasına yönelik her türlü faaliyette bulunulmasını' yasaklar.

Yasanın 4/b maddesi, bu yasaya aykırı faaliyette bulunanlar hakkında, "fiilleri başka bir suç oluştursa bile ayrıca bir yıldan üç yıla kadar hapis cezası"ni öngörür. Bir başka deyişle, açıklanan düşünceler, herhangi bir suç oluşturmaya bile, yalnızca Kürtçe konuşulduğu için hapis cezası verilir; düşünceler suç oluşturduğu zaman ise, ayrıca, yani ikinci kez ceza verilmektedir.

Yasa tasarısının genel gerekçesinde, anayasanın (1982), "Türk devleti ülkesi ve milletle bölünmez bir bütündür. Dili Türkçedir." 3. maddesi aktarılarak, bununla, "halkımızın konuştuğu anadilin Türkçe olduğu açık ve kesin bir biçimde vurgulandığı" belirtilmiştir. Bir başka anlatımla, anayasanın hemen her anayasada olduğu gibi resmi dil ile ilgili maddesinde yer alan "Türkiye devleti(nin) dili Türkçedir" hükmü, "halkımızın konuştu-

ğu anadilin Türkçe olduğu" biçiminde benimsenmiş, söz konusu yasa, bu gerçek dışı yorumla dayandırılmıştır.

Anadilin, çocuğun dünyaya geldiği (soy, kabile, aşiret gibi) topluluk birimlerinin dili olduğu, çocuğu dünyaya getiren rahim ile doğal bağı bulunduğu bilinir. İnsanların, topluluklar halinde dillerini üretmeleri, devlet ve ulusun oluşumundan binlerce yıl öncedir. Bir insanın ve bir topluluğun dilini devlet belirleyemeyeceği gibi, anadil de yasalarla ve anayasalarla belirlenemez. "Devlet" in içerdiği yurttaşlar topluluğunun anadillerini görmezlikten gelerek, yadsıyarak, yokumsayarak, anayasa da, yasa da çıkarılamaz. Doğal ki, bizde örneği olduğu gibi çıkarılabilir, ama bunlar, demokratik olmayan, insan haklarına aykırı yasalar olarak tarihteki yerlerini almaya yarılmışlardır.

Söz konusu yasanın görüşülüp benimsendiği Milli Güvenlik Konseyi'ne "Cumhurbaşkanı" olarak başkanlık eden Evren'in, "İngilizce, Fransızca şarkılar söyleniyor da Kürtçe türküler niçin söylenmesin?" sözlerini, biraz şaşkınlıkla karşıladığımızı belirtelim. "Türk devleti tarafından tanınmış bulunan devletlerin birinci resmi dilleri dışındaki" diller yasaklanırken, özellikle Irak'ta, Kürtçe'nin resmi olduğu, ama ikinci resmi dil olduğu için "birinci resmi dil" dışındaki dillerin yasaklandığı bilinen bir gerçek. Gene bu yasayla "Türkçeden başka dillerin kullanılmasına yönelik her türlü faaliyette bulunulması" yasaklanarak, bırakınız Kürtçe türkü söylenmesini, anasının oğluya cezaevinde tek bildiği diliyle konuşması engellendi. O kadar ki konu, Harold Pinter'in "Dağ Dili"nde oyunlaştırılacak denli dünyada şaşkınlık varattığı za-

man Evren, cumhurbaşkanıydı ve Çankaya'daydı.

Bu yasanın etkisi, yalnızca yasanın kendisiyle sınırlı kalmadı, anadili Kürtçe olan halkımız üzerinde baskıların yoğunlaşmasına neden oldu, TCK'nın 142/3. maddesinin yorumunu genişletti. Örneğin, geçen yıl nisan ayında bugüne, Erzincan'da hâlen tutuklu bulunan İHD Tunceli Şube Başkanı Ali Özler, "Kürtlerin türkülerini serbestçe söyleme haklarının bu ülkede eninde sonunda yerleşeceğini" söylediği için Erzincan DGM'de, 6 yıl 8 ay ağır hapis cezasına çarptırıldı (Dava Yargıtay aşamasındadır).

"Türkçeden Başka Dillerde Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun", hiçbir ülkede örneğine rastlanmayan, doğa yasalarına, toplumsal yasalara, siyasal yasalara ve hatta 1982 Anayasası'na aykırı bir yasadır. Baskıcı demokratikleşmeyi ve özgürleşmeyi engelleyen bir yasadır. Bu yasa, Birleşmiş Milletler bildirelerine, Helsinki Sonal Belgesi'ne, AT İnsan Hakları Sözleşmelerine ve son olarak AGİK'e aykırı bir yasadır. Bu yasanın tümüyle kaldırılması, demokratikleşme ve özgürleşme açısından gereklidir, zorunludur.

Bakanlar Kurulu açıklamasında, başlangıçta söz konusu yasanın kaldırılacağı belirtildi. Ardından ise konuşma ve ezgiler gibi gündelik yaşamda bile yasayla engellenmesi olanaksız kimi yaşam etkinliklerinin yasak dışı bırakılacağı, ama düşüncelerin açıklanması, yazılması kadar, bir dilin geliştirilmesinin temel koşulu olarak yazılı dilin kullanılmasının yasak kapsamı içine alınacağı haberi geldi. Bu çerçevede yapılacak bir değişiklik, yasanın kaldırılması olarak nitelendirilemez. Dileriz, ilk iletilen haberler çerçevesinde, yasanın tümünden kaldırılması yoluna gidilsin.

MUZAFFER İLHAN ERDOST
İHD Ankara Şube Başkanı

The New York Times

YAZARI SAFIRE

Özal, Kürt bütünlüğü istemiyor

Washington'da yönetime yakınlığıyla bilinen muhafazakâr yazar William Safire dünkü yazısında ABD Dışişleri'nin Özal'a Kürt milliyetçiliğini teşvik etmeme sözü vererek Kürtleri sattığını iddia etti.

ŞEBNEM ATİYAS

NEW YORK — The New York Times gazetesinde Türkiye'nin 2. cephe olacağı iddi-

asını ilk kez ortaya atan köşe yazarı "William Safire" dünkü yazısında "ABD yönetimi Türkleri Irak'ı vurmaya teşvik etmelidir" dedi. Washington'da yönetime yakın olduğu bildirilen muhafazakâr yazar, dünkü yazısında "Türklerin Irak'a cepheden saldırıya teşvik edilmesini öneriyorum" dedi. Safire ayrıca "Türklerin, Kürtleri silahlandırıp Irak'a saldırmak için de teşvik edilmesini" de önerdi. Yazar bunun karşılığında savaş sonunda Türkiye'nin barış masasında ödüllendirilip, yeniden dağıtımda söz sahibi olmasının sağlanabileceğini belirtti.

Safire, "Kürtleri hatırlayın" başlıklı yazısında Cumhurbaşkanı Özal'ın Kuzey Irak'ta bağımsız bir Kürt birliği istemediğini, bu konuda ABD dışişlerinden "muhtemelen garanti alacağını" iddia etti. Savaşla birlikte Türkiye, Suriye ve İran'dan Kuzey Irak'a binlerce Kürt gerilinin geçtiğini de kaydeden Wil-

liam Safire, hepsinin bir ayaklanma başlatmak için işaret beklediğini öne sürdü. Yazar, ABD Dışişleri'nin, Özal'a Kürt milliyetçiliğini teşvik etmeme sözü vererek Kürtleri "sattığını" da iddia etti. Safire, Özal'ın bütün bunların farkında olduğunu kaydederek bu öneri ve iddialarını yazısında şöyle ifade etti:

"Türkiye'de her altı kişiden birisi Kürttür. Bu, yaklaşık 10 milyon kişi demektir. Ankara'ya göre bunlar "Dağlı Türklere"dir. The Washington Post gazetesinden Jonathan Randall'in Şam'dan bildirdiğine göre Suriye'ye kaçmış olan 2500 Kürt gerilla Kuzey Irak'a geri döndü. Bana diğer üç ülkeden binlerce gerillanın da geri döndüğü söylendi. Güçlenmiş savaşçılar ayaklanma için bir kıvılcım bekliyor. Cumhurbaşkanı Özal neden Türkiye'deki Kürt azınlığa karşı duyarlı hale geldi? Çünkü bir Marksist fraksiyon dışında bütün Kürt gruplarının Irak'ın

Türkiye'ye bitişik olan kesimine yönelik bir girişimde bulunmak için bir araya geldiklerinin farkında. Irak'ta özerk bir bölgeden bahsediyorlar, tümüyle bağımsızlıktan değil. Ama eğer Kürtler merkezlerini Irak'ın kuzeyinde kurarlarsa Türkiye'deki Kürtler aynı tür bir özerklik için sıyağa kalkabilir. Türk Cumhurbaşkanı komşu kapısında bir Kürt bütünlüğü görmek istemiyor. Irak'ın kuzeyden vurulması için üsleri kullanmamız karşılığında, ona Kürt milliyetçiliğini kışkırtmayacağımıza ilişkin söz verdik.

Özellikle Halepçe olayından sonra Dışişleri Bakanlığı, üzerinde uzmanlaştığı Kürtleri satarak 'Özal'a bu vaadi verdi. Dolayısıyla Türkleri, Irak'ın cepheden vurmaya, Kürtleri silahlandırarak cepheden saldırıya, sonunda barış masasında yeniden düzenlemede ödüllerini paylaşmaya teşvik etmeye çağırıyorum."

ANAP'ta Kürtçe sıkıntısı

ANAP Grubu bugün Kürtçeyi tartışacak. Adalet Komisyonu Başkanı Pehlivanlı, "Taslak gelsin, görelim" derken Grup Başkanvekili Bozkurt, "Fiilen zaten konuşuluyordu" şeklinde konuştu.



ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe konuşma yasağının kaldırılması için yasa değişikliği yapılması görüşünü benimsemesi ANAP grubunda sıkıntı yarattı. ANAP'ın Doğulu milletvekilleri Kürtçe serbestisini "sevinçle" karşılarlarken, milliyetçi ve muhafazakâr eğilimdeki milletvekillerinde tedirgin bir bekleyiş başladı. ANAP grup yöneticileri de, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün Kürtçe

konusundaki kısıtlamaların yer aldığı 2932 sayılı yasanın kaldırılması önerisine Başbakan Yıldırım Akbulut'un yazılı karşı çıkış gerekçesindeki görüşlerin nasıl değiştirileceği sorun yarattı. Adalet Bakanı Oltan Sungurlu AA'ya yaptığı açıklamada "Hazırlanacak tasarı TBMM'de

kanunlaşırca suç kapsamı dışında kalanların hükümlülükleri sona erer, mahkemeler şu anda beraat kararı veremez" dedi.

ANAP Grup Başkanvekillerinden Yasin Bozkurt, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde Kürtçe konuşan birçok Türk vatandaşı bulunduğunu, Kürtçe konuşulmasının bugüne kadar herhangi bir sıkıntı yaratmadığını ifade ederek, askeri dönemde çıkarılan 2932 sayılı yasanın fiilen uygulanmayan bir yasa olduğunu söyledi. Bozkurt, Kürtçe serbestisi içeren yasa taslağının ANAP grubunda da tartışılacağını bildirdi.

Başbakan Akbulut'un 24 Kasım 1989 tarihinde TBMM Başkanlığı'na gönderdiği yazıda, 2932 sayılı yasanın kaldırılmasının ileride devlet düzeninde tamiri imkânsız sonuçlar doğurabileceği görüşüne yer vermiş olması, ANAP'ta "Bu gerçeği nasıl değiştireceğiz?" sorusunu

gündeme getirdi.

Grup toplantısında milliyetçi-muhafazakâr kanadın, Akbulut'un gerekçelerini yineleyerek girişime tepkilerini dile getirmeleri bekleniyor.

Akbulut, İnönü ve 26 arkadaşının yasa önerilerini değerlendirirken, 1982 Anayasası'nın başlangıcında, Atatürk'ün belirlediği milliyetçilik anlayışına değinerek, "Hiçbir düşünce ve muhalazanın Türk milli menfaatlerinin, Türk varlığının, devleti ve ülkesiyle bölünmezliği esasının Türklüğün tarihi ve manevi değerlerinin, Atatürk milliyetçiliği, ilke ve inkılapları ve medeniyetçiliğinin karşısında korunma göremeyeceği belirtilmiştir" demişti.

Akbulut yazısında, "Teklifin kanunlaşması kültürel değerimize ve Atatürk milliyetçiliğini aykırı durum yaratacaktır" ifadesine yer vermişti.

ANAP'lıların görüşleri

ANAP'ın milliyetçi ve muhafazakâr eğilimdeki milletvekilleri, hazırlanacak yasa taslağının sadece "konuşma serbestliği" içermesi için grup içi tartışma

gün bir kampanya başlattılar. Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı, Kürtçenin bazı bölgelerde fiilen kullanılan dil olduğunu, 2932 sayılı yasanın bu anlamda uygulanabilirliği bulunmadığını ifade ederek, "Taslak bir ortaya çıksın bakalım" dedi.

Pehlivanlı, Adalet Bakanlığı'nda hazırlanan taslağın Kürtçe konuşma serbestliği ötesinde bazı hükümler içermesi halinde karşı çıkacaklarını sözlerine ekledi.

ANAP Kırşehir Milletvekili Gökhan Maraş da 2932 sayılı yasanın bir tepki yasası olduğunu ifade ederek, şöyle konuştu:

"Bu yasa zaten işlemiyordu. Eğer işleyseydi, bugün binlerce insana hapis cezası verilmeliydi. Kürtçe konuşma serbest olmalı. Ancak hazırlanacak yasa taslağında kültürel etkinliklerin Kürtçe yapılması önlenmelidir. Çünkü o zaman Kürtlerin bir azınlık olduğu kabul edilmiş olur ki bu yanlıştır. Kürtler bir azınlık değil, Türkiye Cumhuriyeti'nin vatandaşlarıdır, aynı milletin bir boyu veya koludur."

ANAP Genel Başkan Yardımcısı Metin Gürdere de, Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasındaki zamanlamaya dikkat çekerek, "Bu karar daha önce verilecekti, ama terör karşısında taviz olarak değerlendirilir diye geciktirildi" dedi. Terörün tamamen kontrol altına alınması sonucunda kararın uygulamaya konulduğunu anlatan Gürdere, "İngilizce ve Fransızca şarkı söylenirken Kürtçe şarkı söylenmesini yasaklamak niyetteyiz. Ülkedeki gelişmelere paralel olarak bu konuda yeni atılımlar da yapılabilir" diye konuştu.

Kürtçe yorum

Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe kullanımına esneklik getiren bir yasa hazırlanmasına ilişkin karar üzerine bir yorum yayımlayan Tahran Radyosu, "Cumhurbaşkanı Turgut Özal, Güneydoğu milletvekillerine, Kürtlerin Körfez savaşında Türkiye hükümetinin politikasını desteklemeleri durumunda Kürtçe konuşan halka daha fazla imtiyazlar verileceğine dair söz verdi" dedi.

HÜSAMETTİN CİNDORUK

Anayasa ayıbı kaldırıldı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — DYP Genel Başkan Yardımcısı Hüsamettin Cindoruk, Kürtçe yasağının kaldırılmasıyla kâğıt üzerindeki anayasa ayıbına da son verildiğini söyledi. Cindoruk, Türkiye'nin Ortadoğu'da ikinci bir İsrail olmasını da istemediklerini belirtti.

Körfez savaşının bölgedeki etkilerinin saptanması için bir süredir bölgede incelemeler yapan DYP heyeti için Diyarbakır'da basın toplantısı düzenledi. DYP Genel Başkan Yardımcısı Hüsamettin Cindoruk başkanlığındaki heyette yer alan milletvekilleri Ahmet Küçükkel, Selahattin Kılıç, Halit Dağlı, Orhan Şendağ ve Ferit Bora, Körfez savaşının bölgedeki ekonomik yaşamı felce uğrattığı görüşünü savundular.

Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe

nin kullanımına ilişkin son çalışmalarına değinen DYP Genel Başkan Yardımcısı Hüsamettin Cindoruk şunları söyledi:

"Biz bunu beş yıl önce istemiştik. Devletin resmi bir dili olur, ancak halkın anadilini yasaklayamaz, karışamaz. Kürtçe konuşma koşullarının daha da genişletilmesi için girişimlerde bulunacağız. Ashında Kürtçe zaten serbestti. İnsanlar evlerinde sokakta Kürtçe konuşuyorlardı. Bir insanın anadilini nasıl yasaklayabilirsin, ağızlarına kilit vuramazsın ya! Kürtçe yasağının kaldırılmasıyla kâğıt üzerindeki anayasa ayıbına da son verilmiştir."

Hükümetin özel bir fon oluşturarak Körfez savaşından etkilenen yurttaşlara yardım yapması gerektiğini anlatan Cindoruk bölge halkının zor durumda ol-

duğunu bildirdi.

Türkiye'nin Körfez savaşında tarafsız kalması gerektiği yolundaki görüşünü yineleyen Cindoruk, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Bizim görevimiz İsrail'in konumuna değil, Arap halklarıyla kardeşliğimizi sürdürmektir. İsrail konumuna düşersek 70 yıllık tarihimizi tersine çevirmiş oluruz ve içinden çıkılmaz bir duruma düşeriz. Türkiye, ABD'nin dostudur, uydusu değil. Bu nedenle halk üslerin kullanımına izin veren Sayın Özal'dan hesap soracaktır. Irak'ın Kuveyt'ten çıkmasını istemek ne kadar haklıysa, İsrail'in de kutulmuş Kudüs topraklarından çıkmasını istemek de o kadar haklıdır. İsrail'in derhal kutsal Filistin topraklarından çıkarılması ve bağımsız Filistin devleti kurulmasını istiyoruz."

Türkü kralları Kürtçe okumaya hazırlanıyor

●Türkücü İzzet Altınmeşe, Nur Ertürk Kürtçe serbest olursa bu dildeki Türküleri söyleyeceklerini belirttiler. Yıldırım Çınar da, "Kürtçe bilmiyorum, bilseydim söylerdim" dedi

TÜRKÜ dünyasının önde gelen sanatçısıdır. Bakanlar Kurulu'nun Kürtçe kullanımına esneklik getiren kararından sonra Kürtçe türkü söyleyebileceklerini belirttiler. İzzet Altınmeşe ve Nur Ertürk, Kürtenin serbestliği kesinlik kazanırsa repertuarlarına, kaset ve plak çalışmalarına Kürtçe türküler alabileceklerini vurguladılar.

İzzet Altınmeşe, Kürtenin istismar edilmediği serbest olmasından yana olduğunu kaydederek, "Ben halk müziği sanatçısıyım, o yörede Kürtçe söylenirse ben de aynen söyleyemeyen yanayım. Vatandaş isterse ideolojik amaç taşımayan bir-iki şarkıyı okurum. Benim işim bu, nasıl Arapça, Hintçe şarkı okuyorsam Kürtçeyi de bilmiyorsak da öğrenir söylerim" dedi.

Altınmeşe yeni bir kaset çalışması içinde olduğunu da belirterek, "Eğer serbest olursa 1-5-2 ay içinde çıkarmayı tasarladığım yeni çar-

ışmamda Kürtçe türkü okumayı düşünebilirim. Ancak, içinde bölücü görüşler taşımayan, suya sabuna dokunmayan, sevda sözleri olan türküler katabilirim" diye görüşlerini aktardı.

Nur Ertürk ise, Kürtçe türkülerini tamamıyla serbest olduğunda seve seve söyleyeceğini vurguladı. Ertürk, "En güzel eserler Kürtçeden çıkıyor. En çok tutulan şarkılar Kürtçeden Türkçeye çevrilmiş olanlar. Kürtçeyi Türkçeleştirmek de çok güç, ayrıca türkünün özünün değişmemesinden, otantik havasıyla kalmasından yanayım" dedi.

Karadeniz türkülerini söyleyen Yıldırım Çınar da, Kürtçe bilmediğini eğer, bilseydi okumayı düşünebileceğini kaydetti. Çınar, "Kürtçe bilen sanatçı arkadaşlarımız ise Kürtçe okumak, kendi yöresine hitap etmek istiyor" şeklinde konuştu.

Unkapanı'ndaki plak ve kaset firmaları ise şu anda Kürtez krizi nedeniyle kaset piyasasının müthiş bir durgunluk yaşadığını, bu nedenle yapımcılar olarak şimdilik Kürtçe kaset çıkarmayı planlamadıklarını belirttiler. Ancak, tamamen serbest kalırsa dinleyici oranı azımsanamayacağı için piyasa koşullarına göre kaset çıkarabileceklerini ifade ettiler.



Rahmi Saluk

'Kasetim 20 bin sattı'

SANATÇI Rahmi Saluk, 1989 yılının Temmuz ayında "Hoy Nare" ismiyle çıkardığı ve içinde 3 Kürtçe türkünün bulunduğu kasetinin toplanmadan önce 3 gün içinde 20 bin sattığını da belirtti. Saluk, bu kasetin ikinci kez bandrol almak için başvurdukları denetimden geçmiş olmasına rağmen toplanmasını hatırlatarak, "Biz o dönemde tekrar bandrol alamadığımız için istekleri karşılayamadık ve kaset yok sattı" dedi.



Nur Ertürk



İzzet Altınmeşe

Demirel: 'Kürtçe istismar ediliyor'

ANKARA, ÖZEL

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, Kürtçe konuşmanın yasak olmadığını belirterek "Kürtçe istismar ediliyor" dedi.

Demirel parti genel merkezinde gazetecilerin sorularına üzerine Bakanlar Kurulu'nun son kararlarını değerlendirdi. Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasına ilişkin bir soruyu yanıtlayan Demirel, Türkiye'nin bir özel devlet, merkezinin Ankara'da ve lisanının Türkçe olduğuna ilişkin Anayasa maddesini hatırlatarak, "Resmî lisan Türkçe olunca, başka bir lisan Anayasa ile konmadıkça olmaz" dedi.

lerine Kürtçe ile müraعاتını izin verecekler? Hiçbirini yapmayacaklarsa, böyle konuşmaya istisnaya kalkışmaları yasaktır" diye konuştu.

Süleyman Demirel, Kürtenin serbest bırakılmasının Kürtez Savaşı'yla bağlantısı olup olmadığını soran bir gazeteciye de, "Sanmıyorum. Bugünün konusu değil. 2 Nisan 1990'da da Çankaya'da yapılan toplantıda bu konu Sayın Özal'ın dilinde vardı. Üzerinde fazla durulmadı" yanıtını verdi.

●GREV ERTELEMESİ

Demirel hükümetin grevlerin ertelenmesine ilişkin kararının sorulması üzerine de grev bozgunculuğu ve grev kırıcılığı olduğunu söyledi. Demirel, "Gayret sarfedip grevleri tadiya bağlansa, lardi daha doğru olurdu. Zoongabadak'taki işçiler katlanıyor, fedakârlığa rağmen bir



netice alamadan ocağa indirilmiştir. Bu fevkalade talihsizliktir" dedi.

Demirel, Mülkiyetler Birliği'nin "Savaşa hayır" panelinin valilikçe engellendiğini hatırlatması üzerine de "Bununun işgüzarlık ve aşırı gayret diye konuştu. Muhtemel suç diye kimseye ceza verilmeyeceğini kaydeden Demirel, "Hangi baskı ile yapıldıysa bu zorbalıktır" dedi.

Milliyet, 31 Ocak 1991

Kürtçe yasağının kaldırılmasını ve ittifak içinde yer almamızı alkışlıyorlar

Avrupa'dan Türkiye'ye Övgü

STRASBOURG, AA

AVRUPA Konseyi Parlamenteerler Meclisi Başkanı Anders Björck, hükümetin Kürtçe konuşma yasağını kaldırdığı kararını alkışladıklarını, Irak'la aynı sınırları paylaşan Türkiye'nin Saddam Hüseyin aleyhtarını ittifakta çekimlenmeden yer almaması ise çok cesurca bir hareket olarak gördüklerini söyledi.

Björck, Kürtçe yasağının kaldırılması konusunda şunları söyledi:

"Bu, çok olumlu bir adımdır. Avrupa Konseyi olarak bunu büyük bir gelişme olarak kabul ediyoruz. Çünkü Türkiye ile ilgili olarak Parlamento Meclisi'nde daha önce cereyan eden müzakerelerde, bu husus çeşitli vesilelerle gündeme getirilmişti. Şimdi Türkiye bu yasağı kaldırmakla müspet yönde bir ilerleme kaydetmiş olmaktadır."

Björck ayrıca, "Irak'a komşu bir ülkenin Batılıların yanında yer alması büyük cesaret isteyen bir iştir. Uzak ülkelerin aynı tutumu takın-

- Avrupa Konseyi Parlamenteerler Meclisi Başkanı Anders Björck, Kürtçe yasağının kaldırılmasını çok önemli bir gelişme olduğunu, Irak ile sınırlı olan Türkiye'nin Batı'nın yanında yer almasının cesaret işi olduğunu söyledi
- Toplantıda konuşan ANAP Milletvekili Mükerrrem Taşoğlu, Türkiye'nin Irak'ın toprak bütünlüğünün korunmasından yana olduğunu söyledi. SHP Milletvekili İsmail Cem de savaşın bir Hıristiyan-Müslüman çatışmasına dönüştürülmesini istedi

Avrupa Konseyi Parlamenteerler Meclisi'nin Körfez Savaşı ile ilgili müzakereleri sırasında Türk üyeler de görüşlerini açıkladılar.

ANAP Milletvekili Mükerrrem Taşoğlu, "Türkiye'nin, Irak'ın toprak bütünlüğü-

hem Ortadoğu'nun hem de Avrupa'nın geleceğini olumsuz etkileyecek bir yanlışlığa dikkat çektiği konuşmasında görüşlerini şöyle açıkladı:

"Irak Devlet Başkanı, Kuveyt'i işgalini ve Kuveyt halkına karşı işlediği suçu gözden kaçırmak için savaşı dinsel terimlerle izahla, ona kutsal bir mücadele özelliği kazandırmaya çalışmaktadır. Böylece, İslam geleneğine sahip ülkelerin desteğini almak ümidindedir. Ancak İslam ülkeleri bu taktiğe genelde kanmamıştır."

Özal, Kürtçe'yi iknada zorlandı

ANKARA, (Hürriyet)

CUMHURBAŞKANI

Turgut Özal, Kürtçe'nin serbest bırakılmasına ilişkin ANAP grubunun yaptığı listeye 100 kadar milletvekili ile görüşti. Özal, TCK'nın 141-142 ve 163'üncü maddelerinde düzenleme yapılacağına açıkladı. Toplantıda hareketçi kanat milletvekilleri Kürtçe'nin serbest bırakılmasına karşı çıkarken, Genel Başkan aday Mesut Yılmaz, Özal'a destek verdi.

Milletvekilleriyle görüşmesinde "Saddam tehdidi artık bitti" diyen Özal savaşın bir ay kadar tamamen sona ereceğini, Saddam'ın elinde

Cem, Batı'da Arap ve İslamiyet düşmanı gösteriler düzenlendiğine de dikkat çekerek, "Bu görüşler, Batı kamuoyunun çok küçük bir bölümü de olsa, Avrupa'da yayılan her Arap'ı, Saddam'ı yanısı bir terörist gibi görme eğilimini ortaya koydu" dedi.

Daha sonra konuşan ANAP Milletvekili Ercan Vuralhan da, Türkiye'nin Irak'a maceraya kalkışmaması, uyarısında bulunduğuna, buna rağmen yolundan dönmeyen Bağdat'ın tehditlerinin Türkiye'yi etkilemediğini belirtti.

Türkiye'nin ambargo kararına uymaktan dolayı 1990 yılında uğradığı zararın 10 milyar dolar olduğunu belir-

ten Vuralhan, Batı'nın Arap-İsrail anlaşmazlığına çözüm bulmasını da istedi.

Genel Kurul'daki konuşmalar sırasında söz alan Yunanlı ve Kıbrıslı Rum milletvekilleri ise, Kuveyt ile Kıbrıs arasında bir paralellik kurmaya gayret ettiler.

● "SADDAM YARGILANSIN"

Avrupa Konseyi Parlamenteerler Meclisi, dün aldığı bir kararla Iraklı yöneticinin, kurulacak bir mahkemenin, kurulacak bir mahkemenin, kurulacak bir mahkemenin de savaş suçlusu olarak yargılanmasını istedi.

Avrupa Konseyi Saddam Hüseyin'i kimyasal veya nükleer silah kullanmaması konusunda da uyardı.

Hürriyet, 31 Ocak 1991

sını ele alacak Anayasa Komisyonu'nun ANAP'lı üyeleri, sıkıntılı günler yaşıyor. Öte yandan Avrupa Konseyi Parlamenteerler Meclisi Başkanı Anders Björck, Türk Hükümeti'nin Kürtçe kararını olumlu ve büyük bir gelişme olarak nitelendi.

- Cumhurbaşkanı, dün TBMM'ye gelecek yüzü aşkın ANAP milletvekili ile Kürtçe'nin serbest bırakılması konusunda konuştu ve milletvekillerini iknaya çalıştı. Özal, TCK'nın 141, 142 ve 163. maddelerini kaldıracaklarını da söyledi...

tiya sokar" biçiminde konuştu. Özal, Suriye de bir milyon, Irak'ta 2 milyon Kürt'ün bulunduğunu da belirterek, "Onlar sahiplemeceğine, niye biz sahiplenmeyelim?" diye sordu.

KOMİSYONDA SIKINTI

Bu arada, SHP'nin Kürtçe ile ilgili yasa tasarısını mevcut yasalara ayırma kararıyla ilgili 11 ay önce reddeden, şimdi ise hükümetin yeni tasar-

"SOFRA DEĞİL MASA"

"Biz sofraya değil masaya oturacağız" diyen Özal, masada birçok Batılı ülkenin de bulunacağına dikkat çekti ve "O zaman bana 10 milyon insanın kendi dilini konuşamadığını sorarlar. Bu da bizi masada sıkın-

- في العام ١٩٨١ وضعت تنظيماتنا الداخلية في مدينة زاخو خطة محكمة لاغتيال صدام حسين عند عبور موكب وادي زاخو، ولكن اصطدموا عند التنفيذ بحمايته وقوات حرسه، ودخلوا في معركة وطيدة قتل فيها عدد من افراد حمايته واستشهد اثنان من رفاقنا.

● **يقال ان علي حسن المجيد قريب صدام اذاق الاكراد عذابا مريرا، فبعث به الى الكويت ليعامل الشعب الكويتي بنفس القسوة. لكنه عزله فجأة، فما هو تحليلكم لذلك؟**

- لقد اكتسب علي حسن المجيد الشرطي في جهاز الشرطة العراقي قبل انقلابهم الأسود خبرة كبيرة في كردستان حيث كان الحاكم المطلق، الذي دمر اكثر من ٤ الاف قرية وقتل الالف من ابناء الشعب الكردي، و هجر اكثر من ٢ مليون ونصف كردي من مناطقهم، فجاه به صدام الى الكويت لتنفيذ الخبرة الوحشية الكبيرة التي اكتسبها في كردستان، وعندما انتفت الحاجة الى وجوده بعد ان قام بنهب وسلب الكويت وتهجير سكانها لم يبق حاجة للبقاء هناك فاعيد الى بغداد في انتظار فريسة اخرى.

● **الا ترى ان خدمة قضيتك قد تكون اكثر ايجابية عندما تكون في اوربا بدلا من ان تعيش في الجبال؟**

- المنطقة تسير نحو احداث خطيرة وتغييرات استراتيجية، ولست بحاجة الى اجراء مقابلات اذاعية وصحفية فخلال تجوالي في العاملين العربي والاوروبي، توصلت الى قناعة بان المصالح هي التي تتحكم في كل القرارات، ونحن نؤمن بالمبادئ والثوابت وبهؤلاء المسلحين الذين ترونها باعين مجردة يدافعون عن قضيتهم، لهذه الاسباب اثرنا البقاء ومراقبة الأوضاع من داخل المنطقة ولتكون بين ابناء شعبنا مستعدين لمواجهة كل الاحتمالات التي ستحدث في منطقتنا خلال الايام العصبية هذه.

■ **رسالة البارزاني**

في نهاية اللقاء قال مسعود البارزاني: من حقي الآن ان اوجه اليك سؤالاً لتنقله عبر مجلة «المجلة» الى وسائل الاعلام: عندما كان شعبنا يباد بالاسلحة الكيماوية وكنا نقدم المذكرات تلو المذكرات الى المسؤولين والشخصيات العربية نطالبهم القيام بدورهم ونناشدهم باسم العلاقة التاريخية للتدخل ووقف المجازر التي ترتكب، لم تكن هناك مجلة او صحيفة عربية مستعدة لاجراء مقابلة معي او مع غيري من الاكراد. فمن حقنا الآن ان نسال لماذا لم تعيروا اية اهمية لمأساة الشعب الكردي. ■

فماذا يعني ذلك؟
- تعبير الارض المحررة يطلق على الاراضي الكردية التي لم يكن بمقدور السلطة العراقية السيطرة عليها، وهي خاضعة لقوات الثورة الكردية.

● **هل يعني ذلك انه ما زالت بيد قوات الثورة الكردية اراض محررة داخل كردستان وواقعة تحت سيطرتكم؟**
- توجد قوات للثورة الكردية والتابعة للجبهة في مختلف مناطق كردستان وهي تقوم بنشاطات وعمليات. وقبل اسابيع وبالضبط بتاريخ ١٢/٢/١٩٩٠ قام لواء مغاوير تابع للفرقة (٤٧) من الفيلق الاول للجيش العراقي بهجوم عسكري كبير على قواعد الثوار، وبعد معارك استمرت ثلاثة ايام اصيب اللواء بهزيمة كبرى وتراجعت فلوله، وتركوا اكثر من ٧٠ جثة في ميدان القتال بما فيها جثة احد امراء الافواج الرائد (محمد صالح) واستولى «البشمركة» على كميات كبيرة من الاسلحة واجهزة الاتصال، وهذا دليل على ان الثوار الاكراد، لا زالوا داخل الاراضي العراقية.

■ **حياة سرية**

● **انت الآن تعيش بين الجبال وتنتقل بطرق سرية، الا تتوقع ان يسخر صدام بعض اعوانه لاغتيالك؟**
- بالتأكيد سيحاول صدام حسين اغتالي، كما حاول، لاننا في حالة حرب مع نظامه، لكن الله معنا.
● **يقال انكم كمنتم لصدام اكثر من مرة ولكنه يفلت باعجوبة؟**

انهم يريدون الاحسان بالاحسان ولكنهم يريدون الاساءة باضعاف مضاعفة، فويل لصدام من الاكراد وعمما قريب ستسمعون كيف سيتنقم الشعب الكردي لشهادته.

■ **عمليات الانفال**

● **نكرت في اجابتك الاخيرة عمليات الانفال ووصفتها بالمسؤومة، ما هي هذه العمليات؟**

- عمليات الانفال نفذت على ٥ مراحل عام ١٩٨٨ وكان قد خطط لها في القيادة العامة للقوات المسلحة وانطت مسؤولية تنفيذها الى الفيلق الاول والفيلق الخامس، وفيلق الحرس الجمهوري، وكان يقودها ويشرف عليها كل من الفريق الركن هاشم سلطان والسفاح علي حسن المجيد، في هذه العمليات استباحوا كل شيء في كردستان اخذوا النساء سبايا ونهبوا وسلبوا كل ما يملكه ابناء القرى الكردية في مناطق كركوك والسليمانية واربييل ودهوك، وضربوا حلبجة بالاسلحة الكيماوية مما ادى الى استشهاد ٥ الاف وجرح اكثر من عشرة الاف تدخل ضمن عمليات الانفال.

● **يقال ان صدام اغتال العشرات ممن تربطك بهم صلة الدم؟**

- ثلاثة من اشقائي و ٢٧ من ابناء عمومتي، وثمانية الاف من ابناء عشيرتي (بارزان) مصيرهم مجهول منذ العام ١٩٨٢، وفي قناعتني انهم جميعا قد قتلوا على يد صدام حسين.

● **نسمع بين الحين والآخر عند الثوار الاكراد تعبير الارض المحررة،**

صفحة من تاريخ الاكراد في العراق ايام عبد الرحمن عارف



”
المعارك
العسكرية
مستمرة
بيننا
وبين
الجيش
العراقي
“



مسعود البارزاني مع بعض المقاتلين الاكراد

يقودون السيارات الفرار بعد ان تصوروا ان البارزاني قد قتل، لكن حراس البارزاني اطلقوا عليهم النار في الوقت الذي خرج البارزاني مناديا الحرس بوقف اطلاق النار. والقي احد السائقين الذي كان متأثرا بجراح بليغة عدة قنابل يدوية باتجاه مكان البارزاني فأصيب ببعض الشظايا الطفيفة في رأسه وجنبه. عندئذ فتح الحراس النار على الجميع متصورين ان اعضاء الوفد متآمرين، وفي تصوري ان البعض منهم كان لا يعلم عن المخطط شيئا، ولكن العملية انتهت بمقتل ٩ من رجال الدين واثنين من رجال الامن الذين رافقوا الوفد. واستشهد اثنان من حراس البارزاني واصيب اربعة عشر بجراح بمن فيهم البارزاني نفسه.

● هل تعرضت انت لمحاولة اغتيال من قبل صدام؟

- في ١٩٧٩/١/٨ نجوت من محاولة اغتيال خططت لها اجهزة صدام حسين في مدينة فيينا، واصيب اثنان من زملائي بجراح بعد مغادرتنا لاجتماع في منزل احد الاصدقاء في احدى ضواحي المدينة.

● هل حاول صدام حسين اغتيال احد اشقائك؟

- لدينا الان اكثر من ٦٠ الف شهيد من اكراد العراق اعتبرهم جميعا اشقائي وشقيقاتي، كل الذين اشتهدوا خلال دقائق في حلبجة اثر الغازات السامة، ١٧ الفا من الاكراد المفقودين منذ العام ١٩٨١، ٨ الاف بارزاني مختفين منذ العام ١٩٨٣، كلهم اشقائي وشقيقاتي. كل من اعتقل او قتل في عمليات الانفال المشؤومة شقيقي، وسوف نثار لهم جميعا وسيدفع صدام هو وحزبه ثمنا باهظا لانه ازهق هذه الارواح الشريفة، والاكرد يتميزون بشيء في كل تاريخهم وهو

السيارتين يتحكم بالجهاز بواسطة تحكم الكتروني. وفي الساعة الرابعة وخمس واربعين دقيقة مساء يوم ٢٩ سبتمبر (ايلول) ١٩٧١ استقبل البارزاني ضيوفه مرحبا بهم، وقدموا له هدية «نسخة من القرآن الكريم من مطبوعات ديوان رئاسة الاوقاف العراقية» وما ان استرسل البارزاني في الحديث حتى دوى انفجار هائل في غرفة الاجتماع فتناثرت اشلاء ابراهيم الخزاعي في اطراف الغرفة وقتل على الفور ٤ اشخاص من الجالسين على يمين ويسار البارزاني، والجالسين على يمين ويسار (ابراهيم الخزاعي)، في الوقت الذي حاول اثنان من رجال الامن الذين كانوا

في الزيارة الاولى لوفد رجال الدين بتاريخ ١٥ سبتمبر (ايلول) ١٩٧١ نقل هذا الوفد رغبة الحكومة العراقية الى البارزاني لفتح صفحة جديدة والعمل لازالة الخلافات فرحب البارزاني بمبادرتهم وتم توفير مستلزمات اللقاء، فغادر الوفد الى بغداد لاكمال المهمة وعاد في ٢٩ سبتمبر (ايلول) ١٩٧١ في سيارتين برفقة اثنين من رجال المخابرات متكرين بزى رجال الدين وكان احدهما (ابراهيم الخزاعي) يربط آلة تسجيل في جسده مفخخة بمادة «تي. ان. تي». وكانت السلطات العراقية قد ابلغته بانها آلة لتسجيل الحديث بين الجانبين، بينما كان سائق احدي

ضحايا القنابل الكيماوية في حلبجة



”
صدام
وضع
٤٥٠ الف
كردياً
على
الخطوط
الأمامية
“



البارزاني مع الرئيس حافظ الأسد في إحدى زيارته لدمشق

بالتقابل في العشرينات والثلاثينات؟، وينفي زعيم الأكراد الشيخ محمود الحفيد إلى الهند، ويقصف بارزان ويمسحها من الوجود؟

انتي انصح فاضل البراك وامثاله لان يعودوا إلى سجلات الخارجية البريطانية ليتأكدوا من هم العملاء الذين خدموا الاستعمار البريطاني، ومن هم الذين حاربوه في اوج قوته. وليعلموا من الذي اسس كياناتهم. وليعود البراك إلى قول علي صالح السعدي سكرتير حزب البعث ونائب رئيس الوزراء في عام ١٩٦٣، عندما صرح من منفاه خارج العراق، وفي صحوة من صحوات الضمير بأنهم - اي البعثيين - كانوا قد وصلوا إلى السلطة بقطار انجلو - امريكي.

● لماذا لم تستطع صحافتكم الكردية وجهازكم الاعلامي ايصال صوتكم إلى العالم لمعرفة قضيتكم؟

الامكانيات متواضعة، لكن بقدر المتوفر بذلك الجهود وتحركت مكاتبنا في الخارج لتعريف العالم بمأساة الأكراد. وشخصيا قمت بعدة زيارات إلى أوروبا والعالم العربي وحاولنا اظهار قضيتنا على حقيقتها.

● محاولة اغتيال

● كيف تمت محاولة صدام حسين لاغتيال والدكم مصطفى البارزاني؟

- بعد مرور بضعة اشهر على التوقيع على اتفاقية مارس (اذار) عام ١٩٧٠ ظهرت علامات التآمر، ومنها محاولة تزوير سجلات احصاء عام ١٩٥٧ في منطقة كركوك الغنية بالنفط والتي كانت تؤكد ان ٨٥٪ من سكان كركوك وتوابعها هم من الأكراد. ثم وصلت معلومات تؤكد ان هناك محاولات لاغتيال البارزاني وبعض القادة الأكراد، وقد اتخذنا اجراءات احتياطية وتم احباط العديد من المحاولات التي كانت تستهدف حياة والدي. ولكن النظام لجأ إلى محاولة دنيئة وخبيثة استغل معها تقدير واحترام البارزاني لرجال الدين وشكل وفداً من ٩ رجال دين معروفين في العراق وارسلوهم إلى مدينة حاج عمران مقر البارزاني بهدف القيام بتقريب وجهات النظر وحل الخلافات التي كانت تزداد يومياً.

معايير المصلحة السياسية ام ان هناك ثوابت تسيرون عليها؟

- كل له مصالحه السياسية يراعيها ويسير وفق اهوائها. ونحن عندما نتعارض مصالحنا السياسية مع علاقتنا الدولية والاقليمية والمبادئ والثوابت، فان المبادئ والثوابت هي التي تتحكم في قراراتنا ومواقفنا وليست المصالح، لقد آثرنا المبادئ والثوابت على جميع المصالح خلال تعاملنا مع الحكومات العراقية المتعاقبة منذ (١٩٦١) حتى يومنا هذا، وهو ما يعطينا القوة والايمان لاننا على حق واعدائنا على باطل.

● ماذا علمتكم تجربة العمل مع الشاه؟

- علمتنا الاعتماد على النفس وعدم تصديق وعود الحكام الديكتاتوريين والخونة. ● وضع فاضل البراك كتابا يتناولكم بالتجريح والعمالة ولم يحدث ان ورد رد عليه؟

- انه شرف كبير لي ان يتجهج علي شخص مثل فاضل البراك، ولا ادري هل تعلم من هو فاضل البراك؟ انه من العائلة الحاكمة. كرس كل حياته في خدمة اجهزة الامن والمخابرات، واياديه ملطخة بدماء عشرات الالاف من مناضلي الشعب العراقي عربا واكرادا، وكان مدير الامن العام ثم أصبح مدير المخابرات العامة ثم أصبح مستشار صدام لشؤون الامن القومي، وبعد ابعاده في الاشهر المنصرمة لا يعلم مصيره الا الله. وفاضل البراك ليس الوحيد الذي الف كتابا من هذا النوع، وانما هناك اشخاص آخرون ألفوا كتباً وكل غايتهم الاساءة إلى الأكراد واطهار حركتهم بانها مرتبطة بالاجنبي ووصف زعماء وقادة الأكراد بالعمالة. ان البراك وكتابه اصغر من ان يرد عليه بشكل خاص. وهناك سؤال نوجه إلى فاضل البراك وغيره من الشوفينيين الذين يحاولون اظهار الحركة الكردية وقادتها على انها حركة مرتبطة بالاستعمار البريطاني. ألم تكن الدولة العراقية صنيعة الاستعمار البريطاني؟ ألم يكن اسلاف فاضل البراك وغيره من القادة اذلاء وخداما للضباط الانكليز عندما كان الاستعمار البريطاني يقصف مدينة السليمانية

- مصدر خوف صدام حسين ليس مني شخصيا، بل من الشعب الكردي.

● الأكراد ينقسمون على انفسهم واحزابهم متناحرة، وهناك من يؤيد صدام حسين ويقال ان لديه جيشاً من الأكراد. فما قولك في ذلك؟

- اولاً الاحزاب الكردية تعمل تحت لواء جبهة موحدة هي الجبهة الكردستانية العراقية. ثانياً اجزم ان ٩٩٪ من الشعب الكردي حاقد على الرئيس العراقي ولا يؤيده. ثالثاً، كل الأكراد داخل العراق يعيشون تحت مظلة اعنى ديكتاتور عرفه تاريخ المنطقة. قد زجوا في معسكرات قسرية اقيمت في اطراف المدن، وسيق عشرات الالاف منهم إلى الجيش دون ارادتهم. رابعاً، هناك مجموعة من الانتهازيين الذين اثروا على حساب خيانتهم لقضيتهم الوطنية، ولصالحهم الذاتية، وهؤلاء يؤيدون صدام حسين وسوف لن يكون لهم مكان بين الشعب الكردي عندما ينتهي صدام.

● ما الذي يريد ان يقوله مسعود البارزاني إلى العرب؟

- اننا نتوقع ان يفهم العرب مأساة الشعب الكردي وان يكونوا في مقدمة المدافعين عن حقوق هذا الشعب. وارى ان الوقت قد حان لكي يجلس العرب والأكراد معا ليدرسوا بشكل علمي العلاقة التاريخية والمصلحة المشتركة بينهم ويضعوا اسسا سليمة للعلاقات المستقبلية بينهم.

● رسالة إلى صدام حسين

● وماذا تريد ان تقول لصدام حسين؟

- لا اظنه يسمعي، لانه لا يسمع صوت العقل. ان من لديه مشكلة في بيته لا يستطيع ان يحل اي مشكلة خارج بيته. فعليه ان يحل مشاكله الداخلية ثم يتحدى ويطالب.

● عملية تشتيت الأكراد هل حققت ما يريده صدام حسين؟

- لا لم تحقق ما يريده صدام حسين، وقد علمنا التاريخ ان اي ديكتاتور لم يفلح في تحقيق اهدافه في تدمير شعب من الشعوب. والنتيجة كانت دائماً ان الشعوب تبقى حية وتستعيد كرامتها والديكتاتوريون هم الذين زالوا عن المسرح. صحيح ان صدام حسين نجح في الحاق اذى كبير بالشعب الكردي، ولكنه لم يستطع صهر الأكراد وابادتهم كما خطط.

● هل نفذ الحكم الذاتي كما هو مرسوم له، ام ان هناك مخالفة لتطبيقه وتنفيذه؟

- الحكم الذاتي يعطى للشعب وللارض، بينما يقوم النظام العراقي تحت ستار الحكم الذاتي بتدمير القرى وتهجير اباداة الأكراد. يوجد الان اكثر من ٤ الاف قرية مدمرة، وقد اقيم اكثر من ١٠٠ معسكر اجباري بالقرب من مراكز المحافظات وسيق مليونان ونصف مليون إلى هذه المعسكرات. فأي معنى لحكم ذاتي من هذا النوع؟

● العلاقات الدولية

● علاقاتكم الدولية هل تحكمها

”
الأف
الجنود
العراقيين
فروا
إلى
المعازل
الكردية
“

راق كونها كبار ضباط الجيش

هاور. الدكتور
نجم عبد الكريم

السلح النووي اكتشفت وتم تصنيعها في الشمال العراقي، اي في مناطقكم؟

- كردستان غنية بالمعادن، وخاصة اليورانيوم، الذي اكتشف بكميات كبيرة في عدة مناطق كردية. وتؤكد التقارير التي لدينا ان نسبة كبيرة من معدن اليورانيوم اكتشفت في منطقة جبال كارة حيث يوجد الآن مشروع كبير جدا محاط بأقصى درجات السرية، وتحرس المشروع قوات خاصة من الحرس الجمهوري، ويمنع حتى على موظفي الدولة الاداريين والعسكريين الاقتراب من هذه المنطقة، وقد بنى صدام حسين لنفسه قصرا في هذا الموقع، وتؤكد معلوماتنا انه لا يزال يعمل في المشروع عدد من الخبراء الاجانب. وبما ان المشروع محاط بالسرية التامة، فليست لدينا معلومات تفصيلية ودقيقة عن مراحل استخراج ونتاج اليورانيوم.

هل نستطيع القول ان صدام حسين استطاع استخدام هذه المواد لصناعة قنبلة نووية؟

- الغرض من استخراج مادة اليورانيوم هو لصناعة الاسلحة النووية. ولكن الى اي مدى استطاع العراق استخدام هذه المادة في صناعة الاسلحة النووية فهذا ما لا نستطيع تأكيد لان معلوماتنا والسرية التي احيط بها المشروع تحول دون ذلك.

اذن انت تنفي وجود اسلحة نووية في العراق؟

- لا انفي مطلقا، لكن ليست لدينا ارقام نعتد عليها لمعرفة اين وصلت صناعة الاسلحة النووية في العراق. هناك محاولات مستميتة وهناك مشروع كبير لصناعة الاسلحة النووية. لكن مراحل الانتاج في المشروع العراقي محاطة بالسرية الكاملة.

نصيب الاسد

كان المتوقع ان يخرج الاكراد من هذه الازمة بنصيب الاسد، لكنهم لم يحرروا ساكنها على غير عاداتهم؟

- الثورة الكردية قائمة منذ العام ١٩٦١، وقد دافع الشعب الكردي عن وجوده قبل حدوث هذه الازمة. ان لدينا قضية سياسية ونحن نحارب من اجل قضيتنا العادلة من جهة ومن اجل قضية الشعب العراقي لتحقيق العدالة من جهة اخرى، وهذا لا يعني ان نكون طرفا كلما حدثت ازمة هنا او هناك. سنكون مستعدين للتحرك عندما يكون هناك قرار سياسي ويبحث هذا القرار السياسي معنا في ما يخص مستقبل العراق ومستقبل الشعب الكردي وحقوقه في العراق. وبغير ذلك لن

نحرك ساكنا.

كانت هناك علاقة ود بين والدكم مصطفى البارزاني والحكومات العراقية المتعاقبة بعد ان عاد من منفاه في الاتحاد السوفياتي عام ١٩٥٨، لكن سرعان ما تنقطع هذه العلاقة وتصبح لغة الرصاص بدلا من الحوار. فما مصدر هذه الظاهرة؟

- لم يعد البارزاني الى الوطن الا بعد ان فتحت ثورة ١٤ يوليو (تموز) ١٩٥٨ آفاقا رحبة امام الاكراد، اذ نصت المادة الثالثة من الدستور العراقي المؤقت على ان العرب والاكرد شركاء في الوطن العراقي، وكان ذلك تجسيدا للمصلحة المشتركة، واعترافا ان العراق يتكون من قوميتين رئيسيتين. ولم تصبح لغة الرصاص بدلا عن الحوار بين البارزاني والحكومة العراقية الا عندما تنكر قادة العراق والمسؤولون الحكوميون للحقوق القومية المشروعة للشعب الكردي.

دور المرأة الكردية يكاد ان يكون ضئيلا قياسا بالرجل، ألسنت مع هذا الرأي؟

- ان المرأة الكردية قد من الله عليها بصفات عدة الى جانب دورها الكبير في تهيئة مستلزمات الحياة لاطفالها ولزوجها الذي هو مقاتل في صفوف الثورة الكردية. وهي تربي المقاتلين الأشداء وتذكي في نفوسهم حبهم للوطن والحرية.

العلاقة مع اسرائيل

كان المواطن العربي شديد التعاطف مع الحركة الكردية. ولكن هذا التعاطف خف بعد ان تكونت بينكم وبين اسرائيل علاقات تنسيقية والبعض بالغ في هذه القضية. فهل لك ان تضع النقاط على الحروف؟

- في الحقيقة استغرب توجيه مثل هذا السؤال في هذا الظرف. وساكون صريحا في الاجابة شرط ان تنشر دون تحريف او شطب لا لشيء الا ليطلع المواطن العربي على قضية اثيرت خلال السنوات الماضية بتوجيه من العقل المركزي للاعلام القاشي الصدامي. فلم تكن علاقات الثورة الكردية مخفية في يوم من الايام، فهناك ادلة وحقائق تتحدث عن حرص الشعب الكردي، والبارزاني شخصيا، والحزب الديمقراطي الكردستاني على استمرار العلاقة التاريخية بين العرب والاكرد. والتاريخ القريب يحدثنا انه في العام ١٩٦٧ يونيو - حزيران وفي العام ١٩٧٣ ايام حرب اكتوبر (تشرين الاول) وقف البارزاني

الى جانب الامة العربية وكان يؤكد باستمرار ان القتال مع نظام لا يعني اننا ضد الامة العربية. واستمرت علاقاتنا مع الكثير من الاطراف العربية، بل وصلت الى درجة التنسيق في الوقت الذي يرفرف اليوم العلم الاسرائيلي في قلب عاصمة دولة عربية. واذا نظرنا الى الاحداث الجارية خلال السنوات المنصرمة نرى ان ما حل بالشعب الفلسطيني من نكبات ومصاعب على ايدي البعض من الزعماء العرب فاق ما لحق بهم على ايدي اسرائيل. وان الشعب الكردي لم يقف في يوم من الايام ضد طموحات الشعب الفلسطيني وقد ايده، وساهم العديد من ابناء شعبنا في القتال معه ضد اسرائيل، وسوف يؤديه باستمرار. ورغم ان الشعب الكردي يباد بالاسلحة الكيماوية من قبل نظام عربي حاكم فمن حقه ان يتشبه بكل شيء من اجل الحفاظ على وجوده. ان الشعب الكردي تحفظ عن اقامة علاقة مع اعداء العرب وسوف يتحفظ حتى لا يفرط بالعلاقة التاريخية بينه وبين الامة العربية.

لماذا لم تستطع الثورة الكردية رغم قدمها، ان تحقق نتيجة ايجابية؟

- الشعب الكردي حي، وقد دافع وكافح منذ العام ١٨٠٦ واستمر منذ ثورة عبد الرحمن باشا ١٨٠٦ مروراً بثورة بيازيد ١٨١٥ وثورة الامير محمد ١٨٢٦ وثورة محمود باشا في السليمانية ١٨٢٩ وثورة بدرخان ١٨٤٢ - ١٨٤٦ وثورة يزدان شر ١٨٥٢ - ١٨٥٥ وثورة الشيخ عبيد الله النهري ١٨٧٨ وثورة سعيد بيران ١٩٢٥ وحركة الشيخ عبد السلام البارزاني ١٩١٤ وثورة الشيخ محمود الحفيد ١٩١٩، اضافة الى الثورات التي حدثت بعد منتصف هذا القرن. اذ سرد هذه السلسلة من الثورات دليل على ان الاكراد سوف يستمرون في مطالبتهم بحقوقهم. اما عدم احراز هذه الثورات النجاح فاسبابه موضوعية وذاتية وفيها ان الدول التي تحكم الاكراد تنكرت لحقوق الامة الكردية، والاستعمار البريطاني بعد انتصاره في الحرب العالمية الاولى يتحمل مسؤولية كبيرة في ما حل بالاكراد. وفي الوقت ذاته فان الاكراد يتحملون المسؤولية بقدر ما لانهم لم يقدرروا الظروف في تلك الفترات تقديرا صائبا.

احزاب متناحرة

لقد قتل صدام بعض اشقائك، وهو يرصد الجوائز ليلقي عليك القبض. فما هو مصدر خوفه منك؟

99

ابعاد
الخزرجي
من
قيادة
الجيش
دليل
على
وجود
خلاف

66

في حوار صريح من داخل المعازل الكردية مسعود البارزاني لـ «المجلة»:

شبهات التهريب في العراق

● لو نشبت الحرب اي موقف سيتخذها الاكراد؟

- اود ان اؤكد اننا لسنا ثوارا تحت الطلب. وكما جاء على لسان ممثلينا في الخارج ان موقعنا من الحرب يحدده القرار السياسي الخاص بقضيتنا. واذا لم يكن هناك قرار سياسي في ما يتعلق بالشعب الكردي فلن يكون لنا موقع ولن نشترك في هذه الحرب.

● هل تريدون قرارا سياسيا دوليا ام قرارا سياسيا عربيا؟

- نريد قرارا سياسيا عربيا ودوليا طرح فيه قضية الشعب الكردي وتتخذ بالتالي قرارات في اطار الدوائر العربية والدولية لاجراء هذا الشعب من محنة القاسية اولا واقرار حقوقه المشروعة التي يناضل ويكافح من اجل تحقيقها منذ عقود.

● هناك معلومات مفادها ان بعض افراد الجيش العراقي في الكويت فروا الى صفوفكم لمحاربة صدام حسين. ما مدى صحة هذه المعلومات؟

- منذ غزو الكويت استدعت السلطات العراقية جميع مواليد ١٩٤٥ حتى مواليد ١٩٧٣ للخدمة العسكرية، وقد زاد عدد المجندين الاكراد في الجيش العراقي عن ٤٥٠ الف شخص، وضعوا جميعا في الخطوط الامامية، واستخدموا كجنود مشاة في وحدات الجيش العراقي. وقد التحق عدد كبير من هؤلاء الجنود بقواعد الثوار الاكراد. وبسبب عدم توفر الامكانيات لدينا لتأمين معيشتهم احتفظنا بعدة الاف من الجنود اللاجئين فيما اتخذ عشرات الالاف من الفارين والهاربين المعازل الكردية اماكن للاختفاء.

☐ تهريب السرقات

● يقال ان بعض السرقات التي تمت في الكويت ولم تصل الى بغداد قد جرى تهريبها عن طريق جبال الاكراد. ما مدى صحة هذا القول؟

- قوات الحرس الجمهوري قامت بجميع عمليات النهب والسلب في الكويت، والكثير من المواد المسروقة يتم تهريبها عن طريق شبكات تهريب تكونت في العراق من كبار ضباط الجيش العراقي. وفي مناطقنا الكردية لا نسمح بعمليات التهريب من العراق الى الخارج، لكن شبكات التهريب تخترق الحدود العراقية الدولية بطرق مختلفة لانها تحظى بدعم من السلطات العراقية.

● يقال ان المواد الخام لصنع

● ادانت دول العالم غزو صدام حسين للكويت. اين يقف الاكراد من الاجماع الدولي؟

- بعد غزو صدام للكويت عقدت قيادة الجبهة الكردستانية اجتماعا لاتخاذ موقف موحد تلتزم به الاحزاب الكردية، وادانت الجبهة كل احتلال من قبل دولة لدولة اخرى او لشعب اخر دون ارادته، وانطلاقا من ذلك ضمت الجبهة الكردستانية صوتها الى الراي العام العربي والدولي مطالبة بالحل السلمي لازمة الخليج وتجنيد بلادنا والمنطقة كوارث الحرب وذلك بانسحاب القوات العراقية من الكويت واعادة الاوضاع الطبيعية اليها، وسحب القوات الاجنبية من المنطقة..

● يقال ان تغيير صدام حسين القيادة العسكرية بابعاد الفريق نزار عبد الكريم الخزرجي دليل على وجود مشاكل داخل الجيش، ومواقف متناقضة من غزو الكويت؟

- ابعاد الفريق نزار عبد الكريم من قيادة المؤسسة العسكرية دليل قاطع على وجود اختلاف في وجهات نظر قادة المؤسسة العسكرية العراقية من غزو الكويت. والمعلومات التي وصلتنا مؤخرا، تؤكد ان الفريق ثابت سلطان قائد الفيلق الثاني قد اعدم، واستبدل قائد الفيلق الخامس الفريق ناطق شاكر بضابط مقرب من صدام، ومن بلدة تكريت، واصبح مصيره ومصير الفريق الركن رشاش الامارة مجهولين.

● يبذل العالم جهودا حثيثة للوصول الى حل سلمي ينقذ العراق من الدمار. كيف يمكن اطلاق باب الحرب؟ - خير طريق لسد الحرب هو الانسحاب من الكويت وتوفير الاجواء الديمقراطية اللازمة لشعب الكويت والعراق ولشعوب المنطقة لكي يقرروا مصيرهم بانفسهم.

☐ ورقة عمل

● لو قيل لك او طلب منك ان تقدم ورقة عمل لحل الازمة فماذا تقترح؟

- لا اتمنى ان تحل ازمة غزو العراق للكويت بالحرب، واقترح ان تحل هذه الازمة بطريقة سلمية، وان ينسحب صدام من الكويت، وان يترك لشعبها ولشعب العراق ان يقرر مصيره بنفسه من دون تدخلات خارجية. اما بالنسبة الى العراق فلا يمكن ان تحل اي ازمة اذا لم تكن القضية الكردية لها موقع اساسي في الحل، والا سيستمر الوضع العراقي كما هو عليه من عدم الاستقرار المستمر منذ عقود.



مسعود البارزاني في معقله الكردي

الحوار الساخن مع مسعود

البارزاني امتد على مسافة ٦٢ كيلومتر من لندن الى مقر قيادة الثوار الاكراد على المثلث الحدودي الابرائي - العراقي - التركي في جو من التسقيع والعواصف الثلجية. ويعتبر مسعود البارزاني احد أبرز اقطاب المعارضة العراقية ورئيس الحزب الديمقراطي الكردستاني. اقوى جبهة عراقية كردية معارضة لنظام صدام حسين ورئيس الجبهة الكردستانية العراقية وقائد الجيش الثوري الكردستاني (قوات البيشمركة). وهو يعيش منذ صباح في احضان الثورة الكردية. رافق والده الجنرال ملا مصطفى البارزاني في حياته السياسية والعسكرية منذ العام ١٩٦١. ومسعود البارزاني يفضل البقاء بين مقاتلي الحركة الكردية، وهو قليل الظهور رغم ان دوره داخل المعارضة العراقية بصورة عامة والحركة الكردية بصورة خاصة يعتبر مهما كونه يمثل خمسة ملايين كردي في العراق ويحظى بمكانة قيادية بين اكراد ايران وتركيا وسورية والاتحاد السوفياتي، كما بين الجاليات الكردية المنتشرة في العالم.

«المجلة» حاورت مسعود البارزاني في لقاء صريح هذه تفاصيله:

Sawt-Al-Kuwait International

2. 01. 1991

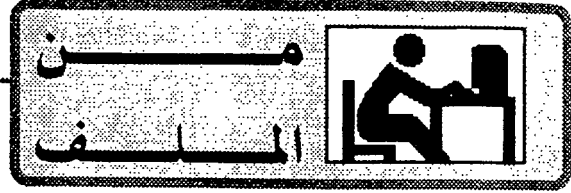
تعمل على خلع نظام صدام

المعارضة العراقية تستكمل حكومة في المنفى

بيروت: قالت المعارضة العراقية انها ستشكل حكومة في المنفى تعمل على خلع حكم البعث المستمر في بغداد منذ ٢٢ سنة.
وقد رص اكراد وشيوعيون واشتراكيون واصوليون وقوميين وجماعات اخرى من المعارضين الذين يعملون في المنفى صفوفهم في مسعى منهم الى الاطاحة بنظام صدام حسين الذي اجتاح جيشه الكويت في اغسطس (اب) الماضي.
وقال أحد أعضاء المعارضة، ابو ميثم الصغير، لوكالة رويتر في مقابلة صحافية: «نحن نعتقد ان حكومة المنفى لا تصير من بين الشروط الموضوعية والشروط اللازمة التي هي لحد الآن لم تتوفر في الميدان السياسي».
واضاف قوله انه نتيجة الظروف والاستعدادات الجارية حاليا من الممكن ان تجعل حكومة المنفى سهلة جدا في حال توفر الشروط... «ونعتقد ان من الممكن ان توجد اتجاهاً ازمة الخليج المستقبلية الكثير من الشروط وبالتالي الارضية مهياة جدا لاقامة هذه الحكومة»، وقال الصغير وهو عضو في المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق «نعمل الآن على تكريس الوحدة الميدانية وتوظيف طاقات المعارضة جميعها باتجاه سحب التمثيل السياسي للشعب العراقي واحلال البديل السياسي الذي تؤمن به هذه المعارضة في جميع فصائلها».
وكانت هذه الجماعات قد شكلت لجنة عمل عراقية مشتركة بعد اشهر من المحادثات ولم تتفق حتى الآن على شيء، باستثناء معارضتها لصدام. وقال الصغير «سنعمل جاهدين ان تكون البديل في العراق. لدينا قرائنا في الداخل ولدينا فريقان.. فريق عسكري منظم وفريق له طابع الميليشيا».

Asharq Al-Awsat

4. 01. 1991



كويتيون.. واكراد

اتخذ (الرجل) سيماء الاحسان بعد ان اقسام انه لم يتلق احسانا لقاء ما قال وما سيقول، ثم اطلق نصيحة (محفوظة له) تدعو الكويتيين الى الانضمام لامبراطورية القادسية التي ستغدو يوما مترامية الاطراف، وان يقبلوا بالمقر والمكتوب، وقد ضمن (الرجل) لهم ان يعيشوا في اطار تلك الامبراطورية شرط الابتعاد عن السياسة، لان السياسة بما هي تقرير مصير الامبراطورية وكل ما يدب فوقها من شأن مؤسسها وملهمها وقائد الملام (نعم) التي فتحت الطريق اليها وصنعت من تلك الكيانات المجهرية غابة وارفة الظلال.

وكي يقنع (الرجل) ضحايا نصيحته، فقد اشار لهم بان يتصوروا حياتهم القادمة، السعيدة، في ضوء حياة الاكراد العراقيين السعيدة، وقال لاولئك الضحايا، ستكونون بالضبط في حالة اكراد الشمال وهم ينعمون بـ «الحكم الذاتي»، ولديهم في الحكومة ثلاثة وزراء بالإضافة الى «نائب رئيس الجمهورية»، الذي اتقن فنون استقبال الوفود وتوديعها بنجاح منقطع الخظير في فترة تقل عن عشرين سنة.

وبعد ان احسن (الرجل) النصيحة، وكتبها بعناية في عمود (قومي بارز) عاد يدافع عن نظافة يده مؤكدا انه يقدم احسانه لوجه الله وليس مقابل احسان محسن، وتحدث عن اشاعات تنال من نصاعة صحيفته، علما ان احدا لا يعرف لماذا يتحدث عن تلك الاشاعات ويعيد انتاجها، ولماذا هي اشاعات، اصلا ما دام يبشر في تلك العمود (القومي) بامبراطورية جديدة تلقي بالفكر الى البحر مسبوقة باسرائيل والحدود المصطنعة بين الكيانات العربية.
ولو لم يستخدم (الرجل) سعادة الاكراد العراقيين داخل الامبراطورية الوليدة في جملة مفيدة، لقلنا انه لا يعرف ماذا جرى ويجري هناك، ولا يعرف ان ثمة (اكراد) يشكلون ضلعا في الكيان العراقي... ولكنه اثبت انه، مثلنا، يعرف بان اولئك الاكراد هم مواطنون من الدرجة الثانية في تلك الامبراطورية حيث اعترف بكلمات موحية بذلك حين التمس للكويتيين، بعض العذر، من الحذر والقلق... وحين اورد سعادة الاكراد معيارا للسعادة المنشودة للكويتيين.

واذ تعرف ونقول (وهو يعرف وينكر) بان «السعادة» التي يرفل بها الاكراد لا تصلح معيارا لاحد، ولا مثالا ملهما، فان العالم كله يعرف ان ثمة ثلاثة آلاف قرية كردية سويت بالارض منذ ثلاث سنين وثمة اكثر من عشرة الاف كردي جرب فيهم السلاح الكيماوي الذي صنع في معامل سامراء، وثمة اكثر من مليون اقتلع من ارضه ووزع في شتات الفلوجة وسوق الشيوخ ومعسكرات الداخل واكثر من مائة الف يعيشون الآن في مخيمات ماردين وديار بكر في تركيا وعبر الحدود الشرقية، وثمة (فضلا عن كل ذلك) قوانين تضع (الكردي) في مرتبة (المتهم) دائما حتى يثبت ركوعه.

وحين يبشر (الرجل) الكويتيين بـ «سعادة» كسعادة الاكراد، فعليهم منذ الآن، البحث عن كويتي يصلح ان يكون نائبا لرئيس الجمهورية يتفن بعد عشرين سنة فن استقبال الوفود وتوديعها، كما يفعل الآن طه محيي الدين معروف في الامبراطورية التي ستكون يوما مترامية الاطراف.

«... الحارثي»

AT-TADAMON

5 november 1990

«السيد جلال الطالباني» اعتذار

□ في عدد «التضامن»، رقم ٣٧٨، الصادر بتاريخ ٩ تموز (يوليو) ١٩٩٠، نشر مقال تحت عنوان: «خفايا: القصة الكاملة لمقتل قاسمelo بتدبير من الطالباني... الاكراد يقتلون الاكراد»، واشمل المقال الى ان جلال الطالباني، السكرتير العام للاتحاد الوطني لكردستان كان احد المسؤولين عن مصرع الدكتور عبدالرحمن قاسمelo، زعيم الحزب الديموقراطي الكردستاني/ ايران.
وتود «التضامن»، ان توضح هنا بانها لا علاقة على الاطلاق للسيد الطالباني بمقتل الدكتور قاسمelo. وعلى ذلك فان «التضامن» تعتذر للسيد الطالباني عن الاساءة التي لحقت به من الناحية السياسية وعن الإزعاج الشخصي والضيق الذي سببه له هذا المقال. ولتأكيد حسن النوايا بشأن هذا الاعتذار، فقد قامت «التضامن» بسداد اتعاب المحاماة للسيد الطالباني.

Sawt-Al-Kuwait International 2. 01. 1991

مؤتمر صحافي لقيادات المعارضة العراقية

الانسحاب من الكويت مفتاح لتسوية الازمة

ائتلاف قوى المعارضة الوطنية والاسلامية والقومية

يمثل صورة لائتلاف الشعب العراقي ضد صدام حسين

بتسامحه وإن يكون العراق الا عراق المودة والاخوة والديمقراطية والسلام. وحول اعادة العلاقات الايرانية - العراقية قال: ان المعارضة العراقية بكل اطرافها تعتمد على العمل من داخل العراق ومن الشعب العراقي والجيش العراقي... وعقب الطالباني على نفس السؤال فقال ان اعادة العلاقات العراقية - الايرانية لم تشكل اي عيب على المعارضة العراقية في كريستان العراق، وان الجمهورية الاسلامية الايرانية لم تبدل موقفها من المعارضة. وردا على سؤال وجهته وكالة الانباء الكويتية حول دور المعارضة في ما لو نشبت حرب في الخليج.

قال عبد الرزاق الصافي: اننا لا نوافق على ان يتعرض شعبنا العراقي لاي حرب دموية. ونأمل جميعا بتسوية الازمة تسوية تقوم على انسحاب العراق سلميا من الكويت.

وقال: اننا نعتبر موضوع النظام في العراق ومستقبله هو من مسؤولية الشعب العراقي، وليس من شأن اية قوة اخرى في العالم، ولا نوافق على محاولات تشكيل الشعب العراقي من خارجه، او ان يلخذه لهد مهمة تقوير مصير صدام حسين غير الشعب العراقي وقواه الوطنية والاسلامية.

نحن نسمى ونطالب بتضامن كافة القوى الخيرة مع شمال شعبنا للخلع من الدكتاتورية وابعاد عراق ديمقراطي تكون فيه تعددية سياسية، وانتخابات حرة وبستور وحرية ديمقراطية، وتداول السلطة برلمانيا. وضمان حق الشعب العراقي في تقرير مصيره وازاته الحرة.

ويالتالي نسمى لدره الحرب عن العراق من خلال الضغط على نظام صدام لمسح قواته من الكويت، وهذا مفتاح حل الازمة بنظرنا. وسنواصل العمل بهذا الاتجاه حماية لوطننا ولشعبنا الحبيب.

الحيدري عضو مجلس الشورى في المجلس الاعلى للثورة الاسلامية في العراق نص البيان التحالفي الذي وقعته فصائل المعارضة العراقية.

وحدة الشعب العراقي: وفي اجابة قيادات المعارضة على اسئلة الصحافيين تحدث السيد محمد تقي المدرسي عن دور التحالف في تأمين الديمقراطية للعراق. وقال ان وحدة المعارضة وليست وحدة بين الفصائل فقط وانما تعبير حقيقي عن وحدة الشعب العراقي داخل وخارج العراق.

وردا على سؤال وجهته «صوت الكويت» حول الخطوات الجبهوية التي سبقت اعلان توحيد المعارضة العراقية واسباب تاخر اعلانها، قال مهدي العبيدي عضو قيادة قطر العراق لحزب البعث العربي الاشتراكي ان فصائل المعارضة العراقية قد توحدت عام ١٩٨٠ ولكن توحيدها انذاك كان ناقصا بسبب غياب عنصر مهم وهو الطرف الاسلامي. اما في الفترة الاخيرة فقد اكتمل جسم المعارضة العراقية بعدما وافق للنجاح في نضالها من اجل تحرير الكويت.

وردا على سؤال اخر عن سبب خلو البيان من بند يعرض ضمانات من شأنها كسب العناصر الملتفة حول صدام حسين خاصة اولئك الذين نفذوا اوامر النظام وانضموا على اعمال اجرامية. قال المدرسي اننا ندعو الى الدستورية والقائمة دولة القانون، وبالتالي فإن امر محاكمة ابي عنصر من عناصر السلطة هو امر متروك لارادة الشعب العراقي ووفق القانون. وعلى قاعدة حقوق الانسان. ثم عقب جلال الطالباني على السؤال ذاته فقال ان المعارضة العراقية تسمى لضمان حقوق الانسان وحق النهم في الدفاع عن نفسه، ووفق الاعلان العالمي لحقوق الانسان. وأضاف ان الشعب العراقي معروف

بيروت - «صوت الكويت»: أكد ممثل المعارضة العراقية عزم احزابهم وميئاتهم السياسية وجميع القطاعات الشعبية المناهضة لحكم الطاغية صدام حسين على تحويل الاتفاق الذي وقع الاسبوع الماضي الى واقع ورفع وتطوير اشكال المعارضة بمختلف الطرق.

جاء ذلك في مؤتمر صحافي عقده ممثلو المعارضة العراقية في بيروت يوم الجمعة الماضي برئاسة جلال الطالباني وافتتحه محمد البعلبكي نقيب الصحافيين اللبنانيين بكلمة أكدت تضامناً الفئات الوطنية والاسلامية اللبنانية مع قضية المعارضة العراقية وتصديها للحكم الدكتاتوري.

واستهل جلال الطالباني زعيم الاتحاد الوطني الكردي في المؤتمر بالتأكيد على اهمية الاتفاق الذي توصلت اليه قوى المعارضة العراقية بتبازرها الرئيسية المختلفة. وقال ان قوى المعارضة العراقية للوقوف على البيان هي قوى فاعلة ومؤثرة وذات تاريخ جهادي طويل معمد بالدماء والالاف من الشهداء الذين قتلتهم الديكتاتورية المتسلطة على رقاب الشعب العراقي. تلك الديكتاتورية التي تقود العراق من كارثة الى اخرى، ومن حرب مجنونة طائشة دامت ثماني سنوات الى مفامرة اخرى بالاعتداء على الكويت تعرض العراق الى لخطر جسيمة.

واكد ان المعارضة العراقية تبذل جهودها من اجل انقاذ العراق من هذه الكارثة. وأشار الى ان الحرب المجنونة الطائشة في لبنان لم تكن بعيدة عن اثار الديكتاتوري صدام. ويحسنى ان يكون هذا التحالف العراقي بذابة لهضة جديدة شاملة للشعب العراقي ينتصر فيه على جلاديه، ويبنى عراق الحرية والديمقراطية والعدالة بدعم من سائر الشعوب العربية. ثم تلا حجة الاسلام والمسلمين محمد

AL-HAYAT INTERNATIONAL, 28. 12. 1990

لجنة اميركية لحماية الصحفيين تتهم انقرة بملاحقة مراسلين اجانب

صحافيون في تركيا يقيمون وتعتيم على النشاطات الكردية

واعتمد التقرير على لقاءات اجراها اعضاء الوفد مع ٦٠ شخصا بينهم صحافيون وسياسيون ومسؤولون حكوميون.

ويذكر ان اللوار الاكراد في تركيا بدأوا منذ عام ١٩٨٤ حملة مسلحة معلنين ان هدفهم هو اقامة دولة كردية مستقلة. ومنذ ان سقط في اشتباكات بينهم وبين القوات التركية ٢٥٠٠ قتيل من اللوار والمنديين والقوات الحكومية. وتطرق التقرير الاميركي ايضا الى المشاكل العامة بالنسبة الى الصحافة التركية. وقد سجن سبعة صحافيين اترك على الاقل لتعبيرهم عن آرائهم، فيما اتهمتهم السلطات بانهم يروجون المبادئ الشيوعية.

وتضمن التقرير ٣٨ حادفا مدعما بالوثائق خلال السنة الجارية تعرض فيها صحافيون لمضايقات او اعتداءات فضلا عن مصادرة مطبوعات واغلاق اخرى. وأشار التقرير الى ان اعضاء الوفد الاميركي اجتمعوا مع ثلاثة صحافيين اترك قالوا انهم عذبوا بينما كانوا في السجن.

ونكر التقرير ان مسؤولين اتركا اعتبروا حوادث كهذه حالات منعزلة. لكن في المقابل، تشجع تعليقات صدرت عن الرئيس تورغوسوت اوزال على ممارسة العنف ضد الصحافيين. ومن الامثلة التي تضمنها التقرير على ذلك انه بعد شكاوى صحافيين اعتدى عليهم رجال الشرطة بينما كانوا يغطون تظاهرة عمالية في اول ايار (مايو) الماضي قال اوزال ان عليهم تعلم الكاراتية والجودو.

ويذكر ان صحافيين بارزين اغتيلوا السنة الجارية احدهما كان ليبراليا ويعمل في صحيفة «حرية»، والاخر يساريا من مجلة «٢٠٠٠»، ولم يعتقل احد في الحادثين.

■ انقرة - ا ب - اتهمت منظمة صحافية اميركية الحكومة التركية بانها تمنع رؤساء التحرير والمحريين من تغطية احداث داخلية معينة خصوصا ما يتعلق منها بالاكراد. وذكرت لجنة حماية الصحافيين التي تتخذ نيويورك مقرا لها، وهي منظمة مستقلة تدافع عن الصحافيين في العالم، في تقرير نشر امس الخميس ان القوانين التركية تفرض عمليا تعتيمًا كاملا على اي اخبار تتعلق باللوار الاكراد.

وانتقد التقرير مرسوما حكوميا يعطي محافظاً اقليمياً سلطة منع نشر اي مطبوع يتضمن ما يعتبره المحافظ غير صحيح او يشكل تهديدا للامن والنظام. وذكر التقرير ان الصحافيين العاملين جنوب شرق تركيا حيث ينشط اللوار الاكراد يعانون من تهديدات السلطات الامنية بممارسة العنف الجسدي ضدهم اذا هم انتهكوا الحظر. وبالنسبة الى الصحافيين الاجانب الذين يزورون المنطقة يتعرض كثيرون منهم لملاحقة اجهزة الامن ويؤخذون الى مراكز الشرطة ويطربون من المنطقة.

واورد التقرير خمسة امثلة على ما تعرض له صحافيون اجانب بينهم مراسلون لصحيفتي «لوموند» الفرنسية و«سيديفينسكا داغبلانير» السويدية ووكالة «رويتر» البريطانية، وهيئة الاذاعة البريطانية. كما ان وفدا يمثل اللجنة الاميركية التي وضعت التقرير اقتيد الى مركز للشرطة في مدينة فيزلتبا بناء زيارة لجنوب شرق تركيا. واستجوب اعضاء الوفد لمدة ٥٠ دقيقة.

ووضعت اللجنة هذا التقرير في ضوء زيارة قام بها الصيف الماضي وفد يمثلها لتقصي الحقائق في تركيا.

ASHARQ
AL-AWSAT
29.12.1990

بيان من قوى المعارضة العراقية

يا ابناء شعبنا العراقي الابي

ادراكا من قوى المعارضة العراقية لحراجه الاوضاع العامة في وطننا الحبيب وخطورة المرحلة التي نعيشها جميعا، حيث يسود حكم الطاغية صدام حسين الفردي واجهزته القمعية، وازهابه البموي، ويتفرد باخطر القرارات التي تمس مصير شعبنا ووطننا، دون مشاركة من اي مؤسسة دستورية او قانونية منتخبة، كاشعال الحرب العدوانية على الجارة الجمهورية الاسلامية الايرانية بعد الغاء اتفاقية الجزائر التي وقعا مع الشاه والعودة اليها بقرار فردي متجاهلا ارادة شعبنا العراقي.

وبناء على استمرار سياسة النظام الدكتاتوري في بغداد بتوسيع نطاق الطش والقمع والازهاق والاضطهاد والتصفيات الجسدية، التي ذهب ضحيتها الآلاف من خيرة ابناء شعبنا العراقي المكافح ومن جميع قواه الوطنية: الاسلامية والقومية، (العربية والكردية) والديمقراطية... عبر انتهاجه لسياسة التمييز السياسي والقومي والديني والطائفي، مما اوقع البلاد في ازمة خانقة، سياسية واجتماعية واقتصادية، وتجاهل النظام للواقع التاريخي والاجتماعي للشعب العراقي الذي يتألف من قوميتين رئيسيتين هما العربية والكردية واقلية قومية، وكونه شعبا مسلما مع وجود اقلية نينية.

وتقديرنا لمخاطر الازمة في منطقة الخليج والتي نتجت عن غزو صدام للكويت وضمه القسري لها، فإن قوى المعارضة تدعو وترفض الاحتلال والضم القسري للكويت وتؤكد ضرورة دره كارثة الحرب المحتملة ونزع فتيلها وذلك بتشديد الضغط على النظام لاجباره على الانسحاب من الكويت دون قيد او شرط.

ومن اجل اعادة الامور الى نصابها الصحيح، والحيلولة دون وقوع كارثة الحرب وانقاذنا لشعبنا ووطننا للاخطار المحتملة جراء التوتر السائد، وافشالا لكل المحاولات الرامية الى تجويعه واضعافه واذلاله، اجتمعت قوى المعارضة العراقية بفصائلها واتجاهاتها المختلفة، واتفقت على جملة مبادئ اساسية وبرنامج سياسي موحد لعمل مشترك فيما بينها، ينسجم ومطالب المرحلة الحاضرة، ملبية بذلك رغبة شعبنا المكافح من اجل الوصول الى اهدافه العادلة والنبيلة، عاقدة العزم على تصعيد وتأثر العمل التضامني للتخلص وبشكل نهائي من كابوس الديكتاتورية والتسلط والازهاق.

ان شعبنا يواجه بشجاعة نادرة قهر وقسوة نظام صدام الدكتاتوري الذي ينتكر للقيم والمثل الانسانية وللإسلام والعروبة.. ويمتسح هذا النظام وريثا لمخلفات الانظمة الاستبدادية والعملية التي تعاقبت على سدة الحكم في العراق مع تشديد لا مثيل له في وتيرة الطغيان والانفراد بالحكم.

وهو اليوم يتأهب لسك زمام مصيره بيده تعضده في ذلك قوات الجيش العراقي التي ما زالت تتطلع لاداء مهامها الوطنية والقومية والاسلامية.

ان قوى المعارضة العراقية مجتمعة لتتجه لبناء شعبنا العراقي وجيشه الباسل في هذه اللحظات الحاسمة من تاريخ بلادنا الذي سيتبعين من خلالها بلا شك مستقبله ومصير ابناءه، ان يكون رابط الجاش متوهبا لإزالة الضرر الحاسمة التي ستقطع الطريق على اي احتمال قد يؤدي الى تعرض استقلال العراق وسيادته الى اخطار جسيمة وكارثة مهلكة وتدعو للعمل على تحقيق الاهداف التالية:

اولا: اسقاط النظام الديكتاتوري بإرادة الشعب العراقي وتصفية مخلفاته والغاء القوانين الجائرة الصادرة عنه.

ثانيا: تاليف حكومة انتلافية انتقالية تعاقب النظام الحالي تشمل جميع فئات الشعب العراقي، بكل قواه السياسية المناهضة للحكم القائم، وتتولى انجاز المعالم التالية:

١. الغاء الاوضاع الاستثنائية وتصفية اثار الحكم الديكتاتوري في جميع المجالات وانهاء ممارسة الاضطهاد السياسي والقومي والديني والمذهبي واصدار عفو عام شامل عن جميع السجناء والمعتقلين والملاحقين السياسيين واعادة المفصولين منهم من مدنيين وعسكريين الى وظائفهم واعمالهم

وتعويضهم عن الاضرار التي لحقت بهم.

٢. الغاء سياسة التمييز الطائفي ضد الغالبية من ابناء الشعب العراقي التي استخدمت لضرب بعضه البعض الاخر وازالة الآثار المترتبة عليها من خلال تهينة الفرص المتكافئة لمشاركة العراقيين كافة في ادارة البلاد وتحقيق العدالة الاجتماعية والمساواة التامة بينهم في الحقوق والواجبات بعيدا عن اي تمييز في جميع المجالات بما في ذلك الحقوق المدنية والثقافية وتثبيت ذلك دستوريا.

٣. تأمين عويدة المهجرين والمهاجرين والمبعدين داخل العراق وخارجه الى اماكن سكناهم واعادة حقوقهم (حقوق المواطنة) وممتلكاتهم وتعويضهم تعويضا عادلا.

٤. الغاء سياسة التمييز القومي وازالة الآثار السياسية والديموغرافية للسكانية، لمحاولة تغيير الواقع القومي والتاريخي لمنطقة كورستان العراق، وحل المشكلة الكردية حلا عادلا ومنع الكرد حقوقهم القومية والسياسية المشروعة من خلال تطبيق وتطوير بنود (اتفاقية ١١ آذار ١٩٧٠) نصا وروحا التي فرضها الشعب العراقي وضمن نطاق الوحدة الوطنية العراقية مما يعزز الاخوة العربية الكردية وضمن الحقوق الثقافية والادارية للاقلية القومية كالكرد والاشوريين وغيرهم.

٥. تحقيق الحريات العامة (الديمقراطية) بمعنى حرية النشاط والتنظيم السياسي والنقابي والاجتماعي، وحرية الصحافة والنشر والتجمع والتظاهر والاضراب وحرية التعبير والفكر بما فيها حرية لشعائر الدينية المنهجية، والاقرار بالتمديد السياسية الديمقراطية وتداول السلطة بالاساليب البرلمانية ووفق لارادة لشعبنا العراقي.

٦. صيانة وتعزيز الوحدة الوطنية للشعب العراقي ووحدة العراق ارضا وشعبنا وكيانا.

٧. ضمان حقوق الانسان في العراق كما وردت في الاعلان العالمي لحقوق الانسان وصيانة كرامة المواطن وحقوقه العامة والخاصة.

٨. الانتقال بالبلاد الى الاوضاع الدستورية عن طريق اجراء انتخابات حرة ومباشرة وبالتصويت السري لانتخاب مجلس تأسيسي يقوم بوضع الدستور الدائم وذلك خلال فترة لا تتجاوز سنتين ولا تقل عن سنة.

٩. الامتثال ببناء القوات المسلحة على اساس سليمة، ككلية يتمكينها من اداء دورها في الدفاع عن الوطن واحترام المؤسسات الدستورية وختيار الشعب العراقي في النظام السياسي الذي يرتليه واداء دورها القومي في مواجهة الاستعمار والصهيونية ومخططاتها.

١٠. دعم الجهود الرامية الى تحقيق التضامن العربي والسير في طريق الوحدة العربية التي تحقق مطامع الأمة العربية وتستند الى لولمتها الحرة، وتقوم على اساس العداة للاستعمار والصهيونية.

١١. العمل على اسناد وتعزيز التضامن والتعاون والوحدة بين الشعوب الاسلامية ودعم الجهود الرامية لتحقيق الوحدة الاسلامية تقوية لجهة معاداة الاستعمار والصهيونية وكل اشكال الاستغلال وما يخدم مصالحها المشتركة.

١٢. اسناد كفاح الشعب العربي الفلسطيني وانتفاضته الباسلة لتحرير وطنه بما فيه القدس الشريف واقامة دولته المستقلة على ترابه الوطني، ودعم كفاح حركات التحرر من اجل حقوق شعوبها ضد الاستغلال والظلم.

١٣. انتهاج سياسة خارجية مستقلة والابتعاد عن الاحلاف الاجنبية وبقاء تضامن عربي واسلامي حقيقي. وبناء علاقات حسن الجوار مع جميع الدول على مبادئ التعايش السلمي والمصالح المشتركة والالتزام بمواثيق الجامعة العربية والمؤتمر الاسلامي ودول عدم الانحياز وهيئة الامم المتحدة واحترام الاتفاقيات الدولية والاسهام في صيانة السلام في المنطقة والعالم والعمل ضمن جهود المجتمع الدولي لحماية البيئة وتصرم اسحة الابادة الجماعية والتدمير الشامل، للاسلحة النووية والجرثومية والكيميائية.